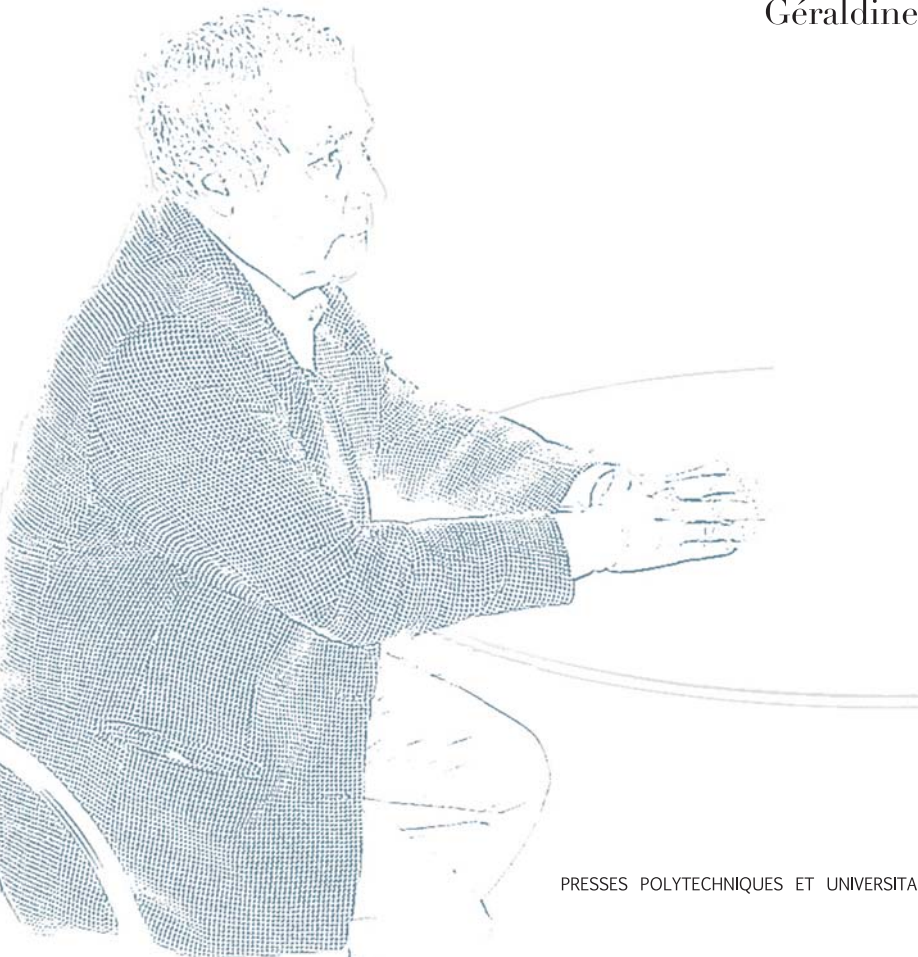


# De la ville aux réseaux/ dialogues avec Manuel Castells

Géraldine Pflieger



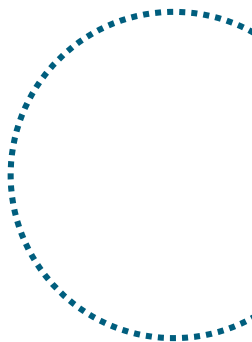
Un parcours de vie marqué par la résistance au régime franquiste, Mai 68, le Chili d'Allende, un parcours scientifique qui s'évade du marxisme pour se placer à l'avant-garde des études urbaines américaines: Manuel Castells revient dans cet ouvrage sur les éléments marquants de sa vie de chercheur. Il y brosse un portrait sans complaisance du milieu académique et détaille sa méthodologie (en relevant ses succès et ses errements). Chaque chapitre porte sur une œuvre marquante – notamment *La question urbaine* et sa trilogie consacrée à *L'Ere de l'information*.

Le dialogue entretenu par Géraldine Pflieger permet d'apprécier, sans jargon ni visée hagiographique, l'approche d'une société en mutation, confrontée à la montée des contradictions entre espace des lieux et espaces des flux, globalisation et revendications identitaires. Cet ouvrage s'adresse ainsi non seulement aux chercheurs, auxquels il apporte un éclairage original sur la production de Manuel Castells, mais de façon plus générale au large public intéressé par l'histoire des sciences et le fait urbain.

ISBN 2-88074-681-7



9 782880 746810 >



**De la ville aux réseaux /**  
dialogues avec Manuel Castells





\*  
espace en société  
penseurs d'espace

**De la ville aux réseaux /**  
dialogues avec Manuel Castells

Géraldine Pflieger



Conception graphique et réalisation:  
\*tangram, Lausanne.

Les Presses polytechniques et universitaires romandes sont une fondation scientifique dont le but est principalement la diffusion des travaux de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne ainsi que d'autres universités et écoles d'ingénieurs francophones. Le catalogue de leurs publications peut être obtenu par courrier aux

**Presses polytechniques et universitaires romandes,**  
EPFL – Centre Midi,  
CH-1015 Lausanne,  
par E-Mail à [ppur@epfl.ch](mailto:ppur@epfl.ch),  
par téléphone au (0)21 693 41 40,  
ou par fax au (0)21 693 40 27.

**[www.ppur.org](http://www.ppur.org)**

Première édition  
ISBN 2-88074-681-7  
© 2006, Presses polytechniques et universitaires romandes,  
CH – 1015 Lausanne

Imprimé en France  
Tous droits réservés.  
Reproduction, même partielle, sous quelque forme ou sur  
quelque support que ce soit, interdite sans l'accord écrit de  
l'éditeur.

# Table des matières

<b>L'entretien de recherche</b>	<b>1</b>
Une biographie de l'œuvre	2
Du contexte au contenu	4
Le déroulement des entretiens	5
Trajectoires et ruptures / les dédales du cheminement scientifique	9
Bibliographie introductive	11
Notice de lecture	12
<b>1 / De l'Espagne à <i>La question urbaine</i> /     Un jeune sociologue en luttés (1957-1972)</b>	<b>13</b>
1.1 Les premières luttés / l'Espagne franquiste	14
1.2 L'exil en France et l'entrée dans la sociologie parisienne	19
1.3 De Nanterre aux barricades / au cœur du Mouvement de mai 1968	27
1.4 L'exil au Chili / de l'étude des mouvements de quartiers à la tentation révolutionnaire	39
Bibliographie	47
<b>2 / La ville en système /     <i>La question urbaine</i> [1972]</b>	<b>49</b>
Situation et synthèse de l'œuvre	50
2.1 La politisation de la recherche urbaine devant la montée en contradiction des villes capitalistes	56
2.2 Le système urbain	63
2.3 Politiser l'école de Chicago et contrer Henri Lefebvre	67
2.4 Système économique ou système urbain?	72
2.5 Retour sur un ouvrage radical	79
Critiques et discussions	83
Bibliographie	86

<b>3 /</b>	<b>La ville du capital / <i>Monopolville</i> [1974]</b>	<b>89</b>
	Situation et synthèse de l'œuvre	89
3.1	Un milieu de recherche formaté par l'Etat central	93
3.2	Du système urbain au modèle urbain	100
3.3	Dunkerque / exemple ou archétype?	104
3.4	Au-delà du capital et de l'Etat / quel pouvoir local?	108
3.5	<i>Monopolville</i> , de l'extrême à la rupture...	114
	Critiques et discussions	117
	<i>Monopolville</i> , ving-cinq ans plus tard	118
	Bibliographie	119
<b>4 /</b>	<b>La ville des mouvements sociaux / <i>The City and the Grassroots</i> [1983]</b>	<b>121</b>
	Situation et synthèse de l'œuvre	122
4.1	De la France aux Etats-Unis, un changement de cap méthodologique	126
4.2	Mouvements sociaux de base et production de la ville	134
4.3	La construction d'une théorie des mouvements sociaux urbains	143
4.4	Les mouvements sociaux urbains aux risques de l'action politique	147
	Critiques et discussions	160
	Bibliographie	163

5 /	<b>Villes innovantes, villes duales /</b> <b><i>The Informational City</i> [1989]</b>	165
	Situation et synthèse de l'œuvre	165
5.1	L'irruption des technologies dans le monde de Manuel Castells	169
5.1.1	Un monde en mutation technologique	169
5.1.2	L'éclosion de l'économie urbaine, des milieux innovants aux technopoles	172
5.1.3	Les lacunes du postmodernisme dans l'analyse des mutations technologiques	176
5.2	La société face à une double transformation / la restructuration du capitalisme et l'émergence du mode de développement informationnel	180
5.2.1	La restructuration du capitalisme	180
5.2.2	L'essor du mode de développement informationnel	183
5.3	De la ville informationnelle à l'espace des flux	188
5.3.1	Les stratégies de localisation des industries technologiques	188
5.3.2	L'espace des flux et le déterminisme technologique	191
5.3.3	Dual City – Global City	194
5.4	Vers la trilogie	200
	Critiques et discussions	201
	Bibliographie	204

<b>6 / La société en réseaux, ses identités, ses espaces /</b> <b><i>The Information Age</i> [1996, 1997, 1998]</b>	<b>207</b>
Situation et synthèse de l'œuvre	208
6.1 Un chercheur en réseau	214
6.2 Société en réseaux et identités/ deux mouvements et trois volumes	224
6.3 L'émergence de la société en réseaux	231
6.4 Les identités et les mouvements sociaux	240
6.4.1 Les identités face à la société en réseaux	243
6.4.2 Destruction ou transformation de la société?	247
6.5 Les pouvoirs, les Etats, les nations	251
6.5.1 Les pouvoirs dans la société en réseaux	251
6.5.2 De l'Etat-nation à l'Etat-réseau	254
6.5.3 L'Etat face à ses nations	256
6.5.4 Les Etats confrontés au développement technologique	259
6.6 Espace des lieux, espace des flux	265
Critiques et discussions	279
Bibliographie	281
 Post-scriptum	 283
 Epilogue	 289
 Bibliographie sélective de Manuel Castells	 291
 Remerciements	 295
 Biographie de Manuel Castells	 297
 Bibliographie complète de Manuel Castells 1967-2006	 303
 Glossaire	 321

© Maggie Smith, Santa Monica, California, 2005







## L'entretien de recherche

La table du living-room était couverte de nouveautés éditoriales: *La Fabrique de la réalité*, de David Deutsch, *Sara et Simon*, d'Erick Hackl, *L'Ordre politique dans les sociétés en changement*, de Samuel P. Huntington, *L'Ere de l'information*, de Manuel Castells, la revue *Realitat* du Parti des communistes de Catalogne, des publications et des brochures de *Sal Terrae* et *Dans le même bateau* d'un certain Sloterdijk, petit livre aux proportions humaines que Carvalho prit pour son format réduit et ouvrit pour lire: « la postmodernité est le temps “d'après-Dieu” et d'après les empires classiques et leurs succursales locales. »

Manuel Vázquez Montalbán  
*L'homme de ma vie*, p. 45 (Seuil, 2003)

J'étais chercheuse invitée à l'Université de Californie à Berkeley lorsque j'ai souhaité interviewer Manuel Castells pour la première fois. C'était au printemps 2002 et je lisais le deuxième volume de sa trilogie *L'Ere de l'information*, intitulé *Le pouvoir de l'identité* [1999a]. L'éclectisme de Castells continuait de me surprendre, ce livre ne ressemblait à aucun autre de ses travaux. Je repensais à ce parcours improbable dont j'avais saisi plusieurs photographies au fil de mon cursus: l'approche structuraliste de *La question urbaine* [1972], la monographie totale, et parfois caricaturale de Dunkerque, dans *Monopolville* [1974], le premier volume de la trilogie – *La société en réseaux* [1998b] – et son concept d'espace des flux qui dessinait une relation de domination des réseaux sur les territoires, et maintenant cette analyse multiculturelle des mouvements sociaux à l'heure de

la globalisation, des Zapatistes aux milices patriotiques américaines. De plus, cette ancienne figure emblématique de la sociologie urbaine marxiste s'était installée à Berkeley et y enseignait depuis vingt ans: comment un universitaire marxiste, formé en France, avait-il pu s'intégrer à l'université américaine? Même si UC Berkeley était des plus progressistes, ce n'était tout de même pas Nanterre! L'image impressionniste que reflète la bibliographie francophone de Manuel Castells devait masquer un cheminement de sa pensée. De *La question urbaine* à *L'Ere de l'information*, plus de trente ans s'étaient écoulés et je voulais recoudre les morceaux, reconstituer cette vie de recherche.

J'ai alors contacté Manuel Castells pour lui proposer une interview pour la revue française *Flux*, mais il venait de quitter la Californie pour rentrer à Barcelone, sa ville. Il m'a fallu quelques détours et les recommandations appuyées de Dominique Lorrain, chercheur au Centre d'études des mouvements sociaux (CEMS), où Castells officiait jusqu'en 1979, pour susciter l'intérêt du sociologue. Je lui ai alors soumis le projet d'un ouvrage d'entretiens qui permette de reconstituer son parcours scientifique des années 1960 à 2005. Séduit par la volonté de revisiter ses travaux, et non sa vie – « ma carrière n'est pas finie » me disait-il – il accepta et nous avons commencé en janvier 2004 cette série de conversations, à Barcelone, dans son bureau de l'Université ouverte de Catalogne.

## Une biographie de l'œuvre

Cet ouvrage de conversations avec Manuel Castells s'assimile à un projet de recherche, avec une problématique, une méthodologie et deux objets principaux: l'auteur et son œuvre. Le résultat escompté s'est d'emblée focalisé sur une biographie de l'œuvre, chaque entretien s'attachant à décortiquer un des cinq ouvrages qui ont jalonné le parcours du sociologue. L'ambition n'est donc pas de retracer la vie de Castells mais d'étudier la genèse et l'évolution de sa production scientifique.

Pour cela, la méthode s'est inspirée de la sociologie des sciences, afin de comprendre l'œuvre de Castells « telle qu'elle s'est faite » tout comme Callon et Latour se sont attachés à étudier « la science telle qu'elle se fait ». Les travaux menés en sociologie des sciences s'orientent en général vers trois voies:

– La première consiste à appliquer aux laboratoires scientifiques la méthode anthropologique, comme l'ont fait Latour et Woolgar dans *La vie de laboratoire* (1996): études des pratiques, des méthodes, des techniques, des protocoles.

– La deuxième consiste à analyser en détail les controverses scientifiques permettant de comprendre comment une théorie s'est imposée à une autre, ou comment des travaux ont été reçus lors de leur publication. Largement appliquée aux sciences dures par la sociologie des sciences américaine, l'étude des controverses et des débats est encore marginale en sciences sociales. Pourtant, des débats idéologiques et des luttes théoriques naissent des concepts, des notions, des objectivations de la réalité, dont la construction doit être finement étudiée.

– Une troisième voie enfin, se rapprochant de la deuxième, a été employée par Christian Topalov dans *La ville des sciences sociales* (2001) et dans le séminaire du même nom qu'il dirige à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. L'idée est dans ce cas de situer l'œuvre dans les conversations multiples dont elle a fait l'objet lors de sa production, tant dans le monde académique que parmi les acteurs sociaux.

En se rapprochant de la dernière méthode, chaque chapitre se focalise sur un livre et cherche à associer la discussion de l'ouvrage à une description du monde de Castells et du contexte de réalisation de ce travail. Ainsi, les dialogues tentent d'éviter l'écueil de l'anachronisme. Il est aisé d'observer de loin, et de haut, une production ancienne, de souligner avec vingt ans de recul son caractère dépassé, ses faiblesses, ou son inutilité. À l'inverse, en replaçant les œuvres dans leurs contextes de production et de réception, ce travail se situe dans un « historicisme réflexif » – à la manière de Topalov (2001, p. 308). L'objectif est de redonner de la fraîcheur aux travaux de Manuel Castells, en les ancrant dans leur histoire, dans des courants de recherche. Le recul temporel doit permettre une plus grande réflexivité du sociologue et non une critique gratuite et facile de l'enquêteur. De plus, cette méthode ancrée dans le contexte de production m'autorise à sortir d'une discussion purement scientifique du contenu de l'œuvre, et de parler du milieu académique et professionnel au sein duquel Castells a évolué. Les entretiens s'inspirent en cela des narrations de Robert Heilbroner (2001) qui restitue les mondes de Keynes, de Marx ou de Smith et offre des descriptions écologiques du milieu intellectuel des grands économistes, proposant ainsi une approche inédite de leurs travaux. Enfin, en abordant des produits, des livres du sociologue, l'objectif des entretiens n'est pas seulement de discuter des idées mais de se positionner dans une démarche compréhensive et épistémologique. En ce sens cet ouvrage se distingue des conversations entre Martin Ince et Manuel Castells, publiées en anglais (2003), qui traitent de façon synthétique des principaux thèmes de recherche du sociologue, dans la période actuelle.

Ces entretiens de recherche s'inscrivent dans un double questionnement.

Tout d'abord, ce travail vise à comprendre comment le contexte personnel, les conditions de production des recherches, et les conversations dont les œuvres ont fait l'objet, ont structuré l'évolution du parcours scientifique du sociologue. Ensuite, l'ambition de cet ouvrage est de comprendre les trajectoires et les ruptures de ce parcours, aux plans thématique, théorique et méthodologique. Observe-t-on des « sentiers de dépendance » dans l'œuvre de Manuel Castells, d'une publication à l'autre? De la ville à la société en réseaux, quel cheminement et quels virages l'auteur a-t-il opéré?

## Du contexte au contenu

Issus de ce double questionnement, les dialogues s'appuient sur quatre perspectives complémentaires.

L'analyse du contexte, tout d'abord, implique l'étude des lieux et des milieux de recherche à chaque étape du cheminement de l'auteur. Parcours sinueux, fait d'itérations, de détours, de hasards, de rencontres, le contexte personnel influence plus ou moins directement la teneur des travaux, les centres d'intérêts, les partis pris théoriques. Être communiste ou anarchiste n'a évidemment pas le même impact sur la façon dont on appréhende la structure sociale, le rapport à l'État, les pratiques sociales. L'étude du contexte personnel se focalise sur la description de l'environnement professionnel, des combats intellectuels menés à titre académique ou politique, des lieux et des moments de l'action publique de l'auteur. Ensuite, en se recentrant cette fois sur l'œuvre, la recherche s'attache à comprendre les conditions de production, en analysant le travail du sociologue. Cette démarche s'adosse à une description des modalités concrètes de réalisation des travaux: financements, appuis institutionnels, équipes, réussites et faillites intellectuelles, effets d'apprentissage. Enfin, la troisième perspective tente de resituer l'œuvre dans les débats et discussions dont elle a fait l'objet lors de sa publication, tant dans le monde académique que parmi les acteurs sociaux. A qui s'adressait-elle, à qui répondait-elle ou à qui s'opposait-elle? Il convient dans ce cas de prendre au sérieux les questions auxquelles l'auteur souhaitait répondre. Enfin, chaque entretien se consacre pour une part au décortilage du schéma théorie-problématique-méthode-terrain. Pour ce versant de la recherche, la démarche s'apparente à un profil de l'œuvre, elle entend éclairer les principaux apports, saisir la cohérence interne, débusquer les contradictions et les failles. Dans ce cadre, les techniques d'entretien passent par des reformulations, des validations de vocables, des contre-pieds; elles cherchent le débat, la contradiction et le désaccord.

A la différence des travaux de Topalov sur les études urbaines ou de Latour sur la chimie ou la médecine, ce travail s'appuie sur des discussions engagées avec l'objet de la recherche: l'auteur. Cette particularité présente des avantages et des limites. L'avantage est de pouvoir questionner le sociologue sur ses sentiments à propos de son propre travail: ses doutes, ses regrets, ses certitudes, les idées qu'il trouve discutables, celles qui ne le sont pas. Le principe étant d'encourager par la discussion la réflexivité et la prise de distance. Les limites sont bien évidemment liées à la place importante de la subjectivité dans les interviews. Comment produire dès lors une analyse distanciée de l'œuvre? Cette limite peut difficilement être dépassée, surtout dans le type d'exercice proposé ici. L'atout d'un tel travail est précisément d'être subjectif. Néanmoins, pour prendre du recul, les conversations ont été complétées par trois types de matériaux: les écrits sur l'époque, en particulier les travaux qui traitent de l'histoire récente des sciences sociales et de la recherche urbaine; les principales références bibliographiques citées dans chacun des livres; et les critiques et notes de lecture des livres de Castells dans les revues scientifiques. Ces différents matériaux ont permis de diversifier les sources et de comprendre quelles ont été les discussions qui ont entouré la publication de ces travaux.

## Le déroulement des entretiens

Avant de présenter la technique d'entretien, je souhaiterais parler brièvement de mon rapport à l'objet de recherche, c'est-à-dire aux travaux de Castells. La sélection des thématiques, l'angle des questionnements, la teneur des critiques sont personnels et de fait subjectifs. Une façon d'objectiver la discussion peut être de décrire les lunettes avec lesquelles ce travail a été abordé. Connaître la correction de la vue devrait permettre au lecteur de percevoir les déformations issues du regard personnel.

Urbaniste et économiste de formation, j'ai étudié *La question urbaine* et *Monopolville* à l'Institut d'urbanisme de Grenoble, dans le cadre du cours de sociologie urbaine. C'est à ce moment que j'ai eu l'occasion de m'intéresser à la sociologie politique marxiste, qui nous était enseignée au même titre que l'école de Chicago. La lecture de ces textes m'a paru fastidieuse et éloignée des enjeux qui pouvaient préoccuper une étudiante en urbanisme au milieu des années 1990. Un an après, à l'occasion de mon travail de maîtrise, je me suis familiarisée avec l'économie régionale et urbaine, les milieux innovateurs, les districts industriels et le développement local.

Je m'étais forgé une solide culture d'économie urbaine en m'appuyant sur les travaux des économistes grenoblois Courlet et Pecqueur, ainsi que Philippe Aydalot, dont Manuel Castells et Peter Hall se sont largement inspirés au cours des années 1980. J'ai lu *The Infomational City* [1989] avec grand intérêt, séduite par les liens entre une approche économiste de l'urbain et l'étude des dynamiques sociales, de l'innovation technologique à la ségrégation. Arrivée à Paris, pour mon diplôme d'études approfondies à l'école Nationale des Ponts Chaussées (ENPC), j'ai étudié les techniques plus consolidées de la nouvelle géographie économique, suivant les enseignements de Pierre Veltz et de Michael Storper, une des figures de cette nouvelle génération d'urbanistes formée par Berkeley à l'analyse des rapports entre économie, technologies et territoires. En 1999, je me suis lancée dans un travail de doctorat au Laboratoire techniques, territoires, sociétés (LATTTS), toujours à l'ENPC, et j'appartenais à une équipe de recherche s'intéressant spécifiquement aux rapports entre réseaux et territoires. *La société en réseaux* venait de paraître en français et bénéficiait d'un écho important dans les médias, à l'heure de l'explosion d'Internet. J'ai retrouvé à cette occasion les travaux plus récents de Castells qui figuraient parmi les principales références de notre équipe. Nous les avons discutés collectivement à maintes reprises et j'ai bénéficié au LATTTS des analyses de chercheurs expérimentés.

A Berkeley, en 2002, j'ai passé six mois dans un institut de recherche en politiques publiques, l'*Institute of Governmental Studies*, dont les travaux étaient très éloignés des études urbaines. J'y ai cependant appris à connaître cette science politique libérale tant décriée dans les premiers travaux de Castells. Tous les après-midis, les théés de quinze heures étaient animés par Nelson Polsby, politologue de renom qui donnait des analyses brillantes de l'actualité gouvernementale américaine, après le 11 septembre. Cependant, j'ai passé l'essentiel de mon temps à suivre des conférences à l'Institut d'urbanisme et à arpenter les rayonnages de la bibliothèque du département de planification urbaine. J'ai dépouillé les archives et collecté la littérature grise produite par Castells au cours de ses vingt ans passés à Berkeley. En 2003 puis en 2004, suite à mon doctorat, je me suis lancée dans une recherche sur le thème des réseaux et de la fragmentation urbaine à Santiago du Chili. J'ai été accueillie par l'Institut de recherche urbaine et territoriale de l'Université catholique comme chercheur et enseignante invitée. A cette occasion, j'ai retrouvé avec grande surprise, au fond de la bibliothèque, les rapports poussiéreux datés de 1972 d'un certain « Manuel Castells, enseignant à l'Université catholique de Santiago du Chili », ce que j'ignorais totalement. J'ai enseigné aux côtés de collègues chiliens qui

se souvenaient des cours de Castells, de ce professeur qui avait l'air d'avoir vingt ans et leur proposait une sociologie militante des luttes urbaines.

A de multiples reprises, j'ai donc croisé les travaux et les terrains de Manuel Castells dans mon parcours d'étudiante puis de jeune chercheur. Plus récemment, au Laboratoire de Sociologie Urbaine de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (LASUR-EPFL), j'ai pu bénéficier des dernières avancées scientifiques sur les mouvements sociaux, la marginalité, la mobilité, l'architecture et les dynamiques territoriales dans différents contextes internationaux. Je me suis appuyée largement sur ce Laboratoire pour analyser les écrits sur les mouvements sociaux, une thématique qui m'a toujours été plus étrangère. *The City and the Grassroots* [1983b] et le *Pouvoir de l'identité* [1999a] restent les deux livres qui m'ont le plus passionnée. J'ai découvert avec plaisir ces enquêtes conduites des années 1970 à nos jours, au sein desquelles le sociologue fait montre, à mon avis, de la plus grande originalité.

Après avoir explicité mon rapport aux travaux de recherche de Manuel Castells, je souhaiterais parler du climat dans lequel s'est déroulée cette longue série d'entretiens. Les discussions de couloir m'ont souvent amenée à répondre à la question « Castells est-il sympathique ? » Cette interrogation m'étonnait et me semblait hors de propos. Je ne me rendais pas à Barcelone pour boire une tasse de thé avec l'auteur de *La société en réseaux*. Néanmoins, le degré de sympathie, d'écoute et d'ouverture d'un chercheur reste un préalable indispensable à la réussite d'un tel projet. Manuel Castells a été tout au long des conversations serein, chaleureux et compréhensif. Il a exposé sa méthodologie, ses objectifs, ses erreurs, les limites de son propre travail sans craindre pour son image et sa réputation. Cette disposition à la critique et au dévoilement ne va pas de soi. Nombre d'intellectuels auraient coupé court aux reproches, refusant de répondre à certaines questions ou demandant la suppression de certains passages lors de la relecture. Or Castells n'a jamais renoncé à une question, ni haussé le ton, conservant en permanence un climat de confiance et une atmosphère amicale. Nous verrons dans les dialogues qui suivent que le sociologue ne se définit pas comme un intellectuel mais comme un chercheur. Une distinction qui permet d'expliquer le degré d'ouverture de la discussion: un intellectuel met en avant son ego et ses avancées théoriques personnelles alors qu'un chercheur discute ses travaux, qui se dissocient au moins partiellement de sa personne. J'ai donc rencontré en Manuel Castells un chercheur ouvert au dialogue et non un maître à penser ou un mandarin.

Un second témoignage du climat convivial qui a accompagné l'ensemble des conversations est la liberté totale dont j'ai bénéficié pour réaliser ce travail.

Dans un souci de rigueur scientifique, Manuel Castells a dès notre première discussion refusé d'orienter mon travail et de donner des conseils: «Je suis l'objet de votre travail et je n'ai pas à intervenir personnellement dans votre méthode, votre questionnement et la mise en forme du livre. C'est votre projet et il relève de votre entière responsabilité.» Cette complète autonomie explique aussi que Manuel Castells ait refusé d'être co-auteur, alors que tous les livres d'entretiens avec des intellectuels français ou anglo-saxons sont habituellement cosignés. Ce geste prouve une nouvelle fois le respect dont témoigne Castells à l'égard de la jeune génération: «les meilleures recherches en sciences sociales sont les recherches faites par des étudiants de doctorat, dit-il. Après cela, ce n'est plus qu'une longue période de déclin, la production originale de connaissances grâce à l'observation directe s'effectue avant tout au moment de la thèse.»

La grande majorité des conversations a été réalisée en face-à-face, à l'exception de certaines parties des chapitres deux et trois portant sur *La question urbaine* et *Monopolville* où Manuel Castells a complété des grilles de questions par écrit. Chaque ouvrage a fait l'objet d'une conversation – trois pour la trilogie – réalisée en une journée. Chaque entretien a été préparé en décortiquant l'œuvre étudiée. La lecture s'opérait généralement de la manière suivante: l'introduction et la conclusion, puis les parties théoriques et enfin les études de cas. Cette technique a permis d'isoler la problématique, la thèse défendue et l'appareil méthodologique. Pour chaque œuvre, la lecture a été complétée par l'étude des principales références bibliographiques de l'auteur, permettant de resituer le travail dans son contexte scientifique et de reconstituer l'état de l'art de l'époque. En parallèle, j'ai synthétisé avant l'entretien les principaux arguments des notes de lectures et recensions qui avaient pu être publiées sur le livre dans des revues académiques. Après l'entretien, les retranscriptions ont été retravaillées pour offrir au lecteur une version lisible, tout en conservant la fraîcheur du style oral. Ces ultimes versions ont été relues et validées par Castells. Une trame commune a été choisie pour préparer les grilles d'entretiens et se retrouve dans chaque chapitre. J'ai ainsi traité successivement:

- le contexte sociétal et l'actualité;
- le contexte personnel;
- le contexte intellectuel et académique;
- les conditions pratiques de production des travaux;
- les partis pris théoriques et méthodologiques;
- l'origine du questionnement;
- les arguments clés;
- les méthodes d'analyses;



– les résultats et les apports tant dans le contexte de publication de l'œuvre qu'avec le recul temporel qu'offrent parfois plus de trente années de distance.

Les six entretiens, soit vingt-cinq heures d'enregistrement, se sont déroulés entre janvier 2004 et mai 2005 à Barcelone, dans le bureau de Manuel Castells à l'Université ouverte de Catalogne. Perchés aux flans de la colline de Tibidabo, les larges baies vitrées du bureau nous offraient un panorama sur la ville de Barcelone, la colline de Montjuïc et la Méditerranée. Barcelone reste une référence pour Manuel Castells, sa ville et son terrain d'étude privilégié, où il observe la société évoluer en permanence sous ses yeux. La présence de la capitale catalane en arrière-plan représente bien plus qu'une métaphore, elle a été une source d'inspiration essentielle au fil des entretiens.

## Trajectoires et ruptures / les dédales du cheminement scientifique

L'ambition de ce livre est de reconstruire le cheminement scientifique de l'auteur, d'identifier les grandes étapes de ce parcours théorique et empirique et de repérer les moments de rupture. *De la ville aux réseaux*, les six conversations visent à positionner chaque fragment de la production scientifique de Castells en rupture ou en continuité avec les précédents. Pour cela, j'ai choisi les cinq principaux ouvrages qui ont jalonné le travail du sociologue: *La question urbaine* [1972], *Monopolville* [1974], *The City and the Grassroots* [1983b], *The Informational City* [1989] et *L'Ere de l'information* [1998b]. Ce choix peut être contesté, mais il nous autorise à travailler les œuvres qui ont été le plus discutées dans la communauté scientifique depuis trois décennies. Seul *Monopolville* est un livre dont le choix révèle notre regard francophone, il est vraisemblable qu'un travail identique mené aux Etats-Unis aurait substitué à *Monopolville*, *City, Class and Power* [1978a], un recueil d'articles traduits du français. Par ailleurs, une critique centrale pourrait être adressée à cette investigation, celle du constructivisme: la production des faits scientifiques et les dédales du cheminement ne sont pas absolument rationnels. La vie d'un chercheur est faite en effet de hasards, de choix personnels, de rencontres, de renoncements. Et il ne faudrait pas que le parcours ici reconstruit donne une image trop linéaire du cheminement de Manuel Castells. Tout ne s'explique pas grâce au passé – ce serait un déterminisme temporel – tout ne dépend pas du milieu de

recherche – au risque d'un déterminisme écologique. Tout ne s'explique pas. Alors, avec l'auteur, j'ai recherché les clés de compréhension de ce parcours sans ignorer la complexité sinon l'impossibilité de recoudre *tous* les morceaux.

Après un premier chapitre qui aborde la jeunesse militante et la formation du sociologue – entre la résistance franquiste, mai 1968 et ses premières armes en sociologie urbaine – les chapitres centraux s'intéressent aux cinq livres étudiés. En parcourant cette œuvre, en compagnie de son auteur, j'ai souhaité offrir un témoignage tant de l'histoire des idées que de l'histoire urbaine. Le profil de Manuel Castells est éclectique: figure emblématique de la sociologie urbaine marxiste française des années 1970, il rompt avec ce courant théorique à la fin de la décennie, modifie sa méthodologie, change de terrains et quitte le milieu intellectuel français pour s'installer à Berkeley en Californie où il enseignera pendant vingt ans. Tout comme Pierre Lassave (1997) analyse les grands colloques des années 1950, 1970 et 1980 pour comprendre l'évolution de la sociologie urbaine, cet ouvrage suit un acteur-clé en son milieu afin de témoigner des transformations de la recherche urbaine et des sciences sociales depuis les années 1960, en Europe comme aux Etats-Unis. Entre la période faste de la sociologie urbaine critique des années 1965-75, la faillite de ce courant et les désillusions des années 1975-80, la reconversion des années 1980 et les premiers travaux sur la ville et les technologies menés à Berkeley, Manuel Castells retrace les grandes tendances des études urbaines. Il décrit le rôle des idéologies, de l'influence des partis politiques et de l'Etat dans la structuration d'un champ de recherche. Puis il explique ses changements de postures méthodologiques et les rôles respectifs du terrain et de la théorie. Les dialogues nous permettent ainsi de comparer les processus de fabrication des faits scientifiques, entre la France et les Etats-Unis, entre les années 1970 et 1980.

Enfin, ce voyage ne retrace pas seulement les dédales du parcours d'un chercheur et l'évolution d'un milieu de recherche, mais les transformations d'une société dont il a toujours été un analyste perspicace. *De la ville aux réseaux*, des années 1960 à nos jours, comment ont évolué la ville, la société et le monde de Castells, tant au concret qu'en théorie? Ville en système, ville du capital, ville des mouvements sociaux, villes innovantes-villes duales, société en réseaux, telles sont les étapes du périple de ce « penseur d'espaces ».

## Bibliographie introductive

Callon, Michel et Latour, Bruno (dir.) (1991). *La science telle qu'elle se fait*. Paris: La Découverte.

Heilbroner, Robert L. (2001). *Les grands économistes*. Paris: Seuil, coll. Points.

Ince, Martin et Castells, Manuel (2003). *Conversations with Manuel Castells*. Cambridge: Polity Press.

Lassave, Pierre (1997). *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*. Toulouse: Presses universitaires du Mirail.

Latour, Bruno et Woolgar, Steve (1996). *La vie de laboratoire*. Paris: La Découverte.

Topalov, Christian et Lepetit, Bernard (dir.) (2001). *La ville des sciences sociales*. Paris: Belin.

## Notice de lecture

Afin de faciliter la lecture et l'orientation dans le livre, chaque chapitre est présenté selon le même mode: l'entretien est précédé d'une mise en situation de l'œuvre dans son contexte, d'une présentation de la genèse des concepts et analyses, puis d'une synthèse de son contenu. La conversation suit avec des notes de bas de page qui offrent des éclairages sur des points qui peuvent paraître obscurs à un lecteur non spécialiste du travail de Castells. Il peut s'agir de présentations d'auteurs cités, d'événements ou de contextes historiques particuliers. Enfin, suite à l'entretien, une synthèse des principales critiques et discussions du livre lors de sa publication est proposée en se fondant sur les notes de lecture publiées dans des revues scientifiques. Entre les synthèses et les mises en contexte, les critiques et les notes, différents niveaux de lecture sont ainsi proposés pour éclairer l'entretien.

Par ailleurs, notons que trois bibliographies sont constituées. La première, avec citations entre parenthèses (Amiot, 1986), fait appel à des références citées en fin de chapitre. La deuxième, entre crochets [Castells, 1999a], concerne des citations de Castells uniquement, compilées à la fin des entretiens. Enfin, une bibliographie complète de Manuel Castells, entre 1967 et 2006, est proposée en fin d'ouvrage.

A la fin du livre un glossaire rassemble les notions clés élaborées par le sociologue au fil de sa production scientifique.

# 1

## De l'Espagne à *La question urbaine* / un jeune sociologue en luttés (1957-1972)

Manuel Castells a connu une jeunesse intellectuelle et militante extrêmement riche: trois grandes batailles sociales et deux exils politiques. A dix-huit ans, à l'Université de Barcelone, il s'engage dans le camp des résistants anarchistes contre le régime de Franco. Recherché par la police, il s'exile en France. Il poursuit ses études à Paris et réalise sa thèse de troisième cycle sous la direction d'Alain Touraine. En 1966, alors assistant à la toute nouvelle faculté de Nanterre, il se rapproche des étudiants anarchistes et libertaires. Il devient un des principaux animateurs du Mouvement de mai 1968, aux côtés de son étudiant Daniel Cohn-Bendit. Expulsé de France en juin, il est invité à enseigner à la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO) à Santiago du Chili, une institution créée par l'UNESCO. Il s'intéresse alors aux mouvements populaires de quartiers, son premier contact avec les mouvements sociaux urbains. Il suit de près l'évolution des *pobladores* et s'engage parfois à leurs côtés. Entre 1968 et 1972, Manuel Castells observe sur le terrain l'impasse politique du gouvernement d'Allende, ainsi que les débordements des groupes gauchistes qui attisent la menace de la lutte armée. Il entrevoit les germes du coup d'Etat de Pinochet qui intervient en 1973.

Quelles ont été les motivations et les fondements des engagements politiques du jeune Castells? Quelles ont été ces différentes influences idéologiques, entre l'anarchisme, le marxisme et la tentation révolutionnaire? Comment a-t-il concilié son engagement politique, sa formation de jeune chercheur en sociologie urbaine et son métier d'enseignant?

## 1.1 Les premières luttes / l'Espagne franquiste

Je souhaite commencer cet entretien biographique par le lycée, quand la personnalité intellectuelle se forme, que l'on acquiert ses premières idées politiques. Vous avez grandi à Valence puis à Barcelone, quelle était la vie d'un lycéen sous le régime franquiste?

Je suis rentré à l'université à l'âge de seize ans et l'essentiel que je tiens de la période antérieure est le contexte et l'idéologie franquistes. Mon père était très autoritaire et politiquement phalangiste<sup>1</sup>. Il me poussait à réussir dans les études et je n'ai pas eu une enfance très joyeuse. J'ai fait la première partie du lycée à Valence et la seconde à Barcelone. A cette époque, toute l'élite culturelle espagnole, les gens de gauche ou les fils d'intellectuels allaient dans des écoles privées, soit religieuses, soit les rares écoles privées libérales, soit le Lycée français de Barcelone. Moi non, je suis toujours allé à l'école publique. Mon père n'était pas snob, les meilleurs professeurs étaient dans les institutions publiques, donc je devais y aller. J'étais premier de la classe tout le temps, même si j'étais deux ans plus jeune que les autres élèves. J'avais une bonne capacité d'apprentissage, de discipline, de concentration et de mémorisation.

A ce moment-là, à quel type de censure l'enseignement était-il soumis, dans les lycées publics en particulier? Où la formation de citoyen se fait-elle quand on grandit dans un régime dictatorial?

Oui, tout était censuré. Les mathématiques étaient identiques, mais dès que l'on touchait à la société tout était filtré, censuré. Il y avait un cours de religion et le cours de formation civique était le cours de la doctrine phalangiste, un cours de formation à l'esprit national, que personne ne prenait au sérieux. Mais c'était plus une sanction que de l'endoctrinement,

<sup>1</sup> La Phalange est un groupe fasciste fondé en octobre 1933 par José Antonio Primo de Rivera, avocat et fils d'un dictateur espagnol, qui s'inspire d'une doctrine nationale-catholique. Entre 1933 et 1936, les leaders de ce mouvement, marqués par le discours d'Hitler et proches de Mussolini, prônent une Espagne élargie (grâce à l'annexion de Gibraltar, de l'Algérie et du Maroc), proposent l'instauration du contrôle et d'une discipline politique via l'action militaire, et déclarent que la religion catholique romaine représente la tradition « raciale » des espagnols. Jusqu'en 1937, la Phalange constitue essentiellement un mouvement de jeunesse composé d'étudiants soumis à l'instruction militaire d'officiers en retraite. Au printemps 1937, la Phalange affaiblie par la Guerre civile est reprise en main par Franco qui décide de fusionner les différents mouvements nationalistes: des fascistes de la Phalange aux monarchistes carlistes. Dès lors, Franco devient le chef d'Etat et le commandant en chef de ce parti unique nationaliste qui porte le nom de « Phalange espagnole traditionaliste » (Thomas, 1985).

car ni les professeurs ni les élèves n'y croyaient. C'était une dictature cynique, pas idéologique. On cherchait à réprimer l'opposition mais pas à endoctriner.

Lorsque je suis rentré à l'université, je n'étais pas du tout engagé politiquement, j'étais par contre très intellectuel. J'avais lu énormément. Mon père m'avait suggéré, puis imposé de lire la littérature classique. Mais en fin de compte, cela me plaisait. J'ai commencé à l'âge de sept ans et j'ai continué. Donc j'ai beaucoup lu, de la littérature classique et de l'histoire surtout. Je connaissais bien le français, en dehors de l'école je suivais des cours à l'Institut français. A seize ans je suis rentré à l'université, avec une forte attirance pour les lettres et les arts. J'ai gagné un prix littéraire à l'université. Je faisais du théâtre et j'ai gagné le prix national de théâtre. Mais là, le contrôle idéologique fonctionnait. Par exemple, j'ai publié un article dans une revue étudiante où je comparais, grâce à une métaphore plutôt primaire, la paix de l'Espagne à la paix du cimetière. La revue a été fermée. Au théâtre, nous avons fini en prison parce que nous avons joué *Caligula* de Camus, nous étions enfermés pour apologie de l'homosexualité. Alors, après mes deux premières années, je me suis dit, ça suffit, on ne peut rien faire dans ce pays, on ne peut pas être créatif, on ne peut pas écrire, on ne peut pas faire de théâtre, alors il faut faire tomber ce régime! Je suis entré dans la résistance clandestine socialiste. A ce moment-là, les gens sérieux étaient communistes. Il y avait aussi divers groupes socialistes et anarchistes, qui se sont regroupés au sein du Front ouvrier de Catalogne. Les communistes disaient, à juste titre, que nous avions un seul ouvrier que nous sortions promener le dimanche. Nous n'étions qu'un groupe d'étudiants, mais comme nous étions farfelus nous avons fait beaucoup de bruit. En 1962, nous avons lancé une grève générale contre le régime, nous avons été réprimés, des mineurs ont été tués et bien sûr le régime a survécu. Tous les militants ont été arrêtés, sauf moi. Le secrétaire général de ce petit groupe a décidé que j'étais le plus jeune et que je devais aller en France et reconstruire l'organisation depuis l'exil.

Apparteniez-vous à un mouvement totalement clandestin? Vos noms apparaissaient-ils ou la répression se passait-elle dans la rue?

Oui, dans la rue. Ensuite la police cherchait qui appartenait à ce Front ouvrier de Catalogne. Ils arrêtaient des gens dans la rue et à l'université et les torturaient jusqu'à ce qu'ils disent qui est le chef, etc. Une fois sur leurs listes, j'ai dû me cacher, puis m'exiler.

A ce moment-là, qu'apprend-on à l'Université de Barcelone, en droit et en économie?

C'était une université d'élite, car il y avait très peu de gens dans le pays qui pouvaient étudier. L'enseignement était sérieux et d'un bon niveau. En sciences économiques, on commençait par les maths, puis l'économie politique, il y avait même des textes marxistes. Mais on étudiait surtout l'économie néoclassique et les mathématiques, c'était finalement proche des sciences économiques que l'on apprend en France aujourd'hui! La dimension idéologique était inexistante, elle glissait sur nous. Au sein des groupes les plus intellectuels il fallait être de gauche, nous étions plus des dogmatiques de gauche que des personnes influencées par les lois conservatrices du régime franquiste. Personnellement, j'étais anarchiste et pas du tout communiste. Mais ma théorie était marxiste. Ceci dit, je connaissais très bien la doctrine anarchiste. J'avais lu quelques livres anarchistes entre seize et vingt ans. J'ai toujours conservé un côté anarchiste catalan qui a pu se percevoir ensuite par ma foi dans le mouvement social et par ma critique du politique, toutes ces idées viennent de là. Il y avait toujours des tensions avec mon meilleur ami qui était le leader communiste à l'université, et nous nous fâchons depuis quarante-cinq ans à ce sujet!

Vous n'étiez pas le seul anarchiste, faisiez-vous partie d'un groupe?

Disons que le Front ouvrier de Catalogne était éclectique, il comprenait tous les militants actifs qui ne voulaient pas être communistes, c'était sa définition. Il y avait des catholiques, des anarchistes comme moi, des trotskistes, des libéraux radicalisés. De ces petits groupes sont sortis la plupart des dirigeants politiques de la Catalogne aujourd'hui, dans l'ensemble de l'éventail politique. Il y avait aussi des nationalistes catalans. Dans ce groupe, il y avait par exemple l'actuel Président socialiste de la Catalogne, Pasqual Maragall.

Votre formation politique se fait essentiellement par les livres, mais aviez-vous aussi des mentors au sein du mouvement?

Oui bien sûr! J'avais un mentor, qui avait un an de plus que moi... Il avait eu le temps d'avoir lu un peu plus et il m'a recommandé quelques livres. Alors, de temps en temps, on prenait l'autobus, on allait à Toulouse et on achetait des livres qu'on ne pouvait pas acheter ici, des livres anarchistes et marxistes.



C'était très risqué car si on se faisait attraper au retour avec ces livres dans le sac, c'était la prison. Ensuite, il y avait une sorte de commerce clandestin à l'université pour vendre des livres. Mais le commerce clandestin de l'université était tenu par les communistes et c'était compliqué. Un jour, je voulais lire *Matérialisme et révolution* de Sartre, il ont refusé de me le vendre parce que j'étais trop jeune, il fallait que je lise *Le Capital* de Marx avant, pour comprendre la critique de Sartre. C'est une histoire drôle qui montre bien le côté complètement détraqué de ce monde-là, d'un monde où on reproduit des répressions intellectuelles communistes à l'intérieur d'une répression intellectuelle fasciste.

Au plan littéraire, quels étaient les auteurs qui vous influençaient dans les années 1950?

C'étaient surtout les auteurs surréalistes. La littérature française était importante pour moi, ainsi que la littérature réaliste espagnole et latino-américaine. Et puis bien sûr je lisais Zola et Balzac. D'une certaine manière, toute la littérature réaliste, parce que c'était une sorte de rétablissement des codes de la vie réelle. Les auteurs russes étaient aussi très importants pour moi, j'ai lu Tolstoï et Dostoïevski.

D'où venait votre opposition au communisme?

Elle était relative, parce que les communistes étaient des copains et nous nous battions ensemble. Mon opposition au communisme était liée à deux choses. Tout d'abord, le refus de toute idéologie de contrôle individuel et l'importance de l'idée de liberté. La liberté en tant que liberté individuelle, vis-à-vis de tout appareil et de tout parti politique. Ensuite l'histoire de la Guerre d'Espagne m'a marqué. Dès que j'ai commencé à lire sur la Guerre d'Espagne, j'ai immédiatement vu qu'il y avait des gens qui voulaient faire la révolution et d'autres qui disaient que ce n'était pas raisonnable. Moi, je voulais faire la révolution et ces gens que je trouvais raisonnables étaient les communistes<sup>2</sup>.

Y avait-il aussi des trotskistes au sein de ce groupe?

Non, je n'ai pas fréquenté de trotskistes, c'était plus tard lorsque je suis arrivé en France. Il y avait des anarchistes de gauche, comme moi. Mais assez peu, car la plupart des anarchistes avait été exterminés par les franquistes; le seul appareil qui avait résisté à la révolution franquiste était

<sup>2</sup> La Guerre d'Espagne, qui oppose les nationalistes franquistes aux républicains, connaît l'émergence d'une deuxième crise à l'intérieur de l'Espagne républicaine, entre les communistes et les anarchistes.



© Dukas / Keystone France

Emeutes à Barcelone pendant la guerre d'Espagne en 1936.

le communisme. Nous étions tous fils de bourgeois, et ensuite nous nous sommes associés à des ouvriers catholiques.

Pour revenir à l'Université de Barcelone, mis à part votre groupe d'actives, quel était le profil sociologique des étudiants de l'université?

L'Université de Barcelone était une bonne université, mais extrêmement élitiste, on comptait seulement 15 000 étudiants, maintenant il y en a plus de 140 000! L'Espagne était très peu éduquée à cette époque, nombre d'enfants travaillaient dès l'âge de quatorze ans. J'étais d'une famille de classe moyenne, mais mon père a eu des problèmes professionnels, donc j'ai eu une enfance assez pauvre, nous n'avions pas faim, mais nous n'avions pas

Cette crise trouve ses origines en 1936 dans l'essor d'une force communiste soutenue par l'Union Soviétique. Derrière le Parti communiste se coalise un certain nombre d'organisations de gauche (socialistes, communistes et anarchistes), dont le projet de gouvernement passe certes par quelques nationalisations, mais exclut toute collectivisation. A Barcelone, la position centrale du Parti communiste commence à poser problème dès 1936: l'information est censurée au nom de l'état de guerre, l'économie se dégrade rapidement — mis à part l'industrie métallurgique d'armement, le pouvoir d'achat se détériore et le droit de grève est banni. Dans ce contexte social dégradé, les tensions s'accroissent rapidement au cours de l'hiver 1936 entre les groupes anarchistes principalement constitués d'ouvriers barcelonais, et le gouvernement (où, au côté des communistes majoritaires, quelques leaders anarchistes, de moins en moins légitimes, sont représentés). En 1937, au sommet des tensions, les « journées de mai » de Barcelone sont marquées par des affrontements violents entre l'est de la ville, tenu par les communistes et le gouvernement, et l'ouest aux mains des ouvriers anarchistes. Barcelone a ainsi été tout au long de la guerre un des principaux bastions anarchistes face à une gauche communiste peu encline à la révolution (Thomas, 1985).

de voiture par exemple. C'était vraiment un pays très pauvre où même la classe moyenne basse vivait peu confortablement. J'ai connu une Espagne tout à fait rurale et moyenâgeuse, où la Catalogne paraissait relativement développée et éduquée, loin devant le reste de l'Espagne, Madrid y compris. Dans ce contexte, l'Université de Barcelone était une université d'élite.

## 1.2 L'exil en France et l'entrée dans la sociologie parisienne

Comment votre premier exil en France est-il intervenu ?

J'ai dû quitter l'Espagne en 1962 car la police politique était convaincue que j'étais le grand leader révolutionnaire qui allait commencer la lutte armée en Espagne. Nous avions écrit cela ! Même si nous n'avions jamais vu un pistolet... Comme j'étais le seul à ne pas avoir été arrêté, emprisonné ou torturé, la Police a demandé à la France mon extradition à l'âge de vingt ans. Le passage de la frontière était marrant. Il y avait mon signalement dans toute l'Espagne. Je n'avais pas d'organisation et j'ai fait appel à des copains. Ma cousine avait un fiancé anarchiste qui a proposé de m'aider. Ils m'ont sorti d'Espagne avec un couple d'anarchistes français qui habitaient Perpignan. Ils sont rentrés en Espagne avec un permis de vingt-quatre heures pour leurs deux enfants, dont un avait quatorze ans. Ils ont laissé leur fils de quatorze ans en France et ils sont revenus avec moi déguisé en garçon de quatorze ans. A vingt ans j'avais l'air d'en avoir seize, donc en culottes courtes cela pouvait passer. C'est ainsi que je suis arrivé en France. Puis, j'ai pris un train sans papier et je suis arrivé à Paris.

A Paris, par qui êtes-vous accueilli ? Rencontrez-vous des groupes d'activistes ?

Je connaissais un ancien ouvrier anarchiste espagnol, qui était membre d'une organisation ouvrière. Il était maçon. Il m'a aidé et m'a emmené à l'office des réfugiés. Il a essayé de me faire travailler avec lui dans le bâtiment et, après trois semaines, il m'a dit : « Ecoute, tu vas me faire virer de mon travail, trouve-toi un travail inutile comme intellectuel, comme ouvrier dans le bâtiment, tu n'es rien ! » Cependant, il m'a beaucoup aidé. Grâce à lui j'ai obtenu une bourse de réfugié politique et j'ai pu m'inscrire à l'université. Avec une grande générosité ils m'ont donné l'équivalence de mes quatre

années de droit et sciences économiques en Espagne contre deux années de droit en France. J'ai étudié encore deux ans et j'ai terminé en 1964 la faculté de droit, spécialité économie politique.

Entre-temps, ma fiancée est arrivée en France et nous avons fait un enfant. J'avais vingt-et-un ans, j'avais une fille et une femme et j'étais sans travail. Au plan politique, j'ai participé à une organisation un peu folle qui s'est scindée en quatorze groupes. A Paris, le groupe est devenu trotskiste et j'ai refusé de continuer. C'étaient des personnes qui ne vivaient pas dans ce monde. C'est là que j'ai décidé de me mettre sérieusement au travail et c'est comme cela que je suis devenu sociologue.

Quel cheminement vous a conduit à contacter Alain Touraine, qui deviendra ensuite votre directeur de thèse?

Un jour quelqu'un m'a dit: « Tu sais, il y a un domaine où l'on peut étudier la classe ouvrière, la sociologie industrielle. Tu peux obtenir une bourse pour travailler sur ce sujet. » Je voulais faire une thèse sur la lutte ouvrière, sur les mineurs des Asturies, qui multipliaient des grèves politiques, ils étaient tous révolutionnaires.

J'ai cherché qui travaillait sur la classe ouvrière et je suis tombé sur Touraine. Je suis allé le voir, je ne connaissais rien et je lui ai demandé: « Est-ce que vous pouvez m'aider? Il paraît qu'il y a quelque chose que vous appelez "sociologie industrielle" où l'on peut faire une thèse sur la lutte des classes et être payé pour cela, c'est vrai? » Alors, il a éclaté de rire: « Enfin ce n'est pas exactement cela, mais il faut dire que vous voulez être sociologue! » Il a dû se dire que j'étais complètement fou, mais il m'a embauché. Je suis passé du droit et des sciences économiques à la sociologie.

A quoi ressemblait l'université française avant 1968, par rapport à l'université que vous aviez connue à Barcelone? L'université d'avant 1968 était l'univers des mandarins. Comment évoluiez-vous dans ce monde-là?

J'ai fait ma troisième et ma quatrième année de droit et sciences économiques à la faculté de Paris-Assas qui se situait au Panthéon en 1962-64. Ma passion était la politique alors je n'allais pas perdre du temps à étudier. Je prenais le polycopié un mois avant les examens et je travaillais quinze heures par jour pour apprendre par cœur tous les polycopiés en français. J'avais toujours de très bonnes notes. Je ne mettais pas les pieds à la faculté. La différence qui m'a marquée avec l'Espagne est que dans ce temps-là les professeurs enseignaient encore en robe, une robe

noire et une veste rouge. Je trouvais deux professeurs très intéressants, alors j'allais à leurs cours: Henri Bartoli en économie politique et Henri Denis en histoire de la pensée économique. J'apprenais le reste par cœur: le droit commercial, le droit public, le droit constitutionnel. Je me souviens d'avoir appris par cœur tout le droit de la sécurité sociale française.

L'autre point qui m'a frappé est la hiérarchisation de l'université française: le professeur, les maîtres-assistants et ensuite les assistants. Alors, il ne fallait pas manquer les travaux pratiques, car les assistants étaient vraiment ceux qui contrôlaient les étudiants. Ils m'ont appris la méthode, qui m'est restée: pour n'importe quel propos, faire une introduction, deux parties et une conclusion. La formalisation d'un raisonnement, la structuration de ses idées, la rhétorique ont été des contributions de la culture française essentielles pour ma carrière. Cela m'a beaucoup aidé dans le monde anglo-saxon où la pensée est très déstructurée.

Sentiez-vous se développer des mouvements de contestation sur les bancs de l'université?

Absolument pas. Les seuls débats étaient à l'extérieur de l'université, dans le quartier latin, sur la guerre d'Algérie et ses conséquences. La contestation dans le milieu universitaire est née à Nanterre, à partir de 1966, au moment de la Guerre du Vietnam, quand je suis arrivé comme maître-assistant à Nanterre. Mais entre 1962 et 1964 non, c'était encore une université élitiste, traditionnelle, très bien organisée, avec d'excellents professeurs que nous voyions seulement en haut de leur chaire. Bartoli était très sympathique avec moi, il m'a trouvé émouvant parce que j'étais exilé espagnol, il y avait une dimension romantique.

Vous allez donc rencontrer Touraine. Comment se fait-il que vous fassiez finalement une thèse sur la localisation des entreprises industrielles dans le Bassin parisien et non pas sur la lutte des classes comme vous le souhaitiez?

Au début, j'ai dit à Touraine que je voulais faire une thèse sur les mineurs d'Asturies et rien d'autre. Touraine a appris que j'avais une femme qui étudiait, mais qui ne travaillait pas. Entre-temps, il avait obtenu un contrat de recherche important du district de la région de Paris pour étudier la localisation des entreprises industrielles. Ce sujet l'ennuyait profondément, mais il avait besoin d'argent pour son laboratoire. Il recherchait un étudiant qui connaisse quelque chose aux statistiques: avec ma formation en sciences

économiques j'avais des compétences que la plupart des étudiants de sociologie n'avaient pas. Alors Touraine m'a dit qu'il pouvait m'embaucher tout de suite comme chercheur dans le laboratoire de sociologie industrielle de l'École pratique des hautes études: « Vous faites votre thèse sur la localisation des entreprises industrielles, je vous paie un bon salaire maintenant, pour votre femme et votre enfant ce sera parfait.»

Je lui ai dit que c'était hors de question. Il m'a répondu « Comment, pas question? c'est une opportunité magnifique. En plus, la sociologie urbaine n'existe pratiquement pas en France, c'est l'avenir, il n'y a personne en sociologie urbaine! » Il m'a demandé de réfléchir mais une semaine plus tard je lui ai dit que, non, je voulais faire ma thèse sur la classe ouvrière dans les Asturies, qu'il était hors de question que je fasse une étude pour servir la classe capitaliste et exploiter les ouvriers de la région parisienne, que je me moquais de la stratégie de localisation d'une entreprise qui n'existera plus lorsque nous aurons fait la révolution. Il m'a répondu qu'il ne pouvait pas me laisser faire cela: « Ecoutez, je suis responsable de vous. Vous avez une femme et une fille. Les termes du problème sont les suivants: soit vous devenez sociologue urbain, vous faites cette thèse immédiatement et vous devenez chercheur au laboratoire de sociologie industrielle, soit je vous mets à la porte et vous perdez votre bourse.» C'est comme cela que je suis devenu sociologue urbain. Je dois donc ma carrière de sociologue à Alain Touraine.

Comment êtes-vous entré dans ce sujet sur la localisation des industries dans la région parisienne?

Je n'y connaissais rien. Je me suis lancé dans l'analyse statistique des logiques de localisation des entreprises. Dès cette époque, je me suis intéressé à la technologie, j'ai découvert que les entreprises de hautes technologies présentaient un comportement de localisation très différent de tous les autres, lié à des critères de valorisation sociale de l'espace et de création d'une image de modernité. J'avais déjà identifié le futur espace de la haute technologie en France dans le Sud-Ouest de la région parisienne sur le Plateau de Saclay<sup>3</sup>. Ma thèse de doctorat est devenue par la suite

<sup>3</sup> Dans *Sociologie de l'espace industriel* [1975b], Manuel Castells propose une analyse quantitative des relations entre types d'entreprises et pratiques spatiales de localisation. Il identifie en particulier que les entreprises « à haut degré de technicité » [op. cit. p. 88] disposent d'un comportement de localisation centré sur une représentation sociale de l'espace. C'est-à-dire que ces entreprises se localisent en essayant de « s'approprier un espace et de créer d'elle-même un milieu d'activité », tout en étant sensible au prestige de cet espace [op. cit., p. 80]. Au plan géographique, dans les années 1960, ces activités d'enseignement, de recherche et de développement scientifique se concentraient en particulier dans le sud-ouest de la Région parisienne, au cœur du Plateau de Saclay, longtemps considéré comme la *Silicon Valley* parisienne.

un petit livre de sociologie des entreprises industrielles intitulé *Sociologie de l'espace industriel* [1975b]. Quand j'ai observé la *Silicon Valley*, vingt ans plus tard, je me suis souvenu de ce que j'avais observé en France, mais avec un rythme beaucoup plus rapide. Au cours des années 1980, j'ai repris des analyses que j'avais d'abord commencées dans les années 1960, puis que j'ai laissées de côté car je me suis intéressé aux mouvements sociaux.

Vous avez fait votre thèse de troisième cycle rapidement, en deux ans?

Oui je l'ai terminée en deux ans. Mais, avant que j'achève ma thèse, à l'âge de vingt-quatre ans, Touraine m'avait déjà nommé assistant à la faculté de Nanterre, en 1966-1967. On m'avait dit que j'étais le plus jeune assistant de l'Université de Paris.

Quels étaient les membres de votre jury de thèse? Y avait-il des sociologues urbains?

Oui, il y avait Lefebvre, Touraine, ainsi que le géographe Jean Bastié, un géographe urbain fameux à cette époque. Le département de sociologie à Nanterre était vraiment un rêve, Touraine était directeur du département et les autres professeurs étaient Henri Lefebvre, Michel Crozier et Fernando H. Cardoso. C'était quelque chose! Toujours dans ce département, les assistants étaient Jean Baudrillard et Henri Raymond, qui en sociologie urbaine a fait des travaux intéressants. C'est là que je suis devenu très ami avec Fernando Cardoso. J'ai appris beaucoup de choses. Il y avait un petit milieu de sociologie urbaine avec Henri Lefebvre et Henri Raymond<sup>4</sup>. Mais cette sociologie urbaine – la question des signes, des perceptions des personnes – ne m'intéressait pas. Je voulais étudier les forces productives, les logiques de localisation, la politique. Je voulais faire une sociologie plus politique. Et par ailleurs, très vite, j'ai été obsédé par la recherche empirique, je voulais rompre avec les chercheurs français qui voulaient devenir

<sup>4</sup> Au milieu des années 1960, le tout nouveau département de sociologie de l'Université de Nanterre (inaugurée en 1965) attire différents profils de sociologues relativement originaux. Il y a, en effet, autour d'Henri Lefebvre et d'Henri Raymond, un petit pôle de sociologie urbaine. Henri Raymond participe à la création, au début des années 1960, du premier Institut de sociologie urbaine (ISU) avec Nicole et Antoine Haumont, sous l'impulsion d'Henri Lefebvre (Stébé, 2001). Les recherches menées par cette équipe portent sur la question de l'habitat pavillonnaire, puis des représentations et des modes de vie. Par ailleurs, le politiste brésilien Fernando H. Cardoso propose une analyse sociopolitique de la dépendance et du développement en Amérique latine. Enfin, Michel Crozier, sociologue et politiste, se déclare volontiers en rupture de ban avec les intellectuels (de gauche) et se range du côté des chercheurs, tant par ses méthodes que par son discours de teneur plus empirique que philosophique (Mendras, 1995).





Le Plateau de Saclay, au sud-ouest de Paris.

de grands intellectuels. J'ai reçu une très bonne formation méthodologique, car l'École des Hautes Études avait créé un enseignement méthodologique de haut niveau pour former quelques étudiants de doctorat aux analyses statistiques, aux enquêtes, aux codages de questionnaires. Il s'agissait des méthodes de base de la sociologie, telle qu'elles étaient enseignées aux États-Unis. C'était la sociologie américaine à Paris, qui n'était enseignée nulle part ailleurs en France à cette époque. Nous voulions rompre avec les Bourdieu ou Lefebvre qui étaient selon nous des intellectuels qui ne savaient pas faire de recherche, des gens qui passaient leur temps à bavarder et à écrire comme des philosophes. De façon très militante, je souhaitais affirmer la recherche empirique contre la philosophie.

Comment évoluiez-vous dans le paysage de la sociologie à Paris, par exemple, avec des chercheurs comme Georges Gurvitch, Georges Friedmann, Henri Mendras<sup>5</sup>? Comment décririez-vous cette première génération de sociologues français?

<sup>5</sup> Après-guerre, la discipline sociologique peine à se dégager de l'influence prédominante de la philosophie. Discipline reine des sciences humaines, cette dernière évolue sous la figure de « l'Intellectuel », symbolisée par Jean-Paul Sartre. Comme le souligne Pierre Bourdieu:



En vérité, je ne les connaissais pas beaucoup, parce que je venais des sciences économiques et du droit. Je n'ai pas étudié la sociologie à Paris. La recherche de terrain m'intéressait beaucoup plus que la discipline sociologique. J'étais assez compétent en méthodologie, au point que mon premier projet de thèse de doctorat d'Etat était un projet en mathématiques avec Raymond Boudon, qui était un des sociologues français qui m'intéressait le plus. Il avait un côté formel qui me plaisait beaucoup. Je n'ai par exemple jamais eu de rapports avec le Centre d'Etudes Sociologiques, je n'avais pas lu Mendras, ni entretenu de rapports avec lui. A Paris, il y avait trois univers différents en sociologie: le monde du CNRS, avec Mendras, que je connaissais très peu; le monde de l'Université et le monde de l'Ecole des Hautes Etudes. A l'Université, c'était dominé par l'opposition entre Gurvitch et Raymond Aron. Gurvitch avait inventé une théorie que lui seul comprenait. Il donnait toujours une grande importance à la recherche empirique, mais c'était très complexe. Je me souviens que Lévi-Strauss dans un débat avait dit que Gurvitch avait un tel respect pour les données empiriques qu'il n'osait jamais s'en approcher.

Tous les étudiants en Sorbonne étaient torturés par les schémas de Gurvitch. D'un autre côté, Raymond Aron était plus intelligent, mais en même temps tellement conservateur qu'il ne m'attirait pas.

Quant à moi, j'appartenais au milieu de l'Ecole des Hautes Etudes.

J'y ai accédé par le biais de Touraine. J'ai commencé la sociologie avec lui pendant ma thèse de troisième cycle. Il organisait un petit séminaire

« L'Université française trop immergée dans les engouements littéraires du champ intellectuel et trop attentive aux préoccupations et aux consécérations journalistiques, n'offre pas au chercheur ce que lui assure outre-Atlantique un champ universitaire autonome et autosuffisant, avec en particulier ses réseaux serrés de spécialistes de différentes disciplines, ses formes d'échanges à la fois souples et strictes, séminaires, colloques informels, etc. » (Bourdieu, 2004, p. 31) C'est justement aux Etats-Unis que la sociologie trouve ses racines. En 1945, Georges Gurvitch rentre de son exil américain avec le projet de création du Centre d'Etudes sociologiques (CES), rattaché d'emblée au Centre national de la recherche scientifique français. Son projet était celui d'une sociologie « hyperempirique et superrelativiste » (Mendras, 1995, p. 19). S'il était superrelativiste, Henri Mendras s'accorde à dire que Gurvitch laissait l'empirisme à d'autres, critique partagée d'ailleurs par Claude Lévi-Strauss et ici Manuel Castells. Les pionniers du CES se nomment donc Gurvitch puis Georges Friedmann, assistés ensuite de Paul-Henri Chombart de Lauwe, ethnographe et initiateur de la sociologie urbaine qui étudie la vie dans les quartiers ouvriers des grandes villes. Dans ce paysage, l'alternative entre un profil de chercheur empirique et celui d'intellectuel philosophe représente un choix presque religieux. Entre ces deux pôles, différentes configurations existent. Et, si presque tous les sociologues de l'époque font le voyage initiatique aux Etats-Unis, tous n'adoptent pas avec la même intensité la posture empiriste américaine. Ainsi, Michel Crozier souligne: « Je n'étais pas du milieu [intellectuel], je n'avais ni la crédibilité de l'ancien résistant, ni celle du normalien, ni la formation philosophique, ni l'expertise marxiste, ni celle de la politique des groupuscules. Mon ticket d'entrée, c'était l'Amérique, bien sûr l'Amérique de gauche, et cela valait encore quelque chose avant l'exaspération de la Guerre froide.» (cité par Mendras, 1995, p. 68)

très fermé à l'École Normale avec cinq étudiants normaliens et il m'y a admis. C'est là où j'ai vraiment bénéficié de ma première formation aux théories sociologiques, on étudiait en profondeur les grands auteurs, on faisait des synthèses des grands courants, on débattait beaucoup. C'était le Touraine que personne ne connaissait, celui qui s'occupait de ses étudiants et qui échangeait. L'École des Hautes Etudes était un milieu d'élite qui était considéré comme *le* principal partenaire intellectuel à l'étranger. Et la faculté de Nanterre était paradoxalement considérée comme une succursale de l'École des Hautes Etudes, parce que Touraine y était chargé d'organiser le département de sociologie, entre 1966 et 1969. Ensuite tout le monde est parti, Touraine, Cardoso, etc. La sociologie française de cette période se partageait en trois pôles d'attraction très autonomes constitués autour de Touraine, de Bourdieu et de Crozier. Mais, j'ai toujours détesté les bagarres intellectuelles et toute ma vie je n'ai jamais souhaité participer à des batailles politiques et académiques. J'ai aussi évité tout poste de directeur, car c'est ce qui limite la capacité à faire des recherches.

Au plan méthodologique, comment travaillez-vous concrètement quand l'état des techniques, la programmation et l'informatique étaient balbutiants?

Les techniques quantitatives étaient en effet balbutiantes, voire inexistantes. Par exemple, dans le séminaire méthodologique de l'École des Hautes Etudes, non pas celui que j'ai dirigé mais celui que j'ai suivi dans les années 1960, nous travaillions sur des ordinateurs avec des cartes perforées. On passait des nuits entières dans les salles de ces machines énormes, j'ai même appris quelques bases de programmation. Pour nous, c'était essentiel, parce que nous explorions toutes les possibilités de saisir le monde réel. Je me souviens qu'une fois l'ordinateur s'est cassé et il y avait un collègue yougoslave formé aux Etats-Unis qui nous a dit: « Vous savez, on peut aussi faire une analyse factorielle sans ordinateur! » Alors il nous a montré. On a pris du papier logarithmique, on a tracé et sur une fenêtre avec trois papiers, par transparence, on a relevé les coordonnées des axes qui coïncidaient. On faisait des régressions par transparence. Du coup, j'ai vraiment compris les mécanismes statistiques et j'ai fait beaucoup d'analyses factorielles dans ma vie, parce que c'est une technique que je contrôle parfaitement. J'ai aussi appris très vite à tous mes étudiants les techniques d'enquête. On faisait des

questionnaires, on parlait du déroulement des entretiens: être très tactique mais jamais manipulateur, les différentes techniques que l'on peut utiliser, les limites, etc.

A Nanterre, comment se déroulait votre enseignement? Quel était le profil sociologique des étudiants?

La faculté de Nanterre était une sorte de bidonville au milieu des bidonvilles, les salles étaient horribles, en préfabriqué. On enseignait sans photocopiés et les étudiants étaient obligés d'assister aux cours. Les étudiants eux-mêmes étaient très intéressants, c'étaient des filles de bonne famille du 16ème arrondissement, car l'aire de recrutement de Nanterre n'était pas du tout les jeunes du bidonville voisin. Nanterre, c'était une faculté délabrée, au milieu d'un environnement pourri, avec des bidonvilles, et une municipalité communiste dure. Mais les étudiants qui suivaient les cours de sociologie à la faculté des lettres et sciences sociales venaient des quartiers aisés de Neuilly-sur-Seine et du 16e arrondissement. La sociologie attirait surtout les filles. Les étudiantes étaient de vrais mannequins, habillées chic, elles sont ensuite devenues gauchistes, émues par les pauvres Algériens qui vivaient à côté dans les bidonvilles.

Quant à moi je n'étais pas au cœur de l'enseignement, car, dès ma première année à Nanterre, j'ai enseigné au niveau doctoral en donnant des cours de méthodologie à des étudiants en général plus âgés que moi. Puis, un jour, on m'a demandé en plus de donner quelques cours de méthodologie pour des élèves de licence. Et c'est là que j'ai eu Cohn-Bendit comme étudiant.

### 1.3 De Nanterre aux barricades / au cœur du Mouvement de mai 1968

Comment l'année universitaire 1966-67 s'est-elle déroulée à la Faculté de Nanterre? Avez-vous vu germer les prémices du Mouvement de 1968?

Deux choses se sont passées en même temps.

D'une part, nous avons assisté à une politisation croissante au sujet de la guerre du Vietnam. La guerre a renforcé l'opposition d'étudiants de gauche, qui prolongeaient à cette occasion les protestations qui avaient eu lieu lors de la Guerre d'Algérie, ainsi que les mouvements en faveur d'une plus grande solidarité avec le Tiers-Monde. A la faculté de Nanterre par exemple,



© Janine Niepce / Rapho

Bidonvilles de Nanterre dans les années 1960 pendant la construction des HLM.

les trotskistes étaient très actifs, avec Krivine et les militants de la Ligue communiste révolutionnaire. Je discutais souvent avec eux, Alain Krivine était un bon copain, même s'il n'était pas à Nanterre mais en Sorbonne. Ils étaient très sympathiques car même s'ils étaient trotskistes, ils n'étaient pas très dogmatiques. Au sujet du Vietnam, il y avait le comité Vietnam qui devenait le foyer des mouvements étudiants. Puis, immédiatement, il y a eu une séparation entre le comité Vietnam plutôt trotskiste et le comité dit de base, maoïste. Car en 1966 la révolution culturelle a éclaté en Chine et a suscité une certaine fascination chez les étudiants en France.

D'autre part, des mouvements se sont mobilisés en faveur de la liberté d'expression et de la libération sexuelle, à l'image du *Free Speech Movement* aux Etats-Unis. C'était un mouvement plutôt anarchiste, pas très idéologique, qui portait surtout sur la personne et l'expression individuelle.

Le Mouvement de mai 1968 a commencé en réalité le 22 mars 1968, par un acte de libération sexuelle, symbolisé par la révolte des étudiants de Nanterre pour obtenir que les garçons puissent aller dans les chambres des filles. Parce que, jusqu'alors, seules les filles pouvaient aller dans les chambres des garçons. Lors d'une visite du Ministre de l'Education Nationale, Cohn-Bendit, qui était leader de ce mouvement de libération, a interpellé le Ministre contre cette mesure. Le Ministre, plein d'humour, a dit à Cohn-Bendit: « si vous avez tellement de besoins sexuels, jetez vous dans la piscine que je viens d'inaugurer », sur ce Cohn-Bendit a répondu: « vous êtes un fasciste Monsieur le Ministre ». Du coup, le Ministre a ordonné son expulsion de l'Université. Quand la Police est venue exécuter l'expulsion quelques jours plus tard, le 22 mars 1968, deux choses se sont combinées: il y a eu une manifestation du comité Vietnam à la Faculté de Nanterre et, en même temps, les étudiants des mouvements de libération individuelle ont manifesté pour que Cohn-Bendit ne soit pas expulsé. La police est entrée sur le campus et les étudiants ont tabassé les policiers, expulsant les CRS de l'université. Ils sont partis en courant du campus. A partir de là, le mouvement s'est radicalisé et s'est constitué en Mouvement du 22 mars. C'est alors qu'a commencé l'occupation progressive de la faculté.

Fin mars, le ministère de l'Education Nationale a demandé au professeur de sociologie le plus conservateur de Nanterre, François Bourricaud, une étude sur la mobilisation étudiante à Nanterre, pour connaître les risques d'élargissement du mouvement à l'extérieur de l'Université. Le 2 mai 1968, l'étude est rendue au ministère, avec pour conclusion finale qu'il n'y avait aucune chance que ce mouvement se répande dans la société. Le 3 mai avait lieu la première barricade au Quartier latin!

Quel a été votre engagement politique personnel, entre le jour où vous arrivez en France et 1968? Quelle a été votre activité politique?

Jusqu'en 1964, les deux premières années, j'ai continué à faire partie de ce groupe d'espagnols en exil. Ce groupe est devenu trotskiste, alors je me suis concentré surtout sur mon travail. En 1967, j'étais déjà assistant à la faculté de Nanterre et j'observais toute cette effervescence autour de moi. Je me suis engagé dans le comité Vietnam. Puis j'ai commencé à parler avec Cohn-Bendit et son équipe. Cohn-Bendit était un de mes étudiants en sociologie et on a commencé à échanger car j'étais un jeune enseignant en sociologie, assez politisé, exilé espagnol et assez proche d'eux. Ensuite, quand le Mouvement

a vraiment commencé en mars 1968, j'en ai fait partie et je suis un des rares enseignants à y avoir participé dès les débuts. Cohn-Bendit<sup>6</sup> était le leader et quant à moi, je faisais partie de la dizaine de militants actifs qui prenaient des initiatives. C'est ainsi que j'ai participé à tout le Mouvement de mai, j'ai occupé Nanterre et la Sorbonne, j'ai participé aux assemblées et de temps en temps j'emmenais mes collègues enseignants Lefebvre et Touraine aux assemblées. Touraine était présent sur les barricades, même s'il n'était pas très actif bien sûr!

Je suis arrivé à la fin du Mouvement et j'ai participé à la dernière manifestation à l'usine Renault de Flins, le 7 juin, qui restait le dernier point de résistance. Les manifestations sont devenues dures et violentes, les CRS ont chargé et m'ont finalement arrêté. Le Gouvernement a décidé de m'expulser de France. Ils voulaient m'expulser très gentiment, en Espagne, ce qui aurait fait la joie du Gouvernement espagnol. Et Touraine a été à nouveau extraordinaire et a obtenu que je sois expulsé à Genève. C'est la première fois que j'ai pris l'avion, un vol Paris-Genève. J'avais un permis de quinze jours, et il fallait qu'en quinze jours je trouve quelque chose, alors l'UNESCO m'a offert un poste d'enseignement de six mois au Chili.

On y revient ensuite. Personnellement, au plan des idées, qu'est-ce que vous pensez avoir apporté au Mouvement de mai 1968? Quel était votre discours et comment vous distinguez-vous des autres leaders?

Je n'ai rien apporté du tout. C'est Cohn-Bendit qui a vraiment apporté quelque chose, avec un discours radical, sans compromis: il ne faut pas prendre le pouvoir, il faut dissoudre le pouvoir. C'était le pur discours anarchiste, donc la seule chose que j'ai faite c'est appliquer ce discours à l'ensemble des structures de pouvoir. J'étais toujours parmi ceux qui disaient non à la récupération, non aux élections, etc. Avec 35 ans de recul, je trouve que c'était une force pour le Mouvement, l'objectif n'était pas de prendre le pouvoir mais de promouvoir des idées, c'était une révolution culturelle au sens fort du terme. Nos thèmes privilégiés étaient la condition des jeunes ouvriers, la défense des immigrés,

<sup>6</sup> Daniel Cohn-Bendit, né à Montauban en 1945, de parents juifs allemands réfugiés en France, a été un des principaux leaders du Mouvement du 22 mars 1968 d'inspiration anarcho-libertaire. Il reste la figure charismatique du Mouvement, oscillant entre discours révolutionnaire et utopiste. « Ceux qui lancent les révolutions sont toujours les cocus de l'histoire », déclare-t-il à Europe 1 le 18 mai 1968, un sentiment prémonitoire puisque l'ordre d'expulsion intervenu en juin 1968 l'interdit de territoire français pendant dix ans. « Dany le rouge » comme le surnomment les médias au cours du mois de mai, met à jour son idéologie au début des années 1980, quittant les mouvements anarchistes et se rapprochant des partis verts allemands et français, au sein desquels il prône un discours écologiste teinté de libéralisme économique.





Mai 1968: création du groupe du 22 mars.

la promotion de la solidarité avec les pays du Tiers-Monde, les droits de l'homme. J'étais bien placé car j'étais en rapport avec des ouvriers immigrés espagnols.

Quelle place avaient les féministes au milieu des étudiants et des militants du Mouvement?

Les féministes à ce moment-là n'étaient pas très présentes, elles le sont devenues en appliquant à leurs copains militants ce qu'ils revendiquaient pour la société, en prônant l'égalité et la liberté individuelle. Elles sont devenues féministes en faisant la critique du sexisme dans le Mouvement. En effet, les filles devaient s'occuper de tout, c'était la reproduction parfaite de la division sexuelle du travail à l'intérieur du Mouvement. Du coup, elles ont réagi en développant des idées féministes.

Pour revenir à votre question précédente, je pense que personne d'autre que Daniel Cohn-Bendit n'a contribué au Mouvement, il était à la fois le leader et l'idéologue du Mouvement. Par exemple, j'étais proche de Serge July<sup>7</sup>, je le trouvais très intelligent, il s'exprimait bien, mais je pense qu'il serait d'accord si je disais qu'il n'a pas vraiment articulé la pensée du Mouvement, il participait et il suivait.

C'était vraiment une création collective extraordinaire et j'y ai appris énormément. J'ai aussi fait ma propre révolution culturelle et en ce sens c'est une expérience qui a marqué toute ma vie et mon travail. Je pense que ces événements ont profondément marqué toute la société, beaucoup de valeurs aujourd'hui dominantes dans notre société sont issues du Mouvement de mai: l'idée que l'autorité passe après l'individu, le féminisme, la critique de la société de consommation, l'idée que les partis ne vont pas changer le monde. Mai 1968 a été l'occasion d'une critique profonde des partis et, en particulier, de la bureaucratie politique de gauche.



Meeting à l'université de Nanterre, mai 1968. De gauche à droite: Serge July, Jacques Rémy, Roland Castro et Daniel Cohn-Bendit.

<sup>7</sup> Serge July est l'actuel directeur de la rédaction du quotidien français *Libération*. *Libé* est créé en mai 1973 par des maoïstes et Jean-Paul Sartre suite à ce que Jean Guisnel (1999, p. 11) appelle « le Mai 1968 de la presse » où les journalistes de gauche se sont mobilisés suite à des tentatives de censure et de contrôle de la presse par l'État. Agité par des débats et des crises perpétuels entre maoïstes et autres journalistes de gauche, *Libé* est remodelé sous une nouvelle formule en 1981 et tente depuis de représenter l'héritage de mai 1968.



Je pense d'ailleurs que certains partis de gauche, comme le Parti communiste, ne se sont jamais remis de mai 1968. Bien sûr les partis ont fait leurs propres erreurs, mais dans l'esprit des jeunes générations la gauche politique traditionnelle est morte en mai 1968. Je me souviens par exemple que lorsque le Mouvement du 22 mars a occupé la Faculté de Nanterre au cours du mois de mai, les étudiants de ce mouvement passaient leurs temps sur les barricades. De temps en temps, ils rentraient à Nanterre pour dormir. Régulièrement les étudiants communistes attendaient à la porte et leur distribuaient des tracts pour dénoncer le côté petit-bourgeois de leurs revendications. Après deux nuits et une journée dans la rue, à se battre avec la police, à faire la révolution, les étudiants communistes les traitaient de petits-bourgeois. Un jour les militants du Mouvement en ont eu marre et ont tabassé les étudiants communistes. Là, j'ai vu comment la jeune génération avait complètement rompu avec le communisme.

Pour moi, le Mouvement de mai 1968 représente le moment où la gauche passe d'une gauche disons nationaliste, communiste et syndicaliste, mettant en avant la défense de la Nation, du Parti et de la classe ouvrière organisée, à une gauche où le changement culturel, la liberté personnelle et la capacité d'initiative caractérisent les valeurs d'avenir. A partir de mai 1968, cette mutation a été irréversible et le modèle de la gauche traditionnelle a été complètement balayé. C'était un mouvement qui était autant anticommuniste qu'anticapitaliste. Avec le temps, énormément de thèmes ont été repris par le Parti socialiste, qui était l'appareil politique privilégié de cette nouvelle génération. Le Parti socialiste s'est reconstruit grâce à sa capacité à intégrer la plupart des thèmes de 1968. Le journal *Libération* représente aussi très bien l'esprit libertaire du 22 mars 1968, et c'est le seul discours qui, au sein au sein de la sphère politique et médiatique actuelle, intéresse la jeunesse française.

Quels étaient les rapports entre ce mouvement étudiant libertaire et le mouvement ouvrier traditionnel ?

Je me souviens toujours d'une grande manifestation où les maoïstes avaient réussi à se placer en début du cortège avec une longue banderole qui disait: « Le moment est venu que la classe ouvrière prenne les drapeaux de la révolution des mains tremblantes des étudiants. » De ce point de vue, le mot d'ordre maoïste était absolument typique car il était antisyndical, antibureaucratique, mais pro-ouvrier. « Nous, les étudiants, allons libérer les ouvriers ! » On s'efforçait de se mettre en relation avec des jeunes ouvriers révoltés et des immigrés, mais les syndicats étaient presque nos ennemis.

Par contre, à l'échelle du mouvement dans son ensemble, les syndicats ont participé, ainsi que le Parti communiste. A côté du Mouvement étudiant, il y a eu une série de luttes revendicatives: les syndicats en ont profité pour lancer leurs revendications du moment, les partis politiques ont essayé de faire tomber de Gaulle en demandant des élections. Mais la grève générale de 1968 était une chose et le Mouvement étudiant en était une autre. C'est ce que les gens oublient souvent.

Les mouvements étudiants, d'inspiration anarcho-libertaire, n'ont-ils jamais eu l'ambition de mener la révolution à son terme?

A un moment, j'ai assisté à une situation quasi révolutionnaire. Il y a eu une manifestation à la fin de laquelle la Bourse a été envahie et incendiée. Des commissariats de police à Paris ont aussi été attaqués ou incendiés. C'était un moment très important et je savais, car j'étais dans le Mouvement, qu'il n'y avait ni complot, ni intention de prendre le pouvoir. Mais tout d'un coup j'ai vu comment les appareils institutionnels, dans leurs imaginaires, construisaient une révolution, les fonctionnaires des ministères avaient peur et commençaient à partir. J'étais aussi tombé sur deux anarchistes français qui avaient un fusil de chasse et se disaient « maintenant on fait la révolution! Alors, camarades, où va-t-on? »

Ils voulaient prendre la Bastille...

Oui, ils voulaient prendre la Bastille, mais on avait déjà pris la Bourse. A un moment, il y a eu une période dangereuse car le système était en train de créer sa propre crise: alors que personne ne voulait ou ne pouvait attaquer les centres du pouvoir, les institutions publiques commençaient à paniquer et certains fonctionnaires désertaient l'administration.

Selon vous, que reste-t-il de mai 1968, en particulier au plan des idées?

Pour moi les manifestations de 1968 ont été la démonstration de l'extraordinaire pouvoir matériel des idées. On peut parler du pouvoir des idées, mais le vivre concrètement sous ses yeux, c'est extraordinaire! Les idées font leur chemin, la société s'arrête de fonctionner complètement pendant un mois et demi parce que la société se met à penser différemment. On observe le cheminement progressif des idées,

et plus rien n'est comme avant. Alors les politiques, au sens traditionnel du terme, se sont retrouvés décalés. Les communistes bien sûr, mais aussi les socialistes et De Gaulle qui s'est enfoncé politiquement. Il n'a jamais comblé cet écart avec les nouvelles aspirations de la société. De Gaulle a compris qu'il pouvait rétablir l'ordre par les armes ou avec la force de l'Etat régalien, mais il ne s'est jamais remis de cette « chienlit », comme il disait, qui a anéanti le sens de sa politique. Et puis, à plus long terme, mai 1968 a complètement transformé les valeurs de la société pour des décennies: l'écologie, les femmes, l'égalité, les droits de l'homme. Aujourd'hui, tous les partis de droite comme de gauche doivent prouver qu'ils s'inscrivent dans ce nouvel ensemble de valeurs. La France, comme la Californie, a eu un rôle prépondérant dans l'émergence de ces nouvelles valeurs. Les nouvelles idées sur les droits de l'homme et la liberté individuelle sont parties des mouvements sociaux français. En Californie – loin des mouvements du Sud des Etats-Unis sur les droits civiques, qui étaient plus élémentaires en se positionnant contre l'esclavage – les manifestations sur les campus universitaires étaient très similaires à ce que l'on observait à Nanterre: contre la guerre du Vietnam, pacifiques, et pour la liberté personnelle. Elles ont elles aussi participé de la diffusion de nouvelles valeurs libérales dans la société américaine.

Avant et après le mois de mai 1968, aviez-vous déjà lancé des recherches sur les mouvements sociaux?

Avant 1968, je n'en avais pas eu l'occasion car Touraine m'avait dévié de mon centre d'intérêt pour les mouvements sociaux afin que je me lance dans la sociologie urbaine. Mais dès que j'ai commencé à travailler, après ma thèse et après 1968, je me suis lancé dans l'étude des mouvements sociaux. A la fin 1968 au Chili, j'ai commencé à m'intéresser à la sociologie et à l'économie du développement en Amérique latine. Puis, en 1969, je suis devenu professeur assistant à Montréal et j'ai commencé à travailler en sociologie urbaine sur deux thèmes: la structure urbaine et les mouvements sociaux urbains. Le premier article important que j'ai publié en sociologie urbaine a été présenté au Congrès mondial de sociologie en 1970, et le titre était je crois « proposition théorique pour une étude expérimentale des mouvements sociaux ». Cette communication a été le fondement de la partie de *La question urbaine* [1972] sur les mouvements urbains. Cependant, je ne souhaitais



Sit-in d'étudiants en mai 1968 devant la Sorbonne. Devant la statue de Pasteur, les étudiants ont accroché les portraits de Staline, Karl Marx et Mao Tsé-Tung.

pas que mes travaux soient une analyse sociologique de mai 1968, je ne voulais pas utiliser ma pratique politique comme un matériau pour mes recherches.

N'aviez-vous pas l'intention de vous lancer dans de l'observation participante ?

Non, pas du tout, je n'ai jamais rien écrit sur le Mouvement de mai. Je ne voulais pas, je ne l'aurais fait que si les militants avaient été conscients que je me lançais dans un travail de recherche et je les aurais prévenus. Par exemple en 1977-79, j'étais l'intellectuel organique des mouvements de quartiers de Madrid. Et, en même temps, ces mouvements étaient tellement passionnants que j'ai réalisé une recherche sur le sujet. Je leur ai expliqué et ils étaient tout à fait informés de mes intentions. Je trouve que l'observation participante

est intéressante car elle peut aussi servir aux mouvements pour qu'ils réfléchissent sur eux-mêmes. Mis à part ces exemples, je n'ai jamais mélangé les deux, même si bien sûr les idées demeurent et on ne peut pas séparer les choses dans sa tête.

Je souhaitais aussi vous poser quelques questions sur l'université après 1968. Tout d'abord, je voulais vous livrer le témoignage d'Henri Mendras, sociologue au CNRS, qui raconte dans ses mémoires les effets pervers de mai 1968 sur le développement de la recherche sociologique :

« Tout ce que nous avons essayé de mettre en place dans les années précédentes [...] n'a pas survécu à la tourmente. Puisque la révolution était issue du département de sociologie de Nanterre, puisque Touraine était le prof de Cohn-Bendit, la sociologie devenait suspecte, alors que nous avons pris tant de mal à nous rendre respectables et même légitimes. »  
(Mendras, 1995, p. 168)

Que pensez-vous de cette critique forte ? La sociologie française a-t-elle été mise au banc de la société et des institutions ?

Non. Touraine a été mis au banc du monde de la sociologie par les sociologues eux-mêmes. S'il n'est pas entré au Collège de France c'est à cause de cela. La sociologie française était extrêmement conservatrice. On pense toujours à Touraine et Lefebvre qui ont participé au Mouvement de mai 1968, mais l'immense majorité des sociologues – Mendras, le Centre d'étude sociologique du CNRS, les sociologues communistes – était contre le Mouvement de mai. Ils ont longtemps continué à s'opposer à Cohn-Bendit et à dénoncer le Mouvement comme une action petite-bourgeoise et immature. Et j'ai été mis dans le même sac.

Je pense simplement que le pouvoir politique est contre la sociologie en général parce qu'il la trouve soit inutile, soit trop critique. Mais, par contre, les intellectuels qui étaient à l'avant-garde de la sociologie, tels que Touraine, ont été réprimés par l'establishment sociologique, mais pas par le pouvoir.

Toujours dans les mémoires d'Henri Mendras (1995), le sociologue parle de la radicalisation des groupes maoïstes ultras qui, après 1968, sont allés jusqu'à prôner la destruction de l'Université, à l'instar d'André Glucksmann, alors assistant de Raymond Aron en Sorbonne.

Mendras cite cette anecdote (Hamon et Rotman *in* Mendras, 1995, p. 168): « Dès l'ouverture [de Vincennes], la fine fleur de la contestation rapplique. Ils sont presque tous là, les ténors qui s'affrontent en tumultueuses joutes publiques. Henri Weber, assistant au département de philosophie, représente le gauchisme raisonnable. [...] Une cinquantaine de gardes rouges vincennois envahissent à la suite de Dollé<sup>8</sup> et Glucksmann, la salle où Henri Weber donne son cours. Les interrupteurs brandissent le *Petit Livre rouge* qu'ils menacent de transformer en objet volant, et scandent: « Bas les pattes devant la Chine rouge! » Dollé, placide, engage la discussion mais Glucksmann l'interrompt:

Laisse tomber, Jean-Paul, son cerveau a cessé de fonctionner en 1940. Weber est blême. L'allusion à l'assassinat du « Vieux »<sup>9</sup> exaspère le trotskiste. Il apostrophe Glucksmann:

Dédé, tu n'es qu'un pitre sinistre. Tu entraînes ces jeunes abrutis dans une voie sans issue. Mais toi tu es tranquille: tu es maître assistant. Tu peux détruire l'université. Tu t'en tireras toujours! »

Vous qui étiez d'inspiration anarchiste, et assez proche des mouvements maoïstes, que pensiez-vous de ce bouillonnement post-68 et de cette tendance à la radicalisation?

Il y a eu une dérive anarcho-maoïste en effet, avec Glucksmann et puis des gens qui s'appelaient la Cause du peuple, la gauche prolétarienne, etc. Ils essayaient de transposer en France la révolution culturelle chinoise et donc de détruire l'université et toutes les institutions intellectuelles. Ils étaient assez naïfs, pas très violents.

Je pense que ce mouvement a été de courte durée. Ensuite ces idées ont dérivé vers un discours ultralibéral et ces personnes ont fondé le courant des Nouveaux philosophes<sup>10</sup> à la fin des années 1970. Ce qui est intéressant c'est qu'André Glucksmann, Jean-Paul Dollé ou Bernard-Henri Lévy viennent tous du courant maoïste radical et sont devenus des intellectuels de droite. Ils sont passés de la critique de la gauche à la défense de la droite. Alors que le Mouvement de mai 68 était vraiment la création d'une autre gauche, sociale et culturelle plutôt que politique.

<sup>8</sup> Jean-Claude Dollé est un des intellectuels maoïstes du Mouvement de Mai, qui va opérer une conversion intellectuelle à la fin des années 1970 en formant le courant des « nouveaux philosophes » avec André Glucksmann.

<sup>9</sup> Glucksmann fait ici référence à l'assassinat de Léon Trotsky en août 1940 par un agent de Staline au Mexique.

<sup>10</sup> Le courant des « Nouveaux philosophes » est fondé à la fin des années 1970. L'adjectif nouveau signifie la rupture avec leurs engagements maoïstes. Cette génération de philosophes entend rompre avec mai 1968 et s'appuie dès lors sur un antimarxisme sans concession. Dénonçant, dans la suite

Personnellement je n'ai jamais participé à cela et, en outre, les Nouveaux philosophes ne m'ont jamais intéressés, même s'ils ont été importants car ils restent la base idéologique de la droite française aujourd'hui.

Pour ce qui est de l'université de Vincennes, Edgar Faure<sup>11</sup> qui était un homme éclairé, a eu une idée géniale: enfermer tous les gauchistes dans un seul campus et les laisser s'étriper. En fait, à Vincennes, on a fait un zoo, où tous les fauves des différentes espèces pouvaient s'entretuer. J'ai toujours été opposé à l'idée de Vincennes. Vincennes, c'était partir de la société pour changer l'université. Nanterre était tout à fait le contraire c'était partir de l'université pour changer la société. Et donc, au fond, c'était très corporatiste. Vincennes a été une manœuvre extraordinaire pour renfermer dans un étau idéologique et personnel l'ensemble des gauchistes du milieu universitaire.

#### 1.4 L'exil au Chili / de l'étude des mouvements de quartiers à la tentation révolutionnaire

En juin 1968, vous arrivez à Genève et l'UNESCO vous embauche en vous demandant d'aller enseigner au Chili. Quelle était la demande exacte de cette organisation?

J'ai eu de la chance, car j'avais déjà accepté une offre de l'UNESCO pour intervenir à la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO) à Santiago, pendant six mois, pour y enseigner la méthodologie. C'était une très bonne faculté qui avait des étudiants en maîtrise et en doctorat en sciences sociales, sélectionnés dans différents pays d'Amérique latine. C'était une succursale des universités américaines. Mais les étudiants avaient tout de même demandé l'intervention d'enseignants français. Comme il y avait un accent très fort mis sur la méthodologie, ils ne voulaient pas seulement de l'empirisme américain, mais aussi des réflexions plus approfondies sur l'épistémologie. Mais il n'y avait pas énormément d'enseignants de méthodologie en France. Raymond Boudon y est allé 15 jours. A l'UNESCO, il y avait une procédure très formelle de

de Soljenitsyne, les totalitarismes d'origine communiste ou fasciste, ils entendent promouvoir une philosophie réaliste, dissociée de la grande philosophie universitaire qu'ils jugent inadaptée et désuète. Peu légitimes au plan universitaire, ils s'appuient sur les médias pour faire valoir leurs idées et suscitent l'ire des intellectuels postmodernes tels Deleuze ou Derrida qui s'appliquent à déconstruire leurs argumentaires.

<sup>11</sup> Edgar Faure devient Ministre français de l'Education Nationale en juillet 1968.

sélection des intervenants. Nous étions reçus par le directeur du département des sciences sociales et son adjoint. Ils m'ont reçu, la secrétaire ouvre la porte et me présente: « Voici l'expert pour l'Amérique latine ». J'entre et le directeur des sciences sociales regarde au-dessus de moi: « Qu'il passe s'il-vous-plaît! ». J'étais trop jeune pour être expert.

J'avais 26 ans et je ne connaissais rien du tout du Chili. Ce pays m'a immédiatement fasciné. J'ai dans un premier temps beaucoup travaillé à la FLACSO, je proposais des cours de méthodologie avec de l'épistémologie. J'ai rencontré un milieu étudiant très bien formé au plan méthodologique et en statistiques. J'entamais des discussions sur les statistiques, mais du point de vue épistémologique et critique. J'ai écrit un papier qui essayait de montrer comment le modèle théorique que l'on décide de tester détermine les techniques et de quelle façon des techniques utilisées prédéterminent le résultat théorique. Quand Boudon a lu ce papier, il l'a trouvé extrêmement intéressant et m'a proposé de commencer une thèse d'Etat. Le sujet portait sur les contraintes méthodologiques des modèles théoriques et sur les contraintes théoriques des modèles méthodologiques. D'un autre côté, mis à part l'enseignement, je suis tombé complètement amoureux de l'Amérique latine, et du Chili en particulier. J'ai parcouru le pays du nord au sud et j'ai commencé à faire quelques recherches sur le modèle de développement chilien.

A la fin de l'année 1968, mon contrat pour l'UNESCO s'est achevé et Alain Touraine m'a aidé à trouver un nouveau poste. J'ai eu une offre de professeur assistant au département de sociologie de l'Université de Montréal. Je suis arrivé en décembre 1968 au Québec et je m'y suis très bien intégré. Je m'y suis même intégré politiquement, j'ai retrouvé mon côté catalan et je me suis transformé en nationaliste québécois. A l'université, j'enseignais la méthodologie. Je me souviens d'un cours qui avait beaucoup plu aux étudiants: il consistait à reprendre toutes les grandes recherches américaines et à voir si, d'après les critères méthodologiques, ces travaux étaient rigoureux ou pas. On a ainsi beaucoup étudié l'appareil méthodologique de Lazarsfeld. Le plus souvent, les étudiants avaient soit des cours d'intellectuels de gauche critiques, qui n'avaient pas la moindre idée de la méthodologie en sciences sociales, soit des cours de méthodologues qui ne s'intéressaient absolument pas à la critique sociale et politique. Comme je jonglais entre les deux, les étudiants s'amusaient beaucoup.

Puis, j'ai obtenu, toujours grâce à Alain Touraine, un pardon du Gouvernement français en janvier 1970. Touraine m'avait gardé mon poste de maître-assistant à Nanterre. Le Gouvernement m'a donné un permis



de séjour de trois mois, renouvelable tous les trois mois. Mais, au bout de deux mois, il y a eu une manifestation à Nanterre et, bien que je sois resté très discret, mes étudiants ne l'étaient pas. Ils ont commencé à jeter par la fenêtre toutes les chaises de ma classe sur la police. La police a appelé Touraine et il m'a dit: « Ecoute, manifestement on ne peut pas te laisser à Nanterre! Alors on va te nommer à l'Ecole des Hautes Etudes et tu seras bien tranquille, car il n'y a personne qui fait de la politique ». C'est comme cela que j'ai fait la connaissance de l'élite intellectuelle française, après avoir été expulsé de Nanterre. J'ai rejoint le Centre de recherche de Touraine qui s'appelait le Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS). J'étudiais les mouvements sociaux tout en enseignant la sociologie urbaine.

Cependant, j'ai continué à me rendre régulièrement au Chili. En septembre 1970, j'étais au Chili pour un séminaire avec Fernando Henrique Cardoso lorsque Salvador Allende a remporté les élections et est arrivé au pouvoir.

Connaissez-vous des militants du Parti socialiste chilien, depuis votre premier voyage en 1968?

Non, personne au Parti socialiste. A gauche je connaissais des militants de la gauche révolutionnaire. Je me souviens qu'en 1968, je venais d'être expulsé de France, et les révolutionnaires au Chili et en Amérique latine organisaient des réunions clandestines où j'allais leur raconter mon expérience. Je suis allé au Chili, en Argentine, au Paraguay, au Brésil. J'y ai connu tous les militants qui ont ensuite été liquidés par Pinochet<sup>12</sup>. A partir de septembre 1970, j'ai été enthousiasmé par ce qui se passait au Chili et j'ai utilisé toutes sortes d'invitations pour m'y rendre le plus souvent possible. J'ai accepté de me rendre tous les ans au Centre d'études et de documentation urbaine (*Centro de interdisciplinario de desarrollo urbano – CIDU*) de l'Université catholique de Santiago du Chili, de 1970 à 1973. J'étais payé grâce à une chaire de la Fondation Ford. Avant moi, il y avait un technocrate américain qui a été remercié sous la pression des étudiants: « On ne veut pas de celui-là, on veut Castells! »

<sup>12</sup> En septembre 1973, le Général Pinochet organise, avec le soutien masqué de la CIA, un coup d'Etat contre le Président socialiste Salvador Allende. Au mois d'août le Président Allende, affaibli, l'avait nommé à la tête du commandement des forces armées. Le 11 septembre, Pinochet donne l'ordre à l'Armée de l'air de bombarder le Palais présidentiel de *La Moneda*. Toute résistance est étouffée et Salvador Allende meurt au cours de la prise du palais présidentiel.

Mais Ford a continué à payer la chaire?

Oui, je faisais la révolution avec la chaire de la Fondation Ford, à l'Université catholique du Chili, la plus conservatrice du pays. J'y allais trois à quatre mois par an, en bénéficiant de la différence entre les deux hémisphères, je passais les quatre mois d'été où je n'enseignais pas en France au Chili. Je travaillais, j'enseignais et je faisais mes recherches en sociologie urbaine et sur le mouvement des *Pobladores*, un vrai mouvement social. J'ai accompagné des groupes de travail portant sur l'élaboration des politiques de logement populaire. A l'Université catholique, les personnes de ce Centre de recherche étaient essentiellement d'un parti de gauche, social-chrétien, qui faisait partie du gouvernement d'Allende. Je les ai encouragées à inventer des politiques de logements populaires et à développer les coopératives. J'ai fait avec eux ma grande recherche sur le mouvement des *Pobladores*. J'ai vécu pendant un certain temps immergé dans ce mouvement, je passais quatre jours par semaine dans les quartiers avec eux.

Qu'est-ce qui vous a le plus marqué lors de vos recherches sur les mouvements de quartiers chiliens au début des années 1970? Quelles images en conservez-vous?

Tout d'abord, c'est la première fois que j'ai vécu la pauvreté désespérée, le Tiers-Monde. Deuxièmement, j'ai appris que je pouvais discuter et entretenir des relations avec ces mouvements tout en étant un intellectuel parisien, ce qui m'a aidé ensuite dans mes recherches sur les mouvements de quartiers. Troisièmement, j'ai découvert une politisation des mouvements sociaux qui n'était pas d'ordre idéologique, mais qui avait pour ambition de changer la vie des habitants. J'ai aussi découvert, une fois de plus, après la France, le vide de l'idéologie pure. Ces habitants de quartiers pauvres avaient des leaders politiques qui étaient communistes, socialistes, démocrates-chrétiens ou gauchistes révolutionnaires, mais qui se plaçaient tous dans une logique clientéliste.

Au fil des années, entre 1968 (votre premier voyage), 1970 (élection d'Allende) et le coup d'Etat de Pinochet de 1973, qui intervient peu de temps après votre dernière visite, comment avez-vous vu évoluer le Chili?

Avant, c'était un pays en mouvement, avec une tendance réformiste démocrate chrétienne très intéressante. Avec l'arrivée du socialiste Salvador Allende<sup>13</sup>, la société civile a pris le pouvoir et cela s'est traduit

politiquement par une illusion de révolution. D'un côté c'était très intéressant parce qu'il s'agissait d'une révolution pacifique, par les urnes, du jamais vu. L'avènement d'Allende était une révolution socialiste se traduisant par une prise de pouvoir démocratique et la construction d'une économie étatisée. Mais ensuite, j'ai vu la dérive de ce système. Comment est-il possible de faire la révolution en étant au pouvoir, dans l'appareil d'Etat, en appliquant les principes de la démocratie, alors que seulement un tiers des électeurs a voté pour ce programme? J'ai dénoncé cette illusion révolutionnaire alimentée par les gauchistes membres de la nouvelle majorité.

A cette époque, considérant qu'il y avait un tiers d'électeurs de droite, un tiers de démocrates-chrétiens et un tiers de socialistes et de communistes, je défendais l'idée que l'on pouvait faire la révolution sans passer par la majorité démocratique. Trente ans plus tard, rétrospectivement, c'est ma plus forte autocritique, je regrette d'avoir tenu des positions si radicales. Face à cette poussée du gauchisme révolutionnaire, Allende a essayé de freiner le processus en allant aussi loin qu'il pouvait dans les réformes. Mais cette tendance a été complètement interrompue par le coup d'Etat. La deuxième chose que j'ai alors découverte – et vécue directement – était que toutes nos idées sur l'impérialisme américain se concrétisaient. J'ai découvert les provocations, les dessous-de-table, les mercenaires, les infiltrations de la CIA, le contrôle des militaires, la conspiration et le processus menant à l'organisation du coup d'Etat.

<sup>13</sup> L'arrivée au pouvoir du Gouvernement d'Unité Populaire entre 1970 et 1973, piloté par le socialiste Salvador Allende, s'est appuyée sur une coalition diversifiée, de la gauche aux démocrates-chrétiens. En effet, le premier tour de l'élection ne donnait que 36,3 % des voix à Allende. Or, malgré cette large coalition, Allende réforme très rapidement la société chilienne: au cours des deux premières années, 60% des terres labourables et environ 80% des industries sont nationalisées. La perspective de nationalisation de l'industrie du Cuivre génère de vives tensions entre le Gouvernement chilien et l'administration américaine de Richard Nixon. L'ambition d'Allende est de construire une société aux fondements socialistes, tout en garantissant le maintien d'un régime parlementaire libéral (Avalos, 1992). Cependant, malgré les réformes menées à grand train, l'extrême gauche chilienne se soulève et réclame des mesures révolutionnaires immédiates. Mais, suite à l'assassinat en juin 1971 d'un ancien ministre de l'intérieur démocrate-chrétien, la coalition se fissure. Suite aux critiques du centre-droit, Allende est contraint d'intégrer trois nouveaux ministres militaires à son cabinet en novembre 1972. Trois mois plus tard, un mouvement de grève de chauffeurs routiers, dont on apprendra ensuite qu'il était piloté par la CIA, s'oppose au projet de nationalisation, paralyse le pays et déstabilise un peu plus l'Unité Populaire. La tentative de sauver la coalition avec des ministres militaires échoue et les manœuvres répétées de la CIA aboutissent au coup d'Etat de 1973.



© Dukas / Keystone France

Le président chilien Salvador Allende annonce la nationalisation de l'industrie du cuivre le 9 août 1971.

Depuis quelle année aviez-vous observé des indices de la préparation d'un coup d'Etat?

Dès 1972, j'ai commencé à observer des choses suspectes. En 1972 aussi, j'ai décidé d'écrire un livre de chroniques sur le Chili. Je ne voulais pas faire un grand livre sur mon engagement politique personnel au Chili, mais plutôt un ouvrage utile aux mouvements chiliens. J'ai développé une analyse de la structure de classes chilienne, de la politique, et de l'Etat. Mon livre était écrit de manière très militante, avec en même temps énormément de données, et une méthodologie très développée. Chaque chapitre était un document de travail qui était distribué non seulement aux étudiants mais aussi aux militants du mouvement de base, où il était discuté. Les gens dans les quartiers discutaient l'analyse des statistiques de la structure de classes au Chili, de la distribution du revenu, etc. Et finalement j'ai achevé ce livre juste à l'heure du coup d'Etat. Six mois après l'avoir terminé, tous les documents ont été brûlés au Chili. Le livre a été

publié en Argentine mais quelques mois après il y a eu le coup d'Etat en Argentine et ils ont tout brûlé. C'est un livre dont il reste très peu d'exemplaires.

Mais heureusement que ce livre a été très mal distribué. Comme j'ai fini de le rédiger sous le coup de l'émotion du mouvement révolutionnaire et des heures précédant le coup d'Etat, l'introduction que j'ai écrite à la fin est un pamphlet révolutionnaire. S'il y a 80% du livre qui portent sur l'analyse de la structure de classes, de l'Etat, de l'industrie et des mouvements sociaux, l'introduction défend que les vrais marxistes révolutionnaires doivent en finir avec le réformisme et qu'il faut utiliser ce livre pour liquider l'impérialisme américain. Ceci dit je n'ai jamais été gauchiste, au sens strict du terme, au Chili et encore moins après le Coup. Je me souviens que j'ai participé au lancement du Comité chilien en France et je me suis fait incendier à la Mutualité lors du premier meeting de solidarité avec le Chili. Le leit-motiv dominant était d'essayer d'organiser la résistance, en aidant les Chiliens dans la lutte armée. Je leur disais « Vous voulez lutter jusqu'au dernier Chilien! Vous Français, vous voulez lutter jusqu'au dernier Chilien! » Alors qu'il était clair que c'était fini, qu'il n'y avait plus rien à faire. La question était plutôt d'organiser la solidarité, de sauver les gens, de sortir des personnes du Chili, de leur trouver du travail et des logements en France. Alors avec Touraine nous avons organisé un comité d'aide pour les universitaires que nous pouvions soutenir, et nous avons trouvé 150 emplois.

Le coup d'Etat chilien est avant tout le fait du Gouvernement américain et des grandes entreprises multinationales. Mais une partie de la gauche chilienne a fait peur sans avoir la capacité de vraiment soutenir les conséquences d'un discours révolutionnaire totalement irresponsable. Et Allende, qui était à mon avis quelqu'un de remarquable, a essayé de concilier les idéaux socialistes et démocratiques. Je connais très bien sa fille, et j'étais très proche de sa nièce, et il a toujours dit que le pays courait à la catastrophe mais qu'il ne quitterait jamais la Présidence à cause de l'irresponsabilité des gauchistes révolutionnaires, qu'il était prêt à en mourir. C'était une personne d'une rare dignité.

Le Chili a été très important pour moi, car à ce moment-là j'ai liquidé la théorie léniniste de l'Etat, j'ai vu la complexité des choses, j'ai vu à quel point les dogmatismes de gauche sont extrêmement dangereux. Mon vaccin définitif contre le dogmatisme et l'étatisme de gauche a été le Chili.

Aujourd'hui, on assiste à un *aggiornamento* au Chili, dans la presse et les médias, y compris parmi les politiques de gauche, où de plus en plus de personnes défendent que c'est aussi la radicalisation de la gauche et les discours durs sur la lutte armée et la révolution qui ont accéléré la chute du Gouvernement Allende, et pas seulement le complot américain. Qu'en pensez-vous?

Je suis de cet avis. Le complot américain a pu fonctionner parce qu'il y avait une poussée gauchiste irresponsable qui a déstabilisé le gouvernement Allende. A la limite, je dirais que les gauchistes sont responsables de ce qui s'est passé. La CIA faisait son travail, mais les gauchistes ont largement aidé à déstabiliser le Gouvernement démocratique réformiste d'Allende, c'était inadmissible. Et sur ce point, personnellement, mon seul regret, mon seul remords, est non pas d'avoir été gauchiste, ce n'était pas le cas, mais d'avoir été trop condescendant à l'égard des leaders politiques de ces organisations. Le mouvement en lui-même ne posait pas problème. Mais les dirigeants gauchistes qui appelaient à la lutte armée, cachaient des armes dans les quartiers et organisaient des opérations, ont une responsabilité évidente dans les événements qui ont suivis. Lorsque je m'en suis aperçu, j'ai stoppé mes discours, mais il était déjà trop tard... Personnellement, je n'ai pas du tout participé au mouvement gauchiste, mais j'avais des sympathies pour ce mouvement que je regrette profondément.

Vous avez expérimenté à nouveau, et à vos dépens, le puissant pouvoir politique des idées...

En effet et je n'ai jamais essayé de rééditer mon livre dont les 20% restent un pamphlet gauchiste irresponsable.

## Bibliographie

Avalos, Raymond (1992). *Le Chili*. Paris: PUF.

Bourdieu, Pierre (2004). *Esquisse pour une auto-analyse*. Paris: Raisons d'Agir Editions.

Hamon, Hervé et Rotman, Patrick (1995). *Génération*. Paris: Le Seuil.

Guisnel, Jean (1999). *Libération. La biographie*. Paris: La Découverte.

Mendras, Henri (1995). *Comment devenir sociologue. Souvenirs d'un vieux mandarin*. Arles: Actes Sud.

Stébé, Jean-Marc (2001). *Architecture, urbanistique et société. Hommage à Henri Raymond*. Paris: L'Harmattan.

Thomas, Hugh (1985). *La Guerre d'Espagne. Juillet 1936 – Mars 1939*. Paris: Robert Laffont.





## 2

### **La ville en système / *La question urbaine* [1972]**

Manuel Castells entame *La question urbaine* par une rupture: les « problèmes urbains », la « crise urbaine », ou les enjeux liés au « cadre de vie » qui préoccupent la classe politique en ce début de la décennie 1970, représentent une pure idéologie qui contribue à masquer l'essentiel: la montée en contradiction du capitalisme industriel, et l'éclosion des mouvements sociaux et des luttes urbaines, partout dans le monde. Le « mode d'emploi » qui s'offre au lecteur à la première page du livre fait figure de manifeste: il faut contrer les discours idéologiques sur les problèmes urbains, pour proposer une alternative scientifique, marxiste, crédible. L'ambition théorique de Castells est de taille, il renvoie dos-à-dos les deux principaux courants de la sociologie urbaine de cette époque: l'école de Chicago, en partie représentée par les travaux du sociologue français Chombart de Lauwe, et les approches marxistes de l'urbain fondées par Henri Lefebvre. Il y substitue un nouveau schéma d'analyse d'inspiration structuraliste: le système urbain. Le livre connaît un succès inattendu lors de sa publication, comme le soulignait Castells dans un entretien récent:

« Je ne voulais pas faire de manuel. Il s'agissait pour moi d'une synthèse très critique de ce qui était à ce moment-là la sociologie urbaine, synthèse constituée par une partie des recherches empiriques sur le rapport entre la technologie et la ville et sur les mouvements

sociaux urbains. Le livre a été publié en français en 1972 et ensuite dans dix langues. Plus de 150 000 exemplaires ont été vendus dans le monde. » (Castells in Paquot, 1998, p. 7)

*La question urbaine* n'avait donc pas vocation à devenir le manuel qu'il fut pendant des décennies, puisque la pensée urbaine marxiste s'enseigne toujours en France, même si cette tranche de sociologie est désormais rangée au rayon de l'histoire de la pensée et non plus à celui des concepts de la recherche urbaine contemporaine.

## Situation et synthèse de l'œuvre

Au début des années 1970, l'essor de la recherche urbaine française peut être expliquée avec Manuel Castells par la convergence de trois mouvements:

- « – la vigueur intellectuelle des sciences sociales dans la France des années 1960, enfin libérée de la tyrannie stérile de la pensée philosophique qui avait dominée (et domine à nouveau, hélas) la recherche sociale en France;
- la contestation politique, idéologique et culturelle qui se développa parmi les intellectuels pendant et après le mouvement de mai;
- la pénétration en profondeur de cette contestation dans l'élite technocratique de la gestion urbaine en France. » [Castells, 1994, p. 59]

Dans ce contexte, *La question urbaine* symbolise les heures de gloire d'un nouveau courant de pensée: la sociologie urbaine marxiste. Loin d'être cohérent et organisé, et ne faisant pas école [Castells, *op. cit.*], le marxisme urbain se situe à la croisée de diverses influences: les unes étant proprement communistes; les autres en rupture de ban avec le marxisme officiel reprenant les schémas structuralistes de Louis Althusser ou les approches en termes de micropouvoirs de Michel Foucault. Dans sa diversité, ce courant de recherche a bénéficié d'un solide soutien de l'Etat. Entre 1969 et 1975, les grands programmes de recherche se sont multipliés, le plus connu étant celui de la Mission de la recherche urbaine du ministère de l'Équipement français. Ce système de financement a permis de promouvoir un fonctionnement extrêmement flexible de la recherche en sciences sociales:

- « Pour répondre aux appels d'offre libéralement et généreusement proposés à la cantonade par ces instances gouvernementales, la formule souple de l'association privée à but non lucratif était utilisable: beaucoup de chercheurs y recoururent, tant ceux qui n'avaient pas de statut universitaire (la plupart des marxistes étaient de ceux-là) que les chercheurs nantis d'un statut académique (de l'Université ou du Centre

nationale de la recherche scientifique). [...] Qui dira jamais toute la souplesse dont est susceptible le système institutionnel français rigide et centralisé! » (Amiot, 1986, p. 127)

Profitant des ces financements souples et avantageux, une communauté de jeunes chercheurs totalement éloignés du mandarinate universitaire va gagner pignon sur rue, sans devoir passer par les canons habituels de la reconnaissance académique. Rompant avec les versions françaises de l'école de Chicago, une jeune équipe va se constituer en s'appuyant sur ce système de financements publics de gré à gré. L'équipe dite de la Tombe-Issoire, du nom de la rue où elle s'est installée, est devenue ensuite le Centre de sociologie urbaine (CSU) et a longtemps souhaité vivre indépendamment du CNRS (Mendras, 1995). Intégrant des sociologues comme Christian Topalov et Edmond Préteceille, cette équipe a conservé tout au long des années 1970 une vision communautaire de son travail. Quelque peu vindicatif, le sociologue rural Henri Mendras souligne avec le recul le statut favorable de la recherche urbaine dans le paysage sociologique français :

« La sociologie urbaine dans son ensemble a été sans nul doute la plus grosse consommatrice de crédits: aucun autre secteur n'a bénéficié de l'aide constante et attentive d'un ministère. Le contraste est complet avec la sociologie rurale qui s'est développée au CNRS, sans aucune aide du ministère de l'Agriculture, ni des organismes agricoles, et n'ayant pu faire sa place à l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique). » (Mendras, 1995, p. 183)

En rompant avec l'écologie urbaine de Chombart<sup>14</sup>, l'équipe du CSU s'est intéressée à la production de la ville par le système capitaliste et ses rapports de production. Mais les analyses urbaines pouvaient paraître « petites-bourgeoises », face à une sociologie marxiste traditionnelle focalisée sur les rapports de production, les conditions de reproduction de la force de travail et les luttes ouvrières. Il fallait convaincre par exemple de l'intérêt de s'intéresser aux luttes et aux contradictions urbaines, à côté ou en lien avec le monde de la production. Or, même si certains sociologues sont restés dans la droite ligne des thèses du Parti communiste français, tel Jean Lojkine, le plus grand nombre s'en est progressivement éloigné,

<sup>14</sup> Paul-Henry Chombart de Lauwe, anthropologue, est aussi un pionnier de la sociologie urbaine française. Après des premiers travaux d'ethnologie, dans les années 1920 et 1930, il entre dans la résistance et devient pilote de chasse du côté des Alliés. Après-guerre, avec une équipe qui travaille de manière très collective, il se lance dans une étude des modes de vies dans les quartiers ouvriers (Chombart de Lauwe *et al.*, 1952). Ces recherches, dans la ligne de l'école de Chicago, présentent néanmoins des analyses très approfondies des processus socio-historiques et embrassent différents thèmes, du logement à la culture, en passant par le militantisme (Chombart de Lauwe, *Entretiens avec Thierry Paquot*, 1996).

en particulier après la rupture du programme commun et l'explosion de l'Union de la gauche en 1973.

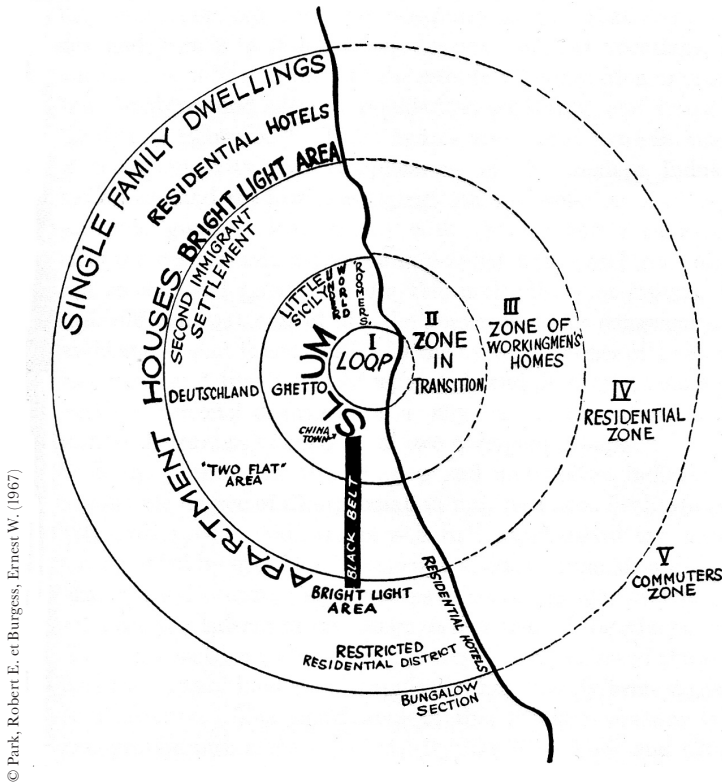
Dans ce paysage intellectuel, la position de Manuel Castells est originale. Il reste, avec le recul, une des figures emblématiques de la sociologie urbaine marxiste, même s'il s'est toujours situé à la marge de ce mouvement. Cette position l'a autorisé à être, parfois simultanément, le meilleur promoteur et le plus grand détracteur de ce courant théorique. Lorsque l'auteur mentionne qu'il ne s'inscrivait pas dans un marxisme pur et dur, il ne réécrit pas l'histoire. Une des spécificités de sa démarche était justement de tenter de bâtir, en vain, un pont entre ses deux grandes aires d'influence, l'une structuraliste, l'autre tourainienne. La première, inspirée par Louis Althusser et par le philosophe politique Nicos Poulantzas, propose une analyse centrée sur la notion de pouvoir et les structures sociales dans une approche marxiste. La seconde s'appuie sur une approche plus libertaire de la transformation sociale et des pratiques, fondée sur les conflits urbains et adossée aux premières recherches sur les nouveaux mouvements sociaux lancées par Alain Touraine. Influencé par son action militante en Espagne, en France, au Chili (cf. chapitre 1), Castells souhaite, tout comme les tourainiens, analyser les mouvements sociaux en se défaisant des luttes ouvrières traditionnelles de la société industrielle. L'ensemble du dernier chapitre de *La question urbaine* porte ainsi sur l'étude de mouvements sociaux urbains dans la région parisienne, au Chili et au Québec, qui représentent selon lui l'avant-garde de la transformation sociale. Or la question de la transformation de la société par les mouvements sociaux n'est pas concevable dans un cadre marxiste strict.

Sous les apparences d'une recherche formatée théoriquement, *La question urbaine* replacée dans son contexte est donc un ouvrage iconoclaste: alors que l'*intelligentsia* de gauche ne perçoit que structure, contrôle et domination, le jeune sociologue va repérer les bribes de changements et de résistance dans les quartiers. C'est ainsi que Manuel Castells dispose d'une position souvent ambiguë, tourainien chez les marxistes, marxiste chez les tourainiens.

Mais l'orthodoxie marxiste est loin d'être la première cible de Manuel Castells. En chercheur méthodique, il s'attache dès son entrée dans le champ de la sociologie urbaine à lire, synthétiser et critiquer le grand mouvement fondateur de la discipline: l'école de Chicago. Dans un article pour *Sociologie du travail*, publié en 1968 [*Y a-t-il une sociologie urbaine?*], le sociologue défend que l'urbain n'est ni un objet de recherche autonome, ni une variable sociologique à part entière. Il prend à partie les deux grands courants de l'école:

– Celui qui, à l’instar de Robert E. Park ou Louis Wirth, détermine les comportements humains par le contexte: la ville devient une variable explicative d’une nouvelle « culture urbaine », marquée par la segmentation des rôles, l’anonymat, l’isolement, la concurrence individualiste. La nature, urbaine, détermine la culture, c’est le modèle de l’écologie humaine.

– Celui ensuite qui, dans la suite d’Ernest Burgess, fait de la ville une variable sociologique dépendante des processus historiques, illustrés dans des modèles de croissance urbaine radioconcentriques (cf. figure 2.1). Des études menées sur l’agglomération parisienne par Chombart de Lauwe *et al.* (1952) ou sur la ville latino-américaine par Leo Schnore (Hauser et Schnore, 1965) ont par exemple démontré que la croissance urbaine et les modèles de localisation des différentes catégories sociales varient en fonction des contextes sociaux, politiques et culturels.



© Park, Robert E. et Burgess, Ernest W. (1967)

Modèle de croissance urbaine radio-concentrique d’Ernest Burgess.

Aux premiers, Castells répond que le concept de « culture urbaine » est un mythe car la ville n'est pas un phénomène indépendant, mais la traduction spatiale et culturelle de l'industrialisation capitaliste et de l'émergence de l'économie de marché. L'urbanisation est un produit de l'industrialisation. On pourrait alors penser que Castells se rapproche des considérations de Chombart et surtout de Schnore qui montrait par exemple que le modèle de la ville latino-américaine, avec les classes supérieures au centre et la marginalité en périphérie, résulte du processus combiné d'industrialisation sans contrôle social de la croissance urbaine. S'il apparaît beaucoup moins critique à l'égard de ces derniers, Castells adresse un reproche d'ordre méthodologique: s'il y a relation entre le processus social et les dynamiques urbaines, encore faut-il expliciter les modalités de cette relation:

« L'hypothèse qui affirme la construction purement sociale de l'espace équivaut à faire naître la nature de la culture, de même que les plus primitives formulations de l'écologie humaine reviennent à une détermination directe de la culture par la nature. »

[Castells, 1968, p. 79]

En renvoyant dos-à-dos les deux grandes approches de la sociologie urbaine, Manuel Castells n'offre pas pour autant, en 1968, d'alternative conceptuelle. Il constate par exemple: « après un demi-siècle d'existence de la sociologie urbaine, un seul thème reste inédit: son objet » [Castells, *op. cit.* p. 90]. Toutefois, ses propositions sont encore peu détaillées. L'auteur invite à prendre l'urbain comme un objet multiple naturel et culturel, matériel et social:

« Mais nous voudrions suggérer, du moins, à quelles conditions une sociologie pourrait se définir en tant qu'urbaine du point de vue de son objet scientifique. A notre avis, il pourrait y avoir spécificité urbaine dans le cas d'une coïncidence entre unité spatiale et unité sociale, que ce soit au niveau du système social, du système de signes ou du système d'action. »

[Castells, 1968, p. 89]

Voir l'urbain en système: une ambition théorique que le sociologue s'applique à concrétiser dans *La question urbaine* [1972].

L'ouvrage se partage en quatre grandes parties. Avec tact, Manuel Castells ne commence pas son propos par l'état de l'art critique de la pensée urbaine – de l'école de Chicago à Henri Lefebvre –, une épreuve qu'il ne manque pas de réaliser en deuxième partie. Le sociologue préfère inaugurer son développement par une partie analytique et historique du processus d'urbanisation. Il souhaite définir

son objet: quelle est la nature du processus d'urbanisation, quelle est l'organisation de l'espace des sociétés industrielles et quels sont les processus socioéconomiques sous-jacents? Cette première partie, intitulée « Le processus historique d'urbanisation » est extrêmement riche au plan empirique. Elle propose une synthèse historique de l'urbanisation aux Etats-Unis, à Paris, en Amérique latine ainsi que dans les pays socialistes: l'Union soviétique et la Chine. En deuxième partie, l'auteur discute en détail les fondements de ce qu'il appelle « l'idéologie urbaine ». Il reprend les arguments déjà esquissés dans son article pour *Sociologie du travail* en 1968 (présentés ci-dessus), puis se lance dans une critique de la révolution urbaine selon Lefebvre. Il démontre que si l'auteur du *Droit à la ville* (1968) dénonce l'idéologie urbaine et les réflexions faisant du cadre de vie le facteur déterminant des rapports sociaux, il reproduit la même tendance à la réification de l'urbain. Henri Lefebvre tend à démontrer que l'urbain, en tant que forme, peut être la cause de transformations profondes de la société. En ce sens, Lefebvre reproduit l'écueil de l'école de Chicago qu'il entend pourtant dénoncer.

Après cette entrée en matière historique et critique, l'auteur propose en troisième partie sa thèse et son schéma théorique. La thèse tout d'abord peut être résumée ainsi: il n'y a pas de théorie spécifique de l'espace, mais déploiement et spécification de la structure sociale dans l'espace. L'espace devient l'expression de la structure sociale et son analyse revient à comprendre comment il est façonné par le système économique, le système politique et le système idéologique. L'articulation spécifique de ces trois systèmes s'appelle le système urbain. Il est défini par l'articulation de différents éléments: la production de biens et de services, la consommation, l'échange, la gestion (le politique qui régule les rapports entre production, consommation et échange) et, enfin, l'élément symbolique qui marque la transcription spatiale de « l'idéologie ». Le livre pourrait s'arrêter là, mais Castells expose en dernière partie différentes études de cas exploratoires au Chili, à Paris, aux Etats-Unis et à Montréal. Ces enquêtes dévoilent la dimension plus tournaïenne des travaux du sociologue: on quitte la structure sociale pour s'intéresser aux pratiques et à la transformation de la ville, la rénovation urbaine, les luttes urbaines, les mouvements sociaux. L'approche devient plus empirique au risque de ne pas adhérer parfaitement au modèle de système urbain qui vient d'être conçu.

## 2.1 La politisation de la recherche urbaine devant la montée en contradiction des villes capitalistes

A l'heure de la rédaction de *La question urbaine*, avec qui travailliez-vous? Quels étaient vos partenaires scientifiques?

Jusqu'en 1968, j'ai travaillé essentiellement avec Alain Touraine. Quand je suis revenu en 1970, après deux ans d'exil au Chili et au Canada, mes premiers articles avaient été publiés et j'étais connu comme un chercheur marxiste. Touraine n'aimait pas cela, il me disait souvent « c'est dommage que vous soyez marxiste », mais à la différence d'autres personnes, Touraine l'a toujours accepté. Il m'a donné une indépendance intellectuelle complète. A partir du début des années 1970, j'ai lancé mes propres recherches à l'École des Hautes Etudes, centrées sur l'application de la théorie marxiste dans la sociologie urbaine et les études urbaines. J'ai bénéficié de crédits de recherches importants et j'ai constitué une équipe de travail avec des jeunes chercheurs. Entre 1970 et 1977, j'ai construit ce groupe de recherche, puis, à partir de là, trois ans plus tard, un séminaire en sociologie urbaine à l'École des Hautes Etudes. Une trentaine de thèses de doctorats qui traitaient de près ou de loin de sociologie urbaine ont été réalisées.

Au final, entre mon équipe de recherche et les étudiants en doctorat qui travaillaient sur l'urbain, j'ai constitué mon propre groupe de sociologie urbaine. Il n'y a jamais eu d'école française de sociologie urbaine. Franchement, il y avait deux personnes, Lefebvre d'un côté et moi de l'autre. Avec Lefebvre, j'ai eu un rapport très compliqué, mais très intéressant. Il a toujours fait de la philosophie, c'était un grand philosophe. Pour moi, c'était un intellectuel d'importance, je l'ai lu quand j'avais seize ans et j'ai risqué plusieurs fois la prison pour rapporter un livre de Lefebvre de Toulouse en Espagne. J'avais lu toute sa production. De mon côté, j'ai privilégié les travaux empiriques et j'ai voulu fédérer un groupe de chercheurs avec des personnes qui n'étaient pas seulement des sociologues marxistes urbains.

Par ailleurs, je me suis engagé dans la création de deux revues académiques. J'ai participé dès le premier numéro à la création d'*Espaces et sociétés*, la revue d'Henri Lefebvre. Puis j'ai créé avec des collègues, Christopher Pickvance, Michael Harloe et Enzo Mingione, l'*International Journal of Urban and Regional Research* (IJURR) qui existe toujours et qui était censé rassembler les différentes pensées



de gauche dans le champ des études urbaines et régionales. Et puis, en France, j'ai créé une collection de livres chez Mouton au sein de laquelle tous les marxistes urbains français ont publiés: Lojkin, Topalov, Préteceille. Ce groupe va constituer finalement, en 1978, le grand comité de recherches en sociologie urbaine (RC 21), de l'Association Internationale de Sociologie, qui regroupera l'essentiel des chercheurs en études urbaines.

Aujourd'hui, dans l'apprentissage de la sociologie urbaine, on associe vos travaux à ceux d'une école française de sociologie urbaine. Pensez-vous que cette école ait un jour existé? Comment vous positionniez-vous dans cet espace intellectuel?

La soi-disant école française de sociologie urbaine n'a jamais existé en tant qu'école unifiée, ni même en tant que courant de pensée. Elle a été créée de toutes pièces à partir du regard anglo-saxon sur la recherche française, en contrepoint aux études urbaines américaines, oscillant entre des travaux descriptifs, non théorisés, et le fonctionnalisme de l'école de Chicago. Vu de loin, ce qui caractérisait l'école française était surtout une approche politique, au sens large, de la problématique urbaine.

La sociologie urbaine française des années 1970 a aussi bénéficié d'une certaine unité du point de vue organisationnel. C'est un phénomène vraiment intéressant pour une sociologie de la science. A la base, il y a eu l'initiative d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Équipement, Michel Conan, une personne intelligente, cultivée et progressiste, qui, dans l'après-mai 1968, a réussi à contrôler des fonds de recherche importants dans le cadre de la Mission de la recherche urbaine. Il a donné accès à ces fonds à de jeunes chercheurs et à des équipes orientées idéologiquement à gauche, court-circuitant les mandarins traditionnels de la recherche en sciences sociales et les bureaux d'études privés qui vivaient de ces programmes. C'est ainsi que nous avons tous été financés. Mais ce haut fonctionnaire voulait créer un milieu de recherche. Une des conditions pour recevoir des fonds était de participer à des séminaires fermés, dans des lieux sympathiques de différentes régions de France. Ces séminaires ont été les seuls espaces et moments de discussion et de débat entre les différentes équipes. S'il y a eu une école française, c'est bien le réseau de chercheurs organisé par le ministère de l'Équipement. Des chercheurs qui dans leur grande

# espaces et sociétés

NOVEMBRE 1970 n°1

© Anthropos-Héris

REVUE CRITIQUE INTERNATIONALE  
DE L'AMENAGEMENT DE L'ARCHITECTURE  
ET DE L'URBANISATION

Henri LEFEBVRE : *Réflexions sur la politique de l'espace*. Anatole KOPP : *L'art de gauche, instrument de transformation sociale*. Pierre RIBOULET : *Éléments pour une critique de l'architecture urbaine dans le monde contemporain*. J. LOJKINE et E. PRETECIELLE : *Politique urbaine et stratégie de classe*. J.-L. DESTANDAU : *A propos de la question régionale*. Raymond LEDRUT : *L'image de la ville*. Manuel CASTELLS : *La rénovation urbaine aux États-Unis*. Eric HOBBBAWN : *La ville et l'insurrection*.

juillet 1972

# espaces et sociétés

REVUE CRITIQUE INTERNATIONALE DE L'AMENAGEMENT  
DE L'ARCHITECTURE ET DE L'URBANISATION

NOVEMBRE 1970 DIRECTION : Henri LEFEBVRE, Anatole KOPP  
N°1

Collectif de Rédaction

Bernard ARCHER, Manuel CASTELLS, Michel COQUERY, Jean-Louis DESTANDAU, Colette DURAND, Serge JONAS, Bernard KAYSER, Anatole KOPP, Raymond LEDRUT, Henri LEFEBVRE, Alain MEDAM, Jean PRONTEAU, Henri PROVVISOR, Pierre RIBOULET.

Rédacteur en chef : Raymond LEDRUT  
Secrétaire de Rédaction : Alain MEDAM

© Anthropos-Héris

SOMMAIRE		Pages	
CRITIQUES	Henri LEFEBVRE	<i>Réflexions sur la politique de l'espace</i> .....	3
	Anatole KOPP	<i>L'art de gauche, instrument de transformation sociale</i> .....	13
	Pierre RIBOULET	<i>Éléments pour une critique de l'architecture urbaine</i> .....	33
	Alain MEDAM	<i>La ville appropriée</i> .....	43
	Roberto SEGRE	<i>Signification de l'architecture cubaine dans le monde contemporain</i> .....	51
RECHERCHES	J. LOJKINE et E. PRETECIELLE	<i>Politique urbaine et stratégie de classe</i> .....	79
	J.-L. DESTANDAU	<i>A propos de la question régionale</i> .....	85
	Raymond LEDRUT	<i>L'image de la ville</i> .....	93
	Manuel CASTELLS	<i>La rénovation urbaine aux États-Unis</i> .....	107
	Eric HOBBBAWN	<i>La ville et l'insurrection</i> .....	137
ANALYSES ET COMPTES RENDUS	Raymond LEDRUT	<i>Plasti-Cité</i> .....	149
	Michel COQUERY	<i>Regional Shopping Centres</i> .....	151
	Anatole KOPP	<i>The City in the Zionist Ideology</i> .....	153

EDITIONS ANTHROPOS  
Direction - Rédaction, 96, boulevard Saint-Michel, Paris 6, Tél. 325-18 95  
Administration, abonnements : 15, rue Racine, Paris 6, Tél. 320-09 99  
Abonnement annuel pour quatre numéros : France 50 F. - Étranger 55 F.  
Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat poste, chèque postal (C.C.P. Paris 8 721 23).

LE NUMERO 15 F Directeur de publication : Serge JONAS

espaces et sociétés n. 1-1

Couverture et sommaire du premier numéro d'*Espaces et Sociétés*, novembre 1970.

majorité dénonçaient pourtant la mainmise de l'Etat capitaliste sur la recherche, pour le plus grand amusement de Michel Conan. Il a été un grand Monsieur de la recherche, comprenant mieux que quiconque l'objet de notre recherche. J'ai perdu contact avec lui depuis plus de 20 ans...

Outre cela, les publications d'ouvrage dans ma collection chez Mouton, les articles dans *Espaces et Sociétés*, dans l'*International Journal of Urban and Regional Research* et dans *Les Annales de la Recherche Urbaine* – lancées par le ministère de l'Equipement – donnaient une certaine cohérence publique à une école qui n'en était pas une. Sur le plan du contenu, je pense être honnête en disant qu'il y avait tout d'abord deux figures intellectuelles dont les travaux étaient internationalement connus, Lefebvre et moi-même, avec des problématiques théoriques assez personnelles. Et ensuite, il y avait au moins quatre courants clairement différenciés et toute une série d'études empiriques assez intéressantes: tout d'abord, le courant qui me semble avoir été le plus original de tous, construit à partir de la problématique de Michel Foucault, autour d'un centre appelé le CERFI (Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles); ensuite, les chercheurs marxistes orthodoxes, se réclamant de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat; troisièmement, une série de recherches en sciences politiques, visant à une analyse idéologique et institutionnelle de la ville; enfin, des travaux sur la dynamique entre besoins et consommation à partir de la problématique des équipements sociaux et de la vie urbaine. Bien sûr, cette présentation ne rend pas justice à la grande diversité de thèmes et d'orientations, mais je transmets ma perception du terrain de travail. Pendant une dizaine d'années, nous avons assisté à la production de plus d'une centaine de rapports de recherche, de qualité inégale, mais toujours intéressants, qui partageaient trois traits communs: a) c'était de la recherche empirique, quoique parfois plus illustrative que démonstrative; b) il y avait toujours un effort de théorisation; c) l'approche en termes de rapports de pouvoir (de classe, d'appareil ou de culture) était le plus souvent au centre de l'analyse. C'était bien, malgré une idéologisation excessive de toutes ces recherches. Ensuite, au début des années 1980, il n'y avait plus tellement de financement, peu de séminaires, Lefebvre s'intéressait à d'autres choses, j'ai quitté la France, la collection La Recherche Urbaine chez Mouton a fermé, Conan a perdu le pouvoir, le marxisme est tombé en discrédit et la géographie et l'architecture ont repris le dessus.

Au début des années 1970, vous entrez au comité de la revue *Espaces et Sociétés* créée et dirigée par Henri Lefebvre. Vous avez dû collaborer, discuter et échanger, comment se sont passées ces discussions? Vous souvenez-vous de disputes intellectuelles intéressantes, sur quels thèmes?

Lefebvre contrôlait la revue entièrement à travers son ami Serge Jonas, le propriétaire de la maison d'édition, et deux ou trois d'entre nous faisons le travail de recherche d'articles. Les papiers devaient en fin de compte être approuvés par Lefebvre, on en discutait parfois, c'était intéressant. Mais Lefebvre ne lisait pas les articles. Je me souviens qu'une fois il m'a fait changer le titre du numéro spécial que j'avais préparé sur « Dépendance et urbanisation en Amérique latine » pour le titre « Impérialisme et urbanisation en Amérique latine », qui a finalement été retenu. C'est la seule fois de ma vie que j'ai publié un article de recherche utilisant le mot impérialisme.

Vous dites souvent avoir été largement influencé par le structuralisme de Nicos Poulantzas? Quelle était la teneur de vos échanges? Comment ménagiez-vous vos différentes influences intellectuelles: entre Poulantzas et Touraine?

Nicos Poulantzas a été un personnage incontournable dans ma vie intellectuelle et personnelle. Dans les années 1970, il était un des théoriciens politiques marxistes les plus connus au monde, traduit dans plusieurs langues, énormément discuté. Il était d'origine grecque, il a été formé à la philosophie en Allemagne dans le courant de pensée d'Heidegger. Puis, en France, il a suivi le séminaire d'Althusser. Très rapidement, il a souhaité prendre ses distances de la philosophie pour s'intéresser à la théorie politique et sociale. Ce n'était pas un chercheur empirique, mais il produisait des concepts qui étaient opératoires dans la recherche de terrain. Il a écrit un ouvrage fondamental qui m'a beaucoup influencé, *Pouvoir politique et classes sociales*, publié en mai 1968.

Son influence a été fondamentale car j'étais assez tourainien et je suis devenu vraiment marxiste au cours des années 1970. J'ai lu son ouvrage en 1969 lorsque j'étais au Québec, puis, quand je suis rentré à Paris, la première chose que j'aie faite était d'aller le rencontrer. J'ai trouvé où il habitait et je me suis rendu chez lui. Nous avons parlé dix minutes et il était très intéressé par ce que je lui racontais. A partir de là nous sommes devenus de proches amis. Avant son décès, en 1979, dans ses derniers travaux, il évoluait vers un marxisme très

ouvert, un peu foucauldien. Ma façon de penser l'Etat et les rapports entre classes et Etat vient directement de lui.

Mai 1968, la décolonisation, le partage progressif du monde en deux blocs, la Guerre du Vietnam; votre travail s'inscrit dans une époque où les choix de sociétés apparaissent plus que jamais liés à des options idéologiques. Quelle a été l'influence du contexte géopolitique et des controverses idéologiques sur votre approche de l'urbain? Pensez-vous que ce contexte vous a encouragé à promouvoir une lecture dialectique de l'espace, reliant fortement sa structuration aux modes de production et aux rapports de classes?

Oui, mais de façon complexe. En fait, *La question urbaine* s'appuie sur un contexte particulier, caractérisé par, d'un côté, l'explosion des luttes urbaines et la politisation de l'urbain partout dans le monde et, d'un autre côté, par la théorie marxiste, dans laquelle je me situais et qui faisait de la production et des luttes strictement politiques le cœur de la dynamique sociale. Donc j'ai essayé de concilier la pratique observée à une analyse politique en termes de rapports de production. Le projet était de politiser l'urbain et, dans un même temps, d'urbaniser le marxisme, le sortant des ornières ouvriéristes et productivistes. D'où la problématique de la consommation collective et de la gestion de la vie quotidienne par l'Etat comme manifestation concrète de la domination et de la contre-dominance dans la ville.

Où avez-vous écrit *La question urbaine*?

La rédaction définitive a eu lieu à Paris, en 1970 et 1971, mais la conception de l'ouvrage s'est développée avant, en 1968 et 1969. Tout d'abord, j'ai écrit un article de discussion de travaux de recherche intitulé « Y a-t-il une sociologie urbaine? » [1968] qui marque ma première tentative de définir un cadre théorique apte à refonder la discipline. Cet article a été suivi d'un autre, intitulé « Théorie et idéologie en sociologie urbaine » [1969a] qui essayait de délimiter ce cadre théorique plus rigoureusement, en particulier par rapport à l'idéologie culturaliste de l'urbain. J'ai approfondi la question et j'ai commencé des recherches empiriques en 1968 et 1969 au Chili et au Québec, alors que j'enseignais dans ces pays suite à mon expulsion de France, en juin 1968.

Ainsi, toute l'analyse du processus historique d'urbanisation a été marquée par la problématique latino-américaine et le cas du Chili. De plus, en 1969, j'ai passé l'été à l'université de Chicago pour réaliser



© Dukas/ Keystone France

Le Square de la République à Bucarest, avec à gauche le bâtiment ayant accueilli le 9<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste roumain en 1964.

une étude sur la rénovation urbaine aux Etats-Unis, et cela a été indispensable à ma connaissance de la sociologie urbaine américaine. Enfin, à Montréal, j'ai mené une étude des comités de citoyens qui a préfiguré mes analyses des mouvements sociaux urbains. Donc, d'une certaine manière, *La question urbaine* a été multiculturelle et pluridisciplinaire dès son origine.

Dans quelle mesure ce contexte multiculturel a-t-il influencé votre positionnement théorique?

Il y a dans *La question urbaine* un effort pour faire le point sur les contributions à la sociologie urbaine dans des traditions différentes, en mélangeant la tradition française, où je me suis formé, avec la sociologie américaine, qui pour moi était le référent sérieux en termes de recherche empirique, mais dont les catégories me semblaient prisonnières d'une perspective fonctionnaliste que je rejetais. De plus, la recherche latino-américaine m'a appris à prendre en considération les grands processus historiques dans l'étude de l'organisation de l'espace. En fait, pour moi, *La question urbaine* était une sorte de cahier de notes qui me servait à ordonner mes lectures en fonction d'une grille d'analyse pré-définie. Je ne l'ai jamais conçu comme une théorie fermée de l'urbain,

ou même comme une théorie tout court. C'était une série de notes de lecture et de réflexions m'aidant à préparer la recherche proprement dite. L'impact immédiat du livre – la première édition a été épuisée en six mois avant même qu'il y ait une quelconque critique ou publicité – et sa traduction ont dépassé de loin le projet qui en était à la base. Ce qui était une tentative a été pris pour une théorie formelle et alternative, avec les problèmes que cela implique. J'ai essayé avec des postfaces de resituer la portée, bien plus modeste, de l'ouvrage, et finalement j'ai abandonné, j'ai laissé le livre faire son propre chemin. Il en a résulté, dans certains cas, surtout en Amérique latine, une utilisation fortement idéologique et même dogmatique.

Sur quelles recherches empiriques vous êtes-vous appuyé pour écrire *La question urbaine*?

En termes de recherches empiriques, sur ma thèse de doctorat à Paris, portant sur les modèles d'implantation des entreprises industrielles dans la région parisienne; sur mes études sur les mouvements sociaux urbains à Montréal, au Chili et à Paris; sur mon étude sur la rénovation urbaine aux Etats Unis, menée à Chicago; sur mes études historiques et documentaires de l'urbanisation en Amérique latine; sur une étude, menée en collaboration avec mes étudiants parisiens, sur la rénovation urbaine à Paris; et, en termes de recherches théoriques, sur deux études que j'ai faites à Montréal et à Paris sur la centralité urbaine et sur la planification urbaine.

## 2.2 Le système urbain

Cet ouvrage prend la forme d'un manifeste, il affirme une théorie, une thèse forte sur l'espace et la production sociale de la ville. Nous pouvons synthétiser votre argumentaire en trois points:

Il faut rompre avec l'écologie urbaine « a-classiste » de l'école de Chicago [Castells, 1972, p. 105]. Cette dernière considère le phénomène urbain comme autonome, défendant que la ville, en tant que forme spatiale spécifique, produit une culture urbaine, un style de vie, qui lui est propre: différenciation des rôles et des fonctions individuelles, forte concurrence sociale, juxtaposition de milieux sociaux hétérogènes, niveau élevé de fluidité sociale, tendance à la désorganisation de la personnalité et à l'émergence de pathologies urbaines (agressivité, suicide, crime, corruption).



Ainsi, il n'y a pas de théorie spécifique de l'espace, mais tout simplement déploiement de la théorie de la structure sociale sur l'espace. L'espace comme la ville sont des variables dépendantes. Cette approche structuraliste de l'espace [*op cit.*, p. 164] doit s'appuyer sur le matérialisme historique en considérant que toute forme sociale (dont l'espace) peut être comprise à partir de l'articulation historique de différents modes de production. Ces modes de production intègrent les formes fondamentales de la structure sociale: économique, politico-institutionnelle et idéologique.

Le développement de cette thèse impose d'étudier le système urbain en profondeur, c'est-à-dire l'articulation des structures économiques (production, consommation, échange), politico-institutionnelles et idéologiques à l'espace [*op cit.*, p. 167 et suivantes].

Quelle est la genèse de cette thèse?

J'ai fait une thèse de doctorat portant sur un sujet de sociologie urbaine, au moment où il y avait très peu de sociologie urbaine en France, sauf Chombart de Lauwe, qui représentait la version locale de l'école de Chicago, et le groupe autour de Lefebvre, qui était surtout marqué par la conceptualisation philosophique de Lefebvre, mais sans recherche empirique véritable. Et, en même temps, j'étais influencé par deux théories, d'une part celle d'Alain Touraine; d'autre part, la théorie marxiste structuraliste – dans les années 1960, j'ai participé en même temps au séminaire de Touraine et à celui d'Althusser. Rejetant l'école de Chicago et la théorie culturaliste de la ville – qui, dans ma perspective, incluait Lefebvre – j'ai essayé d'articuler mes diverses influences théoriques à mon objet de recherche.

Dans quelle mesure cette approche était-elle novatrice? Quel regard nouveau offrait-elle sur l'urbain et sur l'espace?

Tout d'abord, elle introduisait le politique et les conflits sociaux au centre de la problématique urbaine, ce qui était rare dans le domaine des sciences sociales de l'urbain. Je crois que c'est cela qui a été à la base de l'influence inattendue de ce livre.

Mais, de plus, c'était une approche marxiste sur des questions urbaines, et il faut se rappeler qu'il n'y avait pratiquement pas d'analyse marxiste de la ville, si l'on excepte les idées de Marx sur la séparation entre villes et campagnes et le pamphlet d'Engels sur la question du logement. Pour les marxistes, la sociologie urbaine était suspecte. Il faut dire toutefois que, en même temps que moi, entre 1968 et 1971, Lefebvre a commencé à



travailler théoriquement sur les thèmes urbains, notamment avec son livre *Le droit à la ville* (1968) et *La révolution urbaine* (1971). Lefebvre se voulait marxiste même si, à ce moment-là, d'après moi il ne l'était plus tellement – et c'est cela qui fait l'intérêt de ses textes. Je pense que c'est à la fois Lefebvre et moi-même qui avons étendu la problématique marxiste aux thèmes urbains, pour la première fois. Pierre George était marxiste, et un grand géographe urbain, mais ses travaux n'utilisaient pas vraiment la théorie marxiste.

Toutefois, il y avait une très grande différence entre Lefebvre et moi, et cela constitue à mon avis la troisième nouveauté de *La question urbaine*. Lefebvre était un philosophe, un grand philosophe. Il n'avait pas pour but de traduire sa pensée dans la recherche empirique. De mon côté, je me suis toujours considéré comme un chercheur empirique avant tout, tout le travail de conceptualisation était une préparation pour mener à bien la recherche. Mon travail a pu être utilisé directement (et non sans dérives...) par des chercheurs qui employaient mes approches comme des outils d'analyses.

Une théorie de souche marxiste, centrée sur le politique, ayant comme cible la problématique urbaine et se voulant un outil de travail opératoire pour la recherche: cette combinaison précise était assez nouvelle à la fin des années 1960.

Vous affichez votre proximité avec la démarche structuraliste de Nicos Poulantzas. Lorsque l'on reprend le schéma esquissé par l'auteur dans *Pouvoir politique et classes sociales* (1968), on perçoit clairement une rupture avec l'interprétation marxiste orthodoxe. Les relectures de Marx par Althusser ou Poulantzas insistent sur les dimensions non seulement économiques (rapports sociaux de production) mais plus largement politiques et idéologiques de la lutte des classes. Un rôle central est ainsi accordé à la superstructure, c'est-à-dire aux institutions et aux idéologies.

Qu'est-ce qui vous a séduit dans la théorie structuraliste? En quoi représentait-elle une rupture avec le courant marxiste dominant (communiste)? Pouvez-vous nous expliquer comment vous avez utilisé ce corpus théorique? Quelles nuances ou quelle plus-value pensez-vous avoir apporté au structuralisme, théorie reine de la fin des années 1960?

Althusser était très communiste mais, en fait, plus structuraliste que marxiste. La théorie reine était le structuralisme, surtout Lévi-Strauss et Foucault (*L'archéologie du savoir*, 1969). Althusser a fait avec le structuralisme ce que j'ai fait avec la sociologie urbaine, en l'adaptant au goût marxiste. Mon premier travail en tant qu'assistant à Nanterre,

puis comme maître-assistant à l'École des Hautes Etudes, était de diriger le séminaire de méthodologie et d'épistémologie pour les étudiants de doctorat. Dans ce cadre, j'ai été fasciné par l'épistémologie althussérienne. Mais la théorie d'Althusser était trop philosophique pour moi. C'est donc à travers Poulantzas<sup>15</sup>, qui utilisait cette théorie de façon assez libre, pour conceptualiser des phénomènes essentiellement politiques, que j'ai adopté ce modèle de référence. La raison était double: d'une part, c'était une théorie reliée au marxisme (donc à mon référent idéologique) et qui était centrée sur les processus politiques, le cœur de ce que je voulais transposer au domaine urbain; d'autre part, c'était une théorie rigoureuse, et j'espérais pouvoir l'opérationnaliser en termes de recherche. Lefebvre ou Althusser était trop flous pour pouvoir être utilisés dans la pratique. Donc, en réalité, je n'ai jamais été althussérien mais un mélange bizarre de Poulantzas et de Touraine, appliqué à la problématique urbaine, avec une volonté de traduire tout cela en recherche empirique.

Si l'ancrage structuraliste de votre thèse me paraît limpide, je ne perçois pas clairement l'influence d'Alain Touraine sur votre travail. Pouvez-vous nous préciser ce point?

La problématique des mouvements sociaux, qui est centrale dans *La question urbaine* comme dans toute mon œuvre, est une problématique complètement tourainienne. Le marxisme ne peut même pas penser l'existence de mouvements sociaux<sup>16</sup> comme une action collective porteuse de projets. Il n'y a que le mouvement ouvrier et ses alliés, les révoltes populaires et les luttes sociales. Mais pas de mouvements sociaux porteurs de sens en

<sup>15</sup> Dans *La question urbaine*, Manuel Castells n'explicite pas comment il a concrètement construit son concept de système urbain. Pour en trouver les racines et donc saisir l'influence de Nicos Poulantzas sur son travail, il faut remonter à un article publié en 1969 dans *Sociologie du travail* intitulé « Vers une théorie sociologique de la planification urbaine. » Dans ce papier, le sociologue définit pour la première fois le concept de système urbain en s'appuyant sur le livre de Nicos Poulantzas paru un an auparavant et intitulé *Pouvoir politique et classes sociales de l'Etat capitaliste* (1968). Ce travail ne s'inscrit pas exactement dans la droite ligne du structuralisme de Louis Althusser, et propose une analyse originale du rôle de l'Etat et du pouvoir politique dans l'univers marxiste: l'Etat n'est plus un simple instrument des monopoles mais il est considéré comme un régulateur au sein d'un système structurel plus vaste. Le système urbain [Castells, 1969b] est quant à lui défini par l'articulation spatialement spécifique entre différents éléments: la production de biens, de services et d'informations, la consommation, l'échange, et la gestion (gestion municipale, planification). A l'image de l'Etat chez Poulantzas, le pouvoir politique urbain est à la fois l'élément et l'acteur d'un système sur lequel il intervient.

<sup>16</sup> L'approche des mouvements sociaux d'Alain Touraine est novatrice au tournant des années 1970, teintée d'un contexte riche en nouveaux mouvements tels que l'écologie, le féminisme ou le consumérisme (aux Etats-Unis). Ces mouvements sont inclassables, ils sortent des canons classiques de la lutte des classes et des mouvements syndicaux. Une transformation des forces sociales qui

eux mêmes. C'est une analyse que j'ai rendue explicite dans *The City and the Grassroots* [1983b] et qui a rompu directement avec la théorie marxiste. Toutefois, je n'ai jamais renoncé à utiliser tel ou tel concept marxiste, car j'ai conservé une vision utilitaire, et hétérodoxe, à l'égard du marxisme comme de toute théorie en général.

### 2.3 Politiser l'école de Chicago et contrer Henri Lefebvre

Dès le début de l'introduction, et tout au long de la deuxième partie de *La question urbaine*, vous critiquez ardemment ce que vous appelez l'« idéologie urbaine dominante », c'est-à-dire l'école de Chicago. Vous consacrez ensuite un chapitre entier à une exégèse des écrits de Park, Burgess, Wirth, et McKenzie. Pourquoi accorder autant de place à cette école dont vous vous sentiez en fin de compte si éloigné?

Dès que je me suis inscrit dans le champ de la sociologie urbaine, j'ai décidé de lire tout ce qui avait été produit dans ce domaine. L'école de Chicago a fondé théoriquement la sociologie urbaine<sup>17</sup>. Elle reste l'une des grandes écoles de pensée de la recherche sociologique, dans sa diversité. Donc, pour moi, il était essentiel de me situer par rapport à cette école. Or il me semblait que tout le monde critiquait l'école de Chicago mais que personne ne l'avait vraiment lue, sauf Chombart de Lauwe. En France, les personnes qui se lançaient dans les études urbaines étaient les géographes. C'était très empirique, trop empirique, avec une théorisation plutôt historiciste, qui ne tenait pas compte des processus sociaux.

Ce qui m'intéressait était que l'école de Chicago proposait un cadre théorique et méthodologique à part entière. Personnellement, mon premier cadre théorique venait de Touraine, mais je ne pouvais pas

suppose, selon Touraine, de reconsidérer la place des mouvements sociaux traditionnels. Si le mouvement ouvrier était par excellence le catalyseur principal des contradictions de la société industrielle, quel nouveau mouvement social jouera ce rôle à terme? Tout au long des années 1970, la jeune équipe du Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS), au sein de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, va s'attaquer à ce vaste programme de recherche.

<sup>17</sup> Résumer les travaux de l'école de Chicago en une note de bas de page est impossible. Nous renvoyons le lecteur à l'excellente synthèse d'Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (1984). Cette école a été initiée par Robert E. Park à la fin des années 1910, ses membres ont réalisé une somme d'études considérable portant sur des sujets extrêmement divers: la croissance urbaine, la ségrégation socio-spatiale, le ghetto, la déviance, les modes de vie, la mobilité. En faisant de

l'appliquer à la sociologie urbaine. Mon second cadre théorique était le marxisme, mais le problème était que le marxisme ne proposait pas un support précis pour la sociologie urbaine, mis à part la contradiction ville-campagne et la question des logements comme facteurs d'intégration de la classe ouvrière. Je recherchais sérieusement des solutions à mes problèmes de conceptualisation. J'étais fasciné par l'école de Chicago et je me suis mis à lire tous ses grands auteurs. *La question urbaine* est née des notes sur mes lectures de l'école de Chicago.

J'ai lu l'école de Chicago dans ses trois grandes approches: le courant proprement écologique, le courant ethnographique et le courant culturel. Par exemple, j'ai été fasciné par le travail de Zorbaugh qui, en 1929, explicite toute la problématique de la ville dualisée, la coexistence de deux cultures à Chicago, entre l'opulence et la pauvreté. Ce travail reste un modèle pour comprendre la séparation spatiale et culturelle des catégories sociales et l'absence de communication entre les deux. Il reste extrêmement utile pour comprendre les problèmes de ségrégation et d'intégration sociale, qui restent fondamentaux dans notre société. Ainsi, j'étais vraiment fasciné par la richesse de cette école et par la qualité de la recherche dans les années 1920-1930, par rapport à ce qui était fait en France, dans les années 1960.

Vous pensez en particulier à la qualité méthodologique des recherches?

Oui, à la qualité méthodologique et intellectuelle. Le texte de Louis Wirth, *Urbanism as a Way of Life* (1938), en est un exemple. Mais j'ai eu des difficultés à me démêler de mes différentes influences théoriques: d'un côté, il y avait Alain Touraine qui s'intéressait surtout aux mouvements sociaux, à l'action; d'un autre côté, à ce moment-là, j'étais très marxiste et, enfin, il y avait l'école de Chicago qui me fascinait malgré un désaccord idéologique profond. J'ai conservé Touraine pour l'analyse des mouve-

l'urbain un objet de recherche, les pionniers de la sociologie urbaine considèrent la ville comme un laboratoire social leur permettant d'observer toute une série de transformations de la société. Ils fournissent des analyses extrêmement pointues du phénomène urbain, des narrations brillantes où la ville apparaît clairement sous les yeux du lecteur. Au plan théorique, les développements de l'école sont très inégaux. Louis Wirth va le plus loin dans *Urbanism as a way of life* (1938) où il propose une analyse des modes de vie urbains, en reliant milieux de vie et comportements sociaux, ce qui permet de qualifier ce mouvement d'écologie urbaine.

ments sociaux. Par contre, pour comprendre la structure, en amont, je me suis appuyé sur le marxisme et sur l'école de Chicago.

En relisant Amos Hawley (1950), on s'aperçoit qu'une partie de l'école de Chicago n'était pas culturaliste mais assez matérialiste. J'ai été très influencé par cet auteur et ma théorie du système urbain, bien qu'exprimée en concepts marxistes, est très proche de la théorie de l'écologie urbaine, avec une étude des rapports structurels entre les différents éléments constitutifs de l'urbain. J'ai vivement attaqué l'école de Chicago mais certains de ses auteurs imprégnaient profondément ma vision de la structure urbaine. En réalité, mon travail a été de proposer une version marxiste de l'école de Chicago pour ce qui concernait la structure sociale, tout en démontant cette école dans son approche culturaliste du phénomène urbain.

On perçoit en effet dans votre analyse une certaine sympathie envers les travaux de Robert E Park, à l'inverse, Louis Wirth symbolise à vos yeux la quintessence de l'écologie urbaine, faisant de l'urbain le facteur fondamental d'évolution des sociétés et des comportements individuels, dans une perspective qualifiée de *culturaliste* voire même d'*évolutionniste*. Pourquoi vos critiques étaient-elles à ce point virulentes à l'égard de Louis Wirth?

J'ai très vite eu une très grande admiration pour la qualité de la recherche empirique, pour l'esprit d'observation ethnographique, pour la rigueur de l'analyse spatiale. J'admiraïs aussi l'effort et la rigueur théorique des approches relevant de l'écologie humaine, par exemple celles d'Amos Hawley (1950), ainsi que les travaux plus récents des années 1960 de sociologues tels que Leo Schnore (1965) ou Duncan. Ils m'ont emballé, car il y avait une rigueur dans l'analyse de la transformation spatiale qui satisfaisait mon esprit de chercheur de plus en plus distant du bavardage pseudo-théorique et des recherches soi-disant empiriques qui m'entouraient en France. Mais, en même temps, l'ancrage fonctionnaliste ou organiciste de l'école de Chicago ne me satisfaisait pas comme explication, d'où mon besoin de la soumettre à une critique centrée sur son ignorance du conflit social et des rapports de pouvoir, qui, pour moi, devaient être au fondement de l'analyse urbaine. Les thèses culturalistes de l'école de Chicago, à la Wirth, qui ont marqué la pensée et les études urbaines, étaient pour moi de l'idéologie pure et dure. Car dire que les gens changent de valeurs et de comportement parce qu'ils évoluent dans un contexte rural ou urbain simplifie extraordinairement la formation des valeurs et des conduites, et revient à un déterminisme primitif de la culture par la nature. Donc ma critique radicale a été contre le culturalisme

urbain. J'ai aussi inscrit Lefebvre dans ma critique des approches culturalistes, disant qu'il parlait des révolutions urbaines comme si la culture de la ville était le facteur clé de la transformation sociale.

Il existait en France des études plus sociales de l'urbain, menées à l'échelle du quartier. Je pense en particulier au travail d'Henri Coing sur le XIII<sup>ème</sup> arrondissement parisien. Vous souvenez-vous de travaux qui, par leurs méthodes et leurs échelles, étaient proches de l'école de Chicago (en travaillant à l'échelle du quartier, en adoptant des méthodes ethnographiques, qualitatives ou quantitatives) mais qui, par leur cadre théorique, offraient une analyse plus dialectique de la ville?

Chombart de Lauwe<sup>18</sup>, et les gens que j'ai connus autour de lui, étaient des gens éminemment respectables. Honnêtes, engagés politiquement et soucieux des grands problèmes sociaux. Ils étaient très sérieux dans leur travail. En même temps, plus je connaissais l'école de Chicago, plus je mesurais la distance méthodologique et qualitative entre la recherche américaine et la version française de l'école de Chicago. Et il y avait une tendance à compenser le manque de travail empirique par des déclarations d'ordre générique, sans relations spécifiques avec l'objet de recherche. Ceci dit, il y avait quelques travaux, peu nombreux, mais de bonne qualité, et le meilleur à mon avis était précisément celui d'Henri Coing<sup>19</sup>, qui aurait pu être parfaitement situé dans la « bonne » école de Chicago, avec une sensibilité sociopolitique plus affirmée. J'étais personnellement et intellectuellement assez proche d'Henri Coing.

Dans le deuxième chapitre de votre partie théorique, vous affirmez très clairement votre rupture avec la sociologie urbaine d'Henri Lefebvre. Vous lui reprochiez en particulier de réifier la ville et d'en surestimer l'importance dans la structuration de la société (cf. *La révolution urbaine*). Vous défendiez la thèse que, malgré son

<sup>18</sup> Cf. note 14.

<sup>19</sup> Dans un ouvrage publié en 1966, Henri Coing présente une analyse approfondie de la rénovation urbaine de l'îlot n°4 du XIII<sup>ème</sup> arrondissement parisien. Cette étude détonne par son caractère ethnographique. Membre de « l'équipe Chombart », il propose une analyse qualitative des prémices de transformation sociale et urbanistique du quartier. Dans un premier temps, il décrit la communauté du quartier: les activités, la population, les lieux de travail, l'importance du commerce de détail et l'appartenance au monde ouvrier qui organise le système de relations sociales locales. Il montre que les personnes qui restent dans le quartier en cours de rénovation sont celles qui ont les capacités de suivre une mobilité sociale ascendante, des capacités liées aux ressources économiques, à la taille de la famille, à l'âge du ménage, au fait que la femme travaille. Les personnes qui s'avèrent incapables de suivre cette mobilité sociale ascendante quittent le quartier et se retrouvent aux marges de l'agglomération urbaine.

corpus de philosophie marxiste, Henri Lefebvre avait accordé trop d'importance aux milieux urbains et à la capacité de ces derniers à transformer le mode de production capitaliste. Or je ne comprends pas très bien la teneur de ce débat. Pouvez-vous décoder pour nous cet argument?

Je reprochais à Lefebvre<sup>20</sup> de reprendre, sous une apparence marxiste, le discours idéologique de la culture urbaine proposé bien avant par Wirth – que Lefebvre n'avait d'ailleurs pas lu. Et donc, pour moi, il écartait le centre du débat du problème du politique. En cela, je crois que j'avais raison. Mais, en même temps, il parlait aussi de la révolution urbaine, en diversifiant les formes de transformations du capitalisme. Ici, ma critique était celle du marxiste orthodoxe: c'est la lutte des classes, portant sur l'Etat et transformant les rapports de production, qui est le levier de transformation. Sur ce point, avec le recul, j'avais tort, car l'évolution historique et ma propre recherche ont montré que c'est justement la diversité des formes et des sources de ces conflits qui caractérisent nos sociétés, bien au-delà du rapport de production capitaliste. Donc Lefebvre n'était pas très marxiste, et en ceci j'avais raison. Mais il avait raison de ne pas l'être...

Comment cette critique a-t-elle été reçue par le principal intéressé? Il me semble que dans *La production de l'espace* (1974) publié deux ans plus tard, Henri Lefebvre ne répond en aucun cas à vos objections, pourtant au cœur de sa problématique. Comment avez-vous perçu cette indifférence?

Lefebvre était assez jaloux de mon travail. Pour lui la sociologie urbaine marxiste c'était lui et personne d'autre. Il racontait à tout le monde qu'il était mon maître à penser, alors que c'était avec Touraine que je travaillais... Pour moi, les critiques sérieuses et respectueuses que je formulais à l'égard de son travail étaient une façon d'objectiver le débat, de le rendre sérieux, avec du contenu, et d'éviter les rivalités personnelles.

<sup>20</sup> Henri Lefebvre (1901-1991), philosophe, devient professeur de sociologie à l'Université de Nanterre au cours des années 1960. A la fin des années 1950, il abandonne ses travaux sur le rural pour travailler sur la sociologie urbaine (Bernié-Boissard, 1994). A partir de l'exemple de la ville nouvelle de Mourenx, à proximité du site industriel de Lacq, il publie différents travaux sur l'urbain, en analysant les conflits entre valeur d'usage et valeur d'échange de l'espace: « Si l'on veut dépasser le marché, la loi de la valeur d'échange, l'argent et le profit, ne faut-il pas définir le lieu de cette possibilité: la société urbaine, la ville comme valeur d'usage? » (Lefebvre, 1968, p. 84) Lefebvre fait de la ville le terreau des transformations de la société, le lieu d'une restauration potentielle du lien social et de la citoyenneté. Son influence sur les recherches urbaines de la fin des années 1960 est considérable. Il publie des livres majeurs: *Le droit à la ville* (1968), *La révolution urbaine* (1971), *La production de l'espace* (1974) et structure autour de lui le courant de la sociologie urbaine marxiste grâce à la création de la revue *Espaces et Sociétés* en 1970.

Lui était le philosophe marxiste, le grand professeur, moi le jeune chercheur étranger toujours en prise avec la police. Je l'admirais beaucoup, malgré mes désaccords, car c'est avec ses anciens textes que j'ai appris le marxisme en Espagne quand j'avais 16 ans. Et donc, voyant sa distance et son refus de dialogue, un jour je suis allé le voir pour lui demander la raison de son indifférence. Sa réponse littérale, que je pense pouvoir révéler aujourd'hui comme exemple de la vie intellectuelle française, a été: «Je n'aime pas qu'on pisse dans mon coin.» J'ai été profondément déçu. Après, avec l'âge, il s'est adouci, et en 1984 j'ai participé à l'organisation d'un hommage à Lefebvre à l'université de Californie à Santa Cruz, je l'ai honoré, et je lui ai fait visiter la région... Mais le rapport intellectuel était déjà cassé.

Cet incident s'est passé après la publication de *La question urbaine*, après mes critiques. Donc la force de ma critique était justement due au fait que j'étais convaincu que Lefebvre faisait partie de la même matrice théorique que le versant culturaliste de l'école de Chicago et dénaturait le projet intellectuel d'une sociologie urbaine autonome de souche marxiste, centrée sur les rapports de classes et les rapports de pouvoir.

La publication de *La production de l'espace* vous a-t-elle conduit à réévaluer votre position sur les thèses d'Henri Lefebvre?

Non, car je considère cet ouvrage très faible sur le plan de la recherche empirique. Franchement, je ne crois pas possible de proposer une théorie de la production de l'espace sur un plan strictement philosophique, sans connaissance approfondie des données économiques, technologiques et d'organisation sociale et politique du processus d'urbanisation.

## 2.4 Système économique ou système urbain?

C'est au plan économique que votre étude de l'articulation entre le système urbain et les structures sociales me paraît la plus aboutie. J'imagine que votre thèse de doctorat sur la localisation des entreprises dans la métropole parisienne vous a aidé à formuler votre argumentaire.

Mon sujet de thèse ainsi que l'insistance de Touraine ont été déterminants pour que je m'engage dans la sociologie urbaine. Mais ma construction du système urbain à ce moment-là ne se voulait pas



purement économique, car il y avait un élément G (gestion) qui était censé représenter le système politique. J'ai aussi esquissé deux mouvements en termes de pratiques sociopolitiques: la planification urbaine comme action de l'Etat sur le système urbain et les mouvements sociaux urbains comme intervention des acteurs sociaux sur l'Etat, en fonction des contradictions déterminées par le système urbain. Disons que j'avais plus d'information sur la dynamique économique urbaine et donc mes illustrations étaient plus fondées sur ce thème.

Dans votre première partie consacrée à l'analyse du processus d'urbanisation, vous soulignez le lien étroit entre industrialisation et urbanisation (corrélée à la montée en puissance du capitalisme à l'ouest et aux stratégies de la technocratie urbaine en Russie). Selon vous, le processus d'urbanisation est toujours le fruit d'une domination industrielle qui contribue à déstructurer les anciennes bases rurales de l'organisation de l'espace. La seule forme d'organisation que vous encensez est le système chinois, où le mode de production socialiste s'est organisé autour d'une ruralisation et non d'une urbanisation; via une révolution qui s'est appuyée sur la masse des paysans pauvres. On perçoit à travers ces deux arguments un parti pris anti-urbain, ou *a minima* un fort parti pris pro-rural.

Aviez-vous une posture systématiquement critique, voire négative, envers le phénomène urbain?

Ma perspective d'analyse était simple: l'urbanisation et l'organisation de l'espace ne sont pas un résultat technologique, lié à la modernisation de la société, mais l'expression du mode d'organisation de la société. Puisque, dans le capitalisme, le capital organise la société, donc la logique économique de la concentration urbaine, en fonction des besoins de l'industrialisation, suit cette logique. Mais, dans ce cas, que se passe-t-il avec le mode de production socialiste? Le socialisme, que j'appelle étatisme, modifie la logique structurelle de fonctionnement de la société: l'Etat est placé au centre. C'est ainsi que j'ai montré qu'en URSS l'urbanisation a connu des temps d'arrêt, d'accélération ou de stabilisation en fonction des orientations de l'Etat soviétique au regard de l'espace. Par ailleurs, l'expérience chinoise montre qu'en fonction de l'orientation politique, pré-maoïste, maoïste ou post-maoïste, les tendances de l'urbanisation se modifient, même si la croissance économique et industrielle se poursuit. Y compris au cours des années 1960 et 1970, nous avons assisté en Chine à un processus de désurbanisation. Donc c'est bien l'organisation sociale et pas la logique des forces productives qui détermine le processus

de structuration de l'espace. Quant à mon parti pris, non, je ne suis pas pro-rural. Je ne prends pas de parti dans mes analyses, mais si j'avais à en prendre, je dirais qu'au contraire, l'innovation, la création et la liberté ont toujours été des mouvements associés à la ville. Dans un même temps, la domination sociale s'est toujours exercée des villes vers les campagnes. Les deux tendances se renforcent en ce moment, et surtout en Chine. Avec le communisme chinois, et le castrisme cubain (à l'origine), je trouvais intéressant de montrer que le mouvement de libération nationale et paysanne renversait le rapport historiquement observé entre industrialisation et urbanisation.

Vous élargissez votre analyse aux métropoles des pays en développement en notant une absence de relations entre urbanisation et industrialisation. Ce décalage est selon vous lié à la dépendance qui, par la décolonisation, a substitué une dépendance économique et commerciale à l'ancienne dépendance politique. Or vous ne parlez pas de l'économie régionale marxiste de cette époque. Je citerai en particulier la théorie de la dépendance et du développement inégal de Samir Amin (1976), démontrant une partition de l'économie mondiale entre un centre capitaliste et impérialiste et une périphérie composée par les pays dominés du Tiers-Monde. Quel était votre point de vue sur les travaux de vos confrères économistes de l'époque?

Je n'ai utilisé ni le concept ni la problématique de l'impérialisme. Je me plaçais complètement dans la théorie de la dépendance, telle que formulée par Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto en Amérique latine (Cardoso et Faletto, 1978)<sup>21</sup>. J'ai proposé une typologie de situations de dépendance qui se combinent tout au long de l'histoire, dans différentes sociétés. J'étais, avec Cardoso et Faletto, directement opposé aux théories de souche léniniste, comme celles de Samir Amin – le plus intéressant sans doute des marxistes orthodoxes – et d'André Gunder-Frank (1968). La raison est que nous avions la preuve d'un développement capitaliste réel en Amérique latine – et plus tard en Asie – en fonction de la capacité de gestion politique autonome des sociétés. Donc, nous insistions à la fois sur l'internationalisation des rapports de production, des rapports de classe et des rapports de domination, et sur l'intériorisation spécifique de ces rapports dans chaque société. Donc le Brésil ou le Guatemala étaient différents et, au fond, les acteurs sociaux et les Etats pouvaient négocier leur insertion dans la structure de dépendance globale. Par contre,

<sup>21</sup> Une présentation des travaux de Cardoso et Faletto est proposée dans le chapitre 4, note 27.

les marxistes orthodoxes pensaient qu'il était impossible d'assister à un véritable développement, pour des pays dépendants et dominés dans le cadre du capitalisme. D'où mon intérêt, plus tard, pour le développement de l'Asie Pacifique qui a montré l'importance de l'Etat pour un développement capitaliste à la fois autonome – suivant sa propre logique – et dépendant – lié à la dynamique des sociétés dominantes. C'est un débat qui a été intense pendant 20 ans, mais qui s'est aujourd'hui largement estompé. A l'exception de l'Afrique où l'essor du sous-développement, à la Gunder-Frank, se poursuit, mais pas seulement à cause du capitalisme, mais plutôt du fait de la domination des appareils d'Etat sur leur propre peuple.

Trente ans plus tard, et suite à vos nombreux séjours dans des métropoles de pays en développement, que pensez-vous de votre théorie de l'urbanisation dépendante? L'avez-vous amendée, nuancée ou affinée?

Dans leurs grandes tendances, les phénomènes d'urbanisation dépendante que j'avais identifiés se sont maintenus et accentués. Mais la nouvelle forme de dépendance est liée à la position que chaque espace occupe dans les réseaux mondiaux, de leur connexion ou déconnexion aux espaces et réseaux de production de valeur. L'urbanisation dépendante continue à désarticuler les espaces de chaque pays, à la fois entre les métropoles et les campagnes, mais surtout entre différents fragments de la ville, avec une concentration de populations laissées-pour-compte dans la plus grande part des espaces métropolitains, bien que ces populations réagissent à travers les mécanismes de l'économie informelle et de l'économie criminelle. Donc, oui, j'ai affiné ma théorie et je l'ai surtout actualisée, car ma théorie évolue constamment en fonction de l'observation.

Comme nous l'avons précisé, votre démarche structuraliste vous autorisait à prendre en compte les dimensions non seulement économique mais aussi politique et idéologique du système urbain. Or votre argument est avant tout de démontrer le poids primordial de la structure industrielle sur l'organisation de l'espace. Ainsi, vous sembliez accorder une place secondaire aux politiques urbaines et aux institutions. Ce décalage était-il lié à un parti pris théorique, à votre positionnement intellectuel ou au manque de recherches empiriques sur ces questions?

Je m'appuyais sur la démarche théorique marxiste classique, en termes de domination de la production sur l'organisation de la société et donc de l'espace. Mais cela correspondait aussi à l'observation et aux données

collectées sur les processus d'urbanisation et de structuration de l'espace, dans le cadre du capitalisme. Et, même si je ne suis plus marxiste – ni même antimarxiste –, je continue de penser que la dynamique économique au sens large, et pas seulement industrielle, continue à être le facteur dominant de l'organisation de l'espace. La technologie, l'investissement, l'innovation, la dynamique productive, la concentration des ressources humaines productives sont autant de facteurs qui déterminent la localisation des activités et l'organisation du territoire, ainsi que le marché foncier. Cela dit, le rôle de médiation des institutions politiques et la mobilisation individuelle et collective des acteurs sociaux sont aussi très importants et, sur ce plan-là, ma théorie originale doit être révisée.

Vous critiquez l'école de Chicago car selon vous l'analyse de la ville en termes de culture urbaine domine et masque le social. En vous lisant, il semble que vous tendez à verser dans l'excès inverse: la structure sociale, les modes de production déterminent le spatial (c'est votre postulat) à tel point qu'on ne perçoit plus les espaces (urbains), les variations, les différences entre territoires<sup>22</sup>. Or, pour rester dans votre cadre théorique structuraliste, on peut penser que les quatre éléments du système urbain (production, consommation, échange, gestion, symbolique) peuvent varier d'un territoire à l'autre, d'une ville à l'autre, au sein d'un même mode de production, en fonction de la structure industrielle locale, du pouvoir politique ou des structures idéologiques. Bref, structures sociales et structures spatiales ne s'articuleraient pas de la même façon selon les territoires.

Quel était le statut du spatial dans votre thèse? Avez-vous pris au sérieux le spatial et l'urbain en tant qu'objets de recherche?

C'est une question importante. Tout d'abord, oui, j'ai pris très au sérieux le besoin de définir l'objet de recherche: l'espace et l'urbain. J'ai essayé de sortir d'une catégorisation de sens commun, car tout objet de recherche n'existe que s'il est théoriquement construit. Mais en même temps, j'étais, et je suis, conscient que l'exercice de théorisation ne se fait pas en dehors de la démarche de recherche et de l'observation. Donc j'ai abordé les questions qui étaient qualifiées d'urbaines en essayant de comprendre leurs spécificités au-delà des conjonctures.

<sup>22</sup> Cette réflexion rejoint les observations de Michel Amiot et d'Yves Grafmeyer (cités dans Lassave, 1997, p. 149) défendant que les travaux des années 1970 sur le thème du capital et de la production d'équipements collectifs correspondaient plus à une sociologie dans la ville qu'à une sociologie de la ville et ne traitaient pas à proprement parlé de l'urbain. Ouvert par Castells lui-même en 1968, le débat sur la définition de l'objet « urbain » n'a jamais été tranché ou résolu.

Effectivement, il y a des villes différentes et des territoires différenciés, parce que les structures sociales et spatiales s'articulent différemment en fonction des structures, des pratiques, des cultures et des institutions. Mais, en parallèle, nous pouvons observer des traits communs, tels que la concentration urbaine des fonction directionnelles. Pour comprendre cette diversité, il fallait des catégories et des méthodes qui puissent être utilisées, avec des adaptations, dans différents contextes. J'avais besoin



© Dukas/ Keystone France

La perspective Nevsky à St-Petersbourg en 1974.

de fonder ma théorie sur l'observation, pour ensuite appliquer mon schéma d'analyse à des contextes différenciés, distinguer les éléments communs et réintégrer ces résultats dans la théorie.

Par exemple, la ségrégation spatiale urbaine est une donnée commune, et elle exprime la différenciation de la structure sociale dans l'espace. Mais, pour des raisons liées à la spécificité historique du processus d'urbanisation, les banlieues françaises concentrent les classes populaires, alors que les couches et fonctions dominantes tendent à occuper la ville historique.

Alors que la classe moyenne américaine des années 1960-80 a émigré dans les *suburbs*, pendant qu'une bonne partie des centres-villes devenaient des ghettos ethniques. Vers la fin des années 1980, aux Etats-Unis, le mouvement *back to the city* a vu une revalorisation sociale et culturelle des centres urbains, alors qu'en France, la suburbanisation à l'américaine, avec privatisation des espaces, a pris de l'ampleur. Cette observation nous montre qu'il faut maintenir le thème de la ségrégation, en montrant son ancrage dans la structure sociale, mais qu'il faut aussi être capable d'expliquer les variations dans le temps et dans l'espace de ce phénomène. J'ai re-théorisé le concept d'espace de façon plus analytique dans mon livre sur *La société en réseaux* [Castells, 1998], et j'ai proposé une théorie, qui a été présentée empiriquement dans *The Informational City* [1989], sur la dynamique entre l'espace des flux et l'espace des lieux, comme une caractéristique fondamentale d'organisation de notre société. Plus encore, j'ai identifié, à l'aide de ces outils, ce qui était nouveau de la simple prolongation des tendances passées [Castells, 1996]. Il y a donc une continuité dans le développement de mon analyse sur l'urbain et sur l'espace depuis 30 ans. *La question urbaine* n'a pas pu répondre vraiment à cette quête d'un objet

Un quartier pavillonnaire en banlieue en 1974.





pour la sociologie urbaine, autour de l'espace et de l'urbain, mais a contribué, je crois, à poser la question de la spécificité de l'urbain dans la démarche sociologique, qui n'était pas posée à ce moment-là.

## 2.5 Retour sur un ouvrage radical

Vous l'affirmez en introduction, l'ambition de *La question urbaine* était avant tout théorique, son objectif étant de produire des outils au service de la connaissance et non de produire des connaissances. Ne regrettez-vous pas de ne pas l'avoir publié plus tard, lorsque vos résultats empiriques auraient pu étayer votre modèle théorique?

Non, je ne regrette vraiment pas. Plus tard dans ma vie, quand je me suis lancé dans l'investigation sur l'ère de l'information, j'ai voulu construire la théorie à partir de l'observation, et ne rien publier avant d'en présenter les preuves. En fin de compte, j'ai décidé de présenter la théorie de façon tout à fait sommaire, en exposant dans mon analyse différents thèmes et en reléguant la théorie au second plan, comme un échafaudage que l'on retire une fois la construction terminée. Par contre, lorsque je me suis lancé dans la recherche, quand j'ai écrit *La question urbaine*, il me fallait faire la lumière sur mes propres points de départ.

Sur la substance même de l'ouvrage, avez-vous des regrets?

En réalité, non. C'est ce que je pouvais faire avec les moyens, la formation et l'information dont je disposais à ce moment-là. Peut-être que j'enlèverais quelques phrases trop idéologiques, quelques formulations trop sommaires, mais je ne pense pas que je pouvais faire autre chose, car j'étais tributaire du contexte et de mon système de référence. Il s'agissait pour moi de proposer une perspective d'analyse dans un milieu français ultrathéorique et surpolitisé à partir d'une information provenant d'Amérique du Nord et d'Amérique latine. J'ai essayé en parallèle de conserver mon désir de scientificité et de qualité méthodologique, ainsi que mon imaginaire révolutionnaire d'Espagnol exilé. Le livre reflète, je crois, tout cela avec ses forces et ses faiblesses. Donc c'est un livre sincère, produit de son temps et d'un auteur inscrit dans un contexte tout à fait spécifique.

Comment ce livre a-t-il été reçu en France et à l'étranger? Avez-vous dû le défendre, a-t-il fait l'objet de polémiques?

Le livre a eu un impact immédiat et a provoqué un grand débat. Il a été violemment critiqué par l'*establishment* académique et, à contre-courant, complètement adopté par les jeunes professeurs et les étudiants, qui en ont fait le symbole d'une sociologie urbaine alternative – avec les travaux de Henri Lefebvre et de David Harvey. Il a été tout de suite traduit en espagnol, portugais, italien, anglais, allemand, polonais et japonais. Il était difficile de comprendre ce mouvement, mais en même temps il est devenu un ouvrage de référence dans beaucoup d'universités, surtout dans les universités d'élite, où il représentait la production française chic, à côté des produits de luxe tel que Foucault, Baudrillard, Touraine ou Bourdieu. Il était une des expressions de la grande culture française. Ainsi quand l'Université de Californie à Berkeley m'a offert une chaire, ils étaient convaincus que j'étais français.

Il y a donc eu divers mouvements: un rejet officiel, une reconnaissance générale de l'importance du livre, un phénomène de mode et, surtout, une utilisation du livre comme un antidote, théorique et académique, contre la sociologie urbaine traditionnelle.

Non, je n'ai pas défendu *La question urbaine*. Sauf lorsque j'ai dû répondre à une attaque personnelle, vicieuse, *ad hominem*, de la doyenne de la sociologie urbaine britannique. Mis à part ce type de critiques, j'aime débattre de mes livres et des livres des autres, non pas pour les défendre, mais pour être constructif. Car je suis fidèle à ma démarche épistémologique: les livres s'écrivent pour être dépassés dans l'avancement du débat.

En Amérique latine en particulier, cet ouvrage a longtemps fait école dans les études urbaines. Au-delà du monde académique, pensez-vous que votre analyse de la dépendance urbaine et des mouvements sociaux a eu un impact dans la société civile ou parmi les décideurs politiques?

Oui, en Amérique latine, mais aussi en Espagne, en Italie, et dans bien d'autres pays, ce livre, aussi incroyable qu'il soit, a été utilisé comme un élément d'engagement politique. Et cela a produit, parfois, des effets très négatifs en termes de dogmatisme politique. Le livre a été utilisé comme une bible, pour fonder une autorité et justifier le dogmatisme marxiste. Voilà mon seul regret. J'ai tenté d'arrêter ce mouvement avec quelques éclaircissements, dans des interviews. Mais il est impossible de contrôler le destin d'un livre brandi par des militants politiques radicalisés,



dans les universités d'un continent en luttés, ou d'une Espagne mobilisée contre le fascisme. Mais, au fond, le livre n'a pas provoqué le dogmatisme, il n'a été que l'instrument d'un dogmatisme préexistant. Ceci dit, j'en ai tiré la leçon et, dans mes écrits ultérieurs, j'ai fait attention à éliminer des expressions trop idéologiques qui auraient pu être transformées ou prises hors contexte. *La Question Urbaine* reste avant tout un livre académique, même s'il reflétait une orientation académique très politisée.

Que répondez-vous à ceux qui disent que *La question urbaine* est un livre daté voire obsolète? Quand vous le relisez aujourd'hui quel regard portez vous sur sa forme, son appareillage théorique, sa substance et ses résultats?

Je répondrai comme je l'ai fait à la fin de ma postface de la seconde édition révisée<sup>23</sup>, rédigée à Madison, Wisconsin, en juin 1975: « Ce dont il s'agit est de rendre désuet le livre à partir de son dépassement dans la pratique. » Ce livre est largement obsolète, car j'ai toujours eu une vision utilitaire de la théorie. La théorie est un outil qui prête à dispute. On l'utilise, on la jette, on peut la recycler, en inventer une autre. La théorie ne survit pas, c'est la connaissance qui perdure, et toujours de façon relative. En ce sens, je crois que ce livre a joué un rôle raisonnable dans le lancement d'une dynamique de recherche qui a innové dans l'analyse de l'urbain. Il a aussi eu une influence considérable dans beaucoup de pays afin de prendre en considération l'importance politique de l'urbain et la nécessité de situer la gestion urbaine au centre de la vie quotidienne. La forme est trop obscure en français, et a été très mal traduite en d'autres langues, donc des dizaines de milliers d'étudiants en ont subi les conséquences. L'appareillage théorique était trop formel par rapport au plus faible degré d'élaboration des concepts. Aux plans empirique et bibliographique, la substance était solide, mais trop superficielle pour communiquer de bons résultats de recherche. Il s'agissait surtout d'illustrer une démarche. Quant à l'impact de *La question urbaine*, il a été inattendu. L'énorme impact de ce livre, y compris les réactions les plus négatives, a déplacé l'axe du débat sur l'urbain. De ce point de vue, il a atteint son objectif, même si je n'avais jamais visé si haut.

<sup>23</sup> Dans la postface de la seconde édition de 1975, Manuel Castells dénonce la sacralisation de *La question urbaine*. En vain. Le livre continuera à être brandi comme un manifeste tout au long des années 1970, en Amérique latine particulièrement: « Il a subi, comme tant d'autres ouvrages, un certain processus de fétichisation qui a cristallisé en principes théoriques ce qui n'était que des balbutiements émergeant d'une phase de travail centrée avant tout sur la critique des idéologies de l'urbain et sur la reconnaissance du terrain historique. » [Castells, 1975a, p. 483]

Vous dites parfois que vous ne vous reconnaissez plus dans la pensée marxiste de cette époque. Dans quelle mesure avez-vous pris vos distances du marxisme et de votre premier livre?

A partir de 1982, il est clair que mes analyses n'ont plus eu grand-chose à voir avec le marxisme au sens strict du terme. Je l'ai explicité dans *The City and the Grassroots* [1983b] où je dis pourquoi j'ai souhaité rompre avec le marxisme. Mais je ne suis pas antimarxiste et je ne renie rien. Car pour moi le marxisme n'était pas une religion, comme pour d'autres, ni une idéologie politique, mais mon idéologie au sens strict du terme était, et continue d'être, plutôt libertaire, indépendante des appartenances politiques. Pour moi, dans les années 1960, le marxisme était la théorie la plus rigoureuse pour une analyse des transformations sociales, indépendamment des aberrations du marxisme-léninisme au pouvoir. Toutefois, j'ai utilisé le marxisme à ma manière, et lorsque j'ai remarqué que ce que j'observais ne pouvait pas être expliqué à partir des catégories marxistes, j'ai arrêté d'utiliser ces catégories et ces hypothèses. Aujourd'hui, je continue à utiliser certains éléments qui me sont utiles: les rapports de production, la relation entre l'Etat et les acteurs sociaux, l'importance de la technologie dans l'organisation de la société.

Mon seul regret, c'est d'avoir eu une tolérance excessive envers la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, plus tard, lors de la rédaction de *Monopolville* [Castells et Godard, 1974]. Mais ce n'était pas présent dans *La question urbaine*.

Selon vous, que reste-t-il aujourd'hui de *la Question urbaine*? En tant qu'enseignant, pensez-vous que sa vocation actuelle est (a) de représenter un courant théorique, alimentant l'histoire des idées et de la sociologie urbaine; (b) de continuer à fournir un cadre pour l'analyse du phénomène urbain contemporain?

Non, ce n'est pas un cadre opérationnel pour l'étude du phénomène urbain. Ce cadre je l'ai proposé dans d'autres écrits entre 1989 et 2003, en m'appuyant aussi sur *The City and the Grassroots* [1983b]. Mais je pense que, malgré ses énormes faiblesses si on le place hors contexte, c'est un livre qui restera dans l'histoire intellectuelle et dans la généalogie du savoir urbain.

## Critiques et discussions

Dès sa publication en 1972, *La question urbaine* a été largement discutée et critiquée. Le commentaire le plus systématique, dont il nous reste une trace aujourd'hui, est celui de Jean-Pierre Garnier dans *Espaces et sociétés* (1973). Cette note de lecture ouvre un échange constructif avec Castells qui répondra en partie à ces objections dans la postface de la seconde édition de 1975. Après *Le droit à la ville* d'Henri Lefebvre (1968), Garnier s'interroge :

«Faudra-t-il désormais considérer *La question urbaine* de Manuel Castells comme le second jalon décisif de cette progression théorique visant à libérer la pensée de l'emprise de l'idéologie dominante dans un domaine où celle-ci règne encore presque sans partage?» (Garnier, 1973, p. 123)

Garnier souligne dans un premier temps l'originalité des propos de Castells : quand il s'oppose à l'idéologie urbaine, derrière laquelle il dénonce les travaux de l'école de Chicago, il ne se contente pas d'évoquer des exemples, des faits concrets, il démonte les concepts de ses adversaires un à un. De même, la critique à l'égard des publications d'Henri Lefebvre n'est pas remise en cause par Jean-Pierre Garnier qui reconnaît en effet que Castells sait identifier les limites des approches faisant de la forme urbaine « le nouveau moteur de l'histoire ». (*op.cit.*, p. 124)

Le rapport à la théorie et la méthodologie de l'ouvrage représente par contre l'objet de critiques. La première se réfère à l'usage du structuralisme par Castells, qui est selon Jean-Pierre Garnier trop peu explicitée. L'auteur de *La question urbaine* ne démontre pas pourquoi le cadre structuraliste permet d'analyser mieux qu'un autre l'articulation des pratiques urbaines aux rapports sociaux. S'il donne des clés de compréhension du fonctionnement de la ville, le concept de système urbain – qui découle de l'approche structurale – ne permet pas de saisir les transformations de la société et de la ville. « Il est vrai cependant que même appliquée avec toute la rigueur souhaitable, la méthode structuraliste souffre d'un vice constitutif : son incapacité à intégrer dans ses schémas explicatifs les contradictions de la pratique sociale » mentionne Garnier (*op.cit.*, p. 128). Pour traiter des mouvements sociaux urbains dans le dernier chapitre, Castells doit lui-même prendre ses distances vis-à-vis du concept de système urbain qu'il vient de définir. Jean-Pierre Garnier note d'ailleurs que les analyses les plus pertinentes sont celles qui se dissocient du structuralisme : la rénovation urbaine, les mouvements sociaux, la crise du logement. Les passages les plus passionnants sont ceux où la pratique sociale fait irruption dans

l'analyse et libère l'auteur du carcan du structuralisme. Soulignons que cette critique de Garnier est tout à fait prémonitoire, puisque c'est l'impossibilité de relier une étude des structures à l'analyse des pratiques sociales qui invite Castells à rompre avec le marxisme dix ans plus tard, avec *The City and the Grassroots* [1983b] (cf. chapitre 4).

La seconde critique majeure de Garnier découle de la première. Alors que Manuel Castells annonce avec modestie l'ambition du livre qui ne représente qu'une simple exploration théorique, les tentatives de théorisation sont excessivement formelles et globalisantes. On observerait un décalage entre des terrains riches et des concepts presque plaqués. Au final, Castells oscille entre deux partis pris méthodologiques: le premier consiste à proposer un concept formel qui fasse le pont entre le structuralisme d'Althusser et les pratiques urbaines observées; la seconde ancre dans la production de connaissance et les recherches empiriques la production de nouveaux concepts. Or les recherches empiriques sont plus convaincantes que les concepts, ce qui autorise Jean-Pierre Garnier à conclure que *La question urbaine* n'est pas un ouvrage théorique, mais une somme d'enquêtes de terrain qui détonnent par leur profondeur analytique.

En 1975, Manuel Castells publie une longue postface en clôture de la seconde édition de *La question urbaine*. L'auteur commence par dénoncer l'usage politique du livre, très éloigné des préoccupations scientifiques du sociologue (cf. note 22). Répondant à une question de Thierry Paquot sur les critiques auxquelles il a dû faire face lors de la publication de *La question urbaine*, Castells disait ainsi:

«La réaction la plus négative par rapport au livre n'a pas été la critique mais le fétichisme, surtout en Amérique latine où il est devenu la bible marxiste sur le problème urbain. Cela m'a particulièrement affecté, car je cherchais exactement le contraire. Cette situation a eu des effets très négatifs sur des mouvements politiques enfermés dans un dogmatisme absurde».

(Castells in Paquot, 1998, p. 7)

Ces conseils d'utilisation mis à part, le sociologue poursuit sa postface par des rectifications théoriques. Manuel Castells rejoint Jean-Pierre Garnier et concède que les difficultés les plus sérieuses du livre proviennent d'un passage trop rapide d'une critique théorique – de l'école de Chicago et d'Henri Lefebvre – à un système théorique qu'il qualifie lui-même d'extrêmement formalisé. L'auteur prône un retour au terrain, à l'empirie, à la construction de connaissances qui puisse fonder, en second lieu seulement, la théorie. Dans ce cadre méthodologique, le système urbain n'est pas un concept mais un outil analytique qui doit être passé au crible du terrain.

Une deuxième rectification concerne le décalage observé entre structures, système urbain, d'un côté, et pratiques sociales, de l'autre. Dans l'étude des mouvements sociaux, au cours du dernier chapitre, l'auteur confirme que ses analyses ne sont pas structuralistes puisqu'il s'intéresse en permanence à la capacité de transformation par la pratique et par les agents sociaux de la structure sociale. Une problématique récurrente dans ses travaux ultérieurs sur les mouvements sociaux urbains en France, en Espagne et aux Etats-Unis.

## Bibliographie

Amin, Samir (1976). *L'impérialisme et le développement inégal*. Paris: Editions de Minuit.

Amiot, Michel (1986). *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*. Paris: Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Bernié-Boissard Catherine (1994). « Henri Lefebvre, sociologue du quotidien, philosophe de la modernité. », *Espaces et sociétés*, n° 76.

Cardoso, Fernando Henrique et Faletto, Enzo (1978). *Dépendance et développement de l'Amérique latine*. Paris: PUF.

Coing, Henri (1966). *Rénovation urbaine et changement social*. Paris: Les éditions ouvrières.

Chombart de Lauwe, Paul-Henry (1996). *Un anthropologue dans le siècle. Entretiens avec Thierry Paquot*. Paris: Editions Descartes et Cie.

Chombart de Lauwe, Paul-Henry et al. (1952). *Paris dans l'agglomération parisienne. Tome 1. L'espace social dans une grande cité*. Paris: PUF.

Foucault, Michel (1969). *L'archéologie du savoir*. Paris: Gallimard.

Garnier, Jean-Pierre (1973). « A propos de *La question urbaine*. », *Espaces et Sociétés*, n° 3.

Grafmeyer, Yves et Joseph, Isaac (1984). *L'Ecole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Paris: Aubier.

Gunder-Frank, André (1968). *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*. Paris: La Découverte.

Hawley, Amos (1950). *Human Ecology: a Theory of Community Structure*. New York: Ronald Press.

Hauser, Philip et Schnore Leo F. (1965). *The Study of Urbanization*. New York et Londres: John Wiley & Sons.

Lassave, Pierre (1997). *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*. Toulouse: Presses universitaires du Mirail.

Lefebvre, Henri (1974). *La production de l'espace*. Paris: Anthropos.

Lefebvre, Henri (1968). *Le droit à la ville*. Paris: Anthropos.

Lefebvre, Henri (1971). *La révolution urbaine*. Paris: Gallimard.

Paquot, Thierry (1998). « L'invité. Manuel Castells. », *Urbanisme*, n° 302.

Park, Robert E. et Burgess, Ernest W. (1967). *The City*. Chicago et Londres: The University of Chicago Press.

Poulantzas, Nicos (1968). *Pouvoir politique et classes sociales de l'Etat capitaliste*. Paris: François Maspéro.

Wirth, Louis (1938). « Urbanism as a Way of Life. », *American Journal of Sociology*, vol 44.

Zorbaugh, Harvey (1929). *The Gold Coast and the Slum: A Sociological Study of Chicago's Near North Side*. Chicago: The University of Chicago Press (réédition 1976).





### 3

## **La ville du capital / *Monopolville* [1974]**

*Monopolville, un livre extrême*: tel est le constat de Dominique Lorrain (2001), intitulant ainsi sa relecture d'un des ouvrages les plus radicaux de Manuel Castells, co-écrit avec Francis Godard et publié en 1974. En tout état de cause, *Monopolville* apparaît comme le symbole d'une génération de sociologues urbains qui se trouve sans cesse aux prises avec le pouvoir d'Etat. Ce dernier, largement critiqué pour ses collusions avec le capitalisme industriel et pour son incapacité à enrayer la crise urbaine qui guette le pays, suscite l'ire des sociologues d'obédience communiste et libertaire. Avec *Monopolville*, Castells et Godard déploient le programme scientifique et opérationnalisent le cadre théorique de *La question urbaine*. *Monopolville* avance une thèse extrêmement simple: la ville est le produit d'une alliance asymétrique du grand capital et de l'Etat. Le terrain n'est autre que l'archétype de la ville planifiée par le gaullisme, Dunkerque, entre concentration métallurgique et colbertisme industriel.

## **Situation et synthèse de l'œuvre**

*Monopolville* est l'ultime trace du courant marxiste, longtemps qualifié à tort d'école française de sociologie urbaine. Après les heures de gloire de la fin des années 1960 et de la première moitié des années 1970, Michel Amiot souligne que les chercheurs marxistes n'ont été heureux ni sur le plan académique, ni sur le plan politique:

« Parce que la recherche marxiste place la conjoncture et la pratique politiques au cœur de son dispositif d'investigation et d'interprétation, en retour elle est sans ménagement accusée par ses adversaires, d'être de part en part idéologique et de s'aligner totalement et par avance sur les positions politiques des organisations et des partis pour le bénéfice desquels elle inventorie la réalité ». (Amiot, 1986, p.125)

Le succès de ce courant est en effet éphémère et s'achève avec le changement de gouvernement de 1974, l'arrivée de Giscard d'Estaing au pouvoir, et la réduction des financements à la recherche. La mode marxiste passe elle aussi dans le monde académique et tous ces travaux sont mis au placard dès la fin des années 1970. Manuel Castells ne bénéficie plus de la même aura, il peine à être édité et amorce un virage radical. Il rejette les grands schémas théoriques qui ne suffisent pas à interpréter les réalités observées, critique l'intellectualisme français. Il prend du recul vis-à-vis du structuralisme, est de moins en moins présent à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales et cherche bientôt un nouveau poste à l'étranger. Francis Godard quant à lui change de thématique de recherche pour s'intéresser aux modes de vie, à la consommation et à la famille. Par conséquent, comme le souligne Dominique Lorrain (2001), *Monopolville* a eu une influence très grande pendant une période très courte. Il ne sera pas défendu par ses auteurs et ne connaîtra pas un succès équivalent à celui de *La question urbaine*. Comme toute théorie fermée, elle ne peut être rejetée qu'en bloc :

« *Monopolville* a été un livre extrême dans son projet, dans son écriture, dans la combinaison de la thèse et du terrain. Ces caractéristiques expliquent largement son destin. L'articulation entre un projet de recherche et une réflexion politique – penser les contradictions urbaines du capitalisme – faisait sens tant que le projet d'ensemble était partagé. Mais dès lors que les enjeux se déplaçaient, le caractère théorico-politique du projet le desservait et le faisait aussi terriblement vieillir. » (Lorrain, 2001, p. 228)

Malgré cette infortune, *Monopolville* représente un témoin de la sociologie urbaine marxiste des années 1970, de plus en plus structurée par l'Etat, sous l'influence grandissante du ministère de l'Équipement. Le projet de recherche est largement soutenu par l'administration, les financements pleuvent via la Mission de recherche urbaine. Ces moyens permettent de réaliser des études empiriques de grande envergure, mobilisant quatre personnes pendant deux ans. Ainsi, le livre offre un complément empirique à *La question urbaine*, puisque sa première visée est d'opérationnaliser le schéma théorique structuraliste bâti dans le premier ouvrage de Manuel Castells. Le projet *Monopolville* est conçu comme un test grandeur nature du fonctionnement du système urbain. Le terrain est

l'exemple archétypique de Dunkerque, ville industrielle restructurée et développée de toutes pièces par un Etat planificateur, d'inspiration colbertiste.

Contextualiser *Monopolville* implique donc de rappeler le cadre particulier de la planification urbaine, dans la France des années 1970, avant le premier choc pétrolier. En 1959, Dunkerque a été choisie, avec le port de Fos-sur-Mer, comme une des « opérations marquantes » de la V<sup>e</sup> République. Elle a reçu à ce titre une part importante des crédits d'équipement portuaire (Amiot, 1986). L'implantation du sidérurgiste *Usinor* s'accompagne d'un projet de plateforme industrielle réalisé par l'Etat et comprenant, en amont, des équipements énergétiques et d'approvisionnement – grâce à un port de grand gabarit – et, en aval, des industries de transformation. Dominique Lorrain (2001) décrit en détail les différentes phases du développement de Dunkerque.

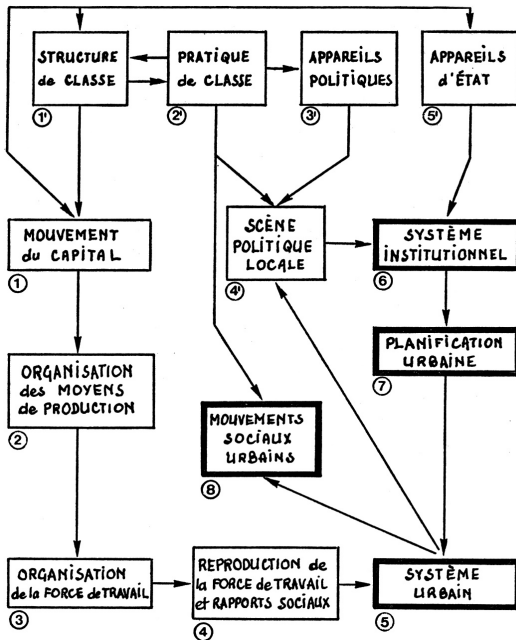
Tout commence par un aménagement des infrastructures par l'Etat et ses services déconcentrés. Puis la construction des usines est lancée et on observe une surchauffe sur le marché de l'emploi local, la main-d'œuvre étant insuffisante. Les entreprises décident alors d'aller chercher les ouvriers dans l'arrière-pays et organisent elles-mêmes leur transport. L'appel d'air créé par cette forte activité économique entraîne une crise du logement – dans laquelle Castells et Godard entrevoient les germes d'une crise urbaine généralisée. La morphologie de cette ancienne ville de 100 000 habitants se transforme très rapidement sous l'effet de l'industrialisation et de la croissance démographique. L'Etat, les entreprises et le pouvoir local tentent de gérer cette crise de croissance. Pour cela, l'Etat utilise l'outil de la planification grâce auquel il peut diriger l'aménagement dans ces zones prioritaires. En 1963 est créée la puissante Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), en 1966 un unique ministère de l'Equipement fusionnant les ministères de la Construction et des Travaux publics. En parallèle, des opérations de grande envergure sont décidées (Amiot, 1986): le pays sera doté de huit pôles régionaux théoriquement aptes à équilibrer l'influence de Paris. Ces transformations par le haut de l'aménagement du territoire représentent un terrain de choix pour les jeunes sociologues urbains et nécessitent des outils théoriques renouvelés:

« La transformation de Dunkerque se présente comme « une opération marquante » de planification économique et urbaine; Manuel Castells et Francis Godard y voient l'émergence de *Monopolville*, la ville de la phase monopolistique du développement du capital, asservie à l'emprise conjuguée des grandes firmes et de l'Etat. » (Amiot, 1986, p. 133)

*Monopolville* s'ouvre avec une introduction et un schéma théoriques extrêmement formalisés, que les auteurs appellent même « un ordre théorique de détermination du processus réel observé ». Le schéma est déroulé tout au long du livre et relie de façon mécaniste, et successivement, la structure de classe et le mouvement du capital, les moyens de production et l'organisation de la force de travail, la reproduction de la force de travail, le système urbain, la planification urbaine et en dernière instance les mouvements sociaux urbains (cf. figure 4). Comme le mentionnait déjà Castells dans *La question urbaine*, la logique de production et le capital sont les facteurs premiers qui déterminent la structure sociale et le système urbain. Les auteurs enfoncent le clou au début du premier chapitre :

« Au commencement, dans une société capitaliste, il y a le capital, sa logique, ses transformations, son mouvement. » [Castells et Godard, 1974, p. 21]

Au cours des trois premiers chapitres, la thèse forte de l'ouvrage est déroulée : les besoins des grandes entreprises en termes de force de travail, d'équipements collectifs et d'infrastructures sont tels que l'unité résidentielle devient une annexe de l'ensemble productif. Dans le chapitre 1,



© Castells, Manuel et Godard, Francis, 1974

Ordre théorique de détermination du processus réel observé.

intitulé « Mouvement du capital, développement inégal et intervention de l'Etat », les auteurs résument la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat, qui correspond au troisième stade de développement du capitalisme. La baisse tendancielle du taux de profit doit être palliée par une réorganisation du capital, et du lien entre banque et industrie, mais nécessite surtout une réaction de l'appareil d'Etat qui doit fournir une série de capitaux dévalorisés et en particulier des infrastructures. Pour soutenir cette thèse, les auteurs étudient le rôle des complexes portuaires dans la restructuration de l'industrie sidérurgique française. Suite à cet essai d'économie industrielle, les deux dernières sections du chapitre proposent une mise en contexte de l'opération marquante de Dunkerque.

Le deuxième chapitre lance l'étude monographique où les auteurs suivent le schéma théorique introductif et décrivent successivement la structure du capital, l'organisation de la production et l'organisation de la force de travail à Dunkerque. Vient ensuite une analyse détaillée des rapports sociaux et des intérêts de classe. En revenant aux considérations structuralistes de *La question urbaine*, ils étudient comment les intérêts du grand capital se déploient dans la nouvelle cité industrielle, puis les intérêts des entreprises moyennes et des travailleurs.

Le livre se termine par deux chapitres majeurs. Le chapitre 4 présente le système urbain dunkerquois en décrivant les différents éléments: la production, la consommation, l'échange, la gestion (politique). Les auteurs traitent de l'articulation entre l'usine et la ville, et tentent de démontrer, non sans difficultés, que le capital contrôle la production du cadre de vie – et pas seulement celle du cadre industriel. Le dernier chapitre sur la politique urbaine parle assez peu de politique locale mais dépeint l'action d'un Etat omniprésent à travers ses actions de planification, de régulation politique, de répression et d'intégration sociale.

### 3.1 Un milieu de recherche formaté par l'Etat central

On dit souvent que les années 1970 ont été une période faste pour la recherche urbaine, en particulier grâce aux financements de l'Etat. De quels financements avez-vous bénéficié pour réaliser cette vaste enquête à Dunkerque?

J'ai bénéficié, comme nombre de chercheurs urbains au début des années 1970, des financements de la Mission de la recherche urbaine du ministère de l'Équipement français, dirigée par Michel Conan.

Quels étaient exactement le rôle et le profil de Michel Conan au sein du ministère de l'Équipement?

En réalité, Michel Conan était le seul maître à bord et a orienté la recherche en fonction de ses propres priorités scientifiques. C'est une des choses extraordinaires à laquelle nous avons assisté et qui démontait complètement toute la théorie de l'État que nous avions à l'époque. Nous écrivions des pages et des pages pour montrer comment fonctionnait la logique des intérêts de classes dominantes dans l'appareil d'État et nous étions tous subventionnés par l'appareil d'État, qui ne faisait manifestement pas cela pour nous intégrer. Michel Conan était un démocrate de gauche qui disposait de beaucoup de moyens. Du point de vue de la logique d'acteurs, au ministère de l'Équipement, il n'avait pas de rayonnement personnel, c'était quelqu'un de très brillant, de très bien formé, membre de l'élite des ingénieurs des Grandes Ecoles. Mais il n'était manifestement pas communiste ou socialiste et ne pouvait pas être suspecté de jouer le rôle de l'opposition. Il s'est mis en tête que son rôle était de faire travailler tous ces jeunes chercheurs qui étaient en France, plein d'idées et d'initiatives, en tentant de constituer un milieu de recherche.

De plus, il s'amusait à faire des expériences sur le milieu de la recherche urbaine. Son véritable projet de recherche n'était pas la production d'articles scientifiques ou la réalisation d'études, mais c'était nous-mêmes. Il expérimentait la possibilité de construire un milieu intellectuel avec les fonds de l'État, en faisant travailler ensemble des foucaaldiens libertaires, des communistes orthodoxes, des gauchistes purs et durs et de temps en temps, pour vraiment s'amuser, il y mettait quelques technocrates libéraux. Il observait comment tout cela se déroulait, il prenait des notes.

En 1974, deux mois après la publication de *Monopolville*, vous intervenez à Dieppe lors d'un colloque sur le thème *Politiques urbaines et planification des villes (1975)*<sup>24</sup>, organisé par le ministère de l'Équipement et le Commissariat général au Plan. Quel souvenir gardez-vous de ce colloque qui rassemblait des directeurs départementaux de l'Équipement, des planificateurs, des hauts fonctionnaires? Pouvez-vous m'en décrire l'atmosphère? Ce devait être potentiellement explosif de rassembler des

<sup>24</sup> En avril 1974, à Dieppe, le Commissariat général au Plan et la Mission de recherche urbaine du ministère de l'Équipement français ont organisé un colloque rassemblant des chercheurs urbains et des responsables de l'Administration centrale sur le thème des politiques et de la planification

planificateurs et des chercheurs qui leurs disaient: « Regardez ce que vous êtes en train de faire et la cause que vous servez! »

En effet, mais c'était une réunion très polie. Cela montre que les idées que nous défendions n'étaient pas très explosives pour l'époque. Ce colloque était d'abord l'œuvre de Michel Conan qui voulait construire une interface continue entre la technocratie bien intentionnée et les chercheurs. Une fois il m'a dit quelque chose qui, avec le recul, me paraît tout à fait vrai: « Je vous vois évoluer vous, chercheurs de gauche, ainsi que les technocrates, et je pense que ces derniers vous influencent plus que vous ne les influencez. » Il est vrai que, tout d'un coup, en écoutant les personnes qui étaient aux commandes de la gestion et de la planification urbaine et qui s'engageaient dans la pratique, il fallait être vraiment dogmatique pour ne pas reconnaître que c'étaient des gens plutôt intéressants. Ils étaient manifestement plus ouverts intellectuellement et parfois plus cultivés que les chercheurs en sciences sociales.

Il y avait aussi toute une couche de hauts fonctionnaires qui, à partir de 1968, ont opéré un virage idéologique vers la gauche. Je ne dis pas que ces technocrates de gauche étaient dominants à Dieppe, mais, par exemple, le directeur de l'Institut d'Aménagement d'Urbanisme de la Région Parisienne (IAURP) était un militant trotskiste très actif. Et pourtant, il faisait faire des recherches au sein de l'appareil d'Etat sur des thématiques qui n'étaient pas forcément gauchistes, mais en tout cas très progressistes. On observait donc une perméabilité entre les intérêts idéologiques des intellectuels de gauche et la technocratie d'Etat. Michel Conan a réussi à rassembler des personnes qui ne se parlaient pas pour former un milieu de recherche sur la ville. Et, en fin de compte, à Dieppe, comme ailleurs, il y avait un esprit très ouvert.

urbaines. Le mélange de technocrates et de chercheurs était potentiellement explosif mais tout s'est déroulé dans la plus grande convivialité (comme en témoignent les actes). Dans chaque groupe de travail, plusieurs textes de chercheurs étaient présentés, puis un aménageur proposait un rapport de synthèse et donnait son avis. A titre d'exemple, le texte de Manuel Castells sur le cas de Dunkerque avait été discuté par le directeur du Centre d'études techniques du ministère de l'Equipement (CETE) de Bordeaux qui disait avec respect: « Les méthodes d'analyses exposées par Manuel Castells permettent une approche globale et très satisfaisante des problèmes urbains. Car il convient de se méfier de l'aspect un peu trop rassurant des agglomérations qui, à l'instar des Shadoks, ont des solutions mais pas de problèmes. » (Actes du colloque de Dieppe, 1974, p. 765) Un nouveau témoignage de cette alliance plus ou moins objective entre techniciens et chercheurs sur le thème de planification urbaine.

Y a-t-il eu, au plan thématique, un rapprochement entre la haute administration – les planificateurs, hauts fonctionnaires modernisateurs – et des chercheurs radicaux critiquant les limites et les contradictions portées par cette planification centralisée?

La capacité de ces technocrates à réagir à notre discours m'a paru plus forte que ce je pouvais imaginer. Par exemple, après mes travaux de terrain sur Dunkerque, j'étais tellement convaincu d'avoir trouvé *le* système urbain que j'ai décidé de faire faire un film, intitulé *Dunkerque 1972*. A ce moment-là, nous étions très idéologiques et nous n'avions aucun financement pour ce projet de film, donc nous avons demandé à un de mes étudiants à l'École des Hautes Etudes de le réaliser. C'était un marxiste-léniniste espagnol, qui était en même temps cinéaste exilé en France. Nous avons montré ce film au Casino de La Baule à tout un groupe de chercheurs et de technocrates qui sont restés abasourdis. Ils ne pouvaient pas croire ce qu'ils voyaient, car cet étudiant avait bien monté



Sortie des ouvriers à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt en 1968.



son film en montrant l'exploitation continuelle de la classe ouvrière dans les usines monopolistes de Dunkerque. Pour cela, il avait fait un montage où l'on voyait des autobus de transport des ouvriers à l'usine qui roulaient constamment devant la porte de l'usine, comme une sorte de symphonie. Cette scène revenait en permanence et les autobus déversaient sans cesse des ouvriers, puis en reprenaient d'autres. Cette scène n'était pas seulement dogmatique mais complètement caricaturale. Je me souviendrai toujours que la salle a réagi fortement lorsque cet étudiant, pour montrer l'impuissance de la petite bourgeoisie locale à faire quoi que ce soit, avait filmé la plage de Dunkerque, avec une musique très belle de Bach, et une dame avec un petit chien qui sautait dans les vagues. Pour lui, cela démontrait la décadence de la petite bourgeoisie, impuissante à comprendre le monde alentour. Alors là, la salle a réagi. A la fin de la présentation de ce film, il y a eu un silence et une personne plutôt libérale s'est levée et a dit: « Tout de même, vous n'avez pas vu qu'il y avait des gens qui mettaient des fleurs devant leurs fenêtres, alors que vous montrez sans cesse l'exploitation et la lutte des classes, le monde ouvrier et la pauvreté. » C'était une expérience très intéressante.

Le courant de recherche urbaine marxiste a en fin de compte connu une fortune éphémère. Quels facteurs ont entraîné sa disparition au milieu des années 1970: la crise des finances de l'Etat, l'épuisement des modèles théoriques, la lassitude des chercheurs?

Je pense que c'était à la fois deux choses: d'un côté, le gouvernement de droite s'est durci et s'est vu poser de nouvelles contraintes budgétaires après le choc pétrolier; d'un autre côté, la gauche s'est autodétruite. On a assisté à la chute vertigineuse du Parti communiste français, après avoir provoqué la défaite de la gauche en 1978. Chaque composante du réseau constitué par Michel Conan est partie de son côté. Il y a eu un noyau de résistance néocommuniste qui s'est formé et qui a obtenu son affiliation au CNRS<sup>25</sup>.

Ensuite, le groupe qui a perduré le plus fortement comme un courant intellectuel bien réel est le courant libertaire foucaldien. Des chercheurs vraiment très

<sup>25</sup> Symbolique de la fin du courant marxiste de sociologie urbaine, l'équipe du Centre de sociologie urbaine (CSU) – longtemps marquée par son autonomie et son travail d'essence collective – a finalement été intégrée au Centre national de la recherche scientifique français. Conservant leur esprit de solidarité, ils ont obtenu d'être traités collectivement, en refusant la procédure de recrutement individualisée. Le CNRS décida de tous les intégrer et ils poursuivirent leurs travaux dans cette institution.

originaux au plan intellectuel, même si je trouve que leurs recherches empiriques n'étaient pas toujours très satisfaisantes. Il s'agit de l'ensemble du groupe du CERFI (Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles)<sup>26</sup> qui a parfaitement traduit la problématique foucauldienne du micropouvoir dans le champ urbain. Bien sûr il y avait des batailles, car les chercheurs du CSU, au CNRS, faisaient des recherches pour montrer qu'il n'y avait pas suffisamment d'équipements sociaux pour la classe ouvrière et les chercheurs du CERFI montraient que la production d'équipement servait à intégrer la classe ouvrière, répondant avant tout aux intérêts de l'Etat. Je pense que ce groupe-là est resté pertinent dans ses travaux de recherche. Anne Querrien a été très importante et reste un personnage au ministère de l'Équipement puisqu'elle a repris la direction des *Annales de la recherche urbaine*. Elle était la plus brillante de mes étudiantes à Nanterre et à l'École des Hautes Etudes, elle faisait partie du Mouvement du 22 mars 1968. Elle a pris une initiative avec une partie de ce groupe en créant une revue très intéressante, appelée *Multitudes*, qui a une certaine audience internationale. Certes, il y a toujours un côté extrêmement idéologique et parfois simplificateur, mais c'est resté un centre de production d'idées nouvelles au cours des années 1980, et on ne peut pas en dire autant du CSU et d'autres centres de recherche de la gauche classique.

Pour revenir à *Monopolville*, comment avez-vous bâti votre agenda de recherche après *La question urbaine* [1972]? Entre l'étude du système urbain au sens large et l'analyse des luttes et des mouvements urbains, comment se sont organisées vos priorités?

Après *La question urbaine*, je voyais trois recherches émerger. L'une sur le système urbain, ce qui est devenu *Monopolville* [1974], l'autre sur les mouvements sociaux urbains, que j'ai achevée avec *The City and the Grassroots* [1983b] et une troisième sur le pouvoir local. Je ne l'ai pas formulé comme une trilogie, mais tel était le projet. J'ai commencé le troisième volet de cette trilogie en m'intéressant au pouvoir local, lorsque je suis arrivé aux États-Unis en 1979. De plus, j'avais déjà fait le travail de terrain, en m'intéressant au cas de Bologne. Bologne était, dans les années 1970 et 1980, l'exemple de développement urbain à partir du gouvernement local. J'avais passé deux mois à Bologne où

<sup>26</sup> Le Centre d'études, de recherche et de formation institutionnelles (CERFI), 1965-1987, a été créé, entre autres, par le sociologue Félix Guattari. Le centre développe une série d'analyses institutionnelles en privilégiant les approches généalogiques ou des démarches centrées sur la notion de pouvoir. Leurs études portent sur divers objets: l'État, les équipements collectifs, l'urbanisme et l'administration – en s'appuyant sur les travaux de Michel Foucault. Il regroupait des chercheurs urbains, dont certains faisaient partie du Mouvement du 22 mars 1968, tels que Anne Querrien.

j'avais déjà interviewé les principaux acteurs locaux. A l'été 1983, j'avais fini *The City and the Grassroots*, et j'ai obtenu le prix Guggenheim, qui me finançait pour formuler de nouvelles hypothèses, sur le front de la recherche. J'avais proposé une étude du pouvoir local à partir de la comparaison Bologne, San Francisco et Madrid. Et puis, tout à coup, à l'automne 1983, la dynamique s'est tellement accélérée dans la *Silicon Valley* que j'ai trouvé beaucoup plus intéressant de me mettre à travailler sur les nouvelles technologies, la ville et le projet *The Informational City* [1989]. Pendant onze ans, depuis *La question urbaine*, j'ai suivi l'agenda de recherche que j'avais dessiné en 1971. Dans cette veine, il y a eu une recherche dérivée qui étaient mes travaux sur Hong-Kong et Singapour. C'était une étude comparative sur le rôle de la politique du logement dans le modèle de croissance économique. J'ai comparé Hong-Kong et Singapour en montrant à quel point la politique de logement, à travers l'action de l'Etat, était un élément clé du succès économique de l'Asie pacifique. Dans mon esprit, tous ces travaux convergeaient vers un livre qui traitait du rapport entre pouvoir local et l'Etat.

Avec *Monopolville*, vous adoptez la thèse rejetée jusqu'alors du capitalisme monopoliste d'Etat<sup>27</sup>. Vous êtes-vous rapproché des points de vue des marxistes orthodoxes qui étaient défendus par vos confrères communistes? Avez-vous eu l'occasion d'échanger ou de débattre avec ces chercheurs?

Absolument pas. La série de travaux issus de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat n'a aucune valeur intellectuelle et très peu de rigueur empirique. *Monopolville* a été partiellement contaminé par cette idéologie. Bien sûr, j'en ai débattu. Mais, en même temps, le désaccord était profond et ouvert, car ils m'ont à juste titre accusé d'être plus structuraliste que marxiste, de donner plus d'importance aux luttes sociales qu'aux luttes de classes et de sous-estimer l'analyse en termes de rapport entre capital et Etat. Tout cela est vrai, car au fur et à mesure que j'approfondissais ma recherche empirique, je m'éloignais de l'hypothèse insoutenable que la logique du capital était fondatrice de toute action sociale. *Monopolville* a été mon point de rupture, car il est devenu évident pour moi qu'une bonne partie de cette recherche était en train de devenir une plateforme idéologique au service d'intérêts politiques.

<sup>27</sup> La thèse du capitalisme monopoliste d'Etat suppose que l'Etat doit intervenir afin de pallier la baisse tendancielle du taux de profit et fournir une série de capitaux dévalorisés et en particulier des infrastructures. L'intervention de l'Etat peut se faire sous trois formes: la mobilisation de capitaux, l'accumulation de moyens de production, la concentration de la force de travail.

### 3.2 Du système urbain au modèle urbain

On retrouve dans *Monopolville* une rupture méthodologique forte, déjà inscrite dans votre article de 1969 *Vers une théorie sociologique de la planification urbaine* (paru dans *Sociologie du travail*) et reprise dans *La question urbaine* [1972]. Vous entendez approfondir l'idée que la planification urbaine est avant tout un moyen de contrôle social de l'ordre urbain. Etudier la planification urbaine suppose de prendre en compte l'ensemble du système urbain: le capital, les moyens de production, les logiques de reproduction de la force de travail, le système de production de l'urbain, les institutions, les pratiques. Or, si dans *La question urbaine* vous laissez ouverts le sens et l'intensité des articulations entre ces différentes instances du système urbain, dès le premier chapitre de *Monopolville* et c'est la thèse de l'ouvrage le sens de la relation est explicité: « Au commencement, dans une société capitaliste, il y a le capital, sa logique, ses transformations, son mouvement. » (p. 21) Ainsi, alors que le schéma causal de *La question urbaine* est très systémique, celui de *Monopolville* introduit une causalité linéaire.

Mon positionnement théorique n'était pas aussi fermé et – c'est une autocritique – je pense que la forme de l'ouvrage était plus fermée que la théorie. Cette analyse a été prise pour une théorie fermée, alors que j'ai toujours voulu avoir une profonde rigueur méthodologique. Nous avons traité du problème de la détermination économique du processus politique, mais nous n'avons pas su rendre compte de la complexité de fonctionnement des différents niveaux du processus politique.

A l'origine, la visée analytique de *Monopolville* était double: opérationnaliser l'analyse en termes de système urbain; montrer l'influence structurante de l'Etat en la matière. Indirectement, et suivant les travaux de Nicos Poulantzas (1968), je voulais en fait critiquer la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat selon laquelle l'Etat était l'agent direct des monopoles. Dunkerque était un terrain exceptionnel pour cela. Oui, les entreprises étaient dominantes, mais en même temps, la stratégie de développement industriel, régional et urbain partait de l'Etat. Nous n'avions jamais montré cela je crois. Je pense aussi que notre analyse de la planification urbaine comme terrain de négociation plutôt que d'imposition des intérêts de classes était nouvelle et a marqué un tournant dans l'analyse politique de l'urbain. Car je ne me plaçais pas dans l'analyse libérale, mais dans la négociation politique, au sein d'un cadre institutionnel structuré par des intérêts sociaux. Ceci dit, dans *Monopolville* nous nous sommes centrés sur

l'action de l'Etat central et nous avons négligé l'autonomie et la dynamique de la politique locale. Même si nous avons mené une enquête sur ce thème et avons traité du rôle des institutions locales, c'était relativement marginal par rapport à l'argument central.

Entre la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat, la théorie du système urbain et le modèle de Dunkerque, le lecteur perçoit souvent des confusions entre diverses grilles d'analyse. Qu'en pensez-vous?

Lorsque j'ai écrit *Monopolville*, mon sujet portait sur la production du système urbain, mais il y a eu la combinaison de trois influences qui ont expliqué les contradictions internes de ce travail: l'influence de la théorie du système urbain que j'avais construite dans *La question urbaine*, la contamination de *Monopolville* par la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat, et l'influence de la commande du ministère de l'Equipement. Ces contradictions me permettent de dire souvent que je considère *Monopolville* comme une faillite, mais une faillite féconde.

Quel a été le rôle exact de la commande du ministère de l'Equipement français dans la définition de la problématique?

*Monopolville* était une réponse à un appel d'offre de Michel Conan. Conan a été obsédé par une question qui m'intéressait aussi: le problème de la simulation et de la construction de modèles urbains. Par contre, peu de chercheurs urbains étaient intéressés par ce thème. Parmi les rares chercheurs urbains intéressés par ce sujet, Edmond Préteceille s'est lancé dans des recherches sur les jeux urbains, en abordant la question de la simulation.

A cette époque, Gabriel Dupuy a achevé une thèse de doctorat sur les jeux urbains, me semble-t-il?<sup>28</sup>

Oui, tout le monde s'est progressivement lancé sur ce thème, car Michel Conan y mettait beaucoup de financements. Mais franchement, j'avais aussi lu la thèse de Gabriel Dupuy sur les jeux urbains, sur leurs fonctionnements, mais cela ne me parlait pas du tout. Par contre, Michel Conan était vraiment emballé et il s'est rendu au MIT (*Massachusetts institute of technology*), aux Etats-Unis, pour discuter avec les stars des modèles urbains,

<sup>28</sup> Les jeux urbains sont des exercices de simulation dont les règles visent à reproduire les phénomènes urbains en attribuant à certains types d'acteurs (promoteurs immobiliers, acteurs publics,

des jeux de simulation, qui représentaient à l'époque les travaux à la mode. C'étaient de vrais modèles de simulation de la gestion urbaine du point de vue interne, avec des jeux stratégiques, organisés ensuite en modèle de simulation. Conan était fasciné par tout cela et son idée était de construire des modèles de simulation français pour entraîner les acteurs urbains: les élus, les associations d'usagers ou de quartiers, les fonctionnaires et les entrepreneurs. Il s'agissait de leur apprendre à jouer et, à travers cela, à bâtir une pédagogie de la gestion urbaine. Michel Conan s'est adressé à l'ensemble de l'équipe de chercheurs qu'il avait constituée autour d'un appel d'offre pour entamer des recherches sur ce thème au ministère de l'Équipement. Il a dit: « Maintenant, les amis, on fait des jeux! » C'était extrêmement amusant car, pour construire des jeux, il fallait d'abord que nous connaissions ce qu'était un jeu. Et donc nous jouions, nous jouions au *Monopoly*. On passait des séminaires entiers à jouer. Je me souviens d'une de ces rencontres au Casino de La Baule où nous avons passé une semaine à jouer au *Monopoly*. Cette phase d'apprentissage a duré un certain temps. Mais, en même temps, il fallait que l'on commence des recherches sérieuses sur ce sujet. Du coup, Edmond Préteceille a produit une critique épistémologique et politique des jeux de simulation. Dupuy s'est lancé dans un travail plus sérieux et approfondi sur les jeux urbains. Quant à moi, j'ai opté pour travailler sur les modalités d'introduction dans les jeux de simulation d'éléments du système urbain, du rôle de l'État et de la planification urbaine.

associations d'habitants) des comportements spécifiques. Les simulations sont sous-tendues par des modèles extrêmement élaborés et par une approche systémique des comportements. Les systèmes de villes conçus prennent en compte des relations entre des institutions, des acteurs économiques, des secteurs fonctionnels, des territoires. Dans les modèles, les interactions entre les différents éléments du système sont le plus souvent formatées par le programme (Dupuy, 1973). Le choix des interactions dénote d'une représentation quasi idéologique – et de toute évidence fonctionnaliste – de la ville. Gabriel Dupuy (1973) donne ainsi l'exemple d'un jeu où la construction d'une usine devait passer par la construction préalable de logements pour les ouvriers, elle-même dépendante de la création de commerces. L'existence d'un système et de règles mécaniques n'excluent pas pour autant la crise et les conflits. Les apprentis joueurs sont sans cesse confrontés à la résolution de crises, la simulation devant les aider à traiter ces difficultés dans la pratique. Ces jeux sont nés aux États-Unis dans les années 1960 dans une période de renouvellement des cadres de la planification et s'adressaient aux acteurs désireux de bâtir des stratégies et des tactiques pour une planification performante, apte à dépasser les conflits. Ils ont été importés en 1970 en France, à l'initiative de planificateurs du ministère de l'Équipement, pour « promouvoir l'innovation dans le domaine de la pratique de la planification et de la programmation urbaine » (Dupuy, 1973, p. 56).

Vous pensiez que pour créer un jeu, une modélisation dans le cadre français, il fallait dans un premier temps connaître extrêmement bien le fonctionnement du système urbain en France?

En effet. L'idée était donc d'apprendre tout d'abord aux chercheurs à jouer. Puis Michel Conan a dit qu'il fallait maintenant produire de l'information française pour réaliser ces jeux, en ne s'appuyant pas sur telle ou telle ville, mais en étudiant un ensemble de villes. J'ai tout d'abord proposé à Conan un projet de recherche faramineux qui portait sur l'analyse du système urbain partout dans le monde, dans des contextes capitalistes et socialistes, dans des pays riches et dans des pays pauvres. Ce projet représentait déjà plusieurs millions de francs à l'époque. C'était passionnant. Il m'a répondu que ce projet était intéressant mais qu'il représentait le budget de l'ensemble du programme de recherche, donc il n'était pas question de le financer. Alors il m'a dit: « Je te donne 200 000 francs et avec ces 200 000 francs tu fais ce que tu veux, tant que c'est une recherche qui peut être reliée aux modèles urbains et à la simulation. » 200 000 francs représentait une somme très conséquente à l'époque. Mon idée était alors de faire une analyse du système urbain tellement précise que la mise en musique de chacun des éléments du système aurait pu permettre, en les mathématisant, de créer un modèle urbain.

Conan était intéressé car il souhaitait bénéficier d'un matériau systématique sur une étude de cas qui puisse servir à la construction d'un modèle de simulation. De mon côté, j'avais l'occasion de faire une recherche approfondie pour opérationnaliser la notion de système urbain. Mon idée était toujours que l'élément central du système urbain était, dans le contexte capitaliste, l'élément P-production. Mais je souhaitais aussi démontrer que la gestion du système urbain relevait de la compétence de l'Etat, et que l'Etat intervenait fortement dans le système urbain à travers les politiques de planification urbaine. Donc c'est pour cela que *Monopolville* est une expression qui a beaucoup plu à un certain moment, mais qui allait assez loin dans l'ouvrage en attachant de l'importance non seulement aux grandes entreprises mais aussi à l'appareil d'Etat et au système urbain. L'objectif intellectuel visait, d'une part, à étudier la formation du système urbain à l'œuvre à partir de la dynamique et de la logique de l'élément P-production – considérant la production et pas seulement le capital; et, d'autre part, à analyser l'élément G-gestion en tant qu'initiative de l'Etat via la planification urbaine.

Pour conclure, cette démarche intéressait énormément Conan car il voyait qu'il y avait des personnes suffisamment folles pour essayer de reconstruire l'ensemble du système urbain d'une région métropolitaine



© Dukas / Keystone France

Le chantier naval de Dunkerque, 1955.

d'un point de vue empirique. De mon côté, cela m'intéressait parce que j'avais enfin la possibilité matérielle d'opérationnaliser ma théorie du système urbain présentée dans *La question urbaine*.

### 3.3 Dunkerque / exemple ou archétype?

D'emblée vous choisissez un des deux exemples les plus emblématiques d'intervention directe de l'Etat gaulliste dans la planification urbaine (Fos-sur-mer et Dunkerque). Pourquoi avoir choisi Dunkerque? Pourquoi n'avoir pas choisi des villes où persistait un capitalisme industriel de tradition familiale ou financière, fortement ancré dans les traditions notabiliaires locales, et où l'Etat jouait un rôle moins atypique?

Tout d'abord, je recherchais une situation exceptionnelle où je puisse analyser la production en temps réel d'un système urbain. Je recherchais donc une planification urbaine très forte où le rapport entre le système politique et le système économique soit directement affirmé et directement observable, sans devoir reconstruire l'histoire totale d'une ville. Je ciblais un nouveau territoire urbain en cours de constitution, pour en



analyser les processus. Et donc le choix de Dunkerque, parmi les grandes opérations d'aménagement, était intéressant, car c'était la seule opération qui consistait en un processus de développement multiple: au plan économique, des logements, des équipements, des structures institutionnelles. Alors que Fos-sur-mer était avant tout un pôle industriel.

Donc avez-vous choisi vous-même le cas de Dunkerque? Ou était-ce une commande de l'Etat?

Non absolument pas. C'était mon choix parce que je recherchais une maquette presque expérimentale pour analyser la production de la ville à l'œuvre. L'exemple de Dunkerque est assez exceptionnel, car il y a très peu de cas où cela peut se produire.



© Dikas / Keystone France

Le port de Dunkerque, 1937.



Vue générale de Dunkerque, années 1950.

Dans votre projet de départ, vous aviez l'ambition d'étudier plusieurs cas et de faire varier les contextes. Quelles villes souhaitiez-vous étudier selon la même méthode?

Je voulais choisir différentes villes en fonction de divers niveaux de développement. J'avais choisi Paris et Londres mais aussi Dunkerque, Moscou et Saint-Pétersbourg, alors que je ne connaissais rien à la Russie à ce moment-là. J'avais mis Sao Paulo, Santiago du Chili, New York, Los Angeles. Alors on m'a dit merci, c'est la théorie générale du système urbain que vous proposez, mais il n'est pas question de vous financer.

Dans quelle mesure pensez-vous qu'une démarche comparative aurait modifié vos résultats? Je pense en particulier à la dimension plus fermée de *Monopolville* car, certes, l'Etat produit l'élément G-gestion et intervient via la planification sur le système urbain, mais à la lecture du livre, l'Etat est en permanence vassalisé, asservi au grand capital industriel dunkerquois. Pensez-vous que c'est le terrain de Dunkerque ou bien la thèse du capitalisme monopoliste de l'Etat qui vous a conduit à soutenir une thèse si forte?

En effet, tout d'abord un programme de recherche comparatif aurait pu faire varier le rôle de l'Etat, le niveau de développement, mais aussi le mode de production dans une démarche analytique plus riche. En même temps, à ce moment-là, ce n'était pas faisable pour moi, mais, plus tard

dans mon parcours professionnel, je me suis engagé plus systématiquement dans des approches multiculturelles. Je voulais déjà le faire avec l'analyse du système urbain mais je ne pouvais pas.

Malgré tout, la valeur de *Monopolville* provient de l'énorme recherche empirique sur laquelle cet ouvrage s'appuie. Nous avons fait un travail de terrain de deux ans, Francis Godard et moi-même. Je suis allé tous les mois une semaine à Dunkerque. Je connaissais absolument tout sur Dunkerque: les acteurs, les quartiers, les entreprises. La richesse de la connaissance empirique a fait que malgré le carcan théorique, plusieurs choses sont inscrites dans l'ouvrage, qui vont au-delà d'une analyse excessivement formaliste.

Les travaux ultérieurs de Pierre Veltz sur Dunkerque (1977)<sup>29</sup>, alors jeune chercheur dans un bureau d'études (Beture), montrent que la crise urbaine dont vous vous faisiez l'écho était avant tout une crise de croissance, en particulier de la construction de logements. Il défend que l'image de « ville monopoliste » est conjoncturelle, accentuée par la croissance industrielle et démographique rapide que connaît la ville et aux déséquilibres afférents. Cette conjoncture liée à la croissance urbaine rapide de Dunkerque va s'effacer avec la crise pétrolière de 1973. Aviez-vous conscience du caractère ponctuel de vos observations ou pensiez-vous que cette incursion de l'Etat au plan local préfigurait un nouveau type de planification?

L'actualité a effectivement changé, mais une bonne partie de l'aire métropolitaine dunkerquoise a été produite physiquement, spatialement et fonctionnellement dans ces années-là. L'ambition du travail n'était pas de comprendre Dunkerque mais de montrer l'utilité d'une démarche analytique et théorique. Implicitement, ce que j'avais en tête c'était de me référer aux analyses classiques de la sociologie urbaine américaine, en prenant une ville et en montrant que ce que nous venions de trouver illustrait une série de processus sociaux représentatifs, comme l'école de Chicago l'avait fait pour la ville fonctionnaliste urbaine américaine.

<sup>29</sup> En 1977, Pierre Veltz achève un rapport sur la politique urbaine à Dunkerque de 1970 à 1977. Il prend comme point de départ *Monopolville*, publié trois ans plus tôt et réalise de nouvelles enquêtes de terrain sur place. Il critique le caractère événementiel du travail de Castells et Godard et montre qu'en 1977, suite au choc pétrolier de 1973, la situation a réellement changé « au moment où, grosso modo, Dunkerque semble sortir de la crise de croissance urbaine aiguë, mais pour entrer dans une crise économique profonde » (Veltz, 1977, p. 5). L'Etat a résolu la crise du logement et des infrastructures en investissant largement et commence à réduire sa présence institutionnelle. De plus, Veltz constate que la crise urbaine annoncée n'arrive pas, que la situation a certes été critique en phase de croissance, mais que les goulots d'étranglement identifiés par Castells et Godard tendent à se résorber.

Dans ce cas, si nous nous focalisons sur les résultats théoriques et analytiques, le fait que Dunkerque évolue différemment et ne soit plus une opération marquante du gouvernement français n'a pas d'importance, le résultat analytique reste.

### 3.4 Au-delà du capital et de l'Etat / quel pouvoir local?

Dominique Lorrain note que vous ne parlez pas du rôle du maire socialiste de Dunkerque qui se situait pourtant au cœur d'un réseau local, président d'associations de développement, de la communauté urbaine ou d'offices HLM et qui bénéficiait dès lors d'une certaine autonomie vis-à-vis du capital ou de l'Etat. Prenant au sérieux cette situation, pourquoi n'avez-vous pas considéré que les collectivités locales puissent être plus ou moins indépendantes de l'Etat, tout en adhérant aux intérêts de classes locaux?

En effet, ce n'est que dans un second temps que mon analyse de la planification urbaine a donné lieu à un article [1975d] qui nuancait la vision d'une planification considérée comme une action unilatérale de l'Etat sur le système urbain. J'ai montré dans cet article que la planification urbaine n'était pas le monde de l'imposition mais celui de la négociation, entre différents intérêts dominants ainsi qu'avec les intérêts subordonnés.

Je soulignais que ces diverses négociations se réalisaient avec des pipés au sein d'un cadre réglementaire qui n'était pas modifiable. C'est l'étude de ce cadre institutionnel et de cet ensemble de négociations qui me paraissait intéressante pour l'analyse de la planification urbaine.

Cinq ans plus tard, au sein du département de sociologie de l'Université de Berkeley où j'ai enseigné à partir de 1979, la planification urbaine comme système de négociation institutionnalisé est devenu une thèse que j'ai longuement discutée dans des séminaires. Ce n'était ni le système de négociation stratégique, « à la Crozier<sup>30</sup> », ni le système de négociation ouverte entre acteurs du pluralisme libéral américain, mais un système de négociation comprenant une structure sociale et une structure des intérêts, au sein d'un cadre institutionnel précis. Il convenait aussi de prendre en compte la capacité des acteurs dominants ainsi que celle des acteurs hors du système à constamment reconstruire et transformer ce cadre institutionnel.

<sup>30</sup> Michel Crozier, ancien chercheur au CNRS, a fondé puis dirigé pendant trente ans le Centre de sociologie des organisations. Il faisait auparavant partie de l'équipe d'enseignants de Nanterre avec Alain Touraine et Henri Lefebvre. Manuel Castells a toujours été opposé théoriquement à Crozier



Vue du port de Dunkerque dans les années 1950.

L'article qui a été tiré de *Monopolville* à ce sujet a été repris dans plusieurs publications en français et en anglais et a ensuite été édité dans le livre *City, Class and Power* [1978a], qui est une collection de mes articles en français traduits en anglais. Ce livre est selon moi ce qui reste de *Monopolville*.

Et ne trouvez-vous pas que cette analyse plus fine en termes d'action publique, de négociation et de cadre réglementaire n'est pas assez présente dans *Monopolville*?

C'est un chapitre au sein d'un livre de 500 pages, où la première partie porte avant tout sur la logique des entreprises monopolistiques. Je pense que le problème le plus important venait de la matrice théorique. Autant que je me souviens, la première partie était l'explicitation de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat. C'est la seule fois que j'ai utilisé cette thèse dans l'ensemble de mon travail. Je l'utilisais sans trop y croire, mais, en même temps, c'était la théorie dominante dans le marxisme français.

dont les analyses stratégiques des jeux d'acteurs et les conceptions libérales des acteurs politiques se situaient aux antipodes des analyses de sociologie politique structuralistes. Le cadre structuraliste visait à comprendre les modalités de régulation de la structure sociale par des acteurs fortement inscrits dans un triple système économique, politique, et symbolique, et laissait donc peu de place à l'autonomie des institutions et à la négociation.

Mais vous identifiez très rapidement dans l'ouvrage une défaillance de l'appareil d'Etat dans la politique du logement, en soulignant les goulots d'étranglement – en particulier d'ordre administratif et financier – qui limitaient la production des structures de consommation collectives (logements, équipements urbains). La tentative de contrôle de la planification urbaine par l'Etat s'est donc soldée par un échec?

En effet, mais je souhaiterais souligner qu'au moment où nous avons essayé de théoriser l'ensemble des résultats, l'action de l'Etat d'une part, et celle des grandes entreprises d'autre part, était tellement puissante que nous trouvions que la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat rendait bien compte de ce système. Nous avons été énormément influencés par le cas de Dunkerque, qui était un exemple clair de déploiement du capitalisme monopoliste sur le territoire, d'un côté, et de renforcement de l'action de l'Etat de l'autre. La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat pouvait être prise des deux côtés, et à Dunkerque, c'était l'Etat qui contrôlait le capital plutôt que le capital qui dirigeait l'Etat. Mais, dans les deux cas, cette thèse était trop simpliste. De ce point de vue, je pense maintenant que cette analyse fait de *Monopolville* un livre tout à fait daté, car c'est une thèse qui n'était pas une théorie sérieuse mais plutôt une tentative de formalisation d'une idéologie politique de gauche, se référant aux points de vue du Parti communiste non seulement en France, mais aussi dans le monde entier. Donc le schéma purement idéologique qui est à la base de *Monopolville* a dénaturé la compréhension du projet d'ensemble sur l'étude du système urbain à Dunkerque. Nous avions beaucoup de données mais peu étaient utilisées puisque l'argumentation s'attelait à démontrer que tout reposait sur la logique du capital. Alors que nous observions dans la réalité une série de contradictions et de problèmes pratiques entre différents acteurs sociaux qui infirmaient cette vision d'une logique du capital dominante et univoque sur le territoire de Dunkerque.

Dans la même logique, la conclusion du rapport de Ruthy Bercoff-Ferry et Henri Coing, publié à la même époque sur Dunkerque (1973)<sup>31</sup>, souligne le besoin d'analyser les rapports entre intérêts de classes au sein même des organisations. Cette ouverture de la boîte noire des institutions permet, selon eux, de sortir du cadre des relations entre capital et Etat. Quel regard

<sup>31</sup> Un an avant la publication de *Monopolville*, Henri Coing et Ruthy Bercoff-Ferry achèvent une recherche menée pour le compte du ministère de l'Équipement sur la planification urbaine à Dunkerque (1974). Dans ce travail, les auteurs s'attachent à comprendre le processus de production des institutions locales. Alors que *Monopolville* se concentre sur la relation entre



portiez-vous sur cette approche? Pourquoi ne pas l'avoir intégrée à vos réflexions sur les contradictions liées aux politiques urbaines?

Dans une deuxième partie, le livre s'engage dans l'analyse de la production de chacun des éléments du système urbain à Dunkerque. Or cette analyse souligne deux tendances contradictoires: la logique de l'élément P-production marque les autres logiques et, en même temps, chacun des éléments du système urbain est soumis aux contradictions des intérêts de classes. Ces contradictions conduisent à un système urbain éclaté qui ne fonctionne pas.

Donc, en fin de compte, lorsque j'ai présenté les résultats de la recherche à Michel Conan, il m'a dit: « Avec cette étude je ne vais sûrement pas faire de modèle de simulation ou de jeu, parce que personne ne suit les règles. Et vous montrez bien qu'il y a une liberté d'action, des conflits et des pratiques contradictoires qui font autre chose que ce vers quoi leurs intérêts les porteraient. C'est une réalité passionnante et c'est pour cela que je trouve cette recherche intéressante, mais elle ne nous sert à rien pour la construction de modèles de simulation car votre système urbain est plein de contradictions au lieu d'être cohérent. » Je pense que cela résume bien la façon dont nous avons essayé de surimposer une logique structurelle de domination des entreprises alors que finalement la façon dont elles dominaient à travers l'action de l'Etat ou à partir de la classe politique locale étaient extrêmement différentes.

Pierre Veltz (1977) livre une autre interprétation de la structure sociale et politique de la ville: l'espace politique dunkerquois est à saisir en creux, à travers la faiblesse des revendications et des luttes urbaines, la montée de l'individualisme, l'isolement tant à l'usine que dans la sphère périurbaine des ouvriers et des habitants, le développement des pratiques de consommation individualistes. En bref, on assistait à Dunkerque aux prémices d'une dissolution de la base des mouvements sociaux qui limitait dès le début des années 1970 l'émergence de mouvements sociaux.

Etat et capital, ce travail comble les lacunes en termes d'analyse du rôle et de la place des acteurs locaux. Les auteurs identifient en particulier le rôle des classes moyennes dans le maintien d'un équilibre politique à Dunkerque. Ce travail nuance la thèse de *Monopolville* selon laquelle les contradictions urbaines résultent des contradictions entre l'Etat et le capital. Selon les auteurs, les problèmes résident en réalité dans des incohérences profondes entre les différentes politiques d'Etat, que la planification urbaine locale, ou étatique, ne parvient pas à réguler ou corriger.

Que pensez-vous de cet argument d'une atomisation des pratiques individuelles?

Oui, je trouve que la remarque de Pierre Veltz est juste. En effet, il y a eu une atomisation des pratiques sociales, y compris des pratiques de révoltes, car le corporatisme de l'Etat se reflétait dans le corporatisme des syndicats qui ignoraient les thématiques urbaines. Donc il n'y a pas eu de mouvements sociaux urbains, mais des pratiques de révoltes, parfois violentes.

Du côté du pouvoir local, des collectivités et des institutions décentralisées, votre recherche semble être à cette époque originale. Ainsi, Alain Touraine souligne au congrès de Dieppe (1975), dans le cadre de la synthèse de la table ronde à laquelle vous aviez participé, que votre travail illustre une mutation profonde de l'action des institutions locales et des aménageurs: l'économique et le social étant de plus en plus imbriqués, la position d'aménageur tend à devenir plus complexe et plus politique. L'aménageur doit gérer non seulement les contradictions entre ces différentes sphères (économique, sociale, culturelle) potentiellement antagonistes et les tensions entre les différentes échelles de problèmes (international, national ou local). Pouvez-vous nous expliquer pourquoi cette approche était si innovante au milieu des années 1970, car aujourd'hui cette perspective paraît relativement commune?

La remarque de Touraine illustre précisément que le message nouveau et essentiel de *Monopolville* était de montrer l'autonomie du politique et la non-séparation entre l'économique et le social. Alors que tant les communistes que les technocrates proclamaient le déterminisme de la logique économique comme force irrésistible à laquelle il fallait s'adapter: l'impératif des forces productives. Bien sûr, chacun disait qu'il représentait mieux le développement de cette logique économique.

Vous qualifiez *Monopolville* de faillite féconde, en quoi était-elle féconde?

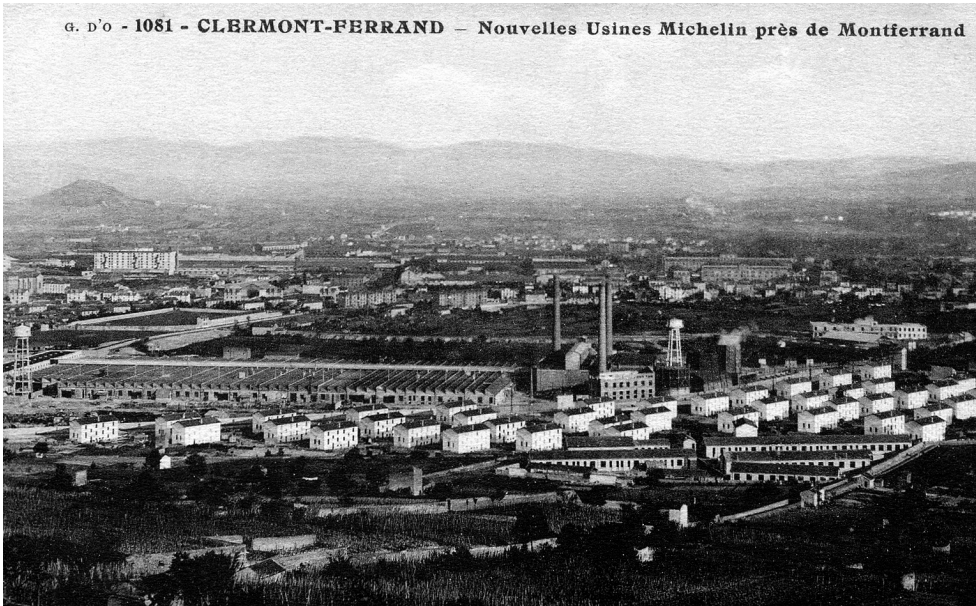
Selon moi, dans *Monopolville*, il y a deux niveaux d'analyse. Il y a tout d'abord le niveau du travail de terrain analytique, qui n'est pas descriptif, mais éclaté et sans cohérence théorique interne. Il est très riche et les personnes qui l'ont relu m'ont dit que c'est intéressant pour comprendre la dynamique urbaine et la dynamique de la production d'une structure urbaine. Il propose une analyse de la production du système urbain à partir



des pratiques contradictoires. Il y a ensuite une partie qui essaie de rétablir la cohérence d'ensemble, en faisant appel à une logique extérieure à celle observée, c'est-à-dire la logique d'un appareil d'Etat au service des intérêts monopolistes et des grandes entreprises. Or cette dernière logique a été tout à fait idéologique et a contribué à masquer la réalité que nous observons. C'est une faillite féconde car l'analyse de la ville en termes de système urbain et de pratiques sociopolitiques, qui était aux fondements de *La question urbaine*, a conservé toute sa pertinence, y compris après la publication de *Monopolville*. En effet, je m'attachais à étudier trois thèmes: la structuration de l'espace par la société, la pratique de la planification urbaine à partir de l'action de l'Etat et les pratiques sociales revendicatrices des mouvements sociaux.

Ces trois processus organisent l'espace dans lequel nous vivons et ces approches sont présentes dans *Monopolville*. Cela a été fécond car, malgré un carcan très formel et très idéologique, il y a dans cet ouvrage de nombreux éléments qui relèvent de cette ligne d'analyse. Je trouve qu'il était important de faire cette recherche, car l'analyse sociopolitique de l'urbain qui en ressortait était à mon sens tout à fait originale. J'ai toujours critiqué l'analyse purement libérale et stratégique de Michel Crozier, qui venait surtout de l'école de science politique américaine. L'approche en termes de jeux stratégiques visait à démontrer que toute personne organise des groupes sociaux autour de ses propres intérêts, que tout le monde

Usines Michelin et cités ouvrières à Clermont-Ferrand.



joue avec tout le monde, négocie. Pour ma part, je pensais qu'il était intéressant, d'une part, de voir comment le cadre institutionnel délimite l'espace de ces négociations et, d'autre part, comment ces jeux d'intérêts personnels sont structurés en fonction des intérêts sociaux. Le rapport entre structure sociale et jeux d'acteurs dans la pratique de négociation me semblait primordial à étudier.

### 3.5 *Monopolville*, de l'extrême à la rupture...

Aujourd'hui quel regard portez-vous sur *Monopolville*? Sur la substance même de l'ouvrage avez-vous des regrets? Pensez-vous que *Monopolville* peut encore expliquer le phénomène urbain? Les métropoles sont-elles des « monopolvilles »?

La grande valeur de *Monopolville* à mon avis a été de montrer que la conceptualisation des différents éléments du système urbain et de leurs rapports était utile. Nous avons aussi montré le caractère dominant de l'élément de production, ce qui était facile à Dunkerque, et c'est pour cette raison que nous avons choisi ce terrain. Cette analyse reste valable aujourd'hui dans la plupart des aires métropolitaines. Le développement de la *Silicon Valley* s'explique à partir de la production, tout comme Los Angeles, Paris ou Londres, tout en considérant la transformation des fondements de la création de valeur. Mais, en parallèle, l'élément production a une relation complexe aux autres, et même contradictoire dans certains cas. Et nous avons montré cela dans *Monopolville*.

*Monopolville*, comme action de l'Etat sur l'urbain, continue à être un modèle analytique important. Les *Docklands* à Londres, La Défense à Paris, le Plateau de Saclay ou les technopoles du Japon continuent à être l'expression de l'action directe de l'Etat sur l'urbain à travers l'organisation de la production. Changez le mot sidérurgie par électronique et *Monopolville* est une thèse plus vivante que jamais, sauf que le terme *Monopolville* est horrible et dénature l'analyse qui nous avons proposée, qui est en fait de compte plus riche et plus complexe.

Donc je considère qu'il s'agit d'une véritable recherche novatrice qui n'a pas percé parce que nous nous référons trop au discours dogmatique du capitalisme monopoliste d'Etat. J'ai eu une très mauvaise expérience de l'usage de cette thèse, et de ses conséquences sur l'image de notre travail, même si la recherche concrète ne validait pas ce discours. Les années 1973-1976 ont été pour moi des années où ma recherche a été menacée

par ma volonté d'être lié au discours politico-idéologique marxiste, qui était pour moi le langage du changement social des acteurs auxquels je m'identifiais.

Ensuite, l'expérience politique de la transition espagnole m'a appris qu'il fallait rompre avec ce genre de marxisme, et mon travail de terrain à Madrid et à Barcelone m'a fait me réorienter franchement vers le thème des mouvements sociaux. Enfin, suite à cette autocritique, j'ai décidé quand je suis arrivé à l'Université de Californie à Berkeley de ne plus tenir compte du langage politique dans ma recherche, et j'ai donc fondé mes analyses exclusivement sur ce que j'observais et sur ce que me paraissait utile pour comprendre ce que je voyais.

L'hypothèse de Dominique Lorrain est que ce livre a connu une fortune éphémère car il n'a pas été défendu. Francis Godard change de thématique, rompt avec le structuralisme et s'intéresse aux pratiques sociales, vous partez aux Etats-Unis et consacrez cette fin de décennie à votre œuvre sur les mouvements sociaux urbains. Etes-vous d'accord avec cette interprétation?

*Monopolville* avait plus d'intérêt qu'on ne le pense, mais je ne l'ai pas défendu pour couper définitivement avec le discours d'économie marxiste dont il était teinté. C'est un ouvrage de jeunesse, avec un énorme effort empirique, déformé par une erreur de jeunesse: lier trop étroitement la recherche à la politique.

Vous dites que Francis Godard a changé de ligne de recherche, que je suis parti aux Etats-Unis et que nous n'avons pas défendu *Monopolville*. C'est vrai, mais je n'avais pas non plus défendu *La question urbaine* et pourtant ce livre a eu une grande répercussion. Donc, je pense que l'essentiel du problème lié à la réception de *Monopolville*, qui est un énorme travail, vient du fait que l'ensemble du travail a été assimilé à la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat. Je crois que c'était le point le moins important de *Monopolville*, mais c'était ce qui marquait le début du livre. Et, très rapidement après le milieu des années 1970, tout le monde a rejeté la pertinence analytique de la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat. Voilà ce qui s'est passé et nous n'avons pas cherché à soutenir davantage cette théorie qui n'en était pas une et à laquelle nous n'avons je crois jamais cru.

Je pense qu'une des raisons pour lesquelles j'ai été heureux de quitter la France était de ne plus avoir à discuter avec des idéologues communistes qui proliféraient dans mon milieu de recherche et qui ont vraiment

créé une fiction de la réalité urbaine. Mon arrivée en Espagne d'abord, où pourtant il y avait beaucoup de communistes – mais qui vivaient dans le monde réel – et surtout à l'Université de Berkeley, avec de vrais chercheurs, a été une bouffée d'air frais qui m'a sauvé intellectuellement.

Les chercheurs contemporains disposent-ils, selon vous, des outils théoriques permettant de relier au sein d'une même ville différents objets: les structures de production, les politiques urbaines, la production des infrastructures et services collectifs, les luttes urbaines et les mouvements sociaux?

Les chercheurs contemporains disposent maintenant de meilleurs instruments pour étudier le système urbain, ses contradictions et son processus de gestion, surtout grâce à la capacité de l'informatique en faveur d'une analyse systémique. C'est maintenant que nous pouvons opérationnaliser *La question urbaine*, une fois modifiée et actualisée sur le plan théorique. Malheureusement, il y a un retour à la micro-sociologie urbaine: c'est plus facile, plus sympathique, et plus gratifiant. Mais c'est toujours le macro qui conditionne le micro, plus que l'inverse...

Mais pensez-vous que la quête d'un modèle urbain soit toujours une préoccupation pertinente pour la recherche contemporaine?

Oui, à condition de ne pas y introduire de positionnements normatifs. Le travail de recherche à l'époque de *Monopolville* était trop artisanal et prisonnier de l'idéologie. Aujourd'hui nous devons construire des modèles de relations socio-spatiales fondés sur l'observation, tout en s'appuyant sur l'informatique et les logiciels de modélisation. Il y a par exemple une agence d'écologie urbaine à Barcelone, subventionnée par la municipalité, qui a été capable de modéliser de façon dynamique l'ensemble de la structure et des flux urbains de l'aire métropolitaine.

Entre un cas « idéal-typique » et un cas exemplaire généralisable, quelle sorte de modèle privilégiez-vous? Ces modèles urbains doivent-ils être des cas typiques qui correspondent à une modélisation fonctionnelle et épurée comme pouvait l'être Dunkerque ou des exemples suffisamment complexes pour permettre d'éclairer différents phénomènes?

Il y a selon moi deux temps dans le processus de recherche. Tout d'abord, afin de comprendre la dynamique d'un modèle et établir des relations, il vaut mieux contrôler le maximum de variables et disposer de situations plus simples. De ce point de vue, Dunkerque offrait de grandes possibilités d'analyse. Ensuite, une fois la théorie construite et modélisée, il faut la confronter empiriquement à des situations complexes pour juger de son utilité en tant qu'outil d'analyse.

## Critiques et discussions

*Monopolville* n'a pas été discuté dans des revues académiques. La seule recension de l'ouvrage dans l'*International Journal of Urban and Regional Research* (IJURR) présente une synthèse du livre sans offrir de regard critique (Lebas, 1977).

Cependant, le travail de Pierre Veltz, achevé en 1977, va plus loin qu'une simple note de lecture et reprend l'analyse de la politique urbaine dunkerquoise à partir d'une nouvelle recherche de terrain. Il faut noter que la crise économique et le premier choc pétrolier de 1973 sont venus bouleverser l'actualité et remettre en cause non seulement le développement industriel mais aussi les politiques d'aménagement centralisées. Dans ce nouveau contexte, Veltz récuse l'idée même de *Monopolville*: selon lui cette expression résulte d'une extrapolation excessive du cas dunkerquois. Les auteurs ont pris, dit-il, pour des caractères structurels les traits d'une simple conjoncture de croissance forte, génératrice de déséquilibres. Après 1973, la crise économique atténue la présence des grandes firmes dans l'espace urbain et l'intervention de l'Etat se restreint à partir des coupes budgétaires de 1972. Les deux grands acteurs de *Monopolville* semblent donc se retirer progressivement.

De plus, Pierre Veltz localise le pouvoir justement là où Castells et Godard étaient étonnés de ne rien trouver. Quand les auteurs espèrent voir émerger, enfin, des mouvements sociaux qui réagiraient à la crise urbaine rampante, Veltz explique que le politique organise en réalité le vide des mouvements sociaux et qu'à Dunkerque, pour un certain de raisons structurelles, les contradictions sociales sont impossibles à exprimer.

## ***Monopolville*, vingt-cinq ans plus tard**

Dans une lecture plus récente de l'œuvre, Dominique Lorrain (2001) énonce une série de commentaires supplémentaires. Le sociologue, avec 25 ans de recul, dénonce l'approche systémique et mécanique de l'urbain: « La société se représente à partir d'organes centraux; eux-mêmes exercent des forces sur d'autres éléments et en bout de chaîne ce qui se passe dans l'urbain apparaît comme le produit de ces déterminations-là. *Monopolville* reste le produit d'une pensée scientiste et hypothético-déductive, très éloignée des paradigmes actuels de la cybernétiques et des fractales avec autonomie des acteurs, coproduction des règles et des structures, interactivité. » (Lorrain, 2001, p. 254)

Par ailleurs, le critique identifie un certain nombre de contradictions internes à l'ouvrage, en particulier entre la théorie initialement posée et le terrain, qui peut à tout moment dépasser ou contredire la théorie. Lorrain suggère que la théorie appauvrit la richesse du terrain. Il note que les auteurs identifient à plusieurs reprises des réalités qui n'entrent pas dans le cadre de la thèse du capitalisme monopoliste d'Etat. Le plus emblématique est l'échec de la tentative de contrôle direct du grand capital et de l'Etat sur les politiques de logement: l'Etat ne se donne pas les moyens administratifs et financiers de réaliser les logements nécessaires à l'absorption de la croissance de la main-d'œuvre; les entreprises refusent d'assumer ce problème et se reportent sur des solutions palliatives (foyers de travailleurs, baraquements). Dans ce cas, Dominique Lorrain se demande comment il est possible de défendre que d'un côté les entreprises contrôlent l'instance consommation du système urbain (la production de logements nécessaire à la reproduction de la force de travail) et déplorer, de l'autre, qu'elles refusent de prendre en charge ce problème. On perçoit plus une défaillance de l'appareil d'Etat qu'une mise à disposition de sa politique au service du capital. De telles contradictions entre théorie et terrains réfutent la thèse de *Monopolville*. Mais la structure hypothético-déductive de la démarche place la théorie avant le terrain; Dunkerque n'est pas une monographie locale mais l'illustration des tendances structurelles déjà inscrites dans le schéma théorique.

## Bibliographie

Amiot, Michel (1986). *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*. Paris: Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Bercoff-Ferry, Ruthy, Coing, Henri (1973). *La planification urbaine à Dunkerque. Les éléments du dossier*. BETURE, Paris.

Dupuy, Gabriel (1973). « L'idéologie des jeux urbains. », *Espaces et sociétés*, n°8, février.

Lebas, Elizabeth (1977). « *Monopolville: the Economic and Political Logic of Capital.* », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 1, n°1.

Lorrain, Dominique (2001). « Un livre extrême. Manuel Castells et Francis Godard: *Monopolville* (1974). » in Lepetit, Bernard et Topalov, Christian. *La ville des sciences sociales*. Paris: Belin.

*Politiques urbaines et planification des villes. Actes du colloque de Dieppe 8-10 avril 1974.* (1975). Paris: Mission de la recherche urbaine et Commissariat général au Plan.

Poulantzas, Nicos (1968). *Pouvoir politique et classes sociales de l'Etat capitaliste*. Paris: François Maspéro.

Touraine, Alain (1975). « Rapport du groupe: "évolution historique de la planification française". » in *Politiques urbaines et planification des villes. Actes du colloque de Dieppe 8-10 avril 1974*. Paris: Mission de la recherche urbaine et Commissariat général au Plan.

Veltz, Pierre (1977). *La politique urbaine à Dunkerque. 1970-1977*. BETURE, Paris.





## La ville des mouvements sociaux / *The City and the Grassroots* [1983b]

Manuel Castells publie *The City and the Grassroots* en 1983, quatre ans après son arrivée sur le campus de Berkeley, Californie. L'auteur rédige une version française de cet ouvrage, sa thèse de doctorat d'Etat, soutenue en Sorbonne en 1983, intitulée *Changer la ville. Eléments pour une théorie sociologique des mouvements sociaux urbains*. Le livre reprend près de quinze ans de travaux empiriques, consacrés à l'analyse approfondie des mouvements sociaux urbains.

Méconnu du public français, cet ouvrage représente pourtant une étape clé du cheminement de l'auteur. Comme le souligne Michel Amiot dans *Contre l'Etat, les sociologues* (1986), Manuel Castells opère à la fin des années 1970 une double rupture théorique et méthodologique. Au plan théorique, il prend ses distances à l'égard du structuralisme qui fondait l'ossature de *La question urbaine* et de *Monopolville*, en reconnaissant l'impossibilité du marxisme urbain à joindre une analyse des structures à une analyse des acteurs sociaux. Au cours des années 1970, nous le verrons, les résultats jugés décevants d'une étude séminale sur les mouvements sociaux à Paris avaient conduit le sociologue à identifier les origines de cette faillite intellectuelle dans l'obstacle épistémologique que constituait la séparation entre le système urbain d'un côté et les mouvements sociaux de l'autre. Au plan méthodologique, il affirme d'emblée le besoin de rompre avec les grands schémas théoriques des années 1970 qui conféraient au terrain une vocation essentiellement illustrative. Le passage d'une méthode

hypothético-déductive à une méthode itérative, fondée sur des allers-retours constants entre empirie et théorie, caractérise une rupture presque philosophique avec le milieu intellectuel français, au sein duquel Manuel Castells évoluait depuis près de vingt ans.

*The City and the Grassroots* apparaît donc comme un ouvrage novateur au tournant des années 1980. Pour tenter de répondre à la problématique récurrente de la production de la ville, Castells s'appuie cette fois sur l'analyse des acteurs sociaux et sur la capacité de transformation de la ville et de la société par les mouvements sociaux urbains.

Avec vingt ans de recul, plusieurs questions ont guidé cet entretien: quelles sont les motivations et les conditions du départ de Manuel Castells pour Berkeley? Quels sont les motifs de sa rupture avec le structuralisme et le marxisme urbain? Quelle a été l'influence de ce changement d'environnement académique sur ses partis pris théoriques et méthodologiques, et réciproquement? Comment le sociologue a-t-il élaboré son concept de mouvement social urbain?

## Situation et synthèse de l'œuvre

Situer *The City and the Grassroots* suppose de prendre en considération l'évolution du parcours de l'auteur dans son analyse conjointe des mouvements sociaux et des changements urbains. Le politiste britannique Stuart Lowe (1985), de l'Université de York, propose une lecture en trois phases de la théorie castellsienne des mouvements sociaux urbains.

Une première phase se déploie à travers la démarche structuralo-marxiste. Le rôle et l'efficacité des mouvements urbains dépendent de leur capacité à relier luttes urbaines et luttes ouvrières. Ce mot d'ordre traverse l'ensemble de l'œuvre francophone de Castells, de *La question urbaine* en 1972 à *Crise du logement et mouvements sociaux urbains – Enquête sur la région parisienne*, publié avec Eddy Cherki, Francis Godard et Dominique Mehl en 1978, dont la conclusion offre une synthèse:

« Les mouvements sociaux urbains ne peuvent se développer en l'absence d'un mouvement ouvrier et populaire fort, organisé, ayant un projet politique, sans courir le risque d'être décimés dans leur affrontement avec le pouvoir ou d'être de nouveau ré-orientés et en quelque sorte canalisés sur des objectifs strictement urbains. » [Castells *et al.*, 1978, p. 550]

Un constat dont nous pouvons retrouver l'origine, avec Michel Amiot (1986, *op.cit.*), dans *La question urbaine*, où Castells jugeait déjà que les mouvements ouvriers et les mouvements sociaux urbains affrontaient en

ordre dispersé un adversaire commun: le capitalisme. Dominique Lorrain se souvient d'un Castells militant lors d'un colloque en 1973 à Grenoble: se levant devant une salle comble d'élus et de militants des partis communiste et socialiste, il rappela le besoin d'articuler le mouvement syndical aux mouvements sociaux urbains (Lorrain, 2001, p. 230). Chercheuse de l'équipe Castells-Godard, Dominique Mehl propose néanmoins une lecture distanciée des travaux auxquels elle a participé dans les années 1970: « Longtemps les luttes urbaines ont été, en France, plus visibles dans la littérature sociologique que sur la scène sociale. » (1980, p. 26) La sociologue parle d'un écart certain entre les ambitions théoriques structuralistes qui prônaient l'unification des luttes urbaines et ouvrières et la réalité observée: une constellation d'initiatives non unifiées, pour la plupart portées par des couches moyennes, dont les revendications se focalisaient sur le thème du cadre de vie. C'est par la vacuité du terrain que semble donc s'être épuisée l'ambition scientifique.

Malgré cet échec, la volonté des intellectuels d'étudier les mouvements sociaux ne tarit pas. Lors d'un colloque intitulé Prendre la ville, Manuel Castells déclare encore en 1976 que les « luttes urbaines se placent de plus en plus au centre des enjeux sociaux et politiques des sociétés capitalistes avancées. » Michel Amiot défend que cet attrait pour l'analyse des contestations urbaines trouve ses fondements dans le profil sociologique des intellectuels qui s'y engagent:

« Pour le jeune sociologue qui a vécu la conjonction manquée du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant, la dispersion des jeunes intellectuels au cours du mouvement de Mai 1968, la dispersion impliquée dans le pluriclassisme des luttes est une préoccupation qui le met directement en question. L'attente et l'espoir d'une convergence des luttes ouvrières et des luttes urbaines, où militent les couches moyennes auxquelles appartiennent les sociologues, fournissent la motivation première, qui les conduit à édifier une construction théorique capable d'expliquer et de prévoir la convergence attendue. » (Amiot, 1986, *op. cit.*, p. 146)

C'est ainsi qu'avec le premier virage théorique, ce n'est plus l'alliance des luttes urbaines et des luttes ouvrières qui est invoquée mais le rapprochement des couches moyennes et des ouvriers autour de revendications communes. A partir de la seconde moitié des années 1970, dans une deuxième phase, Castells adoucit sa position. Pour Stuart Lowe (1985, *op. cit.*), ce premier changement de cap est visible en comparant la version française de *La question urbaine*, publiée en 1972, et l'édition en anglais, publiée en 1977. Dans la seconde, une cinquième partie est ajoutée, où l'auteur défend que le principal enjeu des mouvements urbains est de coaliser différentes classes,

des ouvriers aux classes moyennes, autour de problématiques de consommation collective. A travers ce premier virage « urbaniste », dont l'ouvrage anglophone *City, Class, and Power* [1978a] reste empreint, Castells met en exergue le caractère prioritaire de secteurs tels que le logement, les services publics ou les transports, sièges d'inégalités, où la fracture entre privé et public devient un enjeu suffisant pour rassembler classes moyennes et prolétaires. S'il persiste à s'adosser à une démarche structuraliste, dissociant des contradictions de premier et de second rang, les enjeux urbains sont plus présents dans cette deuxième phase.

Il faut attendre *The City and the Grassroots* – c'est la troisième phase – pour voir le sociologue transformer sa théorie et passer de mouvements sociaux urbains dépendant de la structure sociale, à une relative autonomie des mouvements sociaux vis-à-vis du pouvoir politique et de la structure de classes. D'aucuns y perçoivent l'influence du néopluralisme américain qui tend à reconsidérer la transformation de la société par le bas. Au début des années 1980, les recherches sur les mouvements sociaux s'intéressent aux mouvements de base, usuellement qualifiés par le terme intraduisible de *Grassroot Movements*. La structure sociale et la lutte des classes ne sont pas les seuls facteurs de transformation de la société. Le politique n'est pas le seul vecteur de changement, les forces sociales de la rue peuvent aussi transformer la ville, et donc la société. C'est dans cette mouvance, résolument plus ouverte que celle du marxisme urbain des années 1970, que s'inscrit *The City and the Grassroots*.

Castells ne se préoccupe plus de la base sociale des mouvements urbains, de l'origine de classe des militants. La nouvelle typologie des mouvements ne se fonde plus sur la structure sociale mais sur les revendications qu'ils portent; un moyen d'éviter les désormais classiques débats sur l'articulation, ou non, entre ouvriers et couches moyennes. Nous le verrons en conclusion, certaines critiques lui reprocheront d'ailleurs le peu de considération accordée à la base sociale et aux contextes institutionnels de mobilisation des mouvements sociaux.

Le premier produit de l'ouvrage est une collection d'études de cas tout à fait innovantes pour l'époque, n'hésitant pas à employer des méthodes mixtes quantitatives et qualitatives, ethnographiques et statistiques, pour approfondir le travail de terrain. Un premier chapitre présente une mise en perspective historique des mouvements sociaux et des transformations urbaines, avec différents cas, dont les contestations des communautés castillanes en 1520, le mouvement de la Commune de Paris en 1871 et la grève des loyers de Glasgow en 1915. Ensuite, l'auteur se consacre, au cours des

quatre chapitres centraux de son ouvrage, à l'analyse de situations contemporaines aux contextes culturels fortement contrastés :

- les mouvements des grands ensembles dans la région parisienne, dont l'ambition première est le développement d'un syndicalisme de consommation collective, centré sur des revendications relatives aux politiques de logements et aux infrastructures et services collectifs;
- les mouvements gays et latinos de San Francisco qui placent l'identité culturelle et ethnique au cœur de leurs projets de transformation de la ville;
- les mouvements de quartiers latino-américains – à Lima, Santiago du Chili et Mexico – qui se positionnent dans une relation dialectique aux pouvoirs et partis politiques, faite de dépendance et de décentralisation, caractéristique de l'urbanisation dépendante des villes en développement;
- les mouvements de quartiers madrilènes – qui représentent pour l'auteur la quintessence du mouvement social, le fondement de sa théorie – qui ont réussi à combiner trois types de revendications liées à la consommation collective, à la promotion d'une identité culturelle et aux attentes de décentralisation du pouvoir politique.

Manuel Castells fait montre par la même occasion d'une profonde rigueur méthodologique, dévoilant dans une riche annexe la construction de ses schémas et catégories d'analyses, au risque de s'exposer à la critique.

Le chapitre conclusif présente non pas une synthèse mais une théorie des mouvements sociaux urbains, multiculturelle, fondée sur les quatre monographies. Outre les études de cas, le deuxième produit de l'ouvrage est une définition, étayée empiriquement, des mouvements urbains. S'appuyant sur l'actionnalisme tourainien, l'auteur consolide le concept de mouvement social en tentant d'en délimiter le périmètre, jugé trop élastique dans les textes d'Alain Touraine. Pour être qualifié comme tel, un mouvement social urbain doit combiner trois objectifs centraux étudiés un à un dans les cas parisiens, californiens et latino-américains et reliés dans le cas exemplaire de Madrid :

- Agir sur les fonctions de consommation collective d'une ville, en mettant en exergue la valeur d'usage des services et des biens collectifs. Cette représentation s'oppose à la valeur d'échange qui tend à prendre de l'ampleur avec la privatisation des espaces urbains.
- Rechercher une identité culturelle autonome, fondée historiquement ou ethniquement, s'opposant à la communication de masse, à l'uniformité et à la standardisation progressive des cultures.
- Promouvoir une autogestion, une décentralisation des pouvoirs à l'échelle des quartiers, s'opposant à l'État centralisé et à la tendance à l'indifférenciation de l'administration au plan territorial.

Ce modèle de mouvement social doit de plus se définir lui-même comme urbain (et non comme ethnique, religieux ou de classe) et, tout en restant autonome, il doit savoir utiliser à son profit les médias, les experts et les forces politiques en présence. De ce point de vue, Manuel Castells accorde une importance primordiale à l'autonomie des mouvements sociaux vis-à-vis du pouvoir politique. La participation à l'action politique est un baiser de la mort, qui peut être productif, mais qui provoque par la même occasion la perte du mouvement.

#### 4.1 De la France aux Etats-Unis, un changement de cap méthodologique

Entre *Monopolville* et *The City and the Grassroots* près de dix années se sont écoulées et votre parcours professionnel a largement évolué. En relisant les motivations de votre départ pour les Etats-Unis, dont vous donniez déjà quelques explications dans cet ouvrage, vous apparaissez très dur avec la communauté scientifique française: ronronnante, décalée, autocentrée. Dans quel contexte avez-vous décidé de quitter la France et l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales?

J'ai commencé à prendre mes distances de l'EHESS lorsque je suis retourné en Espagne en 1976, après la mort de Franco. Je n'ai pas quitté complètement l'EHESS, j'y gardais mon poste. Auparavant, il m'était difficile de m'y rendre, même si j'y allais, je ne dirais pas clandestinement, mais semi-clandestinement, dès que j'ai commencé à être connu, la première fois en 1972. Mon nom était sur la liste des personnes qui devaient être arrêtées à la frontière. Mais j'étais suffisamment connu pour que je puisse faire des conférences publiques à Barcelone, à l'Université ou dans les mouvements de quartiers. Entouré par des centaines de personnes, avec des journalistes, là la police ne pouvait pas m'arrêter, cela aurait été un scandale, j'étais trop connu... Mais je ne pouvais pas passer légalement la frontière. Alors je m'arrangeais. Il fallait aussi que je dorme chez des amis qui n'étaient pas contrôlés. Je suis donc rentré en Espagne en novembre 1976. Je voulais vraiment participer à la transition démocratique. Mais mes livres étaient déjà des manuels en Espagne. J'étais connu comme quelqu'un de gauche, mais au sens large du terme, aussi bien les socialistes que les communistes et les gauchistes utilisaient mes travaux. Cependant,

l'université espagnole restait fondamentalement conservatrice. Il n'ont pas accepté de m'offrir un poste. Ils ont même soutenu que mes diplômes français n'étaient pas valables en Espagne. J'avais deux licences, un doctorat de troisième cycle et j'étais en train de passer un doctorat d'Etat. Ils m'ont demandé l'équivalence de diplômes, tout en bloquant la procédure. Au point qu'en 1978, je commençais à me fatiguer, et en trois mois j'ai rédigé une thèse de doctorat en Espagne à l'université de Madrid. J'ai pensé que si j'étais aussi docteur en Espagne ça m'aiderait mais cela n'a rien changé, mes candidatures étaient constamment bloquées.

A ce moment-là, je faisais un travail très sérieux d'analyse des mouvements de quartier à Barcelone et surtout à Madrid, entre 1977 et 1979. J'ai décidé de conserver mon poste à Paris à l'EHESS; je dépensais la moitié de mon salaire en allers-retours. Je vivais à Madrid, j'allais à Paris un jour par semaine. Le matin, je faisais mon séminaire. L'après-midi, je voyais mes étudiants et je revenais à Madrid.

En 1979, il y a eu les premières élections municipales démocratiques. Les socialistes et les communistes ont pris ensemble le contrôle de toutes les villes de plus de 100 000 habitants. Les mouvements de quartier ont été essentiels dans cette transformation. Moi j'étais très proche de tous; je jouais un rôle dans les négociations importantes. Pour moi, mon travail était fini: les mouvements de quartier étaient forts, la gauche au pouvoir municipal. La tentation a alors été de passer vraiment à l'action politique, au sens fort du terme. On m'a proposé un poste de député-maire à Madrid, ou de responsable politique ici ou là. Mais je ne le souhaitais pas, car pour moi, cela a toujours été clair: j'étais très politique, très politisé mais pas du tout dans un appareil politique. Je ne me voyais pas obéissant aux ordres d'un parti ou me lancer dans une carrière politique. J'étais le vieux style de militant politique qui croit au contenu de la politique plutôt qu'à la carrière.

D'un autre côté, je m'étais totalement désinvesti de Paris, aux plans professionnel et personnel. Et la fin des années 1970 était une période de déprime totale pour la gauche intellectuelle à Paris. Je terminais ma thèse en Espagne et, par hasard, m'arrive l'offre de chaire de sociologie urbaine à Berkeley, l'une des meilleures du monde. Je n'étais pas candidat, je n'étais même pas au courant. Je m'étais rendu à Berkeley une fois, mais je ne savais pas qu'il y avait un poste.

Qui vous a proposé cette chaire? Comment s'est déroulé votre recrutement à Berkeley?

C'est le département de planification urbaine et régionale qui me l'a proposée. J'ai aussi par la suite rejoint le département de sociologie. Ils m'ont dit que si cela m'intéressait, j'étais le candidat privilégié.



© Charles Harbutt / Rapho

Etudiants de Berkeley au début des années 1980.

Qui exactement, Melvin Webber?

Non, Melvin Webber était plutôt méfiant à mon égard, il était de droite et très conservateur.

Oui, mais il était directeur du département de *city planning* me semble-t-il?

Non, il n'était pas le directeur, mais la personne la plus influente du département.

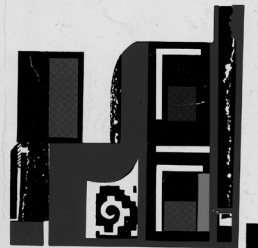


En réalité, ce sont les étudiants qui ont dit « on veut Castells ».

C'est vrai qu'à Berkeley des étudiants sont membres des commissions de recrutement des professeurs?

Oui, il y a des commissions dans lesquelles les étudiants sont représentés. Mais le vote est un vote du département d'abord, puis d'un comité réunissant des représentants de l'ensemble de l'Université. Les étudiants ont dit: « On le veut absolument, c'est notre candidat. » A cette époque, l'Université voulait faire la meilleure chaire de sociologie urbaine. Et ils ont reçu les candidatures des meilleurs sociologues urbains des Etats-Unis, dont Herbert Ganse, Lisa Peattie, Mike Miller, etc. Toute la vieille garde, des gens très respectables. Mais pour contenter les étudiants ils m'ont mis dans le lot. Je ne savais rien de tout cela, jusqu'au moment où ils m'ont demandé si ça m'intéressait ou pas. « Si ça vous intéresse, on vous invite à venir faire une conférence. » Je n'étais même pas décidé, je m'étais totalement investi dans la politique en Espagne, mais j'y suis allé. C'est toujours intéressant de faire le voyage, de voir ce qui se passe. Je suis allé présenter ce qui était déjà *The City and the Grassroots*, mon travail, mes projets avec les étudiants. Le vice-recteur de l'Université, membre de la commission, était très libéral et ne connaissait rien à mes travaux. Il m'a défendu au département, disant qu'il fallait choisir l'avenir. Il y a quand

# THE CITY AND THE GRASSROOTS



MANUEL CASTELLS

même eu une opposition de la vieille garde conservatrice qui a tout fait pour me barrer la route, je ne l'ai su que par la suite. Mais la majorité du département, les professeurs, m'ont finalement élu.

C'était pour moi le moyen de m'échapper de l'Espagne où je n'avais pas de poste à l'université. Si je restais en Espagne, il fallait que je me consacre à la politique et perde mon travail de recherche. Et, à Paris, j'étais très insatisfait de la qualité de la recherche, des débats trop philosophiques, théoriques. Mon point de référence avait toujours été l'université américaine. En parallèle, Touraine, pour essayer de me retenir, avait présenté ma candidature à une direction d'études à l'EHESS. En effet, ma situation était très spéciale: j'ai enseigné, j'ai dirigé un séminaire en sociologie urbaine, des thèses. Tout comme un directeur d'études, mais sans en avoir le titre. J'étais maître-assistant avec fonctions de directeur d'études. Alors Touraine, pour essayer de me retenir, a voulu me faire nommer directeur d'études et l'Ecole a refusé parce que j'étais trop jeune.

Quel âge aviez-vous?

35 ans. Mais, surtout, Bourdieu a bloqué ma candidature. Ce n'était pas contre moi personnellement, mais parce que cette proposition venait de Touraine et Bourdieu bloquait tout ce qui venait de Touraine. C'était la lutte pour voir qui entrerait au Collège de France, c'était la seule chose qui comptait.

Mais Bourdieu n'était-il pas déjà entré au Collège de France?

Non toujours pas, c'était le moment de la lutte. Bourdieu a immédiatement proposé Boltanski, Touraine m'a proposé. Alors les proches de Touraine ont bloqué Boltanski et les proches de Bourdieu m'ont bloqué. Plus tard, Boltanski a été élu parce qu'il est resté. Toutefois, ce n'était pas la cause de mon départ, les gens croient que c'est parce que je n'ai pas eu de poste que je suis parti. Je suis parti en Espagne pour des raisons politiques, puis j'ai eu ce poste à Berkeley. Cela m'a permis de m'échapper de Paris que je trouvais de plus en plus étouffant au plan intellectuel.

Je ne comprends pas exactement votre ressenti à l'égard du système français. Car lorsque vous êtes arrivé, cette dimension philosophique, privilégiant les disputes intellectuelles, les débats théoriques et conceptuels était très présente, et en particulier à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Le monde académique français a-t-il vraiment changé en dix-sept ans?

Je ne considérais pas que je faisais partie de ce système. J'étais proche de Touraine qui n'aimait vraiment pas ça. Touraine a toujours eu un côté assez partagé intellectuellement. D'un côté, il était un très bon sociologue empirique. Son premier travail sur l'évolution du travail industriel aux usines Renault est une merveille d'analyse empirique, détaillée. Il a produit des travaux un peu moins sophistiqués, mais tout aussi intéressants: ses recherches sur la classe ouvrière, sur les ouvriers d'origine agricole, sur le mouvement de mai 1968. Mais, comme tous les intellectuels, il préférait la grande théorie. Il publiait des livres théoriques tout en croyant vraiment à la recherche empirique à l'américaine. Bourdieu par contre ne croyait pas aux fondements de la recherche empirique. Je me rappelle de mon premier congrès de sociologie en France, dès les années 1960, où Bourdieu a fait une grande déclaration: « Moi je n'ai pas été aux Etats-Unis! », comme titre de gloire et il a reçu une ovation extraordinaire. C'était le côté « nous les Français de gauche contre ces Amerloques. » Alors que Touraine était allé à Columbia, il était très lié à Paul Lazarsfeld. Et, à l'Ecole des Hautes Etudes, ils ont organisé un programme de formation des étudiants de doctorat et de 3ème cycle auquel j'ai participé et qui était vraiment de la sociologie américaine à Paris: des statistiques, des modèles formels, des enquêtes, l'étude de tous les textes de la sociologie américaine.

Je voulais partir aux Etats-Unis pour faire ma thèse et Touraine ne m'a pas laissé partir. Il m'a offert un poste d'assistant pour que je reste. Ensuite, par intérêt intellectuel, j'allais aux séminaires d'Althusser et j'ai développé une très bonne amitié avec Nicos Poulantzas. Mais ce n'était pas ma filière professionnelle. Mon premier poste à Nanterre et mon premier poste à l'Ecole des Hautes Etudes étaient des postes de méthodologue.

Dès l'introduction de *The City and the Grassroots*, vous mettez en exergue une certaine volonté de rupture théorique et surtout méthodologique: « Nous voulons corriger les excès du formalisme théorique qui a submergé les sciences sociales en général et certains de nos travaux précédents en particulier. »<sup>32</sup> Vous dites aussi: « ces modèles théoriques (du fonctionnalisme au structuralisme, ou de l'interactionnisme symbolique au marxisme) sont devenus aussi inutiles que sophistiqués. »<sup>33</sup> Nous reviendrons ensuite sur la rupture méthodologique qui prévaut à l'argumentaire et à la structure de l'ouvrage. Est-ce votre départ des Etats-Unis qui vous a fait changer d'avis, ou cette rupture méthodologique était-elle plus ou moins en gestation?

Non, mon départ pour les Etats-Unis est vraiment la conséquence de mon positionnement méthodologique... Encore une fois, j'avais toujours privilégié la recherche empirique. Mais, ce qui me plaisait en France, c'était le rapport au politique. Toutefois, je trouvais d'une part que cette politisation étouffait la recherche, empêchait de faire des recherches de bonne qualité. Et la soi-disant école française de sociologie urbaine était tellement idéologique, tellement biaisée par des constructions théoriques et fondées sur les intérêts des partis que c'était devenu impossible pour moi de rester. D'autre part, je m'engageais dans la politique réelle grâce à ma participation à la transition démocratique espagnole. Mais une fois que l'Espagne était redevenue une démocratie normale, je pouvais vraiment me consacrer à 100% à la recherche.

Vous sentiez-vous encore plus libre dans cette nouvelle Espagne que vous ne l'étiez en France?

Oui, d'une certaine manière. En France, j'assistais à des élucubrations théoriques avec de temps en temps des recherches. Mais en Espagne il n'y avait absolument rien. C'était le désert complet dans les sciences sociales. Les gens les plus heureux faisaient de la politique. Donc l'option de rester en Espagne ne pouvait être que politique.

J'ai toujours pensé que la bonne recherche se faisait en Amérique. J'ai toujours admiré à juste titre la recherche en sciences sociales aux Etats-Unis. J'étais d'une certaine manière intellectuellement pro-américain,

<sup>32</sup> « We seek to rectify the excess of theoretical formalism that have flawed social sciences in general and some of our earlier work in particular. » [Castells, 1983b, introduction p. xvii ]

<sup>33</sup> « These theoretical models (from functionalism to structuralism, or from symbolic interactionism to Marxism) have turned out to be as useless as they are sophisticated. » [Castells, 1983b, introduction p. xvii ]

sauf qu'on ne pouvait pas me le dire car j'étais d'extrême-gauche. De plus, j'avais passé plusieurs périodes aux Etats-Unis: à Chicago en 1969; en 1975 à l'Université de Californie à Santa Cruz et à l'Université du Wisconsin à Madison. Puis en 1977, j'ai à nouveau passé plusieurs mois à Madison. En 1976, j'ai enseigné avec Nicos Poulantzas, un séminaire de deux mois à Boston University, une des plus grandes expériences de ma vie. Boston University, qui était conservatrice, essayait de révéler le progressisme en faisant une université d'été avec les deux intellectuels les plus à gauche, les plus à la mode de Paris, et c'était un Grec et un Espagnol. Donc, en 1979, mes réseaux étaient déjà développés aux Etats-Unis. Et quand on m'a invité à postuler à cette chaire, mon souhait était de me consacrer à la recherche.

Avez-vous par la suite souffert de ce départ? Avez-vous eu le sentiment d'être exclu de la communauté académique française? L'écho en France de vos travaux publiés aux Etats-Unis s'en est-il ressenti dans la seconde partie de votre carrière?

Oui j'ai subi une perte d'écho totale en France, mais je n'en ai pas souffert du tout. J'ai fait mes études de licence, de doctorat, et j'ai quand même enseigné 12 ans en France, entre 1967 et 1979. J'étais et je reste un produit intellectuel français, avec une implantation américaine, un produit hybride. Mais la conséquence de mon départ est que l'influence de mon travail en France a complètement disparu pendant au moins 10 ans. J'ai écrit *The City and the Grassroots* en anglais originellement et je l'ai entièrement réécrit en français. J'en ai fait ma thèse d'Etat. Je n'en avais pas besoin, car j'étais déjà professeur titulaire à Berkeley, mais je voulais la passer. Je l'ai soutenue en 1983 en Sorbonne (Paris V), pour marquer la fin de ma trajectoire intellectuelle française avec le plus haut niveau académique. C'est intéressant car en anglais, à la même époque, des maisons d'édition se la disputaient. Alors qu'en France je n'ai pas pu la publier.

Même auprès des anciens éditeurs, les éditeurs qui publiaient des ouvrages de sociologie urbaine?

Oui, car c'était la chute simultanée de deux choses: le marxisme et les thèmes urbains. Et donc moi j'étais le marxiste de la problématique urbaine. En France c'était le moment de la montée des Nouveaux philosophes, de l'antimarxisme, etc. Et même si *The City and the Grassroots*, qui en français, s'appelait *Changer la ville. Sociologie comparée des mouvements sociaux*,

rompait avec le marxisme, mon image restait celle du sociologue urbain marxiste.

C'est incroyable. Pourtant Touraine était publié et *The City and the Grassroots* est un peu dans la même veine?

En effet, mais j'étais perçu comme marxiste. Les images que crée le marché intellectuel sont puissantes. Et puis, en France, il y avait deux auteurs importants qui occupaient la scène à l'échelle mondiale: Foucault et Bourdieu, même si personnellement la personne qui m'a toujours le plus stimulé est Touraine. Mais, du point de vue du marketing, ce sont Foucault et Bourdieu. Bourdieu, je ne l'ai jamais trouvé intéressant. Foucault oui, mais c'est difficile de faire autre chose que de répéter du Foucault. Et ensuite il y a eu le courant postmoderne du constructivisme, mais ça ne m'a jamais intéressé. Selon moi ce n'était pas des instruments théoriques qui me permettaient de faire des recherches. Donc je n'ai jamais été postmoderne, ni anti postmoderne, je n'ai pas participé à la bataille moderne contre postmoderne. C'est ainsi que mon travail a disparu en France, mais ça ne m'a absolument pas affecté. En même temps que mon influence s'effaçait en France, mon travail s'est diffusé dans le monde entier, y compris en Amérique latine et en Asie, outre le monde anglo-saxon. Mes travaux sont revenus en France uniquement avec *L'Ere de l'information*, vingt ans plus tard. Pour de nombreuses personnes, il y a deux Castells, le Castells de *La question urbaine* [1972] et le Castells de *L'Ere de l'information* [1998b]. La jeune génération ne sait même pas qu'il y a eu un autre Manuel Castells. Mes travaux des années 1980 ne sont pas connus en France. *The Informational City* [1989] n'a jamais été traduit en français, alors qu'il a été traduit en chinois, en coréen, en japonais et bien sûr en espagnol.

## 4.2 Mouvements sociaux de base et production de la ville

Votre parti pris méthodologique propose, à mon sens, deux ruptures fondamentales par rapport à vos travaux antérieurs. La première est que vous passez d'une approche hypothético-déductive, où vous testiez des modèles théoriques posés *a priori*, à une approche empirico-théorique ancrée dans le terrain. Vous vous posez une question jusqu'alors inédite dans vos travaux: comment construire une théorie? D'où vient ce changement de méthode?

Mes travaux antérieurs restaient ancrés dans une démarche française traditionnelle, peu empirique. La plupart des travaux des sociologues urbains français étaient moins des recherches que des commentaires politiques. C'étaient des démarches très déductives, on construisait une théorie et ensuite on la vérifiait sur le terrain en la complétant avec quelques données. Mais il y avait très peu de travail de transformation de la théorie par l'empirie, on préférait opérer une vérification des schémas dans une perspective hypothético-déductive. Je suis parti aux Etats-Unis principalement parce que j'ai rompu avec cette démarche.

Par contre, si vous voulez dire que *The City and the Grassroots* est un travail inductif, c'est un peu trop fort. Car d'une certaine manière il y avait des idées, des théories. Mais j'ai constamment reconstruit le schéma d'analyse à partir de ce que j'ai trouvé dans chaque étude de cas, au cours de mes travaux de terrain, de 1971 au Chili, à 1982 à San Francisco.

Vous présentez *The City and the Grassroots* de manière habile, parce que vous exposez la construction de votre théorie au fil de l'ouvrage. Le lecteur perçoit concrètement les ingrédients, les terrains qui sont présentés de manière très précise, puis termine par un long chapitre conclusif, où les différentes études empiriques sont mises en perspective pour construire la théorie. N'est-ce pas un artifice de présentation, une technique de démonstration et votre schéma théorique n'était-il pas posé avant la finalisation de *The City and the Grassroots*?

Non, il n'était pas entièrement prêt. Il a évolué pendant onze ans, donc au début c'était très structuraliste. J'avais des questionnements théoriques, mais les concepts qui sont sortis de la recherche n'ont rien à voir avec la théorie de départ, à la différence de *Monopolville* et de *La question urbaine* qui étaient des illustrations d'une théorie prédéfinie. Dans *The City and the Grassroots* j'ai construit la théorie à la fin. Finalement j'ai pris le luxe d'affirmer qu'il n'y avait pas de théorie du tout. Alors qu'il y en a quand même, mais c'est comme un échafaudage que je retire ensuite. De ce fait, des personnes commentent maintenant à me pousser à rendre explicite ma théorie.

Etiez-vous toujours bachelardien, et si oui, comment conjuguez-vous vos différentes inspirations méthodologiques? Vous mentionnez en particulier l'argument de Gaston Bachelard: « Les concepts les plus utiles sont ceux qui sont suffisamment flexibles pour être déformés et corrigés au moment où ils sont employés comme des outils de connaissance. »<sup>34</sup>

<sup>34</sup> « The most useful concepts are those flexible enough to be deformed and rectified into the process of using them as instrument of knowledge. » [Bachelard in Castells, 198b, introduction p. xvii]

J'ai trouvé cette citation de Bachelard extrêmement intéressante, elle justifiait la nécessité de modifier un concept sans en avoir honte. Je ne souhaitais plus suivre le schéma classique, exposant la théorie et faisant entrer le terrain à l'intérieur. Avec *The City and the Grassroots* je voulais complètement changer de démarche. Je ne dirai pas que c'est inductif mais que la dynamique de recherche transforme la théorie plutôt qu'elle ne la vérifie, ou la valide.

En lisant votre riche annexe méthodologique, et bien qu'ils se placent dans une perspective différente de la vôtre, je ne peux m'empêcher de penser aux travaux de nombreux sociologues qualitatifs, qui ont développé des méthodes pour monter en généralité et construire une théorie à partir d'études de cas. A Berkeley, ces travaux ont été menés par Michael Burawoy (*The Extended Case Method*, 1991)<sup>35</sup>. Avez-vous été influencé par les sociologues américains qui adoptaient des méthodes fondées sur des itérations théorie-terrain?

Absolument. Les travaux d'ethnographie de Michael Burawoy et de son groupe « Global Ethnography » sont maintenant très reconnus. Comme vous le savez, il est le président actuel de l'Association américaine de sociologie. Ses travaux sont intéressants car ils proposent une double critique d'une part des théorisations qui ne laissent pas d'espace à la transformation du schéma théorique par l'observation, et, d'autre part, de la formalisation statistique de la recherche qui limite les preuves à la construction de modèles de régression. Il revendique et démontre que la démarche ethnographique est une méthode rigoureuse et sérieuse; je trouve cet argument fondamental.

Je souhaitais produire des analyses ethnographiques rigoureuses, associées à des indicateurs formels, en conservant tout le matériau de terrain pour que d'autres personnes puissent le retravailler si besoin. J'ajoutais quelques touches d'analyses statistiques quantitatives, par exemple des analyses factorielles de la transformation de la typologie des quartiers de Madrid.

<sup>35</sup> Michael Burawoy est sociologue à l'Université de Californie, Berkeley. Il a développé depuis la fin des années 1960, au sein de son groupe de recherche, une démarche méthodologique permettant de réaliser des enquêtes ethnographiques de portée globale. Cette méthode permet de prendre en compte les relations entre le général et le particulier. Le mode de généralisation consiste à reconstruire et interroger des théories existantes. En ce sens, il s'oppose aux méthodes purement inductives qui partent des terrains pour construire de nouvelles théories. Il ne s'agit pas non plus d'une méthode purement déductive, car il ne s'appuie pas seulement sur la théorie, mais aussi sur des comparaisons et des éclairages sociétaux pour monter en généralité.



Je disposais ainsi non seulement d'une liberté théorique mais aussi d'une liberté méthodologique.

Vous dites d'emblée abandonner la théorie marxiste, en rompant en particulier avec une lecture en termes de classes des mouvements sociaux et des changements urbains. Cependant, vous conservez tout de même un des piliers de la théorie marxiste qu'est le matérialisme historique. Dans votre long chapitre sur l'histoire des mouvements sociaux urbains ainsi que dans l'ensemble de vos études de cas contemporaines, vous faites des modes de production et des modes de développement (féodal, capitaliste-industriel ou capitaliste-informationnel) les déterminants génériques des mouvements sociaux et de leurs objets de mobilisation, ainsi que les éléments structurants des représentations et des fonctions urbaines. Etes-vous d'accord avec cette interprétation?

Votre approche de l'histoire et par conséquent de l'urbain est-elle restée matérialiste?

Cela ne vient pas exactement du marxisme. D'abord parce que je pense que le marxisme se concentre avant tout sur le capital et sur la détermination de la logique de l'action sociale par les forces productives.

Cette approche vient plutôt de l'influence intellectuelle latino-américaine et des théories de Fernando Henrique Cardoso. Je me réfère aux travaux de Cardoso et Faletto, *Dépendance et développement de l'Amérique latine* (1978)<sup>36</sup>. Pour moi c'est un livre modèle qui explique en quelques pages l'essentiel du processus de transformation de l'Amérique latine. Pour chaque pays étudié, y compris Hong-Kong ou la Russie, j'essayais d'adopter la même démarche. En parallèle, l'autre ouvrage essentiel dans le même domaine est celui de Barrington Moore, *The Social Origins of Democracy and Dictatorship* (1967)<sup>37</sup>.

<sup>36</sup> Les travaux anciens de Fernando H. Cardoso et Enzo Faletto sont symboliques des recherches menées par les socio-politistes latino-américains au cours des années 1960. L'étude la plus approfondie est *Dépendance et développement de l'Amérique latine* (1978), publiée en espagnol en 1969. Les chercheurs ont analysé les conditions de développement de l'Amérique latine, leur principal point d'ancrage étant la théorie de la dépendance: le processus d'accumulation du capital ne peut se fonder sur des composantes propres aux systèmes nationaux latino-américains et dépendent d'autres économies pour s'assurer un développement technologique, financier et organisationnel. Au plan empirique, l'analyse de la dépendance se fonde sur une analyse historique approfondie des sociétés, des systèmes politiques et des économies chilienne, péruvienne et brésilienne, entre autres, du début du XIX<sup>e</sup> siècle à la phase d'internationalisation des marchés, propre au modèle keynésien d'après-guerre. F. H. Cardoso poursuit sa carrière de politologue au Brésil, en France et aux États-Unis, il préside l'Association internationale de sociologie entre 1982 et 1986. Il est élu Président du Brésil en 1994 sur un programme de réformes économiques drastiques (Plan Real) et restera à ce poste jusqu'en 2002.

En France, vous disposiez des travaux de Fernand Braudel?

Oui, mais Braudel se concentre sur la construction culturelle et institutionnelle de chaque période. On perçoit moins les processus de transformation par les acteurs sociaux. Par contre, l'analyse des contextes successifs est extrêmement fine et puissante. Je trouve que c'est très culturaliste et institutionnaliste. Mais c'est aussi un ouvrage qui m'a énormément influencé dans les années 1960 et 1970 en France, en particulier *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (1949)<sup>38</sup>.

La dynamique des acteurs sociaux est beaucoup plus présente chez Barrington Moore et chez Cardoso et Faletto. Certaines personnes qualifiaient Barrington Moore de marxiste, mais il ne faut pas exagérer. Moore était plutôt antimarxiste dans sa démarche personnelle. Mais, si par marxisme on reconnaît la prise en compte des acteurs sociaux, des luttes sociales et des conflits politiques, d'accord. En tout cas, ce n'est pas le même marxisme que celui d'Althusser.

<sup>37</sup> Barrington Moore est un socio-politiste américain, travaillant au Centre de recherche russe de l'Université d'Harvard. Il se fait connaître aux Etats-Unis dans les années 1950 par ses travaux sur le système politique et la sociologie politique de l'Union soviétique. Son ouvrage le plus connu, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, a été publié en 1967 aux Etats-Unis et, en France, en 1983. Qualifié à tort de marxiste ce livre détonne par son originalité méthodologique. A la fois marxiste et wébérien, l'auteur se lance dans une étude approfondie des processus historiques et sociologiques qui conduisent à l'émergence des régimes politiques. Ses approfondissements démontrent quelles sont « les conditions historiques qui ont permis à l'un de ces groupes sociaux, ou aux deux [les aristocraties foncières et les classes paysannes] de faire éclore des démocratie parlementaires de type occidental, ou des dictatures de droite ou de gauche, c'est-à-dire des régimes fascistes ou des régimes communistes. » (Moore, 1983, p.7) L'innovation de Moore est d'avoir démontré historiquement que démocraties et dictatures ne sont pas des produits de l'industrialisation – il rappelle que la Chine et la Russie étaient des sociétés agraires lors de la prise de pouvoir des communistes –, mais des trajectoires des anciennes classes vivant de la terre. L'ouvrage propose une comparaison de six études de cas, analysant les différentes formes de révolution des sociétés agraires, démocratiques ou dictatoriales en occident (Angleterre, France, Etats-Unis), ainsi qu'en Asie (Chine, Japon et Inde).

<sup>38</sup> Fernand Braudel (1902-1985) s'inscrit dans la droite ligne de l'école des Annales, lancée par Marc Bloch et Lucien Febvre au début des années 1930, qui visait à rétablir le temps long dans la démarche historique, face à une historiographie essentiellement faite d'événements et d'individus. *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* est de ce point de vue symbolique puisque le titre renverse l'objet d'étude, qui n'est plus Philippe II mais le monde méditerranéen. Cet ouvrage issu de la thèse de l'historien, soutenue en 1947 et publiée en 1949 a été écrit en captivité, dans le camp de Lübeck en Allemagne entre 1940 et 1945. Au fil des trois volumes, l'auteur dévoile les rythmes de « la triple temporalité braudélienne » (Grataloup, 2003) distinguant l'histoire presque immobile du milieu, l'histoire lentement agitée des mouvements d'ensemble de l'économie et l'histoire événementielle des hommes et du politique. Cet ouvrage bénéficie d'un accueil retentissant dans la communauté des historiens et des intellectuels du début années 1950. Braudel entre au Collège de France en 1949 et sera élu à l'Académie française en 1984, un an avant sa mort.

Cependant, il y a en effet des éléments marxistes dans mon analyse, car à partir de la fin des années 1970 et mon départ de France, j'ai eu une attitude totalement utilitaire par rapport au marxisme, comme par rapport à toute théorie. Je ne suis ni marxiste, ni antimarxiste, ni post-marxiste. J'utilise certains concepts qui viennent du marxisme mais qui dans la mesure où je les relie à d'autres concepts ne sont pas très marxistes, car le marxisme est une construction totale.

La deuxième rupture est que vous accordez une plus grande place aux acteurs sociaux, que vous tendez à libérer d'une lecture purement en termes de classes. Vous terminez votre introduction en affirmant que vous voulez comprendre « comment les gens créent les villes. »<sup>39</sup> Qu'en pensez-vous? D'où vient ce retour des acteurs sociaux?

Tout d'abord, il faut se souvenir que j'ai adopté dès les années 1960 une double approche théorique: la démarche marxiste mais aussi et surtout une analyse des mouvements sociaux dans une perspective tourainienne. Pour Touraine, les mouvements sociaux ne se résument pas à la lutte des classes, mais proviennent de sources beaucoup plus diversifiées. Ce que j'ai appris de Touraine, c'est la diversité des voies de transformation sociales au-delà de la lutte des classes. La lutte des classes est une forme de mouvement social parmi d'autres. Par exemple, les mouvements écologistes, antinucléaires ou le mouvement étudiant de mai 1968 ne correspondaient pas à une lutte de classes, mais révélaient d'autres types de mouvements sociaux. La problématique de Touraine était de souligner que les mouvements sociaux diffèrent de la lutte des classes et de la lutte sociale. Il peut y avoir des luttes revendicatives à base de classes, mais aussi des luttes sociales alternatives fondées sur des mouvements sociaux, autonomes des partis ou du système politique, qui participent à la transformation sociale<sup>40</sup>.

<sup>39</sup> « How people create cities. » [Castells, 1983b, introduction p. xxi]

<sup>40</sup> L'approche des mouvements sociaux d'Alain Touraine est novatrice au tournant des années 1970, teintée d'un contexte riche en nouveaux mouvements sociaux tels que l'écologie, le féminisme ou le consumérisme (aux Etats-Unis). Ces mouvements sont inclassables, ils sortent des canons classiques de la lutte des classes et des mouvements syndicaux. Une transformation des forces sociales qui suppose, selon Touraine, de reconsidérer la place des mouvements sociaux traditionnels. Selon lui, il y a dans chaque société un mouvement social et un seul qui soit placé au cœur des contradictions sociales (Neveu, 2002). Si le mouvement ouvrier était par excellence le catalyseur principal des contradictions de la société industrielle, quel nouveau mouvement social jouera ce rôle à terme? Une série de travaux est réalisée par Touraine et ses collègues sur les mouvements consommateur, antinucléaire, féministe, étudiant, afin d'identifier, souvent en vain, cette nouvelle mobilisation typique de la société post-industrielle (Touraine, 1978). Une grande proximité peut être soulignée entre les travaux de Touraine et ceux de Castells sur les mouvements urbains. Tout d'abord la distinction entre mouvement social et classe sociale: « ce qui oppose le

Quelle est l'origine de votre questionnement sur les mouvements sociaux urbains? Pouvez-vous retracer les principales étapes qui ont jalonné vos travaux sur ce thème?

Dès que j'ai commencé à travailler sur l'urbain, je me suis intéressé aux luttes et aux mouvements sociaux urbains. Mes travaux de théorie urbaine sont dès le début centrés sur l'analyse du système urbain, d'un côté, et sur l'étude des mouvements sociaux, de l'autre. J'ai écrit un petit livre, *Luttes urbaines* [1973], qui était clairement un essai politique et pas un travail scientifique, je ne le mentionne pas dans mon curriculum vitae académique. Cependant, ce livre a eu un énorme impact, il a été traduit dans plusieurs langues et m'a fait connaître dans nombre de mouvements de quartiers en Europe, en Amérique latine et aux Etats-Unis. En 1970, j'avais présenté au Congrès mondial de sociologie en Bulgarie un papier où j'essayais de définir les mouvements sociaux urbains, ainsi que leurs capacités de transformation sociale. J'ai élaboré un modèle théorique et une grille d'analyse d'enquête que j'ai utilisé dans un énorme ouvrage étudiant les mouvements sociaux dans la région parisienne [1978b]. C'est un livre assez complexe car il s'appuie sur un appareil conceptuel important, un énorme travail de recherche mais avec un terrain relativement pauvre, les luttes urbaines n'étaient pas extrêmement développées. Mais, avec le temps, j'ai appris qu'il n'est pas nécessaire qu'une recherche aboutisse à un système d'explication global, l'essentiel est qu'elle apporte des éléments partiels de compréhension d'un phénomène. Le travail sur la région parisienne m'a permis de saisir l'émergence d'un syndicalisme de consommation collective, à partir des mouvements revendicatifs dans les grands ensembles parisiens. J'ai trouvé que la socialisation de la consommation à l'échelle urbaine était équivalente à la socialisation de la production au niveau de l'usine. Ces deux types de socialisation débouchaient sur des organisations assez semblables, mais avec des spécificités pour les mouvements sociaux urbains: une base provenant de différentes classes qui se lançaient non pas dans une lutte de classe mais dans des luttes sociales. J'ai conservé cette

mouvement social à la classe, c'est que celle-ci peut être définie comme une situation, alors qu'un mouvement social est une action, celle d'un sujet, c'est-à-dire de l'acteur qui met en cause la mise en forme sociale de l'historicité. » (Touraine, 1984, p. 151) De plus, Castells et Touraine utilisent des critères similaires pour qualifier les mouvements sociaux: ils doivent se définir un adversaire et se donner une identité sous la forme d'un projet qui porte la vision d'une autre organisation sociale.

problématique dans *The City and the Grassroots*. Mon positionnement théorique sur les mouvements sociaux vient donc de Touraine. Mais, avec le développement des recherches sur les mouvements sociaux, le problème est que l'on pouvait en voir de partout. Alors j'ai décidé de faire la différence entre les luttes sociales, les revendications démocratiques, d'une part, et les mouvements sociaux autonomes de transformation de la société à travers l'urbain d'autre part.

De ce point de vue, la contribution essentielle de *City and the Grassroots* est la typologie des différentes formes d'action collective qui est beaucoup plus fine, car fondée sur une pratique de recherche comparée. L'autre point-clé est l'idée que l'étape intermédiaire de transformation de la société est la transformation de la ville. Ce n'est pas un mouvement social qui transforme l'Etat et fait la révolution, mais un mouvement social urbain qui transforme la ville, la ville comme lieu de vie, comme système. De fait, j'ai contribué à l'éclatement de la problématique de la transformation sociale, car auparavant on cherchait toujours à étudier la transformation des rapports sociaux et du système politique. Ma thèse était de définir un mouvement social urbain comme un mouvement de transformation de la ville, en tant qu'espace et en tant que culture. Il s'agissait d'éviter de se concentrer sur le seul rapport à l'appareil d'Etat qui était une problématique marxiste. C'est en ce sens que mon travail est fondamentalement non marxiste. Pas antimarxiste mais non marxiste.

Dans ce cadre, j'ai essayé de montrer qu'il y a une contradiction fondamentale dans l'approche marxiste. Entre le capital comme structure, d'un côté, et la lutte des classes, de l'autre, le parti est le seul élément de mise en cohérence de l'ensemble du système. Or la légitimation du parti, c'est le parti lui-même, ce qui induit une théorie très idéologique. Ainsi, il y a deux marxismes: le marxisme d'analyse du capital et le marxisme d'analyse des luttes de classes. Mais il n'y a pas de marxisme qui puisse penser la transformation sociale puisque les luttes de classes sont seulement l'expression de la domination du capital. En m'opposant à cette thèse, j'ai rompu avec le marxisme et ce positionnement a été immédiatement dénoncé par les marxistes.

Donc finalement, y a-t-il une rupture entre vos premiers travaux sur les mouvements sociaux urbains d'inspiration marxiste et *The City and the Grassroots*?

Disons pour simplifier les choses que le concept même de mouvement social ne peut pas être marxiste. Mais je voulais insérer le concept tourainien dans

l'analyse marxiste de la structure sociale. Alors j'ai analysé la structure sociale avec un cadre marxiste et la contre-structure sociale avec une approche tourainienne, ce qui était théoriquement incompatible. C'est pour cela que l'ouvrage sur les mouvements sociaux urbains à Paris n'est pas un bon livre. Car, en dernière instance, je ne pouvais pas insérer ces mouvements dans le processus de transformation sociale. En fin de compte, c'était un livre assez marxiste dans la partie traitant des grands ensembles mais pas du tout marxiste dans la partie culturelle. Je distinguais ces deux réalités. Les mouvements sociaux étaient culturels et le mouvement revendicatif entraînait dans le mouvement politique marxiste (capital, consommation collective, Etat et luttes revendicatives). Mais, en réalité, en région parisienne, il n'y avait pas de mouvements sociaux urbains, à l'exception de quelques embryons de squatters qui étaient inscrits dans une contre-culture et sans relation avec l'appareil d'Etat capitaliste. *The City and the Grassroots* rompt avec cette approche et l'idée est d'analyser dans la pratique en quoi les mouvements sociaux sont porteurs de transformations et de quels types de transformations. Il s'agit de définir les mouvements sociaux urbains en fonction du caractère, de la finalité de leur intervention et pas, *a priori*, en fonction de leur inscription dans une lutte de classe ou non. Conceptuellement, je défendais l'autonomie de l'action sociale par rapport à la structure. En ce sens ce n'était plus structuraliste.

Pour revenir à votre problématique, se demander comment les gens créent les villes, c'est aussi une façon de reprendre votre questionnement transversal sur la production de la ville: par les instances économiques, idéologiques, symboliques et politiques, la ville en système dans *La question urbaine*, la ville du capital-Etat dans *Monopolville*. Mais se poser la question de la ville produite par les acteurs sociaux représente une rupture importante par rapport à vos deux lectures précédentes. En adoptant cette thèse, vous semblez en rejeter une autre: « la technologie et la structure de l'économie ne sont pas à elles seules les moteurs du processus d'urbanisation. »<sup>41</sup> Cette assertion s'adressait-elle à vos travaux antérieurs? Avez-vous aussi opéré une rupture avec le structuralisme?

Oui, mais cette rupture n'est pas radicale, je ne vais pas tomber d'un coup dans l'individualisme, mais je vais m'attacher à comprendre les mouvements sociaux dans leurs contextes. Je prends moins en compte le rapport entre structure et action sociale. Je m'éloigne du structuralisme

<sup>41</sup> « Technology per se or the structure of the economy itself are not the driving forces behind the process of urbanization. » [Castells, 1983b, p. 291]

pour me rapprocher d'une analyse plus culturelle et politique de l'action sociale, comme source de production de la société. Dans ce sens, je me rapproche de l'actionnalisme, au sens tourainien du terme.

Pour bien que l'on comprenne, abandonner l'approche des acteurs selon leurs structures et leurs pratiques de classes ce n'était pas pour autant s'inscrire dans une perspective individualiste, les acteurs restent des acteurs *sociaux*.

En effet ce n'est pas du tout interactionniste. C'est actionnaliste au sens de Touraine. Par contre, ce n'est pas codé dans les termes de Touraine et n'obéit pas aux règles de sa théorie. Mais c'est quand même une théorie fondée sur l'action culturelle autonome des acteurs sociaux, considérant les acteurs sociaux comme la source de production des formes sociales et spatiales. Les recherches en Amérique latine m'ont beaucoup influencé, ainsi que les mouvements de squatters de Copenhague et les mouvements de quartier espagnols. L'observation directe de ces expériences est importante. J'étudiais des acteurs, leurs valeurs et ce qu'ils voulaient faire de la ville, de leurs quartiers. Des squatters qui créent des lieux de vie, des habitants qui transforment des quartiers, qui se les approprient. Mais ces mêmes mouvements parlaient de marxisme, de révolution, de l'État, de la lutte de classe. Donc les discours des acteurs se positionnaient contre la société capitaliste, pour la révolution du peuple opprimé, mais leurs pratiques concrètes résultaient en la construction d'espaces autonomes.

### 4.3 La construction d'une théorie des mouvements sociaux urbains

Pour étudier les mouvements sociaux urbains, vous vous appuyez sur quatre études de cas: Paris et les mouvements dans les grands ensembles de la métropole francilienne, San Francisco et les mouvements communautaires gays ainsi que la *Mission coalition* dans un quartier pauvre de la ville, les mouvements de squatters en Amérique latine et enfin le mouvement citoyen de Madrid. Comment avez-vous choisi vos études de cas? A la lecture de votre cadre théorique formalisé *a posteriori*, il apparaît que chaque exemple abonde dans le sens de votre thèse.

J'ai procédé par élimination. Tout d'abord l'essentiel était de s'appuyer sur une information de qualité, pour engager un travail systématique et formel. Par exemple, j'ai éliminé les cas que j'avais étudiés

à Copenhague, Bruxelles et Montréal parce que mes informations étaient trop impressionnistes. Ces recherches étaient partielles, je n'avais pas produit la même quantité de travail théorique. Les quatre cas de *The City and the Grassroots* m'ont demandé des années de travail sur le terrain, j'en avais une connaissance beaucoup plus approfondie. Par contre, le cas de San Francisco s'est présenté à la fin des dix années de recherches sur les mouvements sociaux urbains. Quand je suis arrivé à Berkeley, je me suis rendu compte que si je prenais les cas que je dominais le mieux, Madrid, Paris et l'Amérique latine, avec un important volet chilien, j'avais clairement deux des dimensions que je souhaitais analyser. A Paris, c'était l'engagement lié à la consommation collective, en Amérique latine c'était le rapport direct à l'État et les mouvements de quartiers de Madrid étaient tellement riches et dynamiques qu'ils avaient des effets de transformation substantielle à différents niveaux et à différentes échelles: sur la consommation collective, sur le rapport à l'État. Mais il me manquait l'analyse des processus de transformation culturelle par les mouvements sociaux urbains, et cela c'était San Francisco.

Donc vous vous appuyiez sur votre trame d'analyse fondamentale, considérant que pour qu'un mouvement social se développe et perdure, il doit combiner trois ambitions:

Agir sur les fonctions de consommation collective d'une ville, en mettant en exergue la valeur d'usage des services et des biens collectifs. Cette représentation s'oppose à la valeur d'échange qui tend à prendre de l'ampleur avec la privatisation des espaces urbains.

Rechercher une identité culturelle autonome, fondée historiquement ou ethniquement, s'opposant à la communication de masse, à l'uniformité et à la standardisation progressive des cultures.

Promouvoir une autogestion, une décentralisation des pouvoirs à l'échelle des quartiers, s'opposant à l'État centralisé et à la tendance à l'indifférenciation de l'administration au plan territorial.

Vous disposiez déjà de cette grille de lecture avant de définir vos études de cas, est-ce finalement cette grille qui a guidé votre choix?

En effet, j'ai conçu cette grille dès la fin des années 1970 et il me manquait les mouvements de transformation culturelle. J'ai observé les mouvements de quartiers de Copenhague et de Bruxelles, mais il manquait des éléments. Je voulais connaître San Francisco et en discutant avec des étudiants et des amis, je me suis dit qu'il y avait des mouvements culturels importants à étudier. J'ai littéralement découvert la communauté gay de



San Francisco qui était en train de se former à ce moment-là et qui avait reconstruit un espace de la ville. Il y avait aussi les mouvements de la communauté latino qui mélangeait les objectifs de lutte contre la pauvreté et des revendications identitaires et culturelles. Il me manquait ce volet et au lieu de me mettre à écrire en 1979, j'ai passé deux ans à faire des recherches sur le terrain à San Francisco.



© Dukas/ Keystone France

Manifestation rassemblant près de 10 000 gays sur la 5<sup>e</sup> Avenue à New York.

Il est vrai qu'entre le début et la fin des années 1970, on a assisté à San Francisco à la déliquescence du mouvement hippie et à l'émergence rapide de la communauté gay qui allait finalement recomposer l'identité de la ville.

Oui, ainsi qu'à l'émergence rapide du mouvement latino, fondamentale dans l'ensemble de la Californie. Mais la recherche sur San Francisco m'a demandé beaucoup de travail, car je ne connaissais pas ce terrain.

J'ai eu de très bonnes entrées dans la communauté gay, car il y avait un courant socialiste. Ils étaient parmi les leaders de la communauté gay et connaissaient très bien mes travaux. Ils voulaient reconstruire l'histoire gay et lesbienne de San Francisco. Comme dans tous les pays où je suis allé, je leur ai proposé de les écouter, d'étudier ce qu'ils faisaient et de leur faire part en retour des réflexions et des résultats d'autres travaux de recherche. J'ai toujours pratiqué le troc intellectuel. J'ai aussi travaillé comme ça avec les Latinos. On m'a demandé pourquoi je n'ai pas étudié les Black Panthers mais c'est extrêmement difficile de pénétrer les milieux activistes afro-américains. Alors que la communauté latino m'a pris pour l'un des leurs.

J'ai ajouté San Francisco pour articuler les observations de terrain à ma problématique, mais pas pour vérifier des hypothèses théoriques. C'est différent. Mon objet de recherche était tridimensionnel: consommation collective, action culturelle, et pouvoir politique. J'avais trois cas, mais il me manquait un terrain où la dimension culturelle prédominait, c'était San Francisco.

Ces trois piliers sont à la fois au cœur de votre postulat et de votre thèse, puisque la thèse centrale de l'ouvrage est de défendre que les mouvements sociaux doivent être définis par leurs buts, leurs *goals*. Et ces trois buts, ces trois dimensions sont nécessaires, suffisantes et indispensables pour caractériser un mouvement social urbain. En fin de compte votre postulat devient-il votre thèse? Comment avez-vous construit cette dernière?

La thèse est que ces trois objectifs doivent se combiner. Le postulat devient ma thèse, mais il a été formulé en tant que thèse grâce à l'observation de Madrid et de Barcelone. Les mouvements sociaux de Barcelone étaient encore plus transformateurs qu'à Madrid, mais je n'ai pas pu faire de terrain à Barcelone. A Madrid, j'ai bénéficié d'un matériau extraordinaire. J'ai probablement cent heures d'enregistrement, plus les documents collectés lors de l'observation pendant 18 mois. Or, à Madrid, les associations de quartier arrivaient à mixer les trois objectifs, elles étaient vraiment des mouvements porteurs d'une contre-société, tant au plan de la consommation collective, de la culture que du pouvoir.

De plus, à Madrid, j'ai pu analyser 23 mouvements. J'observais chaque mouvement pendant un an et demi, et chaque mouvement a pu être codé de façon très fine. C'est l'analyse comparée dans un même contexte de 23 cas, en fonction des différentes composantes structurelles, qui m'a permis de construire et de vérifier cette thèse. Enfin, grâce aux analyses empiriques,

je pouvais montrer comment une certaine démarche analytique pouvait fonctionner dans des contextes et des terrains très différents. Si je pouvais utiliser d'une certaine manière les mêmes catégories et les mêmes méthodes pour étudier les quartiers populaires de Madrid et les gays de San Francisco, le cadre d'analyse fonctionnait à un niveau plus général que la seule étude de cas.

Mais vous n'avez jamais douté que ces quatre cas, et les cas historiques, étaient suffisants pour monter en généralité. Vous n'avez pas pensé qu'il en manquait un pour atteindre un niveau satisfaisant de saturation de la problématique, de bouclage de la réflexion?

Non, pas après avoir terminé San Francisco. Bien sûr, avant je doutais et c'est pour cela que je me suis donné une année supplémentaire. J'étais en année sabbatique et mi-1982 je savais que ces quatre cas, San Francisco compris, seraient suffisants et donc j'ai terminé l'analyse et je suis passé immédiatement à la rédaction.

#### 4.4 Les mouvements sociaux urbains aux risques de l'action politique

Vous faites une différence fondamentale entre les mouvements sociaux urbains et les acteurs politiques. Les mouvements sociaux urbains doivent être indépendants des structures politiques, sinon, par leur institutionnalisation, ils perdent immédiatement leur identité de mouvement social et deviennent des acteurs politiques. Ils ne sont plus en mesure de respecter un des trois objectifs fondamentaux: la remise en question du centralisme, de la bureaucratie voire de l'ordre établi par l'Etat en promouvant la quête d'une autogestion territorialisée et décentralisée. Cette dichotomie vous donne l'occasion de critiquer le mouvement ouvrier (français), asservi à la cause du parti communiste ou d'expliquer la défaite du mouvement des *pobladores* chiliens qui se sont subordonnés au système politique et ont chuté avec lui.

Comment êtes-vous arrivé à cette conclusion? Car, par exemple, si nous reprenons votre essai *Luttes urbaines et pouvoir politique* [1973], vous dites « Cette liaison entre luttes urbaines et lutte politique, ce passage progressif d'une sphère de la structure sociale, voilà donc le point fondamental dans la dynamique de changement que peuvent susciter les mouvements sociaux urbains. » (p. 129)

Vous défendiez ce besoin de liaison, de passage entre luttes urbaines et luttes politiques. Alors que dans *The City and the Grassroots*, vous défendez l'inverse, disant qu'on ne peut qualifier de mouvement social un mouvement qui ne soit pas indépendant des appareils politiques.

C'est un point fondamental qui est devenu depuis un axe fort de ma théorie et de ma pratique personnelle. L'idée est que les mouvements sociaux se placent à l'extérieur de la structure politique, mais ont des effets sur la structure politique et sont porteurs de changement. De plus, ils disparaissent toujours, ils sont éphémères. Ils cessent d'exister en tant que mouvements porteurs de changement soit par destruction, par répression, soit par transformation en groupe d'intérêts, soit par intégration au système politique, soit par la disparition de leur autonomie. Cependant, la typologie de leur mort n'est pas indifférente. La question est: comment un mouvement social meurt-il? Il se peut que sa mort soit la naissance de processus de changement politique instrumentalisés, organisés. Des acteurs politiques vont par exemple transformer la condition des femmes. Donc la fécondité transformatrice de la disparition des mouvements sociaux est différentielle. Parfois les mouvements sociaux disparaissent sans rien changer, parfois ils sont porteurs de changement social à travers l'institution politique. En dernière instance c'est le système politique qui vit de la mort des mouvements sociaux, soit en les éliminant et en restant conservateur, soit en les intégrant et se transformant en lui-même.

D'où vient cette thèse? Elle vient tout d'abord du mouvement de mai 1968 et des convictions des soixante-huitards.

En effet, vous citez Daniel Cohn-Bendit s'adressant aux élus « For you to be successful reformists we have to be failing revolutionaries. » (p. 322)

Oui, Cohn Bendit était un acteur avec un haut niveau de conscience et de réflexivité pour pouvoir affirmer: « pour que vous arriviez à être réformiste, il faut que nous échouions à être révolutionnaires. » C'était au meeting de Nanterre, début juin 1968 et Cohn Bendit et moi intervenions sur les élections. Certains ne souhaitaient surtout pas participer aux élections, radicaliser la lutte jusqu'au bout. D'autres disaient qu'il fallait se battre pour gagner les élections. Mais si les socialistes et les communistes français arrivaient ensemble au pouvoir, qu'est-ce que cela changerait?

Mais, deuxièmement, cette idée d'une nécessaire dissociation entre mouvement social et action politique vient de l'observation, des enquêtes de terrain, les cas de Madrid, de San Francisco, du Chili. Le seul cas où ça ne fonctionnait pas, c'était Paris.

Parce que les mouvements sociaux étaient trop liés aux partis de gauche?

Oui mais en même temps, même une action revendicative centrée sur la consommation collective a permis la transformation du pouvoir de gauche en France. Ce sont les mouvements des grands ensembles qui ont apporté les changements politiques à gauche et ont abouti à un changement de la politique de logement.

Ce sont les politiques de développement social des quartiers lancées par Hubert Dubedout<sup>42</sup> par exemple?

En effet. Ceci dit, il y a eu des effets pervers, car tous les immigrés ont été placés dans les grands ensembles. On a fait des grands ensembles des ghettos à la française. Mais vous avez très bien vu cette

Construction des grands ensembles à Bagnolet (banlieue parisienne) en 1973, remplaçant l'ancien tissu urbain.



question de l'autonomie, de l'intégration ou de la non-intégration. Quant à la mort des mouvements sociaux, mon hypothèse est qu'entre la mort des anciens et la naissance de nouveaux mouvements sociaux, cette dynamique relance un certain nombre de valeurs à un autre niveau, de nouveaux problèmes surgissent. Or, dans le cas de Madrid, dans la mesure où il n'y a pas création de nouveaux mouvements sociaux, porteurs de nouvelles revendications et cultures urbaines, cette dynamique productrice des sociétés s'est arrêtée. Par exemple, sur la relation entre mouvement social et politique, en France, il y a un discours qui défend que le mouvement de mai 1968 n'a servi à rien. A l'inverse, je soutiens que le mouvement de 1968 a été un levier fondamental de transformations culturelles et politiques de la France moderne. Tout d'abord, au moment où le parti socialiste est arrivé au pouvoir, les thèmes mis en avant étaient nouveaux. Les questions de la femme, de la tolérance culturelle, ne venaient pas du parti socialiste, ce sont des valeurs de 1968 adaptées au format politique. Ensuite, tous les partis politiques de droite et de centre-droit ont intégré les thèmes de mai 1968, avec plus ou moins de sérieux: l'écologie, le féminisme, la liberté, la tolérance, l'égalité. Toute une série de questions qui ne correspondaient pas du tout aux valeurs de la France des années 1960, qui avait des valeurs absolument conservatrices à tous les niveaux. Y compris au parti communiste. La perspective de discuter des questions d'homosexualité ou de féminisme chez les communistes des années 1960 était perçue comme une idéologie petite-bourgeoise et snob. Ainsi, il y a eu une transformation qui part d'un grand mouvement social comme celui de 1968, qui ensuite s'est défait, mais qui a en même temps fait germer de nouvelles valeurs, intégrées progressivement au système politique et à la société. J'ai observé cette dynamique dans mes études sur les mouvements sociaux urbains, et ensuite, pour moi, c'était un élément essentiel afin de comprendre l'ensemble de la logique sociale.

<sup>42</sup> Hubert Dubedout, Maire de Grenoble de 1965 à 1983, est considéré comme le père de la politique de la ville, qui va se focaliser sur la revitalisation des quartiers de grands ensembles. Il est nommé Président de la nouvelle Commission nationale pour le développement social des quartiers, créée en 1981 suite à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il présente en 1983 un rapport au Premier Ministre, qui marquera le lancement de la politique de la ville *Ensemble, refaire la ville*, dans lequel il demande un effort de l'Etat et des collectivités locales en faveur du développement économique, social et culturel, de la prévention de la délinquance, du désenclavement et de la réhabilitation des quartiers.



Il y a un deuxième élément clé de votre analyse que je n'ai pas tout à fait saisi. Vous affirmez que la capacité des mouvements sociaux à transformer la société ou la ville passe soit par leur capacité à devenir des agents d'innovation, soit par une compromission dans le réformisme politique.

A moins de se transformer en acteur politique, les mouvements sociaux n'ont pas à se poser la question du « comment », de la mise en œuvre de leurs revendications, de leurs valeurs et de leur projet. Mais, en même temps, quand on lit le cas de Madrid, il semble que ce ne sont pas des mouvements purement utopiques. Il s'agit tout de même de revendications concrètes relatives à la qualité de vie, aux écoles, à l'éducation, aux routes, aux services publics, à la décentralisation du pouvoir. Ce sont des revendications opérationnelles, applicables.

Tout d'abord, les mouvements sociaux n'ont pas vocation à devenir des agents politiques, mais en ont la tentation, c'est ainsi qu'ils perdent leur nature. Une fois qu'ils ont donné la preuve de leurs forces, il est très tentant de se transformer en parti politique. Un exemple contemporain, très facile à comprendre, est la contradiction du mouvement zapatiste au Mexique parce que d'un côté on a le mouvement de transformation social, restant fidèle à la contre-culture indigène et, de l'autre, une tendance à négocier pour disposer d'un minimum d'autonomie, des hésitations à se présenter aux élections, la tentation de soutenir un parti. Il s'agit d'une contradiction inhérente à tout mouvement social, entre autonomie et action politique. C'est dans ce contexte qu'au sens strict du terme un mouvement social peut être qualifié d'utopique.

Sur ce point, il y a une différence avec la théorie de Touraine. Pour Touraine, l'utopie, la contre-culture, les valeurs nouvelles issues des mouvements sociaux fondent la société. Mon propos s'oppose à cette approche car, à partir de l'observation de mouvements purement utopiques, ce ne sont pas des mouvements qui sont en mesure de s'articuler aux pratiques sociales, et de contrecarrer la domination structurelle de la société. Donc il y a deux types de mouvements. D'un côté, des mouvements purement revendicatifs, qui se constituent en groupes d'intérêt pour négocier, c'est ce que j'appelle le *social bargaining*. De l'autre, des mouvements purement utopiques qui mettent en avant un certain nombre de valeurs et de représentations, pour lesquels la priorité est de médiatiser leur action sans pour autant qu'elles se traduisent dans des pratiques sociales, c'est l'innovation sociale. Entre les deux, il y a des mouvements sociaux qui sont à la fois revendicatifs, culturels, et institutionnels. C'est la combinaison des trois qui n'est pas utopique et qui forme un contre-projet d'organisation sociale.

En conclusion d'un article sur les mouvements sociaux urbains en Amérique latine, Magaly Sanchez et Yves Pedrazzini (1991) envisagent deux voies possibles pour ces mouvements culturels *underground*, alternatifs: soit ils auront réussi à faire passer leurs représentations du monde comme représentation dominante de la société, soit ils resteront des mouvements parallèles, alternatifs de contre-culture. Cependant je n'ai pas perçu cette possible issue dans *The City and the Grassroots*, c'est-à-dire qu'il peut y avoir des mouvements sociaux qui ne meurent jamais et qui resteront toujours en marge de la société?

Je trouve que leur livre sur la violence est remarquable. Quant à l'argument que vous citez, il est essentiel. J'en parle un peu dans *The City and the Grassroots* mais on en était aux prémices, ce n'était pas développé, c'est ce que j'appelle aujourd'hui la réplique communautaire. Si le mouvement social se projette comme un mouvement de transformation sociale c'est une chose. Mais s'il ne se projette pas en tant que tel et qu'il ne disparaît pas, il s'organise en communauté. Mais ces communautés peuvent être des communautés défensives ou des communautés offensives. Certaines communautés défensives sont ancrées territorialement, c'est ce que j'ai décrit ensuite dans *Le pouvoir de l'identité* [1999a]. J'ai analysé dans les quartiers américains par exemple le fonctionnement des territoires des gangs. Sur le même modèle il y a aussi les villes fermées, les quartiers protégés, les *gated communities*. Il y a aussi des communautés défensives qui se constituent non seulement territorialement mais culturellement et qui à partir de là produisent une dérive fondamentaliste: le mouvement islamiste, le mouvement fondamentaliste chrétien, ou les mouvements ethniques et nationalistes. Le maintien d'une organisation sociale autonome, radicalement séparée de la société, peut conduire à une dérive fondamentaliste, d'où émerge l'idée que les valeurs de la communauté sont supérieures aux valeurs de la société et à tout autre type de valeurs.

Mais dans les mouvements de quartiers que j'avais eu l'occasion d'étudier au cours des années 1970, ce n'était pas le cas. Car même le mouvement plus marginal du quartier de Christiania à Copenhague avait négocié une sorte d'assimilation culturelle et son intégration à la société. Ils développaient leur contre-culture, leurs drogues, mais la municipalité de Copenhague les avait intégrés comme élément de la diversité culturelle de la ville.



A l'extrême inverse de la marginalité, nous avons assisté depuis le début des années 1980 au développement de la participation et de la démocratie participative. De nombreuses expériences montrent que finalement le système politique tend à satisfaire la demande des mouvements sociaux, en offrant une arène de débat et de discussion. Dans ce cas, on perçoit un début d'institutionnalisation, et si on adopte une lecture en termes de contrôle social on pourrait défendre qu'en acceptant de participer, ces organisations perdent leur nature de mouvement social en se projetant dans l'action politique. Qu'en pensez-vous?

Il y a trois grandes formes d'intégration des revendications des mouvements sociaux au système politique. Les institutions politiques peuvent intégrer les valeurs et les revendications des mouvements sociaux en les transformant. Il peut y avoir un effet positif qui se traduit dans la réforme institutionnelle. Mais, dans ce cas, les mouvements sociaux ne sont plus porteurs de ces valeurs et risquent de perdre le sens de leur action. Il est aussi possible de ne pas intégrer les valeurs mais d'ouvrir les procédures de participation aux mouvements sociaux. Enfin, une troisième forme d'intégration passe par l'appropriation des valeurs et par la mise en place de procédures de participation des mouvements sociaux. Dans ce cas, en général, la participation se traduit en une sorte de décentralisation du système politique et entraîne la disparition du mouvement social.

Je pense que dans la plupart des situations observées en France dans les années 1980-90, par exemple à Grenoble, la participation se traduisait avant tout en une décentralisation du pouvoir municipal. Ce qu'on appelle participation, dans la plupart des cas, est en fait une décentralisation. Mais ce n'est pas un jugement de valeur, il peut être préférable qu'une municipalité ou un Etat soient décentralisés.

Faites-vous référence à l'expérience des GAM (Groupes d'action municipale) à Grenoble, où la municipalité a tenté de promouvoir une autogestion à l'échelle des quartiers?

Oui, je parle des GAM, mais je pense aussi à la plupart des expériences de participation que j'ai connues en France, ainsi qu'en Espagne. Il y a aussi l'exemple fameux du budget participatif de Porto Alegre. J'ai un étudiant qui a produit une étude de cas et qui montre que ce système est un peu trop compliqué, et que les citoyens comprennent difficilement le contenu des propositions.

De fait, il y a beaucoup plus de mise en scène de la démocratie qu'une pratique réelle de la décision collective. Ceci dit, cette expérience est déjà plus élaborée que la majorité des systèmes politiques qui ignorent les citoyens et les considèrent comme une nuisance.

Une critique que je ferais aux études de cas, mis à part l'exemple du *Mission Coalition District* de San Francisco, est que vous étudiez assez peu les rapports de force internes aux mouvements sociaux, leur sociologie politique. Vous analysez peu comment sont négociées les valeurs au sein des mouvements sociaux. Parce qu'il peut y avoir plusieurs projets concurrents au sein d'un même mouvement. Les mouvements urbains sont des mouvements sociaux pluri-classistes et on peut leur adresser une critique d'ordre élitiste, disant que l'action de ces organisations a beau porter sur les objectifs qui concernent la collectivité, la prise de parole est surtout l'apanage de petits bourgeois qui font de la défense de l'intérêt collectif un alibi. Comment percevez-vous cette critique et comment l'avez-vous approchée dans votre travail? Quelle est la structure de l'engagement et de la participation? Qui prend la parole, qui prend le pouvoir au sein des mouvements sociaux?

Il y a quand même un effort dans mon schéma analytique d'étudier cela, ce sont les différences entre force sociale et base sociale, entre les caractéristiques socio-démographiques des personnes qui sont mobilisées et celles des personnes qui sont censées être représentées par cette force sociale. L'intérêt de la problématique est là. Je n'accepte pas cette idée de dissociation entre mouvements de classe ouvrière et mouvements bourgeois, ce qui supposerait que tout mouvement soit défini par cette appartenance de classe. Selon moi l'appartenance de classe se réfère aux rapports de production et donc à des rapports sociaux et aux luttes liés au processus de travail. Et là il est clair que c'est une perspective marxiste dépassée depuis au moins 60 ans. Le problème réel est celui du rapport entre base sociale et force sociale: entre les ouvriers et les représentants de la classe ouvrière, entre les habitants et les représentants d'un quartier.

Ce que l'on constate dans tous les mouvements sociaux est qu'il y a une combinaison, une relation complexe entre des leaders spontanés qui surgissent parmi les personnes qui se sont mobilisées et des agents culturels qui n'appartiennent pas a priori à ce mouvement et qui arrivent avec des visées de transformation de la société, que ce soit des animateurs sociaux dans le cas français ou des leaders d'étudiants révolutionnaires en Amérique latine. La question essentielle est dans quelle mesure

cette intégration entre les leaders des luttes et les agents culturels extérieurs s'opère. Si les agents culturels sont porteurs d'une conscience, de valeurs qui sont surimposées au mouvement, ils sont dans l'idéologie, alors cela devient un mouvement populiste, au sens strict du terme. Toute mon analyse des mouvements urbains en Amérique latine montre que ce mouvement est fondamentalement hétéronome. Hétéronome et pas autonome, ce ne sont pas des mouvements sociaux. J'ai été profondément critiqué par les acteurs des mouvements mais tous les chercheurs qui connaissaient le terrain m'ont dit qu'il fallait le souligner. Ainsi je me suis intéressé aux mouvements sociaux urbains tant par l'analyse de leur force sociale que de leur base sociale, c'est pour cette raison que j'ai changé le titre de mon livre, en passant de *Urban Social Movements* à *The City and the Grassroots* parce que le mot *grassroots* souligne davantage le rôle des mouvements de base.

Santiago du Chili, 2003.



Le terme de *grassroots* (littéralement racines d'herbes) fait aussi sens dans le contexte politique des Etats-Unis. Il est difficilement traduisible mais vise à différencier les mouvements de base, des groupes de pression, des mouvements techniciens, d'experts ou d'intellectuels qui défendent quant à eux des intérêts spécifiques et particuliers (*lobbies*). Les *grassroots movements* sont à l'inverse des mouvements de base, des mouvements populaires.

En effet, mais de toutes sortes de bases. Comme pour le mouvement féministe, il peut s'agir d'une femme au foyer, ou d'une femme qui travaille, toutes constituent la base d'un mouvement qui reste par définition inter-classiste. Alors qu'en France il y avait toujours une tendance à considérer les mouvements sociaux comme des mouvements des classes pauvres défavorisées. Pourtant, il y avait une montée des contradictions entre les appartenances de classes et les appartenances des personnes mobilisées, qui devenaient de plus en plus hétérogènes.

Puisque nous parlons de mouvements de base, que se passe-t-il quand il n'y a pas de base? Aujourd'hui on défend que la montée de l'individualisme pose problème pour le développement des mouvements sociaux, avec un repli sur soi. C'est un thème qui n'était pas forcément d'actualité au moment de la rédaction de *The City and the Grassroots*?

L'ouvrage a été publié en 1983 et reprend des études qui ont été menées pour l'essentiel au cours des années 1970. Bien sûr il y avait aussi de l'individualisme, mais en même temps ces mouvements sociaux se développaient. La définition de projets d'autonomie des acteurs est une transformation fondamentale des dix-quinze dernières années dans toutes les sociétés. Dans la mesure où ce projet d'autonomie s'intègre difficilement dans des organisations formelles collectives, celui-ci se forme ailleurs. Alors se forment beaucoup de projets d'autonomie personnels, et donc individuels. L'ambition de tous les individus est désormais de construire leurs propres projets, en y fondant le sens de leurs pratiques tant individuelles que collectives. Ils peuvent participer à un syndicat à partir d'un projet individuel.

C'est le problème très bien analysé par Ulrich Beck dans *La société du risque* (2003). La société du risque est une société d'entrepreneurs, pas seulement économiques mais d'entrepreneurs de toute sorte, qui prennent

un risque, le calculent et construisent leurs projets. Ce n'est pas un marchandage mais simplement un projet: l'acteur a ses risques, son projet et fait des alliances partielles, toujours conjoncturelles, car l'unité de base est l'individu.

Certes mais je trouve votre argument ambigu. Dans *The City and the Grassroots* vous critiquez Mancur Olson et sa théorie de l'action collective fondée sur les intérêts individuels des acteurs<sup>43</sup>. Avec cet argument, vous semblez vous en rapprocher.

Je critique Mancur Olson car il réduit le projet individuel à un calcul de rationalité de l'acteur, en termes économiques. En effet, ce qui intéresse Olson est d'étudier comment le marché peut être réformé à partir de cette logique de l'action collective, mais toujours en terme de calcul individuel. Ce que je récusé c'est la réduction de toute logique d'action, de projet autonome, à une logique de calcul de rentabilité individuelle. Alors que Mancur Olson s'intéresse au passager clandestin, au *free rider*, c'est-à-dire à la personne qui a un intérêt stratégique à minimiser son investissement dans un projet collectif en vue d'en retirer le plus de bénéfice. De mon côté, je défends qu'il y a simplement une définition de plus en plus autonome du projet. Tout d'abord une définition individuelle, c'est le projet au sens d'Ulrich Beck. Mais il y a un enjeu plus important, il faut que la définition du projet autonome donne lieu à la construction de projets collectifs, issus de la convergence des projets individuels. Dans ce cadre, les problématiques de communication et d'interaction deviennent fondamentales. L'exemple le plus clair est le mouvement pour la justice globale qui s'est construit à partir de projets autonomes, dont certains sont individuels, dont certains sont collectifs mais qui ne se traduisent pas

<sup>43</sup> L'économiste Mancur Olson (1932-1998) a importé le paradigme économique du rationalisme des comportements individuels (théorie de l'*homo oeconomicus*) dans l'analyse des comportements sociaux collectifs, dans un ouvrage intitulé *La logique de l'action collective*. Selon ses travaux, l'action collective repose sur un paradoxe (Neveu, 2002): alors que, d'un côté, le sens commun suppose que dès lors que différents enjeux peuvent encourager des individus à se mobiliser, le déclenchement de l'action collective va de soi, d'un autre côté, les personnes n'auront pas forcément d'intérêt individuel à s'engager, s'ils prennent conscience du coût individuel de cet engagement. Pour reprendre la lecture d'Erik Neveu, « il existe une stratégie plus rentable encore que la mobilisation: regarder les autres se mobiliser » (Neveu, 2002, p. 44). Ce calcul conduit alors à des comportements du type passager clandestin, avec par exemple des salariés non grévistes qui bénéficient des hausses de salaires obtenues par les grévistes. Pour consolider sa notion de calcul individuel qui, selon ce modèle, impliquerait que personne ne s'engage, Mancur Olson a introduit l'idée d'incitations sélectives: une série d'avantages dont bénéficient les participants à l'action collective et qui compenseraient le coût de l'engagement individuel.

dans une organisation formelle. On assiste à la formation de nouveaux types de mouvements sociaux qui sont des mouvements en réseau et où le sujet est le réseau. Ils disposent d'une plate-forme technologique qui rend possible le développement de tels mouvements en réseaux. C'est une mutation importante. Un double mouvement d'individualisation de la société et de construction de projets d'autonomie individuelle, d'une part, et, d'autre part, de constitution d'un nouveau type d'action collective, centrée sur des sujets liés aux réseaux, qui ne sont pas formalisés mais qui forment aussi un mouvement social.

Je comprends. Mais dans quelle mesure les trois objectifs nécessaires et suffisants des mouvements sociaux urbains restent-ils d'actualité? Vous me faites en particulier penser à l'objectif communautaire ou culturel-communautaire, n'est-il pas dépassé? Certes, les mouvements altermondialistes s'opposent à l'homogénéité culturelle imposée par la globalisation des économies, mais ils restent relativement éloignés d'un projet identitaire ou d'affirmation culturelle. La nouvelle donne de l'individualisme, ne rend-elle pas obsolète votre description antérieure des mouvements sociaux?

Avec *The City and the Grassroots* j'ai appris qu'il faut être prudent dans la généralisation hors contexte d'un modèle analytique à d'autres pratiques sociales. Je ne dis pas que ce n'est pas utile, mais seules les démarches analytiques et méthodologiques sont extrapolables, et pas nécessairement les composantes du modèle. Je pense que le



Manifestation altermondialiste, Genève, 10 novembre 2001.

modèle qui est décrit dans *The City and the Grassroots* reste utile, pas forcément valable mais utile pour la compréhension des mouvements sociaux urbains contemporains. Je pense que cette démarche peut aussi aider à comprendre d'autres mouvements sociaux mais je préfère étudier ce que l'on peut reprendre de cette démarche en l'appliquant à d'autres mouvements.

Je pense qu'il y a des caractéristiques relativement proches dans l'analyse du mouvement anti-globalisation. C'est un mouvement qui revendique à la fois l'autonomie culturelle et la redistribution des ressources à l'échelle mondiale et une démocratie représentative mondiale. Mais, au fond, c'est un mouvement politique et pas un mouvement social. C'est un peu compliqué à comprendre, mais les mouvements sociaux sont les mouvements des femmes, des Indiens, des anarchistes. L'articulation de ces mouvements dans un seul cri de « pas de globalisation sans représentation » c'est un mouvement politique, car on est en train de demander un système de représentation politique. Donc, d'un côté le schéma fonctionne formellement sur un ensemble de thèmes, d'un autre côté c'est un mouvement dont l'ambition est essentiellement politique. Il faut étudier en détail le mouvement de justice globale pour bien le comprendre. Je me suis fondé sur l'observation participante réalisée par un de mes étudiants à l'intérieur du mouvement. Et ce que je retiens, c'est la mutation des formes matérielles d'existence des mouvements sociaux, qui fonctionnent de plus en plus en réseaux et dont les objets sont les réseaux sous toutes leurs formes. Cela ne veut pas dire que la société civile n'existe pas: les campagnes médiatiques des mouvements internationaux, les ONG, les mouvements antiglobalisation, ces mouvements connaissent une effervescence extraordinaire. Dans le même temps, il y a une disparition croissante des formes d'association traditionnelle de la société civile, l'association de quartier qui se réunit tous les mercredis, les syndicats d'entreprise où les ouvriers sont prêts à lutter jusqu'au bout pour la classe ouvrière.

## Critiques et discussions

*The City and the Grassroots* est le premier ouvrage à avoir été largement discuté dans le monde anglo-saxon. Les lecteurs félicitent unanimement le revirement théorique de Manuel Castells (Tilly, 1985; Fishman, 1986; Pickvance, 1985). Robert Fishman, sociologue politique, met en exergue non sans ironie l'ambivalence de Manuel Castells. « Castells-I est un théoricien néomarxiste austère, abstrait et souvent incompréhensible qui tente de montrer que tous les mouvements sociaux de base participent d'une manière ou d'une autre d'une lutte des classes commune à travers le monde. »<sup>44</sup> Mais heureusement, nous dit Fishman, c'est bien Castells-II qui a écrit ce livre, « un chercheur en sciences sociales éclectique, dont les résultats empiriques sont constamment en train d'échapper à ses propres rigidités théoriques »<sup>45</sup>. Et, en effet, ce sont les études de cas qui suscitent le plus d'appréciations positives. Christopher Pickvance, politiste urbain britannique, salue l'abandon du schéma théorique marxiste, jugé trop simpliste, et la place nouvelle accordée au terrain, aux acteurs et à l'histoire dans l'analyse des mouvements urbains. Charles Tilly, historien et spécialiste des mouvements sociaux, reconnaît la finesse et l'originalité des résultats des études de cas: la dialectique entre contestation et marchandages sociaux, la précocité des approches *gender* et féministes, la faillite fertile des mouvements sociaux en France qui, en participant à l'action politique, se sont projetés dans l'action tout en se dénaturant.

La critiques les plus virulentes portent sur la construction théorique dévoilée dans le dernier chapitre qui, selon Pickvance, ne rend pas justice à la richesse des études de cas. « Le tout est moins que la somme des parties » dit Tilly (1985, p. 294), qui dénonce une conclusion théorique trop ambitieuse et foisonnante. A travers sa théorie générale des mouvements sociaux urbains, Castells aurait voulu embrasser trop de problématiques théoriques à la fois. Continuant sur son hypothèse de l'ambivalence, Robert Fishman assène que Castells-I, le théoricien, n'a pas la capacité de modéliser tout ce que Castells-II, le chercheur, a trouvé. Avec Pickvance, la controverse prend une dimension plus personnelle. Volonté de se démarquer, ou de délimiter son territoire scientifique, le politiste met un point d'honneur à fonder ses propres argumentaires sur une critique systématique des

<sup>44</sup> « Castells (I) is an austere, abstract, often incomprehensible, neo-Marxist theorist intent on proving that all grassroots urban protest movements are somehow part of a single worldwide class struggle. » (Fishman, 1986, p. 1163)

<sup>45</sup> « Castells (II), however, is a wonderfully eclectic social investigator whose empirical findings are constantly breaking out of his self-imposed theoretical rigidities. » (Fishman, 1986, p. 1163)



travaux de Castells. Ses critiques sont de deux ordres. Tout d'abord, une longue controverse s'est établie sur la méthode de construction du modèle de mouvement social urbain. Pickvance reproche à Castells d'avoir érigé en modèle général le cas madrilène – alliant des objectifs centrés sur la consommation collective, l'identité culturelle et la décentralisation politique – alors qu'une méthode comparative stricte aurait abouti à plusieurs sous-modèles nationaux et historiques, variant en fonctions des contextes. La seconde critique, étroitement liée à la première, souligne que ce modèle « se réfère exclusivement aux caractéristiques du mouvement, et ignore les caractéristiques du contexte dans lequel ces mouvements évoluent »<sup>46</sup>, en particulier les relations aux mobilisations politiques, aux partis, aux structures de gouvernement et à l'Etat. Manuel Castells répond à ces objections en défendant que les variables contextuelles de nature politique et institutionnelles mentionnées par Pickvance se composent d'une collection de caractéristiques éclectiques – mélangeant société civile et pouvoir d'Etat, mobilisation partisane et arène électorale –, qui ne sont pas justifiées au plan conceptuel et, dans certains cas, empiriquement fausses [Castells, 1985b].

## 1983-2003 / retour aux sources des mouvements sociaux

Vingt-et-un ans après sa publication, quelle est l'actualité de *The City and the Grassroots*? En mars 2004, au colloque de l'Association américaine de géographie, deux jeunes professeurs ont dirigé un panel de six contributions destinées à revisiter les apports et limites de cet ouvrage (McCann et Ward, 2005).

Sans surprise, les trois politistes du panel reprennent à leur compte les critiques déjà formulées par Christopher Pickvance en 1983: la faible prise en compte du contexte politique local et de ses variations (Miller, Mayer et Staeheli *in* McCann et Ward, 2005). Lynn Staeheli, de l'Université du Colorado, Boulder, défend que la pertinence de l'ouvrage s'atténue à l'heure où les recherches sur les transformations urbaines s'intéressent avant tout au contexte, à la spécificité du local et à la place des acteurs politiques dans les processus de mobilisation. De même, Byron Miller et Margit Mayer regrettent que la méthodologie ne soit pas plus appuyée sur une analyse comparative, en appliquant aux études de cas une grille de questionnement commune. Dans sa réponse, Manuel Castells (*in* McCann et Ward, 2005)

<sup>46</sup> « it refers exclusively to characteristics of the movement, and ignores characteristics of the context in which the movement exists. » (Pickvance, 1985, p. 35)

réfute cette critique, tout comme il avait réfuté les objections de Pickvance: ses travaux n'étaient pas d'ordre comparatif, mais interculturels (*cross-cultural*), ce qui signifie que l'on cherche à prendre en compte les tendances saillantes et communes à différents contextes culturels, et non pas à comparer chaque étude de cas point par point. Les variations d'un contexte à l'autre, si elles sont suffisamment discriminantes, doivent être codées non pas en termes contextuels mais comme des variables du processus de transformation sociale intégrées au modèle.

Les débats méthodologiques mis à part, pour la grande majorité des contributeurs la primauté donnée aux enjeux de consommation collective dans *The City and the Grassroots* est d'une actualité certaine, à l'heure de la privatisation croissante des biens et des espaces publics. Ida Susser, anthropologue à l'Hunter College de New York (Susser in McCann et Ward, 2005), souligne que les mouvements de justice globale – ou altermondialiste, selon les qualificatifs –, les zapatistes au Mexique ou encore les écologistes fondent leurs projets sur des revendications liées au marché, aux injustices sociales et environnementales et à la privatisation de l'économie. Des thèmes déjà identifiés par Manuel Castells en 1983.

De même, Margit Mayer salue le caractère prémonitoire de cette œuvre: la consommation collective, la contestation du pouvoir d'Etat et les revendications identitaires sont plus que jamais des objets de mobilisation sociale. Mais si les grands enjeux d'engagement semblent inchangés, la nature des mouvements des années 1980 s'est transformée: force est de constater que les mouvements actuels ne se qualifient plus de mouvements « urbains » et ne s'intéressent plus aux problèmes urbains en tant que tels. Pour Robert Lake, Margit Mayer et Manuel Castells lui-même, le sens et les représentations de la ville sont de moins en moins sources de conflits et de mobilisation. La contestation se déporte à l'échelle globale. Robert Lake, urbaniste et professeur à l'Université Rutgers, New Jersey, juge finalement que les espoirs ouverts par les mouvements urbains il y a vingt ans ont peu porté leurs fruits. Certains mouvements ont disparu, d'autres, comme le rappelle Margit Mayer, se sont transformés en associations du tiers-secteur – mouvement caritatif, associations de service –, afin de pallier les défaillances des institutions publiques. Pour trancher avec ce pessimisme, Robert Lake défend cependant que la qualité des mouvements passés est justement d'avoir créé des représentations de l'urbain qui perdurent dans le temps, se sédimentent dans l'espace local et continuent à guider les mémoires collectives et les mobilisations actuelles, qu'elles soient urbaines ou non.

## Bibliographie

Amiot, Michel (1986). *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*. Paris: Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Beck, Ulrich (2003). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris: Flammarion.

Braudel, Fernand (1949). *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Vol I. *La part du milieu*. Vol. II. *Destins collectifs et mouvements d'ensemble*. Vol. III. *Les événements, la politique et les hommes*. Paris: Armand Colin.

Burawoy, Michael (1991). « The Extended Case Method. » in Burawoy, Michael (ed.) *Ethnography Unbound. Power and Resistance in the Modern Metropolis*. Berkeley: University of California Press. Traduction française (2003) « L'étude de cas élargie. Une approche réflexive, historique et comparée de l'enquête de terrain. » in Cefaï, Daniel (ed.) *L'enquête de terrain*. Paris: La Découverte.

Cardoso, F. Henrique, Faletto, Enzo (1978). *Dépendance et développement de l'Amérique latine*. Paris: PUF.

Dubedout, Hubert (1983). *Ensemble, refaire la ville*. Paris: La Documentation française.

Fishman, Robert (1986). « Review. Castells, M. *The City and the Grassroots*. », *American Historical Journal*, vol. 91, n° 5.

Grataloup, Christian (2003). « Fernand Braudel (1902-1985) » in Lévy, Jacques, Lussault, Michel (éds.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris: Belin.

Lorrain, Dominique (2001). « Un livre extrême. Manuel Castells et Francis Godard: *Monopolville* (1974). » in Lepetit, Bernard, Topalov, Christian. *La ville des sciences sociales*. Paris:Belin.

Lowe, Stuart (1985). *Urban Social Movements. The City after Castells*. Londres: Mac Millan.

Mehl, Dominique (1980). « Les voies de la contestation urbaine. », *Annales de la recherche urbaine*, n°6.

McCann, Eugene, Ward, Kevin (2006). « The New Path to a New City? Urban Politics, Social Movements and the Legacies of Manuel Castells' The City and the Grassroots. », *The International Journal of Urban and Regional Research*, vol.30, n°1. Contributeurs: Kevin Ward and Eugene McCann (introduction); Robert Lake; Margit Mayer; Byron Miller; Lynn Staeheli; Ida Susser; Manuel Castells (réponse).

Moore Barrington (1967). *The Social Origins of Democracy and Dictatorship*. Boston: Beacon Press. Traduction française (1983) *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*. Paris: La Découverte/François Maspéro.

Neveu, Erik (2002). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: La Découverte.

Olson, Mancur (1978). *La logique de l'action collective*. Paris: PUF.

Pickvance, Christopher (1984). « Review. Castells, M. *The City and the Grassroots*. », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 8, n°4.

Pickvance, Christopher (1985). « The rise and fall of urban movements and the role of comparative analysis. », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 3.

Proctor, Ian (1985). « Review. Castells, M. *The City and the Grassroots*. », *British Journal of Sociology*, vol. 36, n°2.

Sanchez, Magaly, Pedrazzini, Yves, Tarham Ariana (1991). « Hacia una estrategia cultural de los movimientos sociales urbanos? » Capitulo 3 in García, Maria Pilar. *Ambiente, estado y sociedad. Crisis y conflictos socio-ambientales en América Latina y Venezuela*. Caracas: CENDES.

Tilly, Charles (1985). « Review. Castells, M. *The City and the Grassroots*. », *British Journal of Sociology*, vol. 36, n°2.

Touraine, Alain (1978). *La voix et le regard*. Paris: Seuil.

Touraine, Alain (1984). *Le retour de l'acteur*. Paris: Fayard.

## Villes innovantes, villes duales / *The Informational City* [1989]

Entre 1983 et 1989, Manuel Castells opère un virage thématique radical: passer de l'étude des mouvements sociaux urbains à celle des rapports entre innovations, nouvelles technologies et territoires. Le sociologue fait des technologies de l'information un nouveau facteur de transformation urbaine. Influencé par la *Silicon Valley* et par un séjour à Hong-Kong, il propose dans cet ouvrage une analyse d'économie régionale et urbaine. Il étudie les effets urbains des transformations technico-économiques – la flexibilisation de l'économie, la nouvelle organisation industrielle, les nouveaux moyens de communication – qui lui permettent de discerner l'émergence d'un espace des flux se dissociant de l'espace des lieux et composant les traits d'une ville duale, segmentée au plan social et fonctionnel. Cet ouvrage de synthèse peut être vu comme un pilote du premier volume de *L'Ère de l'information, La société en réseaux*, publié sept ans plus tard aux Etats-Unis.

### Situation et synthèse de l'œuvre

En 1983, la conclusion de *The City and the Grassroots* laisse déjà entrevoir le nouvel agenda de recherche de Manuel Castells. Les nouveaux mouvements sociaux urbains s'inscrivent dans un contexte de profonde restructuration du mode de production capitaliste et d'émergence d'un mode

de développement informationnel, produisant de nouvelles organisations spatiales:

« Le principal impact spatial des nouvelles technologies, fondé sur la double révolution des systèmes de communication et de la microélectronique, est la transformation des lieux en flux. [...] Le projet spatial de la classe dominante vise la déconnexion entre la population et la forme spatiale, et d'autant plus entre la vie des gens et la signification des villes. Non pas que les gens ne se situeront plus dans des lieux ou que les villes disparaîtront; au contraire, l'urbanisation va s'accélérer dans la plupart des pays et la recherche d'un logement ou de services va devenir le problème le plus grave auquel les habitants seront confrontés. Cependant, ce qui tend à disparaître est le sens des lieux pour les personnes. Chaque lieu, chaque ville, recevra sa signification sociale de sa localisation dans la hiérarchie d'un réseau dont le contrôle et la dynamique échapperont aux lieux, et d'autant plus aux personnes qui y vivent. » [Castells, 1983b, p. 312]<sup>47</sup>

Sans le formaliser, le sociologue évoque déjà le concept le plus durable de sa carrière: l'espace des flux (*space of flows*), qui met en relation au sein d'un espace de communication les différents pôles de l'économie mondiale.

Au cours de l'année universitaire 1982-83, après avoir achevé la rédaction de *The City and the Grassroots*, Castells passe une année sabbatique entre Madrid et Hong-Kong et commence à bâtir un nouveau programme de recherche. Influencé par les exemples de villes-Etats, telles que Hong-Kong et Singapour, ainsi que par la *Silicon Valley*, il commence à explorer les processus de transformation urbaine sous l'impact des nouvelles technologies. Ses premières recherches s'appuient sur l'unique exemple des Etats-Unis et compile une importante série de documents et de sources secondaires, parmi lesquelles les travaux de ses étudiants et collègues de Berkeley. A proximité de la *Silicon Valley*, l'Institut de développement urbain et régional (*Institute of Urban and Regional Development – IURD*) représente, dans les années 1980, un des principaux centres de recherche sur les milieux innovateurs, la nouvelle géographie économique et les rapports entre technologies et territoires. Dans ce milieu universitaire, l'originalité de Manuel

<sup>47</sup> « The main spatial impact of the new technology, based upon the twin revolution in communication systems and microelectronics, is the transformation of spatial places into flows and channels. [...] The spatial project of the new dominant class tends towards the disconnection between people and spatial form, and therefore between peoples' lives and urban meaning. Not that people will not be in places or that cities will disappear; on the contrary, urbanization will accelerate in most countries and the search for housing and services will become the most dramatic problem facing people. Yet, what tends to disappear is the meaning of places for people. Each place, each city, will receive its social meaning from its location in the hierarchy of a network whose control and rhythm will escape from each place and, even more, from the people in each place. » [Castells, 1983b, p. 312]

Castells est d'apporter à l'analyse des rapports entre espace et technologie une approche en termes socioéconomiques: il explique l'essor d'un nouvel espace industriel par les mutations du mode de développement industriel et par la restructuration du mode de production capitaliste; puis il montre comment cette nouvelle organisation spatiale implique une dualisation de la ville, entre les nœuds des flux globalisés d'un côté et les lieux de la vie quotidienne, de l'autre.

Un an après sa réorientation thématique, en 1984, il publie déjà un rapport d'avancement intitulé *Towards the Informational City?*<sup>48</sup> dans lequel le lecteur retrouve les principaux ingrédients des travaux sur la société en réseaux et l'espace des flux. Castells part du postulat que le développement des technologies de l'information permet la décentralisation de certaines activités économiques, tout en engendrant une concentration de plus en plus poussée des centres de décisions. Une spécialisation des espaces et un fonctionnement en réseaux qui composent les principaux traits de l'espace des flux. Ce rapport de 130 pages offre une esquisse des chapitres centraux de *The Informational City* consacrés aux mutations de la structure spatiale. Castells y analyse successivement les nouveaux comportements de localisation des entreprises de hautes technologies, l'effet des technologies de communication sur la constitution d'un espace des flux dissocié de l'espace des lieux, puis, en dernière partie, les conséquences de la restructuration de l'économie sur la géographie sociale et les dynamiques des villes américaines (dissociation des fonctions, segmentation sociale). Suite à cette première esquisse, Castells dirige en 1985 un ouvrage collectif intitulé *High Technology, Space, and Society*, qui rassemble une série d'articles de l'équipe de Berkeley.

L'ambition de *The Informational City* est d'étudier le rapport entre les nouvelles technologies de l'information et les processus urbains et régionaux. La thèse générale est que l'essor d'un nouveau mode de développement informationnel, en lieu et place de l'ancien mode de développement industriel, conjugué à une restructuration profonde du capitalisme entraîne une modification radicale des rapports entre production, société et espace. Ces mutations se traduisent par « l'émergence d'un espace des flux qui domine les espaces de lieux historiquement constitués, alors que la logique des organisations se détache elle-même des contraintes sociales des identités culturelles et des sociétés locales grâce au potentiel des technologies de l'information. » [Castells, 1989, p. 6]<sup>48</sup>

<sup>48</sup> « The emergence of the space of flows which dominates the historically constructed space of places, as the logic of dominant organizations detaches itself from the social constraints of cultural

Le livre se partage en six chapitres. Le premier est consacré au cadre conceptuel et présente les conditions de la transition entre modes de développement, de l'industriel à l'informationnel, et de restructuration du capitalisme au cours des années 1980. Il démontre comment la coïncidence entre ces deux processus a généré un nouveau paradigme technico-économique: les nouvelles technologies ont permis de générer de nouveaux potentiels de flexibilisation de la production et rendu possible la décentralisation de certaines activités en dissociant les différentes unités d'une même firme. Le deuxième chapitre présente une synthèse de travaux convergents sur le nouvel espace industriel. En reprenant les résultats de recherche de l'équipe californienne menée par Peter Hall et Castells lui-même, il présente les évolutions des comportements de localisation, principalement des industries de hautes technologies (électronique, informatique, logiciels, génie génétique) qui restent selon l'auteur les pionnières de ce nouvel espace, les premières à profiter de leurs propres innovations. Il démontre que les nouvelles formes de production fondée sur l'information et la connaissance suscitent des besoins particuliers d'accès à l'innovation. La décentralisation de certaines branches de la production s'accompagne d'une concentration de plus en plus indispensable des lieux de production de connaissance, d'innovations et de technologies de pointe. En ce sens, Castells se fie aux travaux de l'économiste régional français Philippe Aydalot pour démontrer l'importance cruciale des milieux innovateurs. Au centre du livre, le troisième chapitre met en scène le concept central d'espace des flux qui est ici strictement économique et organisationnel. Cette nouvelle organisation de l'espace résulte de différentes mutations du fonctionnement des entreprises: l'évolution des services et l'émergence d'une économie de l'information, l'impact de l'automatisation du travail, la nouvelle logique organisationnelle des firmes (exposée au chapitre 2) et l'interaction de ces éléments avec la structure spatiale existante:

« Alors que les organisations se situent dans des lieux, et leurs composantes dépendantes de ces lieux, la logique organisationnelle est non localisée, fondamentalement dépendante de l'espace des flux, caractérisé par les réseaux d'information. »<sup>49</sup> [Castells, 1989, p. 169]

L'auteur conclut ce chapitre par le deuxième volet de son argument: l'espace des flux devient le centre du pouvoir et de la domination,

identities and local societies through the powerful medium of information technologies. » [Castells, 1989, p 6]

<sup>49</sup> « While organizations are located in places, and their components are place-dependent, the organizational logic is placeless, being fundamentally dependent on the space of flows that characterizes information networks. » [Castells, 1989, p. 169]



certaines composantes de ces flux pouvant d'ailleurs être localisées dans l'espace euclidien traditionnel: les quartiers d'affaires, les centres financiers des grandes métropoles représentent les pôles de ce nouvel espace globalisé de domination. Au plan urbain, cette domination se traduit par une puissante tendance à la dualisation des villes, en termes économiques et fonctionnels. Dans le chapitre 4, l'auteur démontre à partir des cas de New York et de Los Angeles, deux exemples de villes duales, la déconnexion économique et spatiale entre un secteur formel fondé sur une économie de l'information et une économie informelle fondée sur le travail. Les deux derniers chapitres s'ouvrent sur l'analyse de la transformation de l'Etat-providence et la concentration progressive de l'intervention étatique américaine sur l'activité militaire et l'armement. L'auteur analyse en particulier les relations entre industries de défense et innovations technologiques. Puis, il élargit le champ d'observation et donne des pistes de réflexion sur l'internationalisation de l'économie qui en transformant l'économie traditionnelle déstabilise les villes et les gouvernements locaux.

## 5.1 L'irruption des technologies dans le monde de Manuel Castells

### 5.1.1 Un monde en mutation technologique

Depuis la fin des années 1970, vous n'avez cessé de voyager en Asie, à Hong-Kong, à Singapour, puis très vite en Russie, votre horizon s'élargit. Que vous ont appris ces voyages? En introduction à *La question urbaine*, je vous demandais à quoi ressemblaient les villes visitées par le jeune Castells. Je souhaiterais vous reposer la question. Qu'est-ce qui vous a frappé? Quels changements majeurs méritaient selon vous d'être mieux appréhendés?

Je me suis construit par une économie de troc, et pas par une économie capitaliste. Echangeant valeur d'usage contre valeur d'usage, connaissance et informations contre connaissance et informations. Mon camp de base se situait à Berkeley en Californie, où un grand nombre d'informations étaient disponibles sur des pays du monde entier. Je me suis intéressé à l'Europe à partir de l'Espagne. Car mes amis socialistes venaient d'arriver au gouvernement et ils n'avaient pas la moindre idée de l'impact de la transformation technologique sur la société. Ainsi, en 1984-85, j'ai bénéficié de financements conséquents du gouvernement pour réaliser une étude sur le rapport entre nouvelles technologies, économie et société

en Espagne, avec une importante équipe de recherche. Je me suis déplacé à Madrid pendant un an, j'ai dirigé cette équipe de recherche et nous avons produit une étude en deux volumes, préfacée par Felipe Gonzalez. Cette étude a servi de base à la politique officielle du gouvernement socialiste de l'époque. Personnellement, je voulais aider mon pays mais surtout mettre à profit le cas espagnol pour étudier la transformation technologique dans un pays intermédiaire, un pays européen moins avancé, mais qui était en train de se transformer. Avec mes travaux de recherche internationaux, je souhaitais introduire la diversité culturelle et les contextes institutionnels dans l'analyse de la transformation socio-technologique. Je lisais aussi ce qui se passait en France, via les recherches du GREMI (Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs), ainsi qu'en Angleterre.

En même temps, l'Asie pacifique a été essentielle pour moi, car au cours des années 1980, elle constituait la grande zone de développement et de transformations technologiques. J'ai mis à profit ma renommée dans le champ des études urbaines et j'ai accepté des invitations d'universités et d'institutions de pays asiatiques. Par exemple, je suis allé à Hong-Kong, j'ai enseigné trois ou quatre mois à l'université, j'ai dirigé des travaux d'étudiants, à condition que les universitaires locaux me garantissent l'accès aux informations. Ainsi, j'ai enquêté à Hong-Kong, à Singapour, à Taiwan, en Corée et même en Chine. En 1987, le Conseil d'Etat chinois, la plus haute institution politique, nous a invité Martin Carnoy de Stanford et moi-même à réaliser une évaluation de la politique technologique chinoise. J'ai accepté en refusant d'être payé, mais en demandant, puis obtenant, l'accès au Gouvernement chinois, aux entreprises chinoises et aux entreprises multinationales en Chine.

Je suis allé plusieurs fois au Japon, mais je n'ai pu me lancer dans des observations directes qu'en 1995. J'ai été invité par une des meilleures universités impériales japonaises, l'Université Hitotsubashi à Tokyo, à donner un séminaire sur la révolution technologique comparée aux Etats-Unis et au Japon. Pour alimenter ce séminaire, j'avais besoin d'assistants japonais et d'accès aux entreprises et au gouvernement. A cette occasion, j'ai complètement retravaillé le premier volume de la trilogie [Castells, 1996]. Au lieu d'insérer un nouveau chapitre, j'ai repris mon volume de l'introduction jusqu'à la conclusion en fonction de la réalité que j'observais au Japon.

Je connaissais bien l'Amérique latine et je continuais à m'y rendre régulièrement. Par contre, ma rencontre avec l'Union soviétique a été extrêmement importante à cette époque. J'y suis allé pour la première fois en 1984,

car j'avais été invité à un séminaire en Sibérie. Je me suis fait inviter en 1987-88 comme professeur à l'Université de Leningrad, mais c'était extrêmement compliqué d'envisager d'y travailler. Donc j'ai attendu 1989, la *perestroïka* et l'ouverture de l'information, pour construire un programme de recherche. Je me suis lancé dans un projet avec deux institutions soviétiques, l'une à Moscou et l'autre à l'Institut d'économie de Sibérie. Ce terrain a été essentiel pour construire la théorie de la société en réseaux. Il m'a permis de démontrer comment le frein au développement technologique en Union soviétique était d'ordre structurel, social et culturel, et a finalement conduit à l'échec de la restructuration et à la chute de l'Union soviétique.

*The Informational City* est une œuvre ambitieuse réalisée en moins de six ans sur un sujet complètement nouveau. Aviez-vous des collaborateurs à Berkeley? Où en étaient vos relais internationaux que vous aviez mis à contribution dans vos recherches sur les mouvements sociaux?

En effet, un des points clés du processus de production de *The Informational City* et de la trilogie étaient les étudiants de Berkeley. Je n'aurais jamais pu écrire ce livre, ni la trilogie, à Paris, j'avais besoin d'un environnement tel que Berkeley, le *Massachusetts Institute of Technology* (MIT), Harvard ou Stanford. La qualité de ces universités tient essentiellement aux étudiants de doctorat, qui viennent du monde entier et qui disposent de qualités scientifiques qui ne se trouvent pas parmi la plupart des chercheurs du CNRS ou d'universités européennes.

Mes travaux se sont fondés sur deux choses: ma propre observation empirique de diverses régions du monde, y compris la Californie, et les analyses de plusieurs étudiants. Leurs sujets traitaient de l'économie informelle en Somalie, de la transformation du Nigéria, du Zaïre ou du Moyen-Orient. Par exemple, sur la Chine, Youtien Hsing, une de mes étudiantes de Berkeley, a fait un livre extraordinaire (Hsing, 1999), issu de sa thèse de doctorat. Elle a démontré que la connexion économico-technologique entre Taiwan et la Chine était un facteur essentiel du développement chinois. Elle a développé le concept, empiriquement fondé, d'une nouvelle classe d'agents de développement en Chine: les entrepreneurs bureaucrates. Elle a démontré que la croissance chinoise s'appuyait sur des membres de l'appareil communiste, au plan local, qui, tout en contrôlant l'investissement en capital, échangeaient avec des capitalistes chinois de l'extérieur. Ils négociaient l'accès à un territoire, à une force de travail, à un marché contre le capital, la technologie, la connexion à l'économie mondiale. Cette étudiante était taïwanaise et chinoise et elle a fait une enquête directe dans le sud de

la Chine et à Taïwan. Nous sommes allés ensemble dans les entreprises taiwanaises. Aujourd'hui, elle est professeur titulaire de géographie à Berkeley et reconnue mondialement. Je pourrais citer une douzaine d'étoiles académiques actuelles qui ont été mes étudiants.

A travers mon réseau d'étudiants à Berkeley, mais aussi à *University of California Los Angeles* (UCLA) ou au MIT, j'ai pu observer en temps réel le développement de l'ensemble du monde, de différents pays et intégrer ces informations à mes analyses. Aucune université européenne, pas même Cambridge ou Oxford, n'aurait pu me l'apporter.

### 5.1.2 L'écllosion de l'économie urbaine, des milieux innovants aux technopoles

Vous opérez un virage thématique à partir de 1983, en vous intéressant au rôle des changements technologiques et de l'émergence d'une économie de l'information dans la transformation des structures spatiales. Quel était le rôle de l'Institut d'urbanisme et de développement régional (IURD) de Berkeley, et de votre environnement intellectuel, dans ce changement de cap? Pourquoi vous êtes vous intéressé à ce thème, finalement éloigné de vos préoccupations?

Silicon Valley.



*The Informational City*, une rupture? Oui et non. Tout d'abord, j'ai toujours eu une sensibilité et un intérêt pour l'analyse des relations entre les innovations technologiques et la structure spatiale. Ma thèse de doctorat, en 1967, portait sur ce thème, dont l'essentiel des résultats a été publié dans un petit livre en 1975, intitulé *Sociologie de l'espace industriel* [Castells, 1975]. Ma thèse démontrait que les stratégies de localisation sont spécifiques. Les critères d'innovation, de milieu socioéconomique et de rapport culturel à l'espace apparaissaient beaucoup plus importants que les critères économiques de localisation – facteurs de production, coûts de production. J'ai démontré empiriquement la préférence de localisation qui découle de ce comportement. Dans la région parisienne, j'ai découvert, dès 1967, que le plateau de Saclay disposait d'importants potentiels de concentration d'industries de haute technologie. Cette tendance s'est vérifiée sur le terrain une dizaine d'années plus tard. Ensuite, avec mes travaux sur les mouvements sociaux au cours des années 1970, cet objet est resté au second plan, mais c'est une problématique dont je restais fondamentalement imprégné.

La deuxième influence n'est pas l'université de Berkeley en elle-même, mais la Baie de San Francisco, qui m'a incité à une analyse proprement technologique de l'espace et de la société. Lorsque les gens parlent de *Silicon Valley*, ils s'intéressent essentiellement au milieu d'innovation qui est né autour de l'université de Stanford et de la *Santa Clara Valley*, alors que les biotechnologies se sont plutôt développées dans l'Est de la Baie et dans la péninsule de San Francisco. Il ne s'agissait pas seulement de la *Silicon Valley* mais de la dynamique technologique de la Baie de San Francisco dans son ensemble.

Je venais de terminer *The City and the Grassroots* [Castells, 1983b] et je souhaitais me lancer dans une nouvelle voie de recherche. J'ai été frappé par cette extraordinaire dynamique d'innovation technologique. Peter Hall<sup>50</sup>, géographe urbain de renom, a intégré l'Université de

<sup>50</sup> Sir Peter Hall est géographe. Après avoir enseigné à la London School of Economics (LSE) et à l'Université de Reading, il devient professeur d'urbanisme et de développement régional à l'Université de Berkeley, de 1980 à 1992. Spécialiste de Londres et de l'urbanisme britannique, il s'intéresse à partir du début des années 1980 aux stratégies de localisation des firmes de hautes technologies, sous une approche mêlant géographie économique et économie industrielle. Il démontre, dès le milieu des années 1980, que les entreprises de haute technologie tendent à se localiser à proximité de centres de recherche, dans un milieu permettant le transfert technologique et scientifique, un environnement qui sera plus tard qualifié de « technopoles ». Il publie avec son équipe une série d'ouvrages, dont *High Tech America* (Markusen, Hall, Glasmeier, 1986) et *Technopoles of the World* (Hall et Castells, 1994) avec Manuel Castells, publication la plus récente sur le thème de l'innovation et des changements technologiques en économie urbaine.

Berkeley la même année que moi et a eu exactement la même réaction. Nous avions la même sensibilité, peut-être parce que nous étions tous deux européens, et nous pensions que quelque chose d'exceptionnel se passait dans la région. Nous avons constitué une équipe de travail autour de Peter Hall qui, à partir des années 1980-82, a commencé à étudier systématiquement le thème de l'innovation technologique, en lien avec les structures urbaines et le développement régional. Peter Hall a travaillé avec une jeune professeur assistante de Berkeley, Ann Markusen, quant à moi j'ai été assisté d'une jeune chercheuse, Anna Saxenian<sup>51</sup>. Avant *The Informational City*, le premier produit de ces travaux est un ouvrage collectif que j'ai dirigé et qui a été publié sous le titre *High Technology, Space, and Society* [Castells, 1985]. Ce livre a bénéficié d'un impact immédiat dans la communauté académique.

Je souhaiterais aussi mentionner l'appui de Philippe Aydalot<sup>52</sup> qui a été décisif au plan intellectuel pour le développement de cette problématique. Economiste régional, il avait constitué à Paris une petite équipe de recherche, le Groupe de recherche sur les milieux innovateurs (GREMI). Je ne le connaissais pas, pas même ses travaux, il est venu à Berkeley, nous avons travaillé quelques semaines ensemble et nous avons décidé de commencer à collaborer. Il faut souligner que le concept fondamental de milieu innovateur vient de lui, même si nous l'avons quelque peu affiné ensuite. Les travaux de Philippe Aydalot ont donc été essentiels pour nos recherches.

<sup>51</sup> Anna Lee Saxenian est ensuite devenue renommée pour ses travaux sur la *Silicon Valley*. Elle est aujourd'hui doyenne de l'École de gestion de l'information et des systèmes de l'Université de Berkeley – *School of Information Management and Systems* (SIMS), UC Berkeley.

<sup>52</sup> Philippe Aydalot (1939-1987), économiste spatial de renom et professeur à l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, a fondé en 1984 le Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs (GREMI). Ses recherches se sont intéressées au rôle des territoires dans l'enclenchement des dynamiques d'innovation, pour une entreprise ou un secteur donnés. Ses travaux sont ceux d'une époque marquée par la reconversion des grands pôles industriels français qui avaient aménagés le territoire national d'après-guerre. Pourquoi, face aux défis de la reconversion, certains territoires se développent et innove plus que d'autres? « L'entreprise innovante ne préexiste pas aux milieux locaux, mais est secrétée par eux », telle est la thèse de Philippe Aydalot (1986). Six programmes de recherches du GREMI vont s'attacher à saisir les origines et les trajectoires des milieux innovateurs, dans divers contextes nationaux, de 1984 à la fin des années 1990 (Matteaccioli, 2004). Par analogie, l'économie des milieux innovateurs va elle-même s'inscrire dans un milieu de recherche en économie spatiale foisonnant, s'inspirant de travaux plus ou moins convergents, issus de l'école italienne des districts industriels (Piore et Sabel, 1989), de la nouvelle géographie économique californienne (Scott et Storper, 1986; Storper et Walker, 1989) et de l'école française de la régulation (Boyer, 1987; Aglietta, 1976; Lipietz, 1986; Benko, 1991). Trois autres sources d'inspiration et d'échanges scientifiques pour Manuel Castells et Peter Hall.

Vous êtes vous aussi appuyé sur les travaux de géographie économique ou d'économie régionale californiens, je pense en particulier à Michael Storper, Richard Walker (Storper et Walker, 1989) et Allen Scott (Scott et Storper, 1986)?

Oui, il y avait deux groupes. J'ai entretenu d'étroites relations avec Allen Scott de UCLA, il a réalisé des travaux très intéressants et assez proches des nôtres. En parallèle, j'ai échangé avec Richard Walker et son doctorant Michael Storper. Richard Walker était un marxiste orthodoxe, il travaillait sur les problématiques liées à l'accumulation du capital, à l'image de David Harvey. Michael Storper était beaucoup plus souple, mais fondamentalement l'innovation technologique n'était pas selon lui aussi importante que la dynamique du capitalisme et les rapports de classe. Les marxistes orthodoxes disaient que tout était lié au capitalisme et que l'innovation n'en était qu'un support. A mon avis ils n'ont pas saisi les effets de la dynamique technologique. De notre côté, nous proposons d'étudier comment ce mécanisme d'exploitation fonctionnait dans un nouveau contexte technologique et comment l'espace était restructuré en fonction des dynamiques d'innovation. En revanche, le travail d'Allen Scott restait tout à fait dans la ligne des travaux de Peter Hall, Ann Markusen, Amy Glasmeier, Anna Saxenian et moi-même. et nous avons eu d'intenses rapports.

*The Informational City* apparaît comme un ouvrage d'économie régionale et urbaine, assez éloigné de la sociologie. Pourquoi avoir opéré en parallèle un virage disciplinaire?

En effet, ce livre se situerait davantage dans le champ de la géographie économique. Ce sont des analyses d'économie urbaine, les sociologues ne s'y reconnaissent pas tellement.

A Berkeley je faisais partie de deux départements: sociologie, et planification urbaine et régionale (*Institute for Urban and Regional Development – IURD*). Je me suis senti plus proche du département de planification urbaine et régionale et assez distant des sociologues, même si je me sentais personnellement bien intégré. De plus, le département de sociologie de Berkeley, le numéro deux aux Etats-Unis, se concentrait surtout sur la théorie. Ils continuaient à élaborer des concepts à partir de Marx, Durkheim, Weber, Bourdieu, Deleuze ou Foucault. La théorie sociologique n'est pas ce qui m'intéresse le plus au monde, je suis parti de Paris à cause de cela. Je restais absolument isolé dans mes travaux de sociologie, cette discipline a longtemps ignoré la technologie.

Par contre, le département de planification urbaine et régionale de Berkeley, le numéro un mondial, était interdisciplinaire. Pour moi c'était



très important, ils étaient très ouverts aux changements technologiques, à l'innovation. Ils ne se préoccupaient pas spécialement de sociologie, d'économie ou de géographie. Je dirais que ce livre est un ouvrage interdisciplinaire d'analyse urbaine et régionale. Il reflète très bien les travaux de l'IURD.

Intellectuellement, mis à part vos collègues de l'IURD, qui continuait à vous influencer? Toujours Alain Touraine, Daniel Bell, les postmodernes? Quelles étaient vos lectures principales à ce moment-là?

Pour moi Daniel Bell et Alain Touraine étaient les deux personnes qui avaient le plus analysé la transformation sociotechnique de la société. J'ai été extrêmement critique sur la théorie de la société post-industrielle de Daniel Bell, en particulier du fait de son ethnocentrisme total. Par exemple, à la fin du volume de Daniel Bell (1976), une phrase souligne que, mis à part les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest, les autres sociétés suivront probablement la même voie au cours du XXI<sup>e</sup> siècle. Le problème empirique de cet ouvrage, publié en 1976, est qu'il n'a pas anticipé l'essor économique et technologique du Japon et de l'Asie Pacifique. L'Union soviétique n'était pas non plus un pays sous-développé au plan technologique, pourtant il n'y avait pas de points communs avec les Etats-Unis et l'Europe. En 1983, dès que je me suis lancé dans ce projet, j'ai décidé d'adopter une démarche multiculturelle, afin de rompre avec l'analyse ethnocentrée de la société post-industrielle de Daniel Bell.

### 5.1.3 Les lacunes du postmodernisme dans l'analyse des mutations technologiques

Vos travaux sont contemporains d'ouvrages publiés par des auteurs que nous pouvons classer dans le courant postmoderne. Tout comme vous, ils s'intéressent au changement, tout en partant de préceptes différents des vôtres, marxistes ou post-marxistes pour certains. Au plan des résultats, certaines conclusions interpellent vos travaux sur les réseaux et les technologies. Je pense par exemple aux travaux de Gilles Deleuze et Félix Guattari, avec le concept de rhizome (1980), où les techniques permettent l'immédiateté et l'ubiquité et impliquent la dissolution du temps et de l'espace. Dans ce contexte, quelles discussions avez-vous entretenues avec les postmodernes? Comment vous êtes-vous positionné? Vous ont-ils influencé?



Absolument pas. Je me suis d'emblée positionné contre le postmodernisme car, vous avez raison de relier les deux discussions, je pense que la raison fondamentale pour laquelle il n'y a pas eu plus tôt de théorie de la société de l'information est que le postmodernisme a noyé les transformations technologiques dans un ensemble flou où tout est transformé et plus rien ne perdure. Ainsi, le noyau dur de la transformation qui était la technologie est devenu un objet secondaire. Le postmodernisme a pris la place du post-industrialisme, alors que d'une certaine manière le post-industrialisme était plus intéressant, car il se rapportait aux transformations réelles et matérielles de la société.

Pour être un peu plus systématique sur le postmodernisme, je soulignerai d'abord que sous le label de postmoderne il y a une grande diversité de personnes et de travaux qui se caractérisent par la critique des sciences sociales en tant que sciences. Ce qui unifie le postmodernisme c'est la subjectivité du langage social; tout est construction, tout est construit, il faut reconstruire pour déconstruire. Mais entre construction, déconstruction, reconstruction, on procède à un exercice formel, purement verbal, et la réalité disparaît. La seule chose qui unifie la pensée postmoderne est le refus d'une analyse rationnelle et objectivable de la société.

C'est pour cette raison que je m'oppose fondamentalement au postmodernisme. J'ai toujours cru à la science, et bien sûr aux sciences sociales. Ce sont des sciences un peu particulières parce que l'objet est un sujet, on a conscience de soi-même et il est extrêmement compliqué de s'auto-analyser. Mais, plus une science est compliquée plus il faut être scientifique et méthodologique. De ce point de vue, on ne se situe pas à la préhistoire mais à la protohistoire des sciences sociales, cependant je reste absolument convaincu que l'on peut faire des sciences de la complexité humaine. Par exemple, nous pourrions aller plus loin dans l'usage des mathématiques appliquées aux sciences sociales, dans le traitement des données, ainsi que dans les techniques d'observation et d'analyse.

Malgré tout, au sein du mouvement postmoderne, il y a des approches théoriquement très intéressantes: Krishan Kumar, Gilles Deleuze, si on peut les considérer comme postmodernes. Je pense aussi à des théoriciens en Grande-Bretagne, Scott Lash (1990) ou John Urry (Lash et Urry, 1987), qui, même s'ils font la critique du postmodernisme, restent assez postmodernes eux-mêmes. Selon moi, la meilleure critique du postmodernisme est le livre de David Harvey (1989) sur la condition postmoderne. Il y étudie quelles sont les conditions sociales à partir desquelles se développe la théorie postmoderne, par négation de tout et en se plaçant dans un autre univers. Je pense que la théorie postmoderne s'est effondrée

car ce n'était pas une théorie mais une attitude. Ce positionnement est né du vide des sciences sociales dans les années 1980.

Mais ce vide peut-il être expliqué par la faillite générale du marxisme et du structuralisme?

Oui, d'un côté le marxisme s'est effondré définitivement et irréversiblement en tant que théorie explicative de l'ensemble de la société, ce fut une immense faillite. D'un autre côté, le fonctionnalisme s'est effondré car nous avons assisté à une transformation sociale tellement puissante que les théories construites ne rendaient pas compte de l'essentiel de la réalité. Dans un même temps, il y avait une extraordinaire créativité culturelle, les suites de mai 68. Il était impossible de classer tous ces phénomènes dans les catégories traditionnelles. Comment, par exemple, analyser l'innovation culturelle des femmes dans des cadres marxiste, fonctionnaliste ou d'analyse libérale des jeux stratégiques? C'était impossible. Les transformations technologiques, culturelles et institutionnelles de la société, ainsi que la globalisation ont rendu obsolètes les grands systèmes de référence intellectuels. Et, au lieu de faire le travail compliqué et laborieux de reconstruction de nouveaux cadres d'interprétation, il est apparu plus intéressant aux postmodernes de défendre que c'est fini: c'est la fin de l'histoire, la fin des classes, la fin de la théorie. Tout ceux qui vont essayer de se lancer modestement dans des recherches vont être déconstruits immédiatement, en montrant que leurs méthodes sont l'expression de l'idéologie dominante. Dans les sciences sociales, la critique littéraire s'est transposée à la critique intellectuelle. Au lieu de faire de la recherche, on s'est focalisé sur la critique de la recherche.

Au cours des années 1980, une génération d'étudiants a été pervertie intellectuellement parce qu'on lui a appris que la seule qualité importante des sciences sociales était d'avoir lu Foucault, Baudrillard, Derrida et d'être en mesure de commenter ces textes. Je pense que cela représente une véritable régression intellectuelle. Au lieu d'approfondir les sciences on revient vers la philosophie. J'apprécie la philosophie, celle des philosophes. Mais la plupart de ces textes ne tiennent pas du point de vue de la rigueur demandée par un département de philosophie.

La France et les milieux intellectuels français ont de nouveau une responsabilité dans ce phénomène. Bien sûr, on n'achète pas de fromage américain,

et tout comme le fromage est français, la philosophie est française. Une série de chercheurs qui avaient une formation philosophique ont été valorisés. Il y avait des gens tout à fait sérieux comme Deleuze, ou comme Foucault. Baudrillard m'agace, mais il est original et donne à réfléchir. Je ne suis pas choqué que les intellectuels français aient une certaine influence, mais jusqu'à transformer ces idées en théories générales de la société, c'est absurde. Je pense que tout cela a fait régresser la recherche en France, mais aussi aux Etats Unis.

Car ces auteurs se sont bien exportés. Il est devenu incontournable dans un mémoire ou dans une thèse aux Etats-Unis de citer un peu de *French Theory*<sup>53</sup>, cette technique devient une sorte de code, de norme pour la recherche en sciences sociales outre-Atlantique...

En effet, on peut classer ces théories aux mêmes rayons que le parfum, la lingerie ou le luxe. Il est de bon ton de devoir citer un penseur français. Mais il faut différencier les penseurs français sérieux, de ce qui en est fait. Aux Etats-Unis, il est bien vu de parler français, de se référer au côté élitiste de la vieille culture française. Il est très clair que l'endroit où le postmodernisme a encore une certaine influence ce sont les Etats-Unis, plus que la France, où il a été totalement balayé par de nouvelles modes.

Pour conclure, le postmodernisme est une sorte d'assaut fait à la raison, c'est l'abandon de tout rationalisme. Une chose est de dire que le rationalisme ne guide pas les comportements des personnes dans la société. Il est vrai les gens ne sont pas raisonnables, ne sont pas rationnels. Mais défendre qu'il faut aussi abandonner la raison pour comprendre l'irraisonnable, c'est un véritable problème.

<sup>53</sup> Les *French Theories* sont depuis près de quinze ans incontournables sur les campus américains, aux premiers rangs desquels les auteurs postmodernes Deleuze, Derrida, Lyotard, et puis Foucault et Lacan. En France, le débat sur le postmodernisme et la *French Theory* a eu des échos tardifs. Le destin américain de leurs intellectuels intéressait peu les Français. Mais, en 1997, deux physiciens, l'un américain, Alan Sokal, et l'autre belge, Jean Bricmont, publient un essai démontant « l'intoxication verbale » des intellectuels français (*Impostures intellectuelles*, Odile Jacob), de Deleuze à Lacan, en passant par Derrida, Foucault, Lyotard ou Virilio. Les médias se sont tous emparés du débat, sans essayer de comprendre les fondements de cette réappropriation de la *French Theory* aux Etats-Unis. Seul le *Canard Enchaîné*, cité par François Cusset (2003, p. 14), donnait une image assez fidèle de l'usage de ces auteurs dans les universités américaines: « l'équivalent en philosophie des Post-it en papeterie: il paraît qu'on les colle partout ». Le sociologue François Cusset traite de l'étrange impact de ces auteurs français marginalisés chez eux, qui acquièrent une position tout à fait centrale dans la vie intellectuelle américaine, légitimant les études multiculturelles, des bancs de l'université à la contre-culture, face aux intellectuels « conservateurs ».

## 5.2 La société face à une double transformation / la restructuration du capitalisme et l'émergence du mode de développement informationnel

L'idée centrale de *The Informational City*, présentée en introduction, est :

« Je vais analyser les transformations actuelles des formes et des processus spatiaux, comme la conséquence de l'interaction entre le mode de développement informationnel (dans ses dimensions technologiques et organisationnels) et la restructuration du capitalisme. »<sup>54</sup>

Le point clé de cette thèse est donc de dissocier deux mouvements conjoints, et articulés : l'émergence d'un mode de développement informationnel et le processus de restructuration du capitalisme. Je souhaiterais que nous nous arrêtions sur cette idée en traitant de la différence exacte entre ces deux processus.

### 5.2.1 La restructuration du capitalisme

Pour ce qui concerne le processus de restructuration du capitalisme, votre premier chapitre reprend le cadre théorique déjà formalisé dans *The Economic Crisis and the American Society* [Castells, 1980]. Dans cet ouvrage, vous démontrez comment la crise américaine n'est pas seulement une crise économique mais plus largement une crise du mode de production et des rapports de classes.

J'ai écrit *The Economic Crisis and the American Society* aux Etats-Unis, dans le Wisconsin, en 1976 et ensuite il y a eu une série de révisions, c'était un long processus. Ce travail se situe dans des réflexions proches de la théorie de la régulation. C'est une analyse des modalités de restructuration du capitalisme à partir d'une crise du capitalisme keynésien. C'est une réalité que j'ai observée empiriquement. Mais, avec *The Informational City*, en parallèle de la restructuration du capitalisme, je mets en exergue l'importance de la transformation du mode de développement à laquelle j'ai assisté en Californie et dans la Baie de San Francisco. C'était une véritable transformation des règles de fonctionnement de l'économie et de la société, liées à cette révolution socio-technologique. De plus, je tentais

<sup>54</sup> « I will analyse the current transformation of spatial forms and processes as a specific manifestation of the interaction between the informational mode of development (in its two dimensions: technological and organizational) and the restructuring of capitalism. » [p. 3]

de comprendre pourquoi ce processus de restructuration du capitalisme fonctionnait aux Etats-Unis et pas en Europe. J'ai compris que la capacité d'intégrer les sources de productivités issues de la révolution technologique était très différentes aux Etats-Unis, que l'on assistait à une transformation structurelle plus avancée aux Etats-Unis qu'en Europe. *The Economic Crisis and the American Society* était un livre sur la restructuration du capitalisme qui ne prenait pas encore en considération les transformations technologiques.

En effet, dans ce premier travail de socio-économie, vous traitez d'économie de services et pas encore d'économie de l'information ou de technologies. Vous situez-vous davantage dans une observation des transformations sectorielles de l'économie que dans une analyse des mutations technologiques?

Oui car, même si la révolution technologique a débuté au cours des années 1970, j'ai commencé à l'intégrer dans mes travaux au début des années 1980 lorsqu'elle s'est manifestée avec force, en particulier en Californie.

En réintroduisant les rapports de classes et plus seulement les processus de production, vous défendez l'idée que la crise est avant tout liée aux processus sociaux et politiques qui encadrent le fonctionnement de la société: luttes de classes, régulation politique, modèles idéologiques. On retrouve dans cette idée l'empreinte théorique du structuralisme politique, tel qu'il avait été formalisé par Nicos Poulantzas<sup>55</sup>. Dans *The Informational City*, vous reprenez la même démarche en faisant de la restructuration du capitalisme un facteur clé d'émergence de la ville informationnelle. S'agissait-il de prendre en considération le rôle des structures et des contradictions sociales? Vous sentiez-vous sur ce point toujours structuraliste?

Je me situe en effet dans la ligne directe de l'analyse sociopolitique en termes de classes, de groupes sociaux, de valeurs, qui s'inspire aussi des travaux de Touraine. Il s'est toujours centré sur l'importance des stratégies d'acteurs dans les processus de crises et de gestion des crises. Je m'intéressais aux causes et aux modalités de développement de la crise du capitalisme, dans un certain contexte historique. Dans la restructuration du capitalisme, le principal facteur n'est pas technologique. Les nouvelles technologies émergent de la nouvelle société issue de la res-

<sup>55</sup> Cf. note 15 du chapitre 2.

truction du capitalisme. Cette restructuration se fonde sur des causes politiques, sociales, et sur la capacité ou non du système à contrôler les bases de fonctionnement de son économie.

La principale différence que nous pouvons relever entre l'essor du mode de développement informationnel et le processus de restructuration du capitalisme se caractérise par la séparation analytique que vous faites entre ce qui relève des tendances générales du système économique, d'un côté; et ce qui relève des processus sociaux et politiques propres à chaque pays, de l'autre. Vous traitez d'une question aujourd'hui cruciale pour l'action publique: quelles sont les marges de manœuvre des acteurs politiques et sociaux, face à l'enclenchement de nouvelles dynamiques globales d'accumulation, fondées sur les technologies et l'information. Qu'en pensez-vous?

En quelque sorte. Il est clair que tous les pays sont confrontés à la transformation du modèle d'accumulation capitaliste, surtout du fait de la globalisation de l'économie, où les Etats-Unis, l'Europe et le Japon sont de plus en plus économiquement liés. Tous les gouvernements sont confrontés à cette transformation du modèle d'accumulation et doivent s'engager dans une augmentation de la productivité, dans le contrôle des dépenses sociales et dans des réformes du secteur public. Mais, d'un autre côté, il est important de comprendre qui est au pouvoir, avec quelles idéologies, quels buts, quels outils, et tout cela crée des différences considérables d'un pays à l'autre, *a fortiori* si l'on prend en compte la tradition historique et politique de chaque société. Par exemple, Thatcher a eu un discours beaucoup plus violent contre le secteur public que Reagan, mais en fin de compte elle n'y a à peine touché, mis à part les services de santé et de logement.

Il a fallu attendre un peu plus tard...

En effet, c'est davantage Blair que Thatcher qui s'est lancé dans un démantèlement des services publics. Alors que Reagan a davantage réformé le secteur public. Donc les traditions des services publics en Angleterre et aux Etats-Unis ont créé des conditions différentes pour appliquer des modèles théoriquement identiques, visant à renforcer les mécanismes de marché et les privatisations. Alors est-ce que le mode de développement informationnel introduit une tendance dominante beaucoup plus forte? Oui et non. D'un côté oui, en ce sens que c'est une tendance plus lourde et plus profonde à l'image de celle qui structurait la société industrielle. Il faut faire le socialisme à partir de l'électricité, disait Lénine. Il y a une série de tendances dominantes, en particulier

celles liées aux infrastructures. Tout comme la société industrielle a été le noyau de la structure sociale d'une série de sociétés différentes, l'émergence du mode de développement informationnel représente une tendance lourde commune à différents pays.

Mais, en même temps, il convient de saisir la diversité institutionnelle et culturelle du passage du mode de développement industriel au mode de développement informationnel. Dans la mesure où *The Informational City* s'est concentré sur les transformations structurelles aux Etats-Unis, les tendances lourdes en termes de modes de développement ont pris plus d'importance que la problématique de la diversité culturelle et institutionnelle, qui aurait nécessité l'analyse de différentes sociétés.

### 5.2.2 L'essor du mode de développement informationnel

D'où vient le concept de mode de développement?<sup>56</sup> En quoi se différencie-t-il du concept de mode de régulation<sup>56</sup> défini à la même période par les économistes de la régulation que vous citez (Boyer, 1987; Aglietta, 1976<sup>57</sup>)? Car, en réalité, on perçoit la nécessité commune d'expliquer et de formaliser les transformations et les crises internes au mode de production capitaliste.

Disons que la théorie d'Aglietta reste inscrite dans un cadre marxiste, le mode de régulation est une autre forme d'organisation du capitalisme. J'étais beaucoup plus intéressé par Boyer, que je trouvais plus novateur,

<sup>56</sup> Au sein du mode de production capitaliste, le mode de régulation représente un ensemble de comportements et de procédures qui a la propriété de reproduire les rapports sociaux fondamentaux à travers les formes institutionnelles, de piloter le régime d'accumulation en vigueur et d'assurer la compatibilité des décisions prises par les différents acteurs économiques.

<sup>57</sup> Les régulationnistes se fixent comme objectif l'analyse des mécanismes de développement du mode de production capitaliste. C'est-à-dire « comment il se stabilise en longue période avec un régime d'accumulation et un mode de régulation précis, puis comment il entre en crise et se renouvelle » (Boyer et Saillard, 1995, p. 64). Au cours des années 1980 et 1990, les économistes de la régulation ont analysé la crise du régime d'accumulation fordiste, dont l'étude a été développée par Robert Boyer (1995): ralentissement de la productivité, saturation de la consommation de masse, montée des contradictions, du fait de la déqualification et de l'internationalisation, conflit entre la rigidité des techniques et la montée des incertitudes, dislocation de l'ordre économique international, avec un conflit entre une régulation au niveau national et un régime d'accumulation qui s'organise au niveau mondial.

Plus ou moins proches de l'école de la régulation, des économistes urbains en France (Lipietz, 1986; Benko, 1991) et en Californie (Scott et Storper, 1986; Storper et Walker, 1989) ont étudié les effets de cette crise du régime d'accumulation fordiste sur les dynamiques spatiales et les stratégies de localisation des entreprises. Allant plus loin encore, l'école italienne des districts industriels (Piore et Sabel, 1989) a cru entrevoir dans la troisième Italie un successeur au fordisme, un nouveau chemin de la prospérité, formalisé à travers le concept de régime d'accumulation de spécialisation flexible. Les auteurs montrent en particulier que le type d'organisation industrielle émergent est un mélange de concurrence-émulation-coopération, au sein d'un système de petites et moyennes entreprises très spécialisées.





© Dukas / Keystone France

Alexanderplatz à Berlin et la Tour de la télévision, 1969.

Bucarest, l'Avenue de l'Union, 1993.



© Christophe Jemelín



en particulier grâce aux perspectives ouvertes par l'école de la régulation. De mon côté, j'ai surtout voulu montrer qu'il y a une transformation du capitalisme mais que l'on assiste en parallèle à une mutation structurelle plus fondamentale, indépendante du capitalisme au plan analytique. Le concept de mode de développement me permet de penser la transformation des rapports technologiques, toujours compris comme des rapports sociotechniques. La notion de mode de développement vient directement de Bell et de Touraine. Il est clair chez les deux auteurs qu'il y a deux axes, l'axe de la transformation des rapports de propriété et l'axe de la transformation des rapports sociotechniques de travail; pour parler clairement, l'axe des rapports économiques et l'axe des rapports écologiques (les sociétés agraires, industrielles ou post-industrielles). Je trouvais le terme de post-industriel imparfait, car il décrivait un stade postérieur au mode de développement industriel, sans pour autant le qualifier. C'est pour cela que je me suis décidé à parler de mode de développement informationnel. Entre restructuration du capitalisme et transition vers le mode de développement informationnel, la mutation du mode de développement est de mon point de vue plus fondamentale, en termes de changements historiques. Car il y a plus de similitudes entre une société agraire capitaliste et une société agraire noncapitaliste, qu'entre une société agraire et une société industrielle. D'une certaine manière, la spécificité du mode de développement est plus forte que celle du mode de production.

Je ne niais pas la nécessité de prendre en considération le mode de production dans sa complexité. Mais je voulais défendre en premier lieu que des modes de productions différents – le mode de production capitaliste et le mode de production étatiste ou étatique, en Union soviétique et en Chine – pouvaient être touchés par les mêmes types de mutations. Il était important de comprendre cela pour saisir ensuite l'articulation possible entre modes de production et modes de développement. Ainsi, la Chine présente aujourd'hui une articulation originale entre mode de production capitaliste et étatique. En bref, le concept de mode de production est intéressant à condition de le placer au sein des rapports de production et de ne pas l'utiliser comme le seul concept à partir duquel on explique toute la société: la culture, l'idéologie, l'expérience, la technologie. Le capitalisme me sert seulement à comprendre un certain niveau de réalité.

C'est la rupture fondamentale que j'essaie d'introduire dans *The Informational City*. Je défends qu'en parallèle du processus de restructuration du mode de production capitaliste, on assiste à la transformation du mode

de développement, vers un mode de développement informationnel. Ce sont les rapports entre ces deux transformations qu'il convient d'analyser.

Pour simplifier, voulez-vous dire que l'on pourrait observer un mode de production étatique se combinant à un mode de développement informationnel? Je fais référence à l'exemple de Singapour, qu'en pensez-vous?

Singapour est un exemple complexe. Il y a d'un côté un mode de production étatique mélangé à un mode de production capitaliste, car l'économie est alimentée par les multinationales, et d'un autre côté une économie industrielle qui s'est transformée en économie informationnelle. C'est dans ce sens que Singapour m'a toujours fasciné, dans ce complexe étatique/capitaliste, industriel/informationnel.

Selon moi l'essentiel est de comprendre que les interprétations simplistes à partir du seul mode de production capitaliste nous condamnent à ne pas comprendre les transformations fondamentales des rapports de production, telles que le passage d'un mode de développement à l'autre.

D'où vous est venu l'idée de formaliser la naissance d'un mode de développement informationnel? D'autres auteurs comme Alain Touraine ou Daniel Bell ont-ils imaginé d'autres successeurs au mode de développement industriel? Que change fondamentalement la dimension informationnelle par rapport à l'ancien mode de développement industriel?

Pour formaliser le mode de développement informationnel, j'ai adopté une approche très pragmatique de l'histoire. J'ai identifié des différences radicales avec le mode de développement industriel. Et la principale de ces différences était le changement des technologies et des rapports sociaux liés aux technologies. Quelles étaient les technologies nouvelles? Les technologies de l'information, sous deux formes, la microélectronique et les télécommunications, d'où le qualificatif d'informationnel. Plus tard, dans la trilogie, j'ai fait la différence entre ce mode de développement informationnel et la structure sociale qui en ressort: la société en réseaux<sup>58</sup>.

Tout au long de mon travail, j'ai envoyé mes textes à plusieurs chercheurs. Daniel Bell ne m'a pas répondu. Je lui ai adressé mes critiques sur sa théorie de la société post-industrielle, qui portaient sur son

<sup>58</sup> La relation entre mode de développement informationnel et société en réseaux sera explorée au cours du chapitre 6, traitant de *L'Ère de l'information*.

ethnocentrisme américain et son ignorance de la question des femmes (évolution de l'emploi, féminisme), mais il n'en a pas tenu compte. Je défendais aussi que l'édition de 1973 de son livre ayant été publiée avant la révolution technologique des années 1970, il ne prenait pas en compte le rôle des technologies dans le changement de mode de développement. D'où la nécessité de modifier et d'actualiser sa théorie. Mais il n'a rien modifié dans la nouvelle édition de 1999. Je pense que le grand problème de Bell est qu'il privilégiait, tout comme le soulignait Sartre, les intérêts idéologiques de l'intellectuel, la propriété de ses concepts. Ma principale critique de Bell est de ne pas avoir accepté de transformer sa théorie, alors qu'il a eu 30 ans pour le faire.

Avec Touraine, c'était différent. Touraine s'est profondément désintéressé de cette transformation. Il travaillait sur les mouvements sociaux, les innovations culturelles, le politique. J'ai échangé régulièrement avec lui sur ces thèmes, mais il a laissé de côté l'étude de la transformation du mode de développement industriel.

J'ai entretenu des échanges avec David Lyon, ainsi qu'avec Craig Calhoun. Calhoun (1994) m'intéressait car il a étudié d'un côté des questions liées à la place de l'informatique et des technologies dans la société et de l'autre les questions de politiques et d'identité politique, deux thèmes sur lesquels j'ai aussi travaillé directement. David Lyon (1988) à mon avis est celui qui a le mieux compris et surtout critiqué la théorie de la société de l'information. Il a en particulier critiqué le mythe de la société de l'information. Car au cours des années 1980, on a assisté à nombre de fantaisies futurologistes qui associaient la société de l'information au mythe du Bonheur humain. Les chercheurs sérieux de la théorie sociale ont réagi fortement pour démonter les thèses de la société de l'information. David Lyon, par exemple, a défendu que la société de l'information n'excluait pas les rapports d'exploitation ou de domination.

De ce point de vue, j'ai toujours été ambivalent. Je partageais les critiques sur la société de l'information présentée comme une utopie, et, en même temps, j'observais des changements fondamentaux, au plan des technologies, de la culture et de la société.

## 5.3 De la ville informationnelle à l'espace des flux

### 5.3.1 Les stratégies de localisation des industries technologiques

Votre deuxième chapitre est consacré à une exégèse des travaux issus de la nouvelle géographie économique portant sur les comportements de localisation des entreprises High Tech (Hall, Glasmeier, Markusen, Storper, Walker). Vous vous appuyez aussi sur le cadre théorique des milieux innovateurs formalisé par Philippe Aydalot. Pour résumer, vous soulignez que les nouvelles industries de pointe déploient des stratégies de localisation nouvelles basées sur (a) un milieu innovateur (la présence d'universités, de centres de recherches et la capacité de transfert technologique), (b) la connexion de ce milieu à un réseau ou un marché d'échelle régionale ou internationale et (c) l'existence d'une bonne capacité de financement via des instruments tels que le capital-risque et l'essaimage.

Pour expliquer ces nouveaux comportements de localisation des industries, vous vous appuyez avant tout sur les industries de pointe (microprocesseurs, informatique). N'était-ce pas trop réducteur? Ne pouvions-nous pas faire l'hypothèse qu'avec l'avènement du mode de développement informationnel un plus grand nombre de secteurs respecterait les mêmes stratégies de localisation?

Il est vrai que les facteurs de production essentiels pour ces entreprises sont l'innovation, la production de connaissance et le traitement de l'information. Ce sont des facteurs clés et donc l'accès aux ressources d'innovation est fondamental, il se matérialise dans des réseaux tissés à l'échelle mondiale et sont simultanément concentrés dans des espaces spécifiques. Ces travaux que nous avons réalisés à Berkeley au cours des années 1980 ont donné naissance à une ligne de recherche importante autour de la théorie des *clusters*, formalisée par Porter en 1990. Bien qu'il n'ait pas cité les travaux des chercheurs de Berkeley, ce concept de *cluster* s'inscrit directement dans la suite des recherches sur les milieux innovateurs, étudiés par Philippe Aydalot en 1984-85. Nous avons utilisé ces travaux principalement pour les industries de hautes technologies, car dans ces secteurs le phénomène était plus pur et s'est manifesté plus fortement que dans les industries traditionnelles. De plus, toutes les transformations technico-productives partent d'un noyau pour se diffuser ensuite. Dans un second temps, en effet, le secteur automobile, le textile, les services, la finance, ont connu le même type de phénomène et une division spatiale du travail de la même nature. Mais tout a commencé dans le secteur électronique.

De la même manière que la révolution industrielle a commencé par le textile, l'émergence du mode de développement informationnel a débuté par l'électronique, la génétique, puis les biotechnologies. C'était le phénomène que nous observions directement dans la *Silicon Valley* au cours des années 1980.

Je me suis aussi concentré sur le secteur des hautes technologies car je bénéficiais d'une grande quantité de données. Je disposais de la thèse extraordinaire d'un étudiant turc qui a passé son doctorat en 1979, avant que j'arrive à Berkeley. Il est rentré en Turquie et je ne l'ai jamais rencontré. Sa thèse traitait du rôle de l'innovation dans l'implantation comparée d'entreprises des secteurs électronique et automobile. Il montrait que l'on assistait au même phénomène pour le secteur automobile, déjà à la fin des années 1970. Ces études avaient été réalisées à Berkeley avant même que Peter Hall et moi-même arrivions.

Ceci dit, dans *The Informational City*, il y a un chapitre sur l'industrie technologique mais ensuite il y a un chapitre sur les services. Et ce que j'essaie de montrer c'est que les services suivent la technologie. Cette approche-là était nouvelle, c'est ma contribution. Peter Hall et Allen Scott avaient fait des travaux tout à fait importants sur l'implantation des industries technologiques. De mon côté, j'ai montré que les entreprises de services avaient la même logique spatiale et que ces logiques de localisation se diffusaient à l'ensemble de l'économie.

Un des premiers travaux sur la ville et les communications, de Richard Meier (1972)<sup>59</sup> publié aux Presses Universitaires de France, ne se situe pas du tout dans le même contexte. Il défend que les communications produisent la concentration urbaine. Dix ans plus tard vous démontrez que ce phénomène est plus complexe : l'essor des nouvelles technologies de communication, de production, de connaissance et d'échange donne naissance à des dynamiques géographiques mixtes, entre concentration et déconcentration.

<sup>59</sup> Le livre de l'urbaniste Richard L. Meier a été publié en 1962 aux Etats-Unis, et sa traduction en 1972 aux PUF, sous le titre *Croissance urbaine et théorie des communications*. En appliquant les théories de la communication à la compréhension du phénomène urbain, l'auteur démontre que la croissance des réseaux de communications s'est toujours accompagnée d'une croissance des villes – et réciproquement – et non d'une décentralisation des implantations humaines. Il souligne que les informations et les communications représentent la raison d'être des agglomérations urbaines. Les entreprises et les personnes s'y concentrent pour tirer profit de cette richesse. Ce livre détonne par l'acuité de ces analyses, publié une vingtaine d'années avant la grande révolution informationnelle décrite par Castells dans *The Informational City*. Il détonne aussi par sa thèse qui s'écarte des mythes classiques sur la fin des villes – plus intuitifs que scientifiques – qui ont accompagnés toutes les grandes innovations technologiques, de l'automobile au téléphone en passant par... le réfrigérateur.

Meier m'intéressait beaucoup pour cette raison. Car la plupart des chercheurs qui étudiaient les technologies de communications soutenaient que ces technologies provoquaient la dispersion des activités dans l'espace. Lui défendait l'inverse, grâce à un modèle mathématique, démontrant les processus de concentration lié à l'essor des communications.

J'ai donc opté pour une analyse plus complexe. En effet, en théorie, plus on a de télécommunications et des systèmes de transport rapides, plus on a de dispersion. Pourquoi les entreprises ou les personnes resteraient en ville? Meier défendait le contraire avec de très bons arguments. Donc, je me suis lancé de façon très agnostique dans ce travail. A force de recherches empiriques, j'ai découvert que l'on assiste à un processus simultané de concentration et de dispersion. Concentration et dispersion forment les deux facettes d'un même processus, caractérisé par l'articulation des différentes unités de production dans l'espace de communication. Un espace de communication que j'ai appelé l'espace des flux (*space of flows*).

Cette découverte vient-elle de votre méthode qui a toujours visé à étudier comment un système économique fonctionne au plan structurel, comment le capitalisme se restructure et au final comment l'évolution des procès de production poussent certaines entités à se concentrer et d'autres à se disperser?

Oui, mais cette nouvelle organisation n'est pas directement liée au rapport de production capitaliste, mais surtout au mode de développement informationnel. Je me réfère en particulier à la division internationale du travail. Cette division s'opère en fonction des différentiels de coûts de main-d'œuvre, qui résultent de l'organisation du capitalisme international. Mais, en parallèle, l'implantation de certaines activités est fonction de l'innovation et de la relation à certains centres universitaires de recherche, concentrés dans certains pays. Cette dimension-clé n'est pas liée au capitalisme mais à la connaissance, qui devient un facteur de productivité essentiel. Alors que, dans le mode de développement industriel, la concentration des activités était étroitement corrélée au fonctionnement du capitalisme, via des économies d'agglomération, dans le mode de développement informationnel on assiste davantage à des synergies propres au mode de développement qui appellent la formation de milieux d'innovation.

### 5.3.2 L'espace des flux et le déterminisme technologique

La deuxième tendance qui vous permet de qualifier l'émergence d'une ville informationnelle est la prédominance progressive d'un espace des flux. Dans votre développement, cette tendance est relativement complexe à saisir car elle recouvre à la fois des dimensions organisationnelles, liées aux processus de production, et des dimensions spatiales et réticulaires liées à la valorisation plus importante de la connexité par rapport à la contiguïté/proximité. Je commencerai par vous poser une question simple, comment définir cette notion d'espace des flux, qui contient deux termes contrastés?

Dans le concept d'espace des flux, le choix des termes est délibéré. Pour faire un peu d'épistémologie, je me suis toujours inspiré d'une extraordinaire analyse de Bachelard sur les concepts et leur fécondité. Selon lui, un concept doit être rigoureux, mais il ne doit pas être complètement fermé. Il utilisait une image: un concept fécond doit être à l'image des feuilles d'un arbre, il faut qu'elles tremblent avec le vent. J'ai toujours essayé de trouver des concepts qui soient un peu tremblants, qui obligent à se poser des questions immédiatement.

Depuis longtemps, je rêve d'écrire un livre sur l'espace des flux, en essayant d'éclaircir le contenu théorique de ce concept tout en renforçant ses fondements empiriques. Dans *The Informational City*, j'ai essayé d'examiner empiriquement quelle était l'influence de la technologie sur l'implantation des activités économiques. Sur le terrain, j'observais que les activités se concentraient et se dispersaient. Je souhaitais trouver un concept clair pour qualifier cette configuration spatiale, issue du modèle d'implantation des industries et des services de pointe, qui dans un même temps concentraient certaines de leurs activités, en décentralisaient d'autres et établissaient des relations entre ses différentes entités grâce aux systèmes de communication électronique. C'est ainsi que j'ai appelé cet ensemble de nouvelles configurations spatiales l'« espace des flux ». L'émergence d'un espace des flux traduit, au plan spatial, la fin de l'organisation fordiste de la production et des activités économiques: la concentration dans l'usine, l'internalisation de toute la production dans une grande unité spatialement concentrée. Même s'il y a des milieux innovateurs qui génèrent des économies d'agglomération, on assiste dans un même temps à l'éclatement des activités. La principale caractéristique de cette nouvelle organisation productive est la capacité de conserver l'unité dans la distance, grâce aux technologies. Par conséquent, il y a des espaces spécifiques aux différents types d'activités économique.

La *Silicon Valley* coûte trop cher pour implanter des ouvriers et des usines automobiles, elle doit se concentrer sur l'élite de l'industrie technologique. Aux échelles mondiale, régionale, puis métropolitaine, nous avons assisté à un processus croissant de spécialisation des lieux en fonction du type de production. Tout comme la globalisation, la tendance à la spécialisation des espaces est une tendance latente du système capitaliste, mais les entreprises ne disposaient pas des capacités technologiques de le faire. L'espace des flux est donc directement lié à l'émergence des technologies avancées d'information et de communication.

Votre analyse est dans un premier temps très ouverte: vous dites que la ville ne disparaît pas pour autant mais s'organise autour d'une dialectique de plus en plus forte entre l'espace des flux et l'espace des lieux. Cependant vous fermez d'emblée cette approche en termes de tensions, en concluant que la tendance fondamentale du mode de développement informationnel fait que les industries sont de plus en plus dépendantes de l'espace des flux, de leurs réseaux, et de moins en moins des lieux. N'avez-vous pas amoindri le rôle des interactions locales? L'économie spatiale, et justement les milieux innovateurs, ont bien montré le rôle majeur des milieux, des territoires dans le développement industriel. N'y a-t-il pas là une contradiction?

Je donnerai deux réponses qui viennent de l'observation empirique.

Tout d'abord, il faut comprendre que l'espace des flux est composé de places, c'est un espace territorialisé. Mais ces places ne reçoivent leur sens fonctionnel que parce qu'elles entretiennent des rapports et des échanges avec le reste de l'espace des flux. Une usine en Malaisie et un centre de recherche-développement de la *Silicon Valley* appartiennent au même espace des flux, car ils ont besoin l'un de l'autre et communiquent entre eux. L'espace au sens traditionnel du terme, le territoire, ne disparaît pas, mais les places sont en relation au sein de l'espace des flux et pas forcément au sein de l'espace des lieux. L'espace des flux est l'espace de communication. Il s'organise autour de la mise en relation de différentes places, il contient des territoires, des infrastructures techniques, des systèmes d'information et de communication, des systèmes de transports et des systèmes de gestion. Personnellement je différencie lieux et places. L'espace des lieux est un espace différent, organisé autour de la proximité et de la contiguïté. Mais il y a des places, des endroits, qui se situent dans les deux types d'espace. Il y a des places qui ont du sens tant dans l'espace des flux que dans l'espace des lieux.

Ensuite, j'ai démontré qu'il y a des espaces symboliques culturels de la domination. Ces espaces symboliques sont les points d'ancrage des réseaux



de communication de l'espace de flux. Dans les années 1980, cette idée était assez nouvelle. Je l'ai découvert lorsque des gouvernements ont commencé à m'inviter dans plusieurs pays du monde. En Union soviétique, en particulier, l'élite disposait de circuits totalement différents. Quand j'étais invité par le gouvernement soviétique je ne voyais jamais le système de transport des Russes. On m'attendait à l'avion, puis on me mettait dans un autre avion. Il y avait toujours un salon particulier, on ne voyait pas les aéroports. J'ai découvert l'espace des élites à partir de mes voyages en Union Soviétique. Ces espaces restent extrêmement spécifiques au plan architectural, avec un design abstrait, banalisé, identique en Europe, à Hong-Kong ou aux Etats-Unis.

L'espace des flux n'est pas un espace virtuel c'est un espace de communication. Ces communications s'effectuent entre des nœuds, des places articulées entre elles au sein de cet espace. C'est l'espace des flux dans son ensemble, et pas un nœud en particulier, qui domine l'espace des lieux. L'usine de Malaisie ne domine pas l'espace des lieux, car au plan gestionnaire elle reste contrôlée par la *Silicon Valley*. Mais la structure à laquelle appartient l'usine de Malaisie domine l'espace des lieux.

Que répondez-vous aux critiques qui vous ont reproché de verser dans du déterminisme technologique, accordant une importance prépondérante aux technologies de communication dans le processus de transformation des territoires? Acceptez-vous ces critiques?

J'accepte ces interprétations mais je ne les considère pas comme des critiques. Je pense que mon analyse est valable, pour deux raisons. Tout d'abord au plan des rapports entre technologies et organisation de l'espace de flux, je démontre que sans ce type de technologies nouvelles l'espace des flux ne pourrait pas fonctionner, donc les technologies sont des facteurs nécessaires mais pas suffisants. Si on peut qualifier cet argument de déterminisme technologique, alors je suis déterministe technologique. Pour moi la technologie est fondamentale, en ce sens qu'elle détermine ce que les personnes, les entreprises ou les gouvernements ont comme possibilités. Notre vie personnelle n'est pas déterminée par notre téléphone mobile, mais un mobile transforme notre vie, ajoute des possibilités nouvelles, de la flexibilité. Cette nouvelle organisation spatiale est indirectement dérivée des transformations technologiques. En effet, elle est avant tout le résultat de l'émergence du mode de développement informationnel et de la restructuration du capitalisme. Voilà comment je réponds à cette critique.

La seconde critique, à laquelle j'ai répondu, m'a même conduit à modifier mes arguments dans mes écrits suivants. Elle concerne l'association automatique entre espace des flux et espace de la domination. Cet écueil vient du fait que j'ai découvert que l'espace des flux est une pratique structurante des élites et des intérêts dominants. Ainsi, à l'origine, dans *The Informational City*, l'espace des flux est un espace de la domination pure, de la domination structurelle. Il n'y a pas de place dans cet espace des flux pour la résistance à la domination. J'oppose l'espace des flux aux espaces de lieux qui sont quant à eux fragmentés, ségrégués et résistants à la domination, et donc à l'espace des flux. Je n'avais pas encore introduit dans l'analyse quelque chose de fondamental, l'envahissement de l'espace des flux par des mouvements de contre-dominance. C'est ce que j'ai appelé ensuite *the grassrooting of the space of flows*<sup>60</sup> [1999c], l'idée que l'espace de la communication électronique pouvait être aussi un espace de résistance et de transformation des intérêts sociaux. J'ai accepté cette critique et j'ai transformé mon analyse, en particulier dans le deuxième volume de *L'Ere de l'information*, intitulé *Le pouvoir de l'identité* [1999a].

### 5.3.3 Dual City – Global City

En complément de l'émergence d'un espace de flux, vous identifiez au plan local le développement d'une ville duale. Selon vous, les principaux facteurs de dualisation sont triples: un premier lié non pas aux changements technologiques, mais à la restructuration du capitalisme via la déconnexion croissante entre capital et travail au plan organisationnel et spatial; le deuxième lié au partage du système industriel en deux mondes dissociés (une économie formelle fondée sur l'information et une économie informelle fondée sur le travail<sup>61</sup>); le troisième est lié à la polarisation des secteurs de la nouvelle économie informationnelle, localisés dans des territoires branchés à l'espace des flux et le reste de la ville qui resterait marginalisée. Quelle différence faites-vous entre la ville duale et les processus de ségrégation socio-spatiale habituels?

Il y a une réelle différence entre l'idée de ville duale et la ségrégation socio-spatiale. D'un côté il y a la ségrégation sociale, les quartiers marginaux,

<sup>60</sup> Cette phrase pourrait être traduite par « l'émergence des mouvements sociaux dans l'espace des flux. »

<sup>61</sup> « information based formal economy and labor-based informal economy ».

la ville des mendiants, des chômeurs, des délinquants, la sous-société.

Dans les pays développés, ce sont des espaces très spécifiques, alors que dans les pays en développement ils représentent la majorité des espaces urbains. D'un autre côté, l'idée de ville duale prend en compte la désarticulation entre le global et le local. La ville duale est la ville dans laquelle non seulement certains espaces mais certaines fonctions sont séparés, en particulier les activités liées à la création et à l'appropriation de valeurs de l'espace de flux. Or, dans la plupart des villes, ce qui fait sens pour les habitants dans leur vie quotidienne et leur travail, c'est la qualité de vie dans leurs quartiers, leur emploi et la qualité des services urbains. L'essentiel de leur vie quotidienne s'organise dans l'espace des lieux.

Il est important de noter que vous mettez l'accent sur les pratiques et pas seulement sur les structures sociales. La ville duale ce n'est pas la ville des bourgeois d'un côté, la ville des prolétaires de l'autre, tels que les envisagent les clivages marxistes classiques.

Oui. Mais je ne défends pas pour autant qu'il n'y a pas de différenciation sociale de l'espace. Des dizaines de travaux démontrent qu'il y a des

Dakar (Sénégal).



inégalités et de la ségrégation urbaine. Mais il y a de nombreuses catégories intermédiaires, il n'y a pas le quartier riche et le quartier pauvre. Les formes de ségrégation sont extrêmement diverses: des quartiers aisés, de classes moyennes, de pauvres ou de très pauvres, dégradés au plan résidentiel, différenciés au plan ethnique. Le terme « dual city » ne se justifie pas dans le cadre de l'analyse de la ségrégation urbaine.

De mon point de vue, la seule utilité du concept de ville duale est de penser que dans une ville donnée il y a certains espaces et certaines fonctions qui appartiennent à la structure et aux dynamiques de l'espace des flux. Alors que la majorité des espaces urbains est organisée autour de la dynamique des lieux. Cette dissociation des fonctions et des espaces urbains s'opère en termes de pratiques sociales mais aussi au plan morphologique. Les places connectées à l'espace des flux sont marquées symboliquement au plan architectural et ont la priorité en termes de communication et de sécurité. L'espace des quartiers d'affaire est un espace centré sur son intégration dans le monde. Le rapport que chaque ville établit entre son côté global et son côté local reste la question la plus fondamentale de la gestion et des politiques urbaines actuelles. Le concept de « dual city » permet d'expliquer nombre de débats politiques municipaux contemporains.

Quand on visite aujourd'hui un quartier pauvre tel que *La Pintana* à Santiago du Chili, on aperçoit tous les 50 mètres une petite boutique avec Internet, le téléphone et des communications internationales bon marché. Avec le développement et la démocratisation des technologies de communication et l'abaissement de leur coût, leur diffusion se généralise même dans les quartiers pauvres. Tout se passe comme si l'espace des flux touchait de plus en plus de monde. Peut-on encore parler de ville duale, partageant des espaces branchés et débranchés?

En 2001 a été publié cet excellent ouvrage de Stephen Graham et Simon Marvin, *Splintering Urbanism* (2001)<sup>62</sup>, qui montre comment les infrastructures de communications et de transport dans le monde, dans les pays

<sup>62</sup> *Splintering Urbanism* (Graham et Marvin, 2001) propose une analyse croisée des changements urbains et des transformations de la gestion et des dynamiques des infrastructures (eau, télécommunications, transports) dans différents pays développés ou en développement. Les auteurs cherchent à démontrer qu'à une période ancienne d'intégration par des réseaux généralisés et publics (l'idéal moderne) succède une période de libéralisation des services publics qui se traduit par une différenciation croissante des réseaux urbains, aux plans social et spatial, ainsi que par une fragmentation (splintering) de l'espace urbain.

développés comme dans les pays en développement, fragmentent la ville, même si les réseaux de communication sont en apparence universels. Ce livre est très important car il montre la logique dualisante des infrastructures des communications et de transports, ainsi que des grands réseaux techniques urbains. Mais d'un autre côté je dirais que c'est un peu caricatural de penser qu'il y a certains espaces qui sont par essence globaux et d'autres qui sont par essence locaux. Par exemple Manhattan n'est pas global et Queens local. Harlem est en quelque sorte inclus dans Manhattan. Il convient de raisonner en fonction des processus de transformation de l'espace. Si Barcelone, par exemple, souhaite se lancer dans une nouvelle politique de marketing urbain au plan international, en mettant en avant sa dimension globale, il faudra qu'elle trouve un espace disponible. Ainsi pour le Forum 2004, sous prétexte de manifestations culturelles et politiques, elle a construit une immense zone de développement privée. Ce nouvel espace transforme l'espace local en fonction d'une dynamique globale.

Les places de l'espace des flux ne sont pas seulement des espaces connectés, mais visent plus largement à positionner les villes dans des réseaux globaux de création de valeur. Par conséquent, on donne la priorité aux aéroports, aux communications, à la localisation de certaines entreprises, de banques d'affaires, ou de l'industrie médiatique, on développe des parcs scientifiques et des zones technologiques, ou des musées pour se positionner dans l'univers global. Je ne me réfère donc pas seulement à des espaces connectés mais à des places dont la vocation est de se situer comme un nœud dans l'espace global des flux.

Cette dualisation dont vous parlez a, dans d'autres termes, été décrite par Saskia Sassen dans son ouvrage *The Global City* publié en 1991. Dans ce livre, l'auteur décrit l'émergence de villes globales dont des fragments, les quartiers financiers, seraient fortement connectés entre eux et représenteraient les lieux centraux de l'économie mondiale. Elle montre aussi, tout comme vous, que cette nouvelle économie financière génère sa propre ségrégation avec le développement d'un sous-prolétariat fortement polarisé au plan spatial<sup>63</sup>. Que pensez-vous du travail de Saskia Sassen? Quelles sont les principales différences entre la ville informationnelle que vous décrivez et la ville globale? Ne sont-elles pas les deux facettes d'une même réalité?

<sup>63</sup> Saskia Sassen est professeur de sociologie à l'Université de Chicago. Elle publie, en 1991, un ouvrage marquant dans le champ des études urbaines, intitulé *The Global City. New York, London, Tokyo* (1991). Elle identifie le nouveau rôle stratégique de quelques grandes villes globales. Au-delà de leurs fonctions historiques de pôles de commerce international et de centres bancaires, ces métropoles connaissent quatre nouvelles voies de développement: elles concentrent les

Saskia Sassen a écrit cet ouvrage en même temps que j'écrivais *The Informational City*. Nous étions amis et nous travaillions en étroite relation, nous nous passions des textes, j'ai eu l'occasion de lire des chapitres provisoires de *Global City*. C'est pour cette raison que je cite ses travaux dans *The Informational City* alors que nous l'avons publié en même temps. A mon avis, son analyse est fondamentale. Par contre, je conteste la façon dont ce travail a été reçu et l'usage qui en a été fait. Par exemple, elle différencie des villes qui peuvent être qualifiées de villes globales et d'autre, qui ne le sont pas.

En effet, il y avait au départ Londres, New York et Tokyo. Elle a ajouté Paris simplement pour faire plaisir à la France, paraît-il.

Exactement. Les villes globales deviennent une classe particulière de villes. Ce qualificatif a été vulgarisé et d'autres villes ont souhaité être labellisées « ville globale », avec la création d'indices de globalité qui évoluent d'une année à l'autre. Il y a Londres, New York, ensuite il y a les villes sous-globales, Francfort par exemple. Je trouve que cette hiérarchie n'a aucun intérêt, c'est la plus vieille méthode de la géographie urbaine. Le travail de Saskia Sassen est beaucoup plus intéressant et beaucoup plus novateur que l'usage qui en a été fait.

Pour moi, la ville globale n'est pas un label mais un processus. C'est le processus de globalisation de certaines fonctions décisionnelles, et toute ville plus ou moins importante, et certainement toutes les capitales et les grandes métropoles du monde, sont en partie globales, parce qu'elles disposent de banques, d'institutions internationales et de sièges sociaux. Je trouve qu'il y a une confusion lorsqu'on appelle « ville globale », un processus d'articulation de certains espaces urbains à l'espace global. J'ai eu ce débat avec Saskia Sassen dans diverses conférences et elle est d'accord avec cet argument, elle souligne aussi que New York n'est pas une ville globale dans son ensemble.

quartiers généraux de l'économie mondiale; elles représentent les lieux centraux de la finance, elles disposent de sites de production de produits innovants tout en étant, quatrièmement, un marché important pour ces nouveaux produits de pointe. La structure du livre est assez proche de celle de *The Informational City*. Saskia Sassen présente en première partie la nouvelle géographie de la globalisation, à travers les exemples des investissements internationaux et de l'industrie de la finance, puis elle propose une étude des effets de la globalisation sur les métropoles, dans laquelle elle décrit les mutations des trois villes globales sélectionnées et, enfin, en troisième partie, la sociologue souligne les effets spatiaux de cette nouvelle donne, en particulier en termes de polarisation sociale et de développement d'un marché du travail informel en marge de la ville globale.





© Jérôme Chénal

New York.

Je pense aussi que le travail de Saskia Sassen présente un écueil qui vient du fait que les enquêtes de terrain ont commencé avec les villes de New York, Londres et Tokyo, et de fait elle s'est trouvée confrontée à de grands espaces de pouvoirs, des lieux de concentration des directions stratégiques mondiales. Je considère personnellement que le pouvoir n'est pas concentré dans une ville ou dans un lieu, je pense que le pouvoir est concentrées dans l'espace des flux. Le pouvoir n'est pas concentré dans une banque à New York ou dans les marchés financiers globaux mais dans les rapports internes qu'entretiennent les différents acteurs au sein de l'espace des flux. Le pouvoir siège dans l'espace des flux, et non pas dans des lieux ou dans des quartiers d'affaire, il est en quelque sorte non localisé, systémique et de moins en moins concentré. Ensuite, il y a des personnes qui essaient de gérer, qui interprètent les signaux du système, mais d'après moi, la domination est a-spatiale. Saskia Sassen démontre que les villes globales sont plus importantes que d'autres parce car elles sont le siège du pouvoir. Mais, je ne pense pas qu'il y ait véritablement de siège du pouvoir.

#### 5.4 Vers la trilogie

Comment avez-vous poursuivi vos travaux sur la ville informationnelle? Comment s'opère votre changement d'échelle analytique, c'est-à-dire le passage de la ville informationnelle à une analyse approfondie de *L'Ere de l'information* et *The Rise of the Network Society*, titres de votre trilogie et de son premier volume, publié en 1996?

Lorsque j'ai commencé à étudier l'impact des transformations technologiques dans la *Silicon Valley* et dans la Baie de San Francisco, je me suis lancé immédiatement dans une étude des dimensions urbaines et régionales de ces transformations. L'ensemble des idées que l'on trouve dans la première partie de *The Informational City* sont reprises d'un rapport de recherche, publié en 1984 à l'*Institute of Urban and Regional Development de Berkeley*. D'une certaine manière, ce rapport et *The informational City* préfigurent l'ossature de la partie économique de la trilogie. Au même moment, en 1982-83, j'ai pris la décision de commencer un travail systématique d'analyse de la transformation technico-économique de la société.

Mais, avant de me lancer dans un travail colossal traitant des transformations technologiques de l'ensemble de la société, j'ai souhaité tester mon cadre d'analyse et mes hypothèses à partir d'un objet de recherche



que je dominais tout à fait, l'urbain. *The Informational City* est le prototype de mes réflexions plus générales sur la transformation de la société. Je souhaitais aussi me focaliser sur les Etats-Unis où je disposais d'un grand nombre de données, de travaux empiriques existants et où les transformations étaient beaucoup plus rapides et visibles que dans d'autres pays du monde. Ce travail devait me permettre d'élargir ensuite mon questionnement de la ville à la société dans son ensemble d'une part, et des Etats-Unis à divers contextes nationaux d'autre part. C'est ce que j'ai souhaité réaliser dans la trilogie.

## Critiques et discussions

Douze ans seulement après la publication de *La question urbaine* en anglais [*The Urban Question*, 1977], la sortie de *The Informational City* suscite la curiosité des commentateurs qui soulignent non seulement l'abandon du marxisme mais la difficulté à classer les travaux les plus récents de Manuel Castells dans un cadre théorique précis. Peter Hall (1990) se félicite des distances prises par l'auteur avec le marxisme, qui lui permettent d'analyser comment l'essor du mode de développement informationnel s'appuie non seulement sur des mutations d'ordre technologique, mais également sur des nouvelles formes d'organisation de la production. Frank Webster, sociologue anglais et théoricien de la société de l'information, nuance quant à lui cette appréciation (1995): il voit dans *The Informational City* la persistance d'un schéma d'analyse d'inspiration marxiste et surtout structuraliste qui se traduit par une fâcheuse tendance au déterminisme technologique. Selon Webster, les transformations de la société étudiées par Castells se fondent avant tout sur le changement de paradigme technologique: les technologies de l'information sont les déclencheurs d'un nouveau mode de développement, la colonne vertébrale des transformations structurelles de la société. Webster y voit les réminiscences d'un marxisme althussérien qui met l'accent sur les forces de production, et en particulier les techniques, plutôt que sur les rapports sociaux de production.

Webster souligne en outre que dans *The Informational City*, technique et politique sont considérées comme des variables indépendantes: le nouveau paradigme technologique coïncide avec une puissante restructuration du capitalisme. Or quel est le rôle exact du politique dans cette transformation? Pour le géographe urbain américain Edward Malecki (1991), dans *The Informational City*, les analyses en termes de politiques publiques font défaut et la place du politique reste peu explicitée. Toutefois, si le politique

est jugé trop peu présent, nombre de commentateurs soulignent avec intérêt l'association presque automatique entre technologies de l'information, flux et pouvoirs. Mark Goodwin (1991) rappelle l'idée force de Castells: les flux de pouvoirs se transforment en pouvoir des flux, concentrés dans l'espace des flux qui domine de plus en plus l'espace des lieux, de la vie quotidienne: « plus les organisations dépendent des flux et des réseaux, moins elles sont influencées par le contexte social de leur localisation » en conclut-il.<sup>64</sup> Pour Frank Webster (1995), au début des années 1990, les travaux sur l'espace des flux, la déconnexion entre flux et lieux et l'émergence de la ville duale décrivent avec acuité les mécanismes du changement urbain de cette fin de siècle. Ils doivent être rapprochés des analyses contemporaines de *The Informational City*, qui se sont attachées à comprendre les différents mécanismes de hiérarchisation et de segmentation des espaces urbains (Sassen, 1989; Davis, 1992).

En conclusion de l'ouvrage, l'assimilation de l'espace des flux à l'espace de la domination autorise Manuel Castells à lancer un plaidoyer en faveur du soulèvement des gouvernements et des mouvements sociaux locaux contre ces forces capitalistes, armées technologiquement, qui déstructurent les lieux de la vie quotidienne. La technique et l'économie caractérisent donc les points de départ de la réflexion, la ville et l'espace le point d'arrivée, et le politique l'ouverture du propos, en conclusion. Mike Hepworth (1991), dans *Urban Studies*, regrette que ce regard centré sur les mouvements sociaux et le politique n'ait pas été le point d'ancrage de *The Informational City*, à l'image de *The City and the Grassroots*, ce qui aurait permis au sociologue de sortir d'une approche strictement technico-économique de la ville informationnelle. Hepworth n'est pas le seul commentateur à regretter la faible place du politique et de l'urbain dans ce livre, Ian Miles, dans *International Journal of Urban and Regional Research* (1991) note que l'espace ne devient un véritable objet d'étude que dans la deuxième partie du livre, après avoir analysé en détail les conditions de transformations du mode de développement et de restructuration du capitalisme. Comme s'accordent à le regretter la grande majorité des commentateurs, ces lacunes auraient pu être comblées en faisant varier les contextes, au-delà de l'exemple américain. Une approche multiculturelle intégrant différentes études de cas en Europe, en Asie et aux Etats-Unis, aurait permis de diversifier les analyses au plan politique, de relever des différences entre contextes métropolitains et de mettre en avant la variété des conditions

<sup>64</sup> « The more organizations depend on flows and networks, the less they are influenced by the social context of their location. » (Goodwin, 1991, p. 150)

de déploiement du mode de développement informationnel dans plusieurs continents. Manuel Castells réagit en partie à ces critiques en se lançant au début des années 1990 dans la rédaction de la trilogie, qui lui permet de traiter à nouveau des mouvements sociaux, de sortir du cas américain, et de proposer une analyse multiculturelle de *L'Ère de l'information*.

## Bibliographie

- Aglietta, Michel (1976). *Régulation et crises du capitalisme*. Paris: Calmann-Lévy.
- Aydalot, Philippe (dir.) (1986). *Milieus innovateurs en Europe*. Paris: GREMI.
- Bell, Daniel (1976). *The Coming of Post-Industrial Society*. New York: Basic Books.
- Benko, Georges (1991). *Géographie des technopoles*. Paris: Masson
- Boyer, Robert (1987). *Technical Change and the Theory of Regulation*. Paris: CEPREMAP.
- Boyer, Robert (1995). « Du fordisme canonique à une variété de modes de développement. » in *Théorie de la régulation, l'état des savoir*. Boyer, Robert et Saillard, Yves. (dir.). Paris: La Découverte.
- Boyer, Robert et Saillard, Yves. (dir.) (1995). *Théorie de la régulation, l'état des savoir*. Paris: La Découverte.
- Calhoun, Craig (dir.) (1994). *Social Theory and the Politics of Identity*. Londres: Blackwell.
- Cusset, François (2003). *French Theory: Foucault, Derrida, Deleuze et Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux Etats-Unis*. Paris: La Découverte.
- Davis, Mike (1992). *City of Quartz. Excavating the Future in Los Angeles*. Londres: Verso.
- Deleuze, Gilles et Guattari, Félix (1980). *Capitalisme et schizophrénie. Tome 2. Mille plateaux*. Paris: Editions de Minuit.
- Goodwin, Mark (1991). « Review. Castells, M. *The Informational City*. », *Sociology*, vol. 25, n°1.
- Graham, Stephen et Marvin, Simon (2001). *Splintering Urbanism: Networked Infrastructures, Technological Mobilities and the Urban Condition*. Londres: Routledge.

- Hall, Peter (1990). « Reiventing the City State. Review. Castells, M. *The Informational City*. », *Times Higher Education Supplement*, 22 June.
- Hall, Peter et Castells, Manuel (1994). *Technopoles of the World. The Making of 21st Century Industrial Complexes*. Londres et New York: Routledge.
- Harvey, David (1989). *The Conditions of Postmodernity. An Inquiry into the Origins of Cultural Change*. New York et Londres: Basil Blackwell.
- Hepworth, Mike (1991). « Review. Castells, M. *The Informational City*. », *Urban Studies*, vol. 28, n°3.
- Hsing, Youtien (1999). *Making Capitalism in China: The Taiwan Connection*, New York: Oxford University Press.
- Lash, Scott (1990). *The Sociology of Postmodernism*. Londres: Routledge.
- Lash, Scott et Urry, John (1994). *The End of Organized Capitalism*. Cambridge: Polity Press.
- Lipietz, Alain (1986). « New Tendencies in the International Division of Labor. » in *Production, Work, Territory. The Geographical Anatomy of Industrial Capitalism*. Scott. Allen et Storper, Michael (eds.). Londres: Allen and Unwin.
- Lyon, David (1988). *The Information Society: Issues and Illusions*. Cambridge: Polity Press.
- Malecki, Edward J. (1991). « Review. Castells, M. *The Informational City*. », *Urban Geography*, vol. 12, n°1.
- Markusen, Ann, Hall, Peter et Glasmeier, Amy (1986). *High Tech America: The What, How, Where, and Why of the Sunrise Industries*. Boston: Allen and Unwin.
- Matteaccioli Andrée (2004). *Philippe Aydalot. Pionnier de l'économie territoriale*. Paris: L'Harmattan.
- Meier, Richard L. (1972). *Croissance urbaine et théorie des communications*. Paris: PUF.

Miles, Ian (1991). « Review. Castells, M. *The Informational City*. », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 15, n°1.

Piore, Michael et Sabel, Charles (1989). *Les chemins de la prospérité*. Paris: Hachette.

Sassen, Saskia (1991). *The Global City. New York, London, Tokyo*. Princeton: Princeton University Press.

Scott, Allen et Storper, Michael (dir.) (1986). *Production, Work, Territory: The Geographical Anatomy of Industrial Capitalism*. Londres: Allen and Unwin.

Storper, Michael et Walker, Richard (1989). *The Capitalist Imperative. Territory, Technology and Industrial Growth*. Oxford: Blackwell.

Webster, Frank (1995). « Information and Urban Change: Manuel Castells. » in *Theories of the Information Society*. Londres: Routledge, pp. 193-214.

## 6

### **La société en réseaux, ses identités, ses espaces / *The Information Age* [1996, 1997, 1998a]**

Il faut sept années de travail à Manuel Castells pour achever le projet qu'il esquissait dans *The Informational City* en 1989: comprendre les transformations sociales à l'échelle mondiale, aux plans technique, économique, culturel et politique, dans différents pays et différentes cultures. Sept années seulement pour produire trois volumes de 1500 pages, rassemblant des enquêtes diverses, de l'entreprise *Zara* aux mouvements zapatistes, de l'URSS de Gorbatchev aux mouvements féministes, de l'usage d'Internet à la sexualité, de la Chine des années 1970 aux écologistes. L'auteur change d'échelle, dépasse le contexte urbain pour s'intéresser aux réseaux. S'il refuse que son travail soit qualifié de théorie générale de la société, Manuel Castells énonce néanmoins un cadre d'analyse global de l'ère de l'information, prise entre réseaux et identités. Chaque monographie est articulée au schéma d'analyse, et l'image impressionniste de la table des matières masque une mise en système élaborée.

Cet ouvrage a eu un écho considérable bien au-delà du milieu universitaire, dans le monde politique et économique et auprès des mouvements sociaux; il a été traduit dans une trentaine de langues. Il n'est pas aisé de décortiquer un ouvrage de cette taille et de cette portée et le dialogue qui suit traite des grandes lignes de ce travail: l'économie, les techniques, les mouvements sociaux, le pouvoir, l'État et l'espace.

## Situation et synthèse de l'œuvre

Alors que les précédents travaux de Manuel Castells pouvaient être assimilés à un courant ou un milieu de recherche, telle l'économie urbaine et régionale de Berkeley pour *The Informational City* [1989], la trilogie est presque impossible à situer dans un environnement intellectuel déterminé. Peu de lecteurs et de commentateurs se sont aventurés à classer *L'Ere de l'information* dans un champ théorique et disciplinaire. Ce travail peut être considéré comme une analyse de sociologie, de géopolitique internationale ou d'économie politique, et l'auteur ne fait référence à aucun cadre théorique précis, il refuse d'être classé. Ni marxiste, ni structuraliste, ni libéral, ni postmoderne, en même temps économiste, politiste, urbaniste et sociologue.

Les études qui ont alimenté la rédaction de la trilogie sont celles d'un homme dont l'activité professionnelle est prise entre le réseau et le soi, *the net and the self*, à l'image du sujet dans la société en réseaux [Castells, 1998]. D'un côté, la théorie de Castells est toute personnelle, produite individuellement au cours de douze années de recherches à travers le monde. Elle ne ressemble à aucune autre, avec des ingrédients éclectiques et finement dosés: l'économie, l'entreprise, l'espace, les mouvements sociaux, le pouvoir, les contre-pouvoirs, et « le système » en toile de fond.

D'un autre côté, Castells n'est pas un chercheur isolé, il travaille en réseau, comme en témoignent les longues pages de remerciements qui précèdent les trois volumes. Ses analyses, sa lecture, pour ne pas dire sa théorie – un terme qu'il emploie de moins en moins – s'appuient sur des centaines de travaux menés par des étudiants, des assistants, des doctorants, des collègues chercheurs dans des dizaines d'universités à Hong-Kong, Tokyo, Taïwan, Boston, New York, Santiago, Mexico, La Paz, Paris, Londres, Madrid, etc. Sont remerciés des collègues croisés au fil de son parcours: Alain Touraine, son directeur de thèse qui, trente ans après, préface l'édition française de la trilogie, Fernando Cardoso, qui enseignait à ses côtés à Nanterre avant de devenir Président du Brésil de 1994 à 2003, Anne-Marie Guillemard, une collègue de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Peter Hall, qui a travaillé directement avec Castells tout au long des années 1980 à Berkeley, Anthony Giddens de la *London School of Economics*, théoricien de la troisième voie engagée par Tony Blair en 1998. Dans les rangs des chercheurs cités, on retrouve aussi des proches collègues et assistants qui ont appuyé Castells dans l'élaboration de la trilogie: Martin Carnoy de l'Université de Stanford ou You-Tien Hsing de Berkeley. *L'Ere de l'information* est donc à la fois une somme d'analyses



personnelles et la production d'un universitaire qui se situe au cœur d'un réseau de recherche international.

A partir de *The Informational City* [1989], Castells élargit son analyse des transformations technico-économiques, de la ville à la société dans son ensemble, et des Etats-Unis au monde entier. Ce livre est le premier parmi ceux étudiés ici qui ne parle plus spécifiquement de la ville mais qui vise rien de moins que « l'étude des transformations sociales dans le monde », comme le souligne Castells ci-après. L'objet urbain disparaît et le matériau de recherche se dilue quelque peu dans la société mondiale.

A la fin du premier volume, Manuel Castells remercie les médecins qui lui ont donné du temps et de l'énergie face à la maladie, pour écrire ce premier volume et peut-être les autres. Le talent des médecins a permis bien heureusement que Manuel Castells se remette, publie les deux volumes suivants et s'engage depuis 2000 dans de nouveaux travaux. A la limite du contexte scientifique et de l'intime, nous n'avons pas parlé de la maladie dans ces entretiens. Néanmoins, mentionnons que ces trois ouvrages ont une forte dimension testamentaire: l'auteur donne tout, livre son savoir et ses idées avec une ambition d'exhaustivité symbolique des écrits que l'on croit les derniers. Cette dimension explique aussi l'envergure globale de *L'Ere de l'information*, à la fin d'une vie qui risquait de s'achever avec le millénaire. En Californie, le sociologue a voulu témoigner des changements de cette fin de siècle; prise entre l'engouement pour Internet et l'économie de l'information d'un côté, et les inquiétudes devant la déstabilisation des grandes institutions, la fragilisation des Etats, la montée des conflits nationalistes, des intégrismes religieux et des communautarismes ethniques.

La trilogie est donc une œuvre vaste, et globale, qui s'articule autour de deux thématiques majeures dont la genèse remonte aux travaux les plus anciens du sociologue.

L'analyse des transformations technico-économiques de la société, tout d'abord, prend racine dans *The Informational City* mais puise aussi son inspiration dans les premiers travaux de l'auteur sur le système économique et la structure sociale. Je pense en particulier au schéma théorique structuraliste de *La question urbaine*. La « société en réseaux » est à la société ce que le « système urbain » était à la ville: la structure sociale dominante qui formate les conditions de fonctionnement du système. En parallèle, la compréhension de la transformation de la société par le bas, provenant des mouvements sociaux, s'ancre dans les réflexions sur les mouvements et luttes sociales que l'auteur suit depuis plus de trente ans: après les mouvements de quartiers des années 1970, les mouvements gays ou culturels

des années 1980, Castells s'intéresse désormais aux revendications identitaires (religieuses, nationalistes, locales ou ethniques). La structure sociale d'un côté, les pratiques de l'autre, deux axes de réflexions parallèles, et pas toujours convergents, que l'on retrouve de *La question urbaine* à la trilogie, dont le premier volume décrit la structure dominante, la société en réseaux et le deuxième traite des mouvements qui réagissent ou participent de ce nouvel ordre mondial. Le troisième, ensuite, appréhende ces changements dans un tour du monde qui emmène le lecteur de la Russie post-soviétique au Japon, en passant par la Chine et l'Europe.

Les trois volumes de *L'Ere de l'information*<sup>65</sup> s'ouvrent sur un chapitre liminaire intitulé « Le réseau et le soi » au sein duquel l'auteur dévoile le schéma d'analyse général. Il reprend le cadre déjà énoncé dans *The Informational City* [1989] où les transformations que connaissent les sociétés mondiales depuis la fin des années 1970 sont liées à l'émergence d'un nouveau paradigme technologique qui s'illustre dans le mode de développement informationnel, d'une part, et à une profonde restructuration du capitalisme d'autre part. A ce schéma initial, d'essence économiste, Castells ajoute une deuxième ligne d'analyse: « les changements sociaux sont aussi spectaculaires que les transformations techniques et économiques » et, parallèlement à la montée de la société en réseaux, celle des identités est présentée comme tout aussi puissante: les sociétés se structurent de plus en plus autour de l'opposition bipolaire entre le réseau et le soi. Suite à ce prologue, le volume I s'organise autour de sept chapitres. Les quatre premiers s'engagent sur une large description des mutations technico-économiques de la société:

- la révolution des technologies (vol. I, chap. 1), avec un historique de la révolution informationnelle: l'industrie microélectronique, la création d'Internet, le génie génétique;
- l'économie informationnelle et son fonctionnement à l'échelle globale (vol. I, chap. 2);
- le développement de l'entreprise en réseau aux plans organisationnel, technique et culturel (vol. I, chap. 3), qui se présente sous une forme de moins en moins intégrée verticalement et s'organise selon des réseaux horizontaux;
- la transformation du travail (vol. I, chap. 4), qui passe par une flexibilisation et une précarisation croissante.

<sup>65</sup> Afin de préparer cet entretien je me suis appuyée sur la version française (première édition) de *L'Ere de l'information* [1998b, 1999a, 1999b], ainsi que sur les versions originales des deuxièmes éditions de *The Information Age* [2000a, 2004, 2000b].

Ensuite, Manuel Castells aborde les effets des technologies de l'information sur nos cultures et nos modes de vie (vol. I., chap. 5), de Gutenberg à McLuhan, l'inventeur du concept de village global. Il parle de virtualité réelle en contraste avec l'expression usuelle «réalité virtuelle»: nos pratiques doivent être saisies à travers les communications diverses offertes par la technique et les mass media.

« Un système dans lequel la réalité même est entièrement captée, immergée, dans un cadre d'images virtuelles, dans un univers de simulacres, dans lequel les apparences ne se situent pas seulement sur l'écran où l'expérience est communiquée, mais deviennent l'expérience même. » [1998b, p. 421]

Le chapitre 6 traite des mutations de l'organisation de l'espace. L'auteur y reprend les éléments de définition déjà détaillés dans *The Informational City*, où l'espace des flux est saisi à travers les changements de comportement de localisation des entreprises: entre la déconcentration de certaines activités dans le cadre d'une nouvelle division spatiale du travail et la concentration d'activités stratégiques au sein des milieux d'innovation et des quartiers d'affaires. Mais l'étude du rapport entre espaces des lieux et des flux change d'envergure pour s'intéresser à la vie quotidienne et à la forme urbaine et architecturale. Elargis, les concepts d'espaces des lieux et des flux n'en perdent pas leurs relations dialectiques:

« La tendance dominante débouche sur un espace des flux en réseaux, hors de l'histoire qui entend bien imposer sa logique à des lieux éparpillés et segmentés, de moins en moins raccordés les uns aux autres, de moins en moins capables de partager des codes culturels. » [1998b, p. 480]

Après l'espace des flux, Castells achève le premier volume avec un chapitre qu'il intitule d'un oxymore: « le temps intemporel » (vol. I, chap. 7). L'auteur y envisage en particulier le découplage de différentes séquences du temps social. Avec l'espace, l'organisation du temps est inégale entre les différentes catégories sociales. Le sociologue parle du contraste entre le temps chronométré des ouvriers et du travail posté, et l'immédiateté du temps des élites, symbolisé par la flexibilité et le brouillage des séquences entre temps de travail et temps personnel. Économie, technique, communication, culture, espace et temps: tels sont les ingrédients de la société en réseaux, définie en conclusion du premier tome.

Le pouvoir de l'identité est le volume qui a connu le plus de remaniements entre la première édition traduite en français [1997 et 1999a] et la seconde publiée en 2004. Le sociologue commence par présenter son cadre d'analyse de la transformation de la société par les identités (vol. II, chap. 1):

« J'appelle identité le processus de construction de sens à partir d'un

attribut, ou d'un ensemble cohérent d'attributs culturels, qui reçoit priorité sur toutes les autres sources. » [1999a, p. 17]

Dans la société en réseaux, ces identités fondatrices de sens sont la religion, la nation, l'ethnie et diverses identités territoriales qui composent les multiples communautés culturelles de notre ère. Après avoir parlé des fondements de l'identité, le livre s'organise autour de trois chapitres centraux proposant un classement des trois grands types de mouvements sociaux à l'échelle globale en fonction des objectifs de leur action:

– les mouvements s'opposant au nouvel ordre mondial (vol. II, chap. 2) où Castells mélange avec audace les Zapatistes mexicains, les milices patriotiques américaines, une secte apocalyptique japonaise (Aum Shinrikyo) et, dans l'édition de 2004, les mouvements altermondialistes et Al Qaïda, autant de groupes défiant la mondialisation;

– les mouvements verts (vol. II, chap. 3), avec une typologie du sens et des actions des groupes écologistes;

– les mouvements de remise en question du patriarcat (vol. II, chap. 4) parmi lesquels le sociologue identifie les féministes et les groupes gays et lesbiens et traite des transformations profondes de la famille et de la sexualité.

Devant la montée du pouvoir de l'identité, l'essor de la globalisation et de la société en réseaux, Castells interroge l'avenir de l'Etat (vol. II, chap. 5). Sortant des lieux communs sur la fin de l'Etat-nation, il parle au contraire de l'affrontement entre les nations, les identités, et leurs Etats – la montée des nationalismes plus ou moins périphériques en étant l'exemple. D'autre part, face à la globalisation, le sociologue avance des exemples de mise en réseaux des Etats – avec les traités et les grandes organisations régionales – ou d'émergence d'Etats-réseaux – dont l'archétype est selon Castells l'Union européenne. Les Etats sont pris entre le global et le local:

« Dans les années 1990, les Etats-nations ont été transformés de sujets souverains en acteurs stratégiques, qui jouent pour défendre leurs intérêts, et ceux qu'ils sont censés représenter [...]. Ils peuvent exercer une influence considérable, mais ne détiennent quasiment aucun pouvoir par eux-mêmes, isolés des macroforces supranationales et des microprocessus infranationaux. » [1999a, p. 371]

Les Etats sont les grands perdants des transformations actuelles, entre le haut et le bas, et sont soumis, de plus, à la perte de légitimité des partis politiques, qui entraîne une crise profonde de la démocratie (vol. II, chap. 6). Ce tableau pessimiste sur l'Etat, la démocratie et la société civile clôt ce long volume sur le changement social dans la société en réseaux. Le sociologue vient d'y analyser le défi politique de

cette fin de siècle, souligné par Touraine dans sa *Lettre à Lionel, Michel, Jacques, Martine, Bernard, Dominique...* (1995):

« La grande affaire n'est pas de "prendre le pouvoir": elle est de recréer la société, d'inventer à nouveau la politique pour empêcher la lutte aveugle entre les marchés trop ouverts et les communautés trop fermées et le déchirement des sociétés là où la distance s'accroît entre les inclus et les exclus, les in et les out. » (Touraine, 1995, p. 42)

Fin de millénaire propose une description multiculturelle de la globalisation, des mouvements sociaux et des pouvoirs dans tous les continents. Le premier chapitre traite de la crise puis du démantèlement de l'Union soviétique (vol. III, chap. 1). Ensuite, un long développement est proposé sur le quart-monde et met en exergue les relations entre capitalisme informationnel et exclusion (vol. III, chap. 2). Castells analyse dans le même temps l'exemple du continent africain et celui de la pauvreté urbaine en Amérique du Nord. Pour terminer avec les exclus de la société en réseaux, l'auteur éclaire une forme de globalisation alternative: l'économie criminelle – illustrée par les exemples de la Russie et de l'Amérique latine (vol. III, chap. 3). Après les perdants de l'ère de l'information, Manuel Castells décrit ces pays qui gagnent, aux premiers rangs desquels le Japon, la Chine, Hong Kong, Taïwan, Singapour et la Corée du Sud (vol. III, chap. 4). L'auteur y voit l'émergence d'un nouveau modèle d'Etat, l'Etat-développeur (ou développementiste), dont la légitimité est fondée sur la seule capacité à générer de la croissance et du rayonnement économique. Le voyage s'achève en Europe (vol. III, chap. 5). Castells termine avec une touche d'optimisme et démontre la pertinence d'une Union européenne s'organisant en Etat-réseau, au centre d'un réseau d'Etats:

« Il y a tout lieu de penser que l'Etat en réseau, avec sa souveraineté à géométrie variable, est la réponse des systèmes politiques aux défis de la mondialisation. Et il se peut que l'Union européenne soit, à ce jour, la manifestation la plus claire de cette forme d'Etat en train de naître et qui sera probablement caractéristique de l'ère de l'information. » [Castells, 1999a, p. 393]

Le troisième tome ferme la trilogie par un chapitre conclusif intitulé « Comprendre ce monde » dans lequel le sociologue propose une synthèse de ses avancées: il souligne l'émergence d'une nouvelle société en réseaux, peu centralisée mais extrêmement hiérarchisée, dans laquelle les grandes batailles pour le pouvoir sont des batailles culturelles visant le changement des valeurs de la société. Suite à la révolution technologique du début des années 1980, ce sont

ces luttes culturelles qui fondent les grandes voies de transformation sociale contemporaines.

Comme nous l'avons déjà souligné, l'auteur se libère dans cet ouvrage de divers cadres théoriques et manipule peu le jargon intellectuel. De plus, les personnes et chercheurs cités dans cette conversation sont peu nombreux. Enfin, les événements historiques et l'actualité dont parle Castells sont le plus souvent décrits avec précision dans ses réponses. Ces trois raisons justifient qu'il y ait moins de références bibliographiques et de mises en contexte dans ce chapitre. Par ailleurs, je souhaiterais souligner que je n'ai pas choisi de dérouler cet entretien de façon linéaire, d'un chapitre à l'autre de la trilogie. À l'inverse, j'ai pris ces trois volumes comme les parties d'un seul ouvrage et je me suis orientée vers des discussions thématiques dont certaines sont transversales. Après une présentation de l'environnement professionnel de Castells au début des années 1990 (sect. 6.1), j'ai d'abord traité de l'argument général de *L'Ere de l'information*, de l'organisation interne des trois tomes et de la thèse centrale visant une transformation de la société par les réseaux et les identités (sect. 6.2). Puis nous avons discuté des conditions d'émergence de la société en réseaux, conçue comme la structure sociale dominante (sect. 6.3). La suite de la conversation porte sur les deux grandes transformations sociopolitiques identifiées par Castells: les mouvements sociaux porteurs d'identités (sect. 6.4), et la transformation du pouvoir, des Etats et des Nations (sect. 6.5). L'étude de ces diverses mutations devant nous permettre de comprendre leurs effets sur l'organisation spatiale des sociétés, nous avons choisi de terminer par la dialectique entre l'espace des lieux et l'espace des flux (sect. 6.6), grâce à un retour des réseaux à la ville.

## 6.1 Un chercheur en réseau

Commençons comme à l'accoutumée par discuter des conditions de production académique et scientifique de *L'Ere de l'information*. Au début des années 1990, vous entamez votre deuxième décennie à Berkeley. Quelles ont été vos interactions avec vos collègues en études urbaines et en sociologie? Quel a été l'appui de votre communauté scientifique et quel réseau de recherche avez-vous développé puisque c'est en fin de compte votre principale méthode de travail?

Très concrètement, tout d'abord, l'idée de trilogie a émergé progressivement. Pour commencer, ce n'était pas une trilogie, ce n'était même pas un

livre, mais une problématique de recherche que j'avais élaborée autour de 1982-83. J'étais à Madrid et je réfléchissais à ma nouvelle phase de recherche, après avoir terminé *The City and the Grassroots*. Dans un premier temps, j'imaginai poursuivre par une analyse sociologique du pouvoir local, à partir de la politique municipale, qui mettrait en relation la structure et les pratiques urbaines. Donc j'ai commencé à travailler sur ce sujet. J'ai réalisé une étude très empirique sur la première année de la politique municipale démocratique à Madrid qui a été publiée en espagnol. C'était une analyse critique qui m'a coûté beaucoup d'amis dans la municipalité.

J'avais aussi utilisé mon année sabbatique de 1982-83 pour commencer à explorer le thème des technologies de l'information, car je sentais qu'il se passait quelque chose de très important. Au printemps 1983, j'ai passé deux mois et demi comme professeur à l'Université de Hong-Kong, au centre d'études urbaines. Je souhaitais examiner les rapports des multinationales de Hong-Kong à l'espace local. J'ai fait une monographie qui a été publiée à Hong-Kong et qui a ensuite été la base d'un livre. Puis, à l'automne 1983, je suis rentré à Berkeley et j'ai été une nouvelle fois frappé par cette transformation technologique. Donc, à ce moment-là, je me suis décidé à abandonner le projet de recherche que j'avais sur les municipalités et à me lancer dans une analyse des rapports entre technologies, économie et société, en partant de la *Silicon Valley*.

Puis, très vite, j'ai pris deux décisions stratégiques. La première était de me lancer sur un terrain que je dominais très bien, le terrain local et régional, et d'y analyser les transformations technologiques, économiques et culturelles à l'œuvre. Je disposais du lieu – la *Silicon Valley* dans le contexte des Etats-Unis – et des données, et j'ai commencé directement en écrivant un *working paper* d'une centaine de pages, intitulé *Towards the Informational City* [1984], où toute la problématique de recherche était présente. A partir de ce travail, j'ai continué sur ma lancée de l'analyse spatiale, et finalement, six ans plus tard, ce travail est devenu *The Informational City*. Quand les gens me disaient « vous n'écrivez plus beaucoup », je leurs répondais « oui, je travaille beaucoup, mais je n'écris pas vite ». Pour moi, un livre représente six, sept ans de travail, ce sont de grosses entreprises.

Puis, en 1984, un autre événement m'est arrivé et m'a incité à élargir ma problématique. Le gouvernement socialiste espagnol de Felipe Gonzales, qui venait de prendre le pouvoir, m'a contacté en me disant qu'ils souhaitaient étudier les nouvelles technologies. Ils m'ont dit: « On connaît les télécommunications, mais on ne sait pas comment on produit des nouvelles

technologies, en termes politiques, de la part d'un gouvernement socialiste. Alors est-ce que vous pouvez nous aider à agir?» J'étais d'accord à la seule condition qu'il s'agisse de réaliser une recherche, je ne voulais pas travailler au gouvernement. Alors il m'ont financé un programme de recherche, la seule contrainte était que ce devait être rapide: « on ne peut pas attendre trois ans pour décider sur ces choses-là » me disaient-ils. J'ai passé l'année 1984-85 à nouveau à Madrid, avec l'aide de Berkeley, et j'ai réuni une équipe très sérieuse de sept personnes pluridisciplinaires (technologies, sociologie, économie, psychologie) et nous avons réalisé en six mois une grande recherche, qui a été publiée en deux volumes en Espagne [1986]. A la fin du travail en 1985, pour continuer à alimenter cette démarche, j'ai eu la possibilité d'organiser trois séminaires fermés de haut niveau à Madrid, et j'ai pu réunir une capacité d'expertise énorme, immédiatement. J'étais en Espagne, bénéficiant d'une information et d'une expertise à l'échelle mondiale, avec de nombreux contacts en Europe. A partir de ce moment-là, j'ai été convaincu d'une chose: à quel point il était essentiel que l'analyse du rapport entre technologie, économie et société soit vraiment ancrée dans plusieurs contextes. Je souhaitais faire du travail de terrain et rassembler de la documentation dans beaucoup de pays. J'ai adopté pour stratégie d'accepter des invitations qui m'amenaient dans des lieux intéressants pour cette recherche. A chaque invitation, je négociais à l'avance qu'en échange de mon séminaire et des enseignements, je disposerais d'assistants de recherche de la culture et de la langue du pays. J'ai alors pensé que l'Union soviétique serait aussi un endroit privilégié de recherche, mais je n'avais aucune entrée. Or un colloque commun du Comité de recherche pour la sociologie du développement régional et urbain – RC 21 – et de l'Académie des sciences de Sibérie a été organisé en 1983. J'ai commencé à travailler régulièrement sur l'Union soviétique, j'ai rencontré de nombreux chercheurs très intéressants. Ainsi, en 1984, je commençais à avoir beaucoup de contacts et de sources d'informations pour me lancer dans une analyse multiculturelle des rapports entre technologie, économie et société. Puis, j'ai accepté d'autres invitations et j'ai ajouté d'autres pays: Bolivie, Taiwan, Corée, Chine, Indonésie. Et, en même temps, quand j'étais à Berkeley, je continuais à travailler systématiquement sur la *Silicon Valley*.

Au plan académique, quelles étaient vos relations avec le milieu de Berkeley?

Il y avait à Berkeley un extraordinaire milieu de recherche urbaine, le meilleur au monde probablement. Il y a eu une véritable école de Berkeley en études urbaines et régionales, bien plus que l'école française de sociologie



urbaine qui n'a jamais existé. Il y avait surtout des étudiants extraordinaires. Ils étaient à la hauteur pour m'aider dans mes analyses.

Le problème de ce milieu est qu'il était très urbain et régional. Et, par ailleurs, au sein du Département de sociologie, j'étais volontairement marginal, car les professeurs s'intéressaient surtout à la théorie. Il restait le meilleur département de sociologie des Etats-unis pour ce qui concerne la théorie, mais pas une seule personne, et donc pas un seul étudiant ne travaillait sur les technologies. Par ailleurs, les travaux de géographie basés sur la technologie s'adossaient surtout à une analyse marxiste pure et dure.

Même en économie internationale, il y avait des séminaires, qui continuent d'ailleurs, sur l'économie internationale, ainsi que des gens comme Martin Carnoy que vous citez dans vos remerciements.

Oui, mais tout mon réseau s'est construit en dehors de mes départements d'affiliation. J'ai travaillé plus particulièrement avec deux personnes. Tout d'abord, Martin Carnoy, de Stanford, sur l'économie du logement et sur la théorie de l'Etat<sup>66</sup>. Martin a toujours été très admirateur de la mode française, alors nous nous sommes amusés à reproduire le modèle des *Deux magots*. Nous avons trouvé dans le quartier italien du nord de la ville de San Francisco un café sympathique et nous nous y voyions une fois par mois comme si nous étions à Saint-Germain-des-Prés dans les années 1940, avec un capuccino, nos notes et nos livres, même si nous avons de splendides bureaux à l'Université. L'autre personne était Stephen Cohen, de Berkeley, qui était aussi au département d'urbanisme (*Institute of Urban and Regional Development*). Il avait en effet créé une petite unité de recherche qui s'appelait *Berkeley Roundtable on the International Economy* – BRIE<sup>67</sup>. C'était le seul endroit où ces questions de technologie et d'économie étaient traitées, mais rien sur la société.

<sup>66</sup> Martin Carnoy est professeur en économie et en sciences de l'éducation à l'Université de Stanford en Californie. Il s'est en particulier intéressé au rapport entre l'économie et le système éducatif. Il a par exemple analysé le rapport entre la qualité de l'éducation reçue et la position sociale des minorités défavorisées aux Etats-Unis. Proche de Manuel Castells, il s'est intéressé plus récemment à la question du travail, de la famille et du lien social dans l'ère de l'information (2000). Dans un contexte de flexibilité croissante de l'emploi et d'individualisation des rapports sociaux, Carnoy propose l'établissement d'institutions d'intégration capables de réguler les nouvelles technologies plutôt que de les subir.

<sup>67</sup> *Berkeley Roundtable on International Economy* (BRIE) a été fondée au cours des années 1980 pour comprendre la façon dont les économies industrialisées nationales créent leurs avantages concurrentiels et entre les effets de ces différences sur les relations politiques et économiques. La spécialité du groupe est l'interaction complexe entre les politiques et les marchés au plan international. BRIE est codirigé par Stephen Cohen, professeur d'économie internationale à l'Université de Berkeley. Il s'est intéressé à la nouvelle économie globale, aux mutations des économies industrielles et aux rapports entre politique et économie, tout particulièrement en France.

Mis à part vos réseaux d'échanges scientifiques, de quel soutien avez-vous bénéficié, en particulier au plan financier?

La recherche empirique et la préparation de ces trois volumes se sont faites sans aucun soutien. Je disposais de beaucoup plus de financements en France, j'avais de grands projets de recherches, avec beaucoup de terrains. Cet exemple démontre à mon avis que l'essentiel dans la recherche n'est pas le financement. A Berkeley, je n'avais pas un sou et cela me convenait. Car, pour moi, avoir un projet de recherche financé m'aurait obligé à adopter une stratégie de mensonge, car aucune structure de recherche sérieuse n'aurait financé un projet portant sur les rapports technologie-économie-société dans l'ensemble du monde. Il a donc fallu que je fasse un travail d'artisan afin de réunir des documents ici, des contacts là, accompagner des étudiants qui voulaient travailler avec moi. J'ai donc construit mon travail entre Berkeley, Stanford et le monde entier.

Par contre, l'Université de Berkeley vous a tout de même laissé une grande liberté de mouvement, alors que vous aviez une chaire: vous avez pris des

Le campus de l'Université de Berkeley, à l'est de la Baie de San Francisco.



années sabbatiques, vous avez accepté des invitations. C'était un luxe que vous octroyait Berkeley de vous permettre d'être peu présent?

En effet, la flexibilité était un atout. Mais en France j'avais aussi la possibilité de voyager. A l'École des Hautes Etudes, je commençais mon séminaire début novembre et le terminais début juin. De début juin jusqu'à fin octobre, si je le voulais, je pouvais partir à l'étranger et c'est ce que j'ai fait pendant plusieurs années.

La flexibilité est sans aucun doute très importante, mais d'autres ressources étaient indispensables et uniques à Berkeley. Tout d'abord, il faut penser que maintenant il y a Internet, mais dans les années 1980 et au début des années 1990, on avait besoin de grandes bibliothèques, avec les travaux de recherche les plus récents dans tous les domaines. Sur le campus de Berkeley, il y avait un grand nombre de centres et d'instituts de recherche spécialisés sur une série de domaines et sur différentes régions du monde, un fonds documentaire incomparable. Deuxièmement, le niveau des étudiants de doctorat était nettement supérieur.

C'est aussi la capacité d'attraction de Berkeley, qui capte les meilleurs étudiants des Etats-Unis et de différents pays du monde. De ce point de vue, l'Europe, la France ne jouissent plus du même prestige.

Les universités américaines n'ont pas perdu leur prestige et continuent à attirer les meilleurs étudiants, et ceux qui m'entouraient étaient des chercheurs vraiment extraordinaires.

Est-ce que vos visites dans différentes universités, en Asie ou en Amérique latine, ont été une occasion pour vous de former des étudiants? Des relais qui vous auraient ensuite servi à documenter votre travail pendant cette décennie d'écriture de la trilogie.

J'ai construit un réseau de jeunes chercheurs et de collègues un peu partout dans le monde. On ne peut pas faire grand-chose en une semaine ou même en un mois de voyage, mais si on a un réseau constant d'interactions et d'informations sur place on peut réaliser des recherches vraiment intéressantes. De plus, cela me permettait de comprendre et de vivre très personnellement les problèmes de la Bolivie, des quartiers de Bangkok. Ce n'était pas simplement la collecte de données, je me sentais concerné par ces pays.

Dans une période de restriction des financements pour la recherche, votre expérience est intéressante car c'est votre réseau d'étudiants dans le monde entier qui vous a permis de réaliser ce projet ambitieux.

Oui. Plus largement c'est mon réseau de collègues, mais rappelons finalement que les meilleures recherches en sciences sociales sont les recherches faites par des étudiants de doctorat. Après cela, ce n'est plus qu'une longue période de déclin, la production originale de connaissances grâce à l'observation directe s'effectue avant tout au moment de la thèse. Je considérais mon réseau d'étudiants comme des assistants de recherche, mais ils avaient peu d'argent, l'Université de Berkeley donnait 1000 à 2000 dollars par semestre pour qu'un étudiant puisse aider à la recherche. Par conséquent, ce réseau n'était pas fondé sur l'argent mais sur un principe de confiance et d'échange. C'est-à-dire que les étudiants faisaient les recherches que je leur proposais, je leur ouvrais les portes, je finançais leurs missions et leur travail de terrain, et en échange je les citais, je me référais fréquemment à leur travail, je rédigeais des lettres de soutien pour leurs candidatures dans des universités, pour recevoir des bourses, avoir une promotion ou trouver du travail. C'était un rapport de confiance personnel et intellectuel, je travaillais dans un réseau coopératif, en code ouvert, tous avaient un accès privilégié à mon travail et à mes données, sans structure ni hiérarchie.

Quand vous avez publié la première édition de cette trilogie, *The Information Age* [1996, 1997, 1998a], votre livre a bénéficié d'un écho hors du commun et votre rayonnement s'est largement accru à l'échelle mondiale. Comment vous êtes-vous positionné en tant que sociologue? Il est toujours difficile de vous donner une identité intellectuelle, comment définiriez-vous votre positionnement intellectuel et théorique?

Je ne me positionne pas, je ne m'identifie pas non plus! D'une certaine manière, je n'ai jamais défini mon identité intellectuelle. Je pense que c'est quelque chose d'assez spécifique dans mon travail, surtout dans le contexte américain car les gens me perçoivent comme auteur, comme penseur. Mais je ne me vois pas comme un auteur, je suis un chercheur! Je me souviens que lorsque j'étais très jeune en France, j'ai été arrêté par la police dans la rue, comme c'était souvent le cas dans les années 1960, et ils m'ont demandé « vous faites quoi? » J'ai répondu chercheur, « chercheur de quoi? » « Chercheur de quoi », je n'ai pu

répondre et je me suis dit: « mince, c'est vrai, chercheur de quoi? », c'était une question très existentielle. Or je me suis toujours défini comme chercheur, ce qui veut dire, concrètement, que dans cette trilogie j'ai essayé de comprendre le monde. Comprendre le monde avec les moyens du bord, il ne s'agissait pas de définir une théorie, ni de faire une sociologie générale de la société ou de la sociologie urbaine ou économique.

De plus, c'était mon testament intellectuel en quelque sorte, je pensais que ce serait ma dernière publication. Je voulais livrer l'ensemble de mes connaissances, mon regard sur ce monde en complète transformation.

Mais vous aviez tout de même des références et un support théorique? Même s'il est très lisible, ce livre n'est pas seulement illustratif, il y a des composantes théoriques.

Bien sûr, j'utilise des éléments théoriques. J'ai construit un échafaudage théorique, sur quelques pages seulement au début de la trilogie, ensuite je l'ai retiré soigneusement, comme quand on construit un édifice. Alors que très souvent dans les sciences sociales, on voit surtout l'échafaudage. On ne sait pas à quoi sert tout l'édifice qu'il y a derrière, ce que l'on peut construire avec, mais on voit un bel échafaudage, très compliqué et très élevé. Personnellement, je déteste cela. J'essaie de produire des connaissances au sens propre du terme, je suis très allergique à ces exercices d'autosatisfaction épistémologique.

Personnellement, ce qui m'intéresse c'est la production intellectuelle. Et, pour moi, la production intellectuelle c'est la production de connaissances, sur un objet déterminé. Alors est-ce que je fais de la sociologie? Je n'ai jamais été purement sociologue, je me suis intéressé à tout: l'économie, les politiques, la culture. Je dirais que j'essaie de comprendre les phénomènes de la société avec différents moyens théoriques et méthodologiques, donc avec un éclectisme total. Au tout début de ma carrière, je me suis appuyé sur le marxisme mais, même à cette époque-là, je faisais de grands détours en dehors de ce cadre théorique. Dans la trilogie, j'ai essayé de ne pas me positionner dans une école ou dans une pensée, mais de proposer une analyse explicative des transformations fondamentales du monde, portant sur différentes dimensions et différentes cultures. Cet ouvrage n'est pas une tentative de théorie générale mais une tentative d'analyse générale de la société, ce qui est tout à fait différent.

Vous avez quand même toujours conservé certains ingrédients: l'analyse du rôle de la technique, le regard sur la structure sociale et donc sur le rôle de l'Etat, l'importance des mutations du capitalisme. Ce sont des outils d'analyse dont vous vous servez comme d'une boîte à outils: le mode de développement, le mode de production, la société en réseaux, la liberté personnelle, etc.

C'est une boîte à outils qui m'a été fournie tout au long d'une trajectoire d'analyse et d'un parcours intellectuel et qui continue à me servir. Par exemple, le concept de mode de production me sert encore de temps en temps, mais je l'utilise de moins en moins. Il y a tellement de sortes de capitalismes, de différences entre les pays que ce concept ne me permet plus d'expliquer quoi que ce soit. Le capitalisme informationnel n'est pas le capitalisme industriel, les rapports entre les différentes institutions varient, le capitalisme régulé est complètement différent du capitalisme non régulé.

Ceci dit, je continue à utiliser le concept de mode de production car il faut pouvoir imaginer d'autres modes qui ne soient pas capitalistes. Je n'espère pas l'avènement du socialisme, mais je dis simplement qu'il n'y a aucun mode de production qui soit éternel. Par exemple, si je m'intéresse énormément à l'histoire des *open sources*, les codes sources ouverts, ce n'est pas simplement pour la technologie, mais parce que j'y perçois un mode de coopération différent où le principe fondamental reste la créativité, l'innovation et le partage de connaissances. Imaginons que l'essentiel de la production de connaissances, qui est le facteur de production principal de notre société, se développe autour de cette logique, nous verrions émerger un petit mode de production qui s'insérerait à l'intérieur du mode de production capitaliste: le mode de production des réseaux de coopération. Ainsi, le concept de mode de production me sert au moins à poser un point d'interrogation et à examiner des embryons d'organisation sociale qui ne soient pas capitalistes.

Pour rester sur la réception de *L'Ere de l'information*, cet ouvrage comme vous le dites était votre testament intellectuel puis finalement il est devenu un jalon important de votre carrière qui se poursuit aujourd'hui. Comment avez-vous perçu la réception de votre œuvre?

Tout d'abord, je dirais que la trilogie est pour moi non seulement un jalon de ma carrière, mais c'est la seule chose que j'ai véritablement produite en tant qu'innovation intellectuelle. Même si je suis autocritique

sur beaucoup d'aspects et qu'il y a des choses que je ne trouve pas correctes, pour l'essentiel, je considère que c'est ce qui restera de ma production intellectuelle. Je ne dis pas que je vais m'arrêter, mais je pense que l'essentiel de ma production intellectuelle restera ma trilogie. Les ouvrages et travaux antérieurs étaient des essais, des tentatives, des recherches partielles, mais cette volonté de comprendre l'ensemble du monde est vraiment incarnée dans la trilogie. Je pense qu'on ne peut écrire un travail de cette envergure et mettre dans un seul ouvrage tout ce qu'on a, tout ce que l'on connaît, que lorsqu'on le conçoit comme un testament. Mis à part cela, je n'avais aucune ambition sur l'impact de ce livre ou pour ma carrière. Or j'ai été extrêmement surpris, le plus étonnant est que son impact s'est diffusé dans toutes les cultures et dans tous les milieux, au-delà du monde académique. Ce livre a eu un écho dans les milieux d'affaires, dans le monde des médias en général, auprès des mouvements sociaux, ainsi que dans le monde de la politique. Beaucoup de présidents, de chefs d'entreprises et de décideurs dans le monde entier me rencontrent et me serrent la main en me disant « ah! j'ai lu votre livre », bien sûr qu'ils ne l'ont pas lu, mais ils se sentent obligés de le dire. Un jour, un ministre d'un gouvernement que je ne citerai pas est venu me dire: « Ecoutez je suis heureux de vous connaître: j'ai dû acheter votre livre parce qu'au conseil des ministres, si on n'a pas lu Castells, on ne peut pas parler. »

On m'a souvent posé la question de la raison d'un tel impact. Je pense que ce livre est tombé au bon moment. Car ce n'est pas un livre qui porte sur la technologie, ce sont les personnes qui ne l'ont pas lu qui disent cela, mais un livre qui parle de la transformation multidimensionnelle du monde. Les gens ont saisi cette transformation du monde, dans différents milieux, dans différents pays. Or ce type de travail fondé sur une base empirique, tentant de comprendre l'ensemble de ces transformations et essayant de mettre tout cela en cohérence, n'existait pas dans les sciences sociales.

Votre œuvre est aussi un travail de vulgarisation, vous avez joué un rôle de passage et de traduction entre certaines analyses académiques de la société et une compréhension accessible du monde, presque lisible par tous...

Je ne sais pas. Je ne pense pas que ce soit facile à lire. Cela dépend beaucoup de la traduction, par exemple la traduction française est très bonne, la traduction espagnole est horrible. J'ai fait un petit effort pour éviter le jargon, mais je pense que si on peut le lire plus facilement que les ouvrages de grande théorie, c'est parce que il y a



énormément d'analyses concrètes. J'ai utilisé sans aucun problème, et comme tout le monde, tout ce qui m'était utile et tout ce que je pouvais prendre comme contribution scientifique en les citant bien sûr. Pour moi, l'impact de la trilogie vient du fait qu'il y avait une perception de changements énormes, que l'on ne comprenait pas. Et pour répondre à ce besoin de compréhension, il y avait simplement des études très partielles de la société, d'un côté, et, de l'autre, des grandes envolées philosophiques souvent très normatives...

Est-ce une critique à l'adresse des postmodernes ?

Pas seulement, même si le postmodernisme a été une pensée des plus influentes dans les universités, ce n'étaient pas les masses qui la lisaient. Il ne s'agit pas simplement des postmodernes, mais de l'idée que les synthèses de compréhension du monde sont strictement théoriques ou philosophiques, les analyses empiriques sont partielles et peu nombreuses.

Je pense que l'impact de ma trilogie vient du fait qu'elle a rempli un vide et qu'elle a proposé une interprétation systématique au moment où les gens avaient besoin d'un cadre d'analyse qui leur donnait l'essentiel des clés de compréhension. Et puis, je pense que le deuxième atout du livre est le multiculturalisme. Or l'immense majorité des grands penseurs en France ont des champs de références très français. De mon côté, pour des raisons historiques personnelles, j'ai été sensible à un grand nombre de cultures.

## 6.2 Société en réseaux et identités / deux mouvements et trois volumes

*L'Ere de l'information* est le titre de la trilogie, *La société en réseaux* le titre du premier volume mais aussi le corps de votre théorie. Quelle différence faites-vous entre ces deux notions ?

Tout d'abord, une petite rectification, la société en réseaux est un concept clé de ma théorie, mais ce n'est pas le seul volet. Il y a toujours eu les deux volets: la structure sociale d'une part, constituée autour des réseaux et de la dynamique des réseaux, et, en même temps, les pratiques sociales, avec l'importance croissante des identités, en tant qu'identités porteuses de sens. Ce sont les deux choses à la fois: le réseau et le soi<sup>68</sup>,



dans la traduction française, et mon analyse porte sur les rapports entre ces deux pôles de la pratique sociale.

L'« ère de l'information » est une expression, et pas un concept, qui m'a permis de qualifier une période historique marquée par un ensemble de transformations multidimensionnelles qui ont un trait commun, caractéristique de cette période: la révolution technologique basée sur l'information. En ce sens, l'ère de l'information est l'équivalent de l'ère industrielle. Du coup, le problème est que l'expression « ère de l'information » laisse sous-entendre que les technologies de l'information sont déterminantes de l'ensemble du processus, et ce n'est pas cela que je pense. Je considère qu'il y a un noyau technologique qui ne détermine pas l'ensemble des transformations mais qui les rend possibles. C'est, plus qu'un outil, une composante indispensable de la transformation, de la même manière que l'ère industrielle n'est pas l'expression directe de la révolution énergétique, mais sans la révolution énergétique on ne peut pas expliquer l'émergence de l'ère industrielle.

Par contre, j'ai toujours renoncé à utiliser l'expression « société de l'information ». Certes, il y a des moments où je parle de société de l'information dans la trilogie, mais fondamentalement je critique les expressions « société ou économie de l'information et de la connaissance », pour une raison très simple: l'information n'est pas un caractère distinctif. Sinon, cela présupposerait que les autres sociétés, telle que le communisme, n'étaient pas des sociétés de l'information. Je pensais qu'il fallait mieux préciser ce qui était nouveau dans cette structure sociale. J'ai démontré tout d'abord que les technologies de l'information, de base microélectronique et génétique, amplifient le pouvoir de la connaissance et de l'information. Il est vrai que l'information et la connaissance prennent encore plus d'ampleur que dans d'autres sociétés historiquement constituées. Mais en disant cela, et pour sortir du piège du déterminisme technologique, il me fallait expliciter les différents rapports de la société aux technologies de l'information. Et, honnêtement, la réponse à ce problème, je l'ai trouvée empiriquement. Je n'avais pas pensé à l'idée de société en réseaux auparavant, cette analyse est tirée de mon matériau empirique.

<sup>68</sup> « Les sociétés se structurent de plus en plus autour de l'opposition bipolaire entre le réseau et le soi » nous dit Castells en introduction de la trilogie [Castells, 1996, p. 3]. D'un côté les réseaux globaux modifient en permanence les connexions entre individus et groupes sociaux. Face à la montée de la société en réseaux, celle des identités est présentée comme tout aussi puissante, en particulier aux plans ethnique et religieux. Suite à la perte de légitimité et à la désorganisation des institutions, ces identités deviennent le fondement principal du sens pour les individus.

En effet, car il faut souligner que jusqu'à la fin des années 1980 vous utilisez le concept de mode de développement informationnel et pas celui de réseau.

Je n'utilisais pas du tout la notion de réseau. Mais j'ai conservé malgré tout le concept de mode de développement informationnel. Je le garde en particulier pour désigner le nouveau paradigme technologique de la société. En effet, la dimension « réseau » est apparue pendant la recherche empirique. Mon questionnement était plus large et portait sur cette interaction entre la technologie, la culture, la politique, l'économie et l'organisation de la société. Je pense que le moment-clé de cette découverte de la société en réseaux a été lorsque j'ai étudié en profondeur les transformations dans l'entreprise et dans les processus de production.

J'ai essayé d'étudier les transformations des rapports de production dans l'entreprise et j'ai clairement observé la formation de nouvelles formes d'organisations économiques à travers l'émergence d'une entreprise-réseau, non pas les réseaux d'entreprises mais l'entreprise en réseau. Je l'ai vu émerger dans plusieurs sociétés, plusieurs cultures, plusieurs formes d'organisation et il est devenu absolument clair que c'était complètement relié à la performance économique. Je me suis rendu compte que le passage au réseau explique la transformation de l'activité économique et que cette transformation n'était pas possible sans les nouvelles technologies de l'information. La transformation de la productivité ne provenait pas de l'introduction de l'ordinateur ou d'Internet dans les entreprises, mais du fait qu'Internet et les ordinateurs permettaient de créer une plate forme technologique pour le déploiement de la logique réseau. Ce point a été absolument clé dans la formulation de ma théorie.

Puis, ensuite, au fur et à mesure que je travaillais sur d'autres domaines, j'ai trouvé l'émergence des réseaux comme forme prédominante des pratiques sociales. Je l'avais déjà trouvée dans l'espace avec *The Informational City* [1989] avec la notion d'espace des flux. Et, à ma grande surprise, quand je me suis mis à étudier de près l'Union européenne, j'ai trouvé l'Etat en réseaux. En commençant à travailler sur l'Europe, je pensais au contraire que les institutions étaient tiraillées (introduction de l'euro, identités nationales et communautaires), et que l'ensemble du système était en crise. Puis, en essayant de comprendre analytiquement la construction européenne, je me suis dit « en fin de compte ils sont en train de s'adapter en construisant une sorte de réseau d'institutions, un Etat en réseau. »

Alors j'ai appliqué ce modèle à l'étude d'autres situations dans le monde, avec des niveaux de développement différents, et j'ai observé une logique de fond qui allait dans le même sens.

Après *La société en réseaux*, le titre du deuxième volume de votre trilogie est *Le pouvoir de l'identité*. Pour faire une analogie et pour présenter le cadre global de l'ouvrage, il me semble à la lecture que, si *The Network Society* [1996] est une transposition à l'échelle globale de *The Informational City* [1989], *The Power of Identity* se situe dans la droite ligne de *The City and the Grassroots* [1983b]. Dans quelle mesure, à travers cette trilogie, avez-vous transposé vos travaux antérieurs de l'échelle urbaine à l'échelle globale de la société? Que vous ont-ils apporté?

C'est bien vu, mais je souhaiterais donner quelques précisions. Tout d'abord, mon projet était de comprendre quel était le monde nouveau qui émergeait. Et, pour cela, comme je l'ai toujours fait, je me suis appuyé sur des approches économiques mais aussi sur une interprétation du monde fondée sur l'action sociale, les mouvements sociaux et la politique. J'avais le souci du politique et j'étais imprégné par la problématique des mouvements sociaux. Mais, dans *The City and the Grassroots*, la question de l'identité n'était pas encore présente, la seule étude de cas où je parlais d'identité était San Francisco. Quand j'ai commencé à travailler sur la trilogie, je faisais vraiment la différence entre les mutations économiques d'un côté, et les mouvements sociaux de l'autre. Pour moi, chacune de ces mutations suivait une trajectoire autonome, sans correspondance ni relation. Les mouvements sociaux bénéficiaient selon moi d'une dynamique totalement indépendante des mutations technologiques et économiques.

Les travaux sur *Le pouvoir de l'identité* ont représenté une surprise. Tout comme j'ai découvert le réseau au cours de mes recherches, la question de l'identité n'était, à l'origine, pas du tout dans mon champ d'analyse. Les mouvements sociaux que j'ai choisis sont ceux qui m'ont semblé avoir le plus d'impact sur le processus de changement social. Je n'ai pas étudié les syndicats ou, comme je l'avais fait dans *The City and the Grassroots*, les mouvements proprement urbains, car ils me paraissaient secondaires au regard des mutations actuelles de la société.

Quelle a été l'influence de la Californie sur l'émergence de la problématique identitaire, dans toute sa diversité? La région de San Francisco a-t-elle été un laboratoire avec des mouvements communautaires d'essence ethnique, gays et lesbiens, féministes, écologistes?

Ce n'est pas la seule source de mes travaux, mais c'est en effet essentiel. Car il y avait deux mouvements en Californie: le mouvement gay, d'un côté, et le mouvement écologiste, de l'autre. Alors, de ce point de vue, cela a été extrêmement important tout comme les identités multiculturelles. Mais, mis à part la Californie, d'autres cas m'ont influencé. A l'heure de la rédaction du *Pouvoir de l'identité*, j'ai commencé à m'intéresser au mouvement antiglobalisation d'Amérique latine, le mouvement zapatiste mexicain. Les Zapatistes ont attaqué le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et j'ai réalisé que c'était un des nouveaux mouvements sociaux ayant pour objectif la transformation de la société. Par ailleurs, je souhaitais aussi tenir compte des mouvements sociaux réactionnaires: les mouvements nationalistes et ethniques et surtout les milices et le mouvement raciste américains.

Suite à la présentation des deux premiers mouvements, entre émergence de la société en réseaux et développement des mouvements identitaires, quelle était la vocation du troisième volume qui porte le titre plus abstrait de *Fin de millénaire*?

L'idée du troisième volume a été de se concentrer sur les processus concrets de transformation dans différents pays du monde. Je souhaitais par exemple inclure l'exemple de l'Union soviétique et réunir dans une analyse empirique les deux premiers volets, qui portaient sur l'analyse de la société en réseaux et des identités, en étudiant les interactions entre ces deux perspectives.

Je comprends que vous souhaitiez vous concentrer sur les grandes tendances géopolitiques et socioculturelles à l'échelle mondiale, ainsi que sur les formes d'articulation entre structures et pratiques sociales, mais pourquoi n'avez-vous pas choisi de faire un troisième volume qui soit lui aussi thématique? Finalement, je trouve que celui-ci apporte peu au plan théorique.

Tout d'abord, je considère que la contribution proprement théorique du troisième volume est la conclusion générale de la trilogie. Je synthétise

l'ensemble des éléments, des terrains, des études de cas, puis l'analyse devient théoriquement explicite dans la conclusion. C'est l'aboutissement de l'ensemble de la trilogie. Deuxièmement, l'analyse en termes de pouvoirs, de systèmes politiques, d'Etat, est présente dans la conclusion du deuxième volume, *Le pouvoir de l'identité*.

Ce dernier ne porte pas uniquement sur les identités et les mouvements sociaux, mais aussi sur la question du politique et des rapports de pouvoir dans la société. J'aurais pu m'arrêter là, à la fin du deuxième tome, en ajoutant la conclusion générale et en n'écrivant pas le troisième. S'il n'y avait eu que des illustrations issues de divers exemples nationaux, j'aurais pu les intégrer dans les deux autres volumes et m'épargner le troisième. Mais je souhaitais à travers le dernier volume non seulement illustrer mais vérifier la validité de mon schéma théorique, je voulais faire fonctionner mon système théorique en traitant du thème du changement social dans le monde.

Poupées du sous-commandant Marcos vendues aux touristes à San Cristobal de las Casas (Chiapas, Mexique).



Vous ne souhaitiez pas que l'on fasse à votre place le travail de passage entre la théorie et l'analyse empirique?

Oui. Je ne pensais pas tout pouvoir analyser, mais je voulais communiquer une méthode d'analyse fondée sur l'observation, à partir de ma construction théorique. Je voulais montrer que si on applique ma grille d'analyse, développée dans les deux volumes précédents, on comprend mieux certaines réalités dans différents pays et différentes parties du monde. Il faut souligner aussi que le livre n'a pas été construit de manière séquentielle, volume un, puis deux, puis trois. J'ai fait un va-et-vient constant: par exemple le chapitre sur l'Union soviétique, qui se trouve au début du troisième volume, a été rédigé avant le premier volume. Je n'avais pas élaboré toute la théorie mais il y avait déjà un dialogue entre la problématique des réseaux et celle des identités. De même, lorsque j'ai travaillé sur le thème de la globalisation, j'ai trouvé trois thèmes fondamentaux que j'aurais voulu mettre dans le premier chapitre du premier volume: les inégalités à l'échelle mondiale, l'économie criminelle comme une forme de globalisation et la montée de l'Asie Pacifique et son entrée en crise. Ces trois thèmes, ainsi que l'étude sur l'Union soviétique, étaient au départ écrits en tant que sections du premier volume. Et ensuite, lorsque j'ai vu la taille de ces sections et le matériau dont je disposais, j'ai trouvé que ces analyses représentaient une démonstration concrète de ma théorie et j'ai décidé de les rassembler dans un troisième volume. Cela me permettait de faire fonctionner la machine analytique des deux premiers volumes.

Par ailleurs, j'étais prisonnier du format livre. Au départ, je ne souhaitais faire qu'un seul volume, pas une trilogie. Mon éditeur m'a dit qu'avec toutes les idées que je voulais développer en un seul volume nous allions créer beaucoup d'emplois car pour chaque lecteur du livre il faudrait embaucher une personne pour le porter! J'ai donc dû faire trois volumes. Une technologie multidimensionnelle, avec différents éléments autonomes et des liens hypertextes, m'aurait permis de ne pas partager si nettement les choses en trois volumes.

En effet, je me suis rendue compte que j'avais des difficultés à dégager la thèse centrale de l'ouvrage.

Les thèses sont contenues dans les trois volumes et développées plus tard dans d'autres ouvrages, mais pour moi le message fondamental

du troisième volume est d'une part la construction théorique finale, avec la conclusion, où toute la théorie est rassemblée, et d'autre part de mieux comprendre la transformation du monde. Le reste du livre repose sur la production d'analyses nationales et régionales diversifiées, multiculturelles.

Pour faire ce travail, comme vous venez de le rappeler, une des plus-values du troisième volume est le chapitre sur la chute de l'Union soviétique avec lequel vous ouvrez ce livre. De quand datent vos premiers contacts avec l'Union soviétique? Avez-vous analysé la *perestroïka* de l'intérieur?

Oui, non seulement la *perestroïka*, mais aussi le fonctionnement du système soviétique. Par exemple, j'ai fait des recherches entre 1989 et 1990 sur l'industrie microélectronique de Moscou, j'ai aussi analysé l'informatique et l'électronique en Sibérie et à Moscou. Les gens étaient très ouverts, et j'ai pu faire énormément de terrain à l'intérieur du système technico-économique soviétique.

Au même moment vous faisiez du terrain, à l'autre extrémité, dans la *Silicon Valley* et la région de San Francisco.

Je travaillais sur San Francisco depuis sept ans, depuis 1983. En parallèle, j'ai fait trois recherches avec des collègues russes pendant ces années-là: la première recherche empirique a consisté à interviewer cinquante parlementaires du premier parlement de la *perestroïka*; ensuite j'ai fait des recherches sur le système de télécommunications soviétique et, enfin, une recherche sur l'organisation de l'industrie énergétique dans l'ensemble de la Russie. Dans ce cadre, j'ai travaillé sur l'industrie pétrolière en Sibérie, j'ai interviewé des ouvriers et des ingénieurs.

### 6.3 L'émergence de la société en réseaux

Vous nous avez dit précédemment que votre théorie de la société en réseaux trouve son origine dans vos recherches sur les entreprises et la nouvelle organisation décentralisée des firmes. Quelles entreprises ont suscité votre intérêt pour leur organisations en réseaux?

Tout d'abord, l'exemple de la *Silicon Valley* a été fondamental, parce que c'est vraiment là que l'entreprise en réseau a pu être observée de la façon

la plus éclatante. Dans la pratique, ces changements organisationnels se sont passés à la fin des années 1980, mais je ne les ai observés que depuis le début des années 1990. J'ai travaillé en profondeur sur Cisco et j'ai même proposé l'idée du modèle Cisco. Ce sont eux qui ont ensuite récupéré mes analyses et repris l'idée de « Cisco Model », que j'avais construit en les observant. Ils étaient trop occupés à faire d'autres choses et ils ne se rendaient pas compte qu'ils étaient en train d'inventer une nouvelle forme d'organisation en réseau. Il y avait aussi une autre entreprise informatique qui était tout à fait représentative de ce mouvement, c'était Dell. Je dirais que Dell était aussi avancé que Cisco. Il y avait aussi Nokia, puis Hewlett Packard et IBM qui, dans le secteur électronique, innovaient avec de nouvelles formes d'organisation en appliquant tout de suite leurs propres technologies à leur entreprise.

Mais ce qui m'intéressait encore plus, c'était de vérifier le déploiement de ces modèles dans toutes sortes d'entreprises, dans des secteurs traditionnels. Et sur ce point, pour moi, le cas le plus intéressant a été Zara, l'entreprise d'habillement en Galice, qui est une entreprise-réseau pure. Aujourd'hui Zara reste une des études de cas les plus importantes à la *Harvard Business School* car son organisation est exemplaire. Zara a développé la méthode, qui existait déjà dans les années 1980, de *quick reply model*, de réponse immédiate à la demande, et ils ont complètement révolutionné la mode.

La mode classique, la mode parisienne, réalise une collection et les gens suivent, mais – dans notre société – les gens créent leur mode. Alors Zara a décidé de s'appuyer sur les innovations de mode des consommateurs. Ils ne pouvaient pas faire des interviews de consommateurs alors ils ont construit un réseau d'information interactif. Tout d'abord ils ont décentralisé énormément les points de vente, en ce sens ils ont suivi la méthode Benetton et Gap, avec plus de 1200 magasins dans le monde entier. Puis ils ont équipé les vendeurs d'un petit ordinateur qui stocke toutes les informations de chaque vente. A la fin de la journée, tout cela est envoyé à un analyste et immédiatement communiqué au centre de design Zara qui est toujours en Galice.

J'ai fait ma petite enquête sur place, il y a des centaines de designers, dans une ambiance très relax. C'est tout à fait « *Silicon Valley* »: on n'arrête pas de travailler mais chacun est comme un artiste, à sa table de dessin, avec son ordinateur et son café, on bavarde, on s'arrête, on va fumer une cigarette. Ces designers sont alimentés constamment de milliers de données à partir desquelles ils ajustent constamment le design. Puis ils envoient des instructions aux machines lasers qui coupent les patrons dans les usines



entièrement automatisées. Pendant longtemps les usines étaient localisées uniquement en Galice et au nord du Portugal, puis ils en ont implanté en Chine. Dès l'assemblage, les vêtements sont déjà étiquetés et dirigés vers des caisses à destination de Hong-Kong ou New York. L'aspect concret de cette organisation est que, dans le prêt-à-porter, l'essentiel est la vitesse de réaction aux goûts changeants des clients. Benetton avait gagné il y a 12-15 ans, avec un temps de retour de 6 mois entre le moment où le nouveau dessin est réalisé et le moment où le vêtement est dans le magasin. Gap a gagné sur Benetton en raccourcissant ce temps à deux mois et aujourd'hui Zara le fait en deux semaines et met chaque année en magasin 12 000 nouveaux modèles. Ce qui veut dire que la collection d'automne, traditionnellement présentée à Paris au mois de mars, Zara la présente au mois de juillet, pour le mois de septembre. De fait, Zara colle tout à fait aux dernières tendances dans chaque pays, car le design est différencié en fonction des réactions du marché.

Pour sortir de l'exemple de Zara et du prêt-à-porter, on perçoit dans votre description de l'entreprise en réseau que les temps de réaction dans le milieu de l'industrie se rapprochent de plus en plus de ceux de la finance. Quelle est la part de l'organisation du travail, d'une part, et des nouvelles technologies, de l'autre, dans l'avènement de l'entreprise en réseau?

Je pense avoir découvert l'entreprise-réseau bien avant la révolution technologique, mais je n'avais pas fait la relation avec ce modèle d'organisation. Ainsi, dans mon étude sur Hong-Kong en 1983-84, j'ai montré que l'essentiel du succès de l'industrie d'exportation se fondait sur les réseaux de petites et moyennes entreprises. Mais, dans ce cas-là, il ne s'agissait pas de réseaux électroniques mais de réseaux d'information. C'était un membre de la famille de l'entreprise qui allait à Rome ou à Paris avec un appareil photo et un fax et qui espionnait des entreprises parisiennes, puis l'entreprise copiait les modèles à Hong-Kong et les mettait sur le marché à Paris avant les entreprises françaises. Il y avait déjà une capacité de réaction liée à la l'information et à l'organisation en réseaux. Mais, dans ce cas-là, on s'appuyait davantage sur l'organisation et pas encore sur la transmission rapide de l'information et l'interactivité.

Ensuite, nous avons assisté à une révolution technologique qui s'est cumulée à cette nouvelle organisation en réseaux. Par conséquent, je pense que ce n'est pas la révolution technologique qui domine la transformation de l'entreprise, c'est la transformation organisationnelle de l'entreprise qui

s'arme technologiquement et se répand dans divers secteurs. Or, je n'ai perçu cette mutation qu'au début des années 1990.

Pour conclure, je souhaiterais surtout insister sur deux choses. Tout d'abord, j'ai trouvé la société en réseaux, je ne l'ai pas imaginée, je l'ai observée empiriquement et ensuite je l'ai théorisée. Et deuxièmement, la société en réseaux n'est pas une organisation en réseaux indépendante de la technologie, c'est la fusion d'une organisation en réseaux très dynamique qui existait déjà mais qui s'est généralisée à partir du moment où la technologie s'est diffusée.

On vous critique souvent à propos d'un certain déterminisme technologique qui se situerait à l'arrière-plan de l'ensemble de la trilogie. Vous attachez effectivement beaucoup d'importance à la technologie, mais vous prenez également en compte le processus de restructuration du capitalisme et des économies nationales, ainsi que le rôle des mouvements sociaux et des mutations culturelles dans l'émergence de cette société en réseaux. À l'image du monde de l'entreprise, comment avez-vous articulé les mutations technologiques aux autres types de changements survenus dans la société? Et, de fait, à quel rythme se fait l'entrée d'un pays dans la société en réseaux, en fonction de ces différents types de mutations?

C'est une question importante. Mais, tout d'abord, je dois souligner que je n'ai pas traité sérieusement l'analyse des sources de changements structurels, de la genèse de la société en réseaux; je n'ai pas fait de recherches sur ce sujet. Je ne connais personne qui ait étudié de quelle manière les trois lignes se sont articulées – transformations technologiques, capitalistes et culturelles – pour produire la société en réseaux. Le thème qui m'a le plus intéressé est celui du fonctionnement de cette société et de ses contradictions.

Ceci dit, avec cette question, vous soulignez le besoin de casser l'idée que le monde entier évoluerait dans le même sens, également soumis à une révolution technologique, à une restructuration globale du capitalisme et à l'émergence de mouvements sociaux et culturels. Cette hypothèse n'est pas totalement vraie. Elle l'est si nous parlons de globalisation et donc d'un système où toutes les sociétés sont reliées et interdépendantes. Il y a une partie des transformations qui est commune à l'ensemble de la planète. Mais, d'un autre côté, il y a une perméabilité variable des institutions et des structures sociales préexistantes à la transformation de la société en réseaux et à l'appropriation de l'innovation.

De ce point de vue, le cas le plus important est bien sûr l'Union soviétique. Après avoir étudié en profondeur cet exemple, j'ai montré comment une société scientifiquement très avancée, qui disposait de technologies et qui a tenté une restructuration économique et institutionnelle, avec Gorbatchev et la *perestroïka*, n'a pas été capable d'incorporer la révolution technologique informationnelle. C'est un élément historique d'une importance fondamentale: une société militairement et scientifiquement développée, avec les meilleurs mathématiciens du monde et une concentration des ressources de l'Etat dans ces domaines, n'a pas été capable de tenir tête aux Etats-Unis au plan technologique. Car, en 1986, Gorbatchev voulait sauver l'Union soviétique et le parti communiste en tentant de moderniser l'industrie et les machines-outils. Il pensait: « La technologie, ce sont les machines. » Mais la transformation de l'industrie passait justement par l'adoption d'une nouvelle forme d'organisation et la diffusion de l'information. Il fallait donc libérer l'économie du *Gosplan* et échanger des informations librement. Or, quand j'ai commencé à travailler sur l'Union soviétique au milieu des années 1980, un peu avant la *perestroïka*, il était encore nécessaire pour toute photocopie à l'Académie des sciences de demander l'autorisation du responsable politique. Il n'y avait pas d'ordinateurs personnels ni de machines à écrire, et le télex était enfermé dans un cabinet avec le contrôle politique correspondant. J'ai donc pu démontrer que, sans un minimum d'ouverture de la société, il ne pouvait y avoir développement technologique.

Je ne veux pas dire pour autant que si les technologies de l'information se développent, les sociétés deviennent plus libres, car on peut aussi utiliser la technologie pour opprimer. C'est le cas à Singapour ou en Chine, et les Etats-Unis essaient de le faire en ce moment pour surveiller la population. Mais l'éclosion d'une société totalement fondée sur l'interactivité et les réseaux de communication n'est pas possible sans une libération des énergies sociales.

Mis à part ces pays qui ont transformé leurs structures en entretenant des rapports plus ou moins contradictoires aux technologies de l'information, quels ont été les différents rythmes de développement de cette nouvelle société en réseaux dans le monde capitaliste?

Disons, pour commencer, que la plupart des sociétés comme l'Espagne ont accepté une situation de subordination technologique. Elles ont importé des technologies, ce qui signifie qu'elles se sont appuyées sur un mouvement de consommation plutôt que de production de la technologie. La France,

de ce point de vue, est très différente de l'Espagne car on a observé une production technologique considérable, la France et le Royaume-Uni sont probablement les pays les plus développés d'Europe du point de vue des technologies de l'information. Mais en France, il y a toujours eu une velléité de trouver le « modèle français » des technologies, rendant difficile la diffusion de la technologie dans des structures organisationnelles souples.

Le cas le plus extraordinaire est le Minitel. Le Minitel était en avance sur tout le monde, et avec cette technologie la France aurait pu se lancer dans des projets intéressants dès 1980. Mais on a confondu le Minitel avec l'annuaire téléphonique et on a privilégié le modèle étatique par lequel on envoie des messages à la population. Et quand les gestionnaires du système ont découvert que ce qui était véritablement utilisé était la messagerie rose, il était déjà trop tard, Internet se développait déjà. Avec la capacité technologique et industrielle de la France au début des années 1980, un Internet français aurait pu se développer beaucoup plus rapidement. Mais il y avait un côté bureaucratique, institutionnel et nationaliste qui a dévié et retardé le développement du Minitel, puis de l'Internet. Avec cet exemple, on voit que les modèles institutionnels et culturels sont essentiels pour expliquer non seulement la différence de vitesse dans la diffusion technologique, mais plus encore la différence d'appropriation des technologies.

Pour prendre un exemple différent, les Etats-Unis sont totalement en retard en ce qui concerne les communications mobiles. En 2004, dans l'Union européenne, le taux de pénétration des téléphones mobiles dans la population s'élevait à 85%, il était de 54% aux Etats-Unis. La raison n'est pas que les Américains sont plus idiots que les Européens. Mais la structure industrielle du marché libéralisé des télécommunications aux Etats-Unis fait que chaque opérateur a voulu prendre le marché de l'autre, au lieu de bâtir des accords de coopération pour augmenter leur marché global, comme cela a été le cas en Europe. Tout d'abord, les Etats-Unis n'ont pas construit un marché unifié, alors que l'Europe l'a fait. Deuxièmement, le système de paiement aux Etats-Unis fait que celui qui paie est celui qui reçoit l'appel, alors tout le monde éteint son téléphone. Or un réseau qui est à moitié fermé ne fonctionne pas, ils n'ont pas compris la logique. Cet exemple montre simplement que la différence d'entrée dans la société en réseaux s'explique aussi par des formes spécifiques d'organisation de la concurrence.

Pour rester sur la comparaison Europe-Etats-Unis, il est aussi clair que l'innovation technologique a été retardée en Europe, à l'exception du cas

de la Finlande. Ce retard tient essentiellement à trois raisons:

- la politique universitaire: les universités américaines continuent à être les centres d'innovation et les universités européennes continuent à être des centres de reproduction des connaissances;
- l'absence de système de capital-risque: les entrepreneurs doivent émigrer ailleurs pour être capables de transformer des idées en innovations;
- les politiques de l'Union européenne, et surtout du gouvernement français, ont misé sur les soi-disant champions nationaux et ont conduit à subventionner les frais de recherche des grandes entreprises, alors que l'on sait très bien que l'innovation ne vient fondamentalement pas des grandes entreprises, mais des universités et des petits entrepreneurs innovateurs.

Pour vous, trois mutations poussent au développement de la société en réseaux à partir des années 1970: les technologies, l'économie et la culture. Sur ce dernier point, vous parlez des mouvements culturels de la fin des années 1960. Ils ont eu selon vous un poids essentiel dans la définition et la promotion de cette société en réseaux: le Mouvement *Free Speech* en Californie, et le Mouvement de mai 1968 en France. Cette hypothèse m'a donné l'impression que vous donniez trop d'importance à ces mouvements dans leur impact et leur onde de choc à l'échelle mondiale. Vous faites de ces mouvements culturels le déclencheur alors qu'ils ne me semblent être qu'un battement d'ailes de papillons. Pouvez-vous nous expliquer cet argument?

Tout d'abord, je souhaiterais rappeler que ces mouvements culturels ne sont pas des mouvements politiques, ils ne visaient pas l'Etat, ni à Berkeley, ni à Paris, ni en Italie en 1969, ni au Japon en 1968. Quel était le message de ces mouvements culturels? « Il faut changer les valeurs de la société. » Ce que je dis c'est, d'une part, qu'il y a des transformations importantes des valeurs de la société qui ont été directement produites par ces mouvements: le féminisme, l'écologie, la liberté individuelle. Bien sûr, le mouvement féministe n'explique pas à lui seul la transformation de la condition des femmes, qui était liée à une mutation plus profonde du marché du travail et de l'emploi. Mais la crise de la famille patriarcale traditionnelle est un élément essentiel de la transformation que je théorise à travers la société en réseaux. Il y a différents réseaux qui se substituent à la famille traditionnelle nucléaire et la crise, irréversible et fondamentale, de cette forme de famille est directement liée aux mouvements sociaux. Autre exemple, le mouvement écologiste a adopté une série de valeurs nouvelles qui dépassent l'environnement pour traiter d'économie politique et d'équité sociale. Ces valeurs constituent la matrice des transformations

du rapport entre économie, société et culture à l'heure actuelle. Je ne dis pas que l'écologie est la force politique la plus importante, mais que tout le monde a dû se peindre en vert, y compris les conservateurs, et c'est en cela que l'écologie représente une révolution culturelle et non une révolution politique.

On observe donc une hégémonie culturelle de ces idées. En ce qui concerne l'individualisme et la liberté personnelle comme valeurs centrales de la société, je voudrais rappeler que l'idée de primauté de l'individu dans la gauche française des années 1960 – communiste, nationaliste et socialiste – était selon eux une construction bourgeoise. Il y avait des marxistes qui faisaient des analyses très compliquées pour montrer comment l'individualisation était une construction de la bourgeoisie, pour sortir le sujet-citoyen du rapport de classe.

A propos de révolution culturelle, sur la question de l'individualisme, dites-vous que ces mouvements ont fait prendre conscience à la société dans son ensemble de la nécessité de développement de la liberté individuelle, et de l'autonomie de l'acteur social?

Non, je ne dis pas prendre conscience, mais je dis qu'ils ont contribué à diffuser les valeurs de l'individualisme. Il faut tout de même se rappeler que le Mouvement de mai 1968 était explicitement anarchiste.

Mais de l'anarchisme de 1968 aux valeurs libertaires de la *Silicon Valley* il y a un écart, faites-vous des différences entre ces deux mouvements?

Aucune. Je ne vois aucune différence du point de vue de la transformation des valeurs culturelles et de la primauté de la liberté individuelle. Dans la *Silicon Valley*, l'esprit et les valeurs libertaires ont eu un impact clair sur la révolution technologique. La révolution technologique a avant tout été une révolution des valeurs de la société. Car Internet et l'essentiel de ces nouvelles technologies sont fondés sur le code ouvert. Ce sont des informaticiens, financés par l'armée, qui ont développé des nouvelles technologies et les ont mises à disposition de tous sans droit de propriété. Du point de vue du rapport entre technologie et culture, c'est extrêmement intéressant, c'est une tendance anarchiste et pas du tout capitaliste. Toute l'histoire d'Internet a été fondée sur la notion de liberté d'accès et d'ouverture du code. C'est en ce sens que la notion de liberté aux Etats-Unis a été capitale pour le développement de la société en réseaux, ce qui n'était pas le cas en Europe.

De même pour le *Worldwide Web*: il a été créé à Genève, par un ingénieur du CERN<sup>69</sup>, en dehors de son temps de travail, la nuit et le dimanche, et dès qu'il l'a trouvé il l'a placé sur le net. Tous les ingénieurs informatiques ont travaillé comme cela. Les fameux *hackers* des laboratoires du MIT sont tous des gens qui ont créé pour le plaisir de créer et qui ont ensuite diffusé leurs innovations pour que tout le monde y ait accès. C'est ce que nous faisons et avons toujours fait à l'université: nous ne gagnons pas d'argent avec nos articles, nous n'en demandons pas la propriété intellectuelle, nous voulons simplement que l'on nous cite et que tout le monde progresse.

Cette culture universitaire a été transformée en technologie, que j'appelle « technologie de liberté », communication libre, innovation libre, diffusion libre. La grande bataille qui se livre actuellement porte sur la marchandisation de cet espace de liberté. Autre exemple, les deux tiers des serveurs du *Worldwide web* sont gérés par un programme informatique qui s'appelle Apache. Apache a été créé par une communauté dans les quartiers marginaux de San Francisco qui a été une sorte de communauté à la fois hippie et informatique. De temps en temps, il fallait qu'ils fassent quelque chose à usage commercial pour vivre et ils ont sorti Apache, tout en créant un système de partage pour tout le monde. Les deux tiers du web sont donc gérés par un programme gratuit.

Il y a une relation directe entre les caractéristiques libertaires de la révolution technologique et le mouvement culturel des années 1960. Non pas parce que les gens qui ont créé l'Internet étaient des activistes, mais ils baignaient dans cette culture, dans ces idéologies. Il était impensable pour un jeune en 1985 à San Francisco de dire: « moi, je vais vendre mon innovation, ma création. » Le seul qui a fait cela est devenu l'homme le plus riche du monde, Bill Gates, le seul qui soit unanimement détesté par tous les innovateurs. *A contrario*, les grands innovateurs de cette révolution technologique ont choisi la liberté de création dans la continuité de valeurs libertaires et totalement soixante-huitardes. Ce n'est pas une affirmation idéologique, mais une réflexion sur l'histoire et la diffusion des idées de liberté.

<sup>69</sup> Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire.

## 6.4 Les identités et les mouvements sociaux

Pour continuer sur les mouvements sociaux et leurs rôles dans la transformation des idées et des valeurs de la société, orientons-nous vers les trois chapitres centraux de *The Power of Identity*. [1997]. Vous proposez un classement des trois grands types de mouvements sociaux contemporains: les mouvements d'opposition au nouvel ordre mondial, les revendications et actions environnementales et les mouvements portant sur la famille, la sexualité et le genre. Je suis étonnée car vous placez dans la catégorie des mouvements antiglobalisation les milices patriotiques américaines, Al Qaïda, et les groupes altermondialistes. Souhaitiez-vous être politiquement incorrect?

J'ai commencé par observer que les milices américaines, tout comme la secte japonaise *Aum Shinrikyo*, se mobilisaient contre les multinationales, contre le capitalisme des grandes entreprises et contre la globalisation. Dès ce moment-là, les gens ont crié « au fou! » Puis, quand j'ai inclus les mouvements de justice globale dans cette même catégorie, je me suis fait sermonner par mes étudiants de Berkeley: « Comment osez-vous comparer de tels mouvements?! » Or depuis *The City and the Grassroots* [1983b], j'ai toujours pensé qu'il fallait définir les mouvements sociaux par les objectifs qu'ils se fixent eux-mêmes. Si on commence à interpréter le sens du mouvement social pour dire ce qui est inconscient ou conscient, ce qui est bien ou mal, on perd l'essentiel: la cause, le slogan, le drapeau porté par ces mouvements sociaux. Et de ce point de vue-là, l'ensemble de ces mouvements se positionnent contre la mondialisation et contre ce nouvel ordre mondial.

Vous construisez l'ensemble du volume autour d'une typologie des identités composée de trois types d'identités. Le premier est une identité de légitimation, provenant d'un pouvoir ou d'une institution qui se déploie dans un espace donné, localisé ou en réseau, et donne naissance à la société civile. Le deuxième type, ce sont les identités de résistance qui émergent contre le système de valeurs dominant et créent une organisation en communautés. Et, enfin, un troisième type d'identité est fondé sur l'identité de projet, où l'on se situe moins sur un comportement de résistance, mais sur la proposition d'un contre-projet social. Ainsi, l'ensemble de votre travail consiste à observer les dynamiques et le dosage de chacune de ces identités: l'affaiblissement des identités de légitimation de la société civile, l'explosion des identités de résistance



des communautés et, votre grande question qui est: « voit-on émerger des identités de projet dans la société? »

Comment la notion d'identité a-t-elle émergé dans votre recherche? Comment avez-vous construit cette typologie?

En construisant ma réflexion, je n'étais pas parti du concept d'identité. Je recherchais un mot qui symbolise le mieux le mouvement social que j'observais, cette nouvelle dynamique sociale. J'ai commencé à réfléchir en termes d'identités, je me suis plongé dans les approches théoriques de cette question (le nationalisme, le communautarisme) mais ce qui marchait dans un terrain ne marchait pas dans l'autre. Avec le nationalisme, je pouvais analyser l'exemple catalan, mais pas la crise du patriarcat, le mouvement environnemental ou le mouvement zapatiste.

J'ai observé tout d'abord que certaines identités sont constituées à partir d'un projet de légitimation par les élus, par les organisations dominantes, par le pouvoir. Mais, pour cela, il faut que les gens y croient, sinon cela n'appuie pas la construction de l'hégémonie. Il faut non seulement que des gens construisent cette légitimité, mais qu'il y ait des organisations dans la société qui partagent les mêmes valeurs légitimatrices, au-delà de l'Etat. Donc l'identité de légitimation expliquait une partie des valeurs et des mouvements sociaux, mais pas le développement des mouvements islamistes, chrétiens fondamentalistes, qui créent des identités communautaires. Le but de ces mouvements est de créer une résistance, une communauté de résistance black, islamiste ou tchéchène pour se dissocier du reste de la société.

Enfin, d'autres communautés visent à se différencier pour essayer ensuite de faire valoir un projet d'intégration. Les écologistes par exemple ne disent pas simplement: « Ne touche pas à ma forêt! », ils demandent tout de même la transformation des rapports de production et l'introduction d'une comptabilité économique qui tienne compte de la consommation des ressources. C'est une identité qui se fonde sur le rapport à la nature, mais c'est aussi une identité de projet qui a une visée de généralisation. Un autre exemple, dans le mouvement féministe, il y a des femmes qui disent: « je suis une femme et je n'ai rien à voir avec les hommes », elle se placent alors dans une identité de résistance. Mais, d'un autre côté, il y a des mouvements qui défendent la transformation de la famille, qui tentent de renouveler les rapports hommes-femmes-enfants dans la famille, et ces dernières se situent alors dans une identité de projet: la réforme de la famille patriarcale et l'élaboration d'autres règles de coexistence familiale. Pour pouvoir interpréter les choses et les communiquer clairement, je pensais

qu'il était mieux de commencer le premier chapitre par une typologie des identités afin de pouvoir ensuite montrer, dans l'analyse des divers mouvements, comment ces dimensions peuvent devenir des outils d'analyses utiles.

Pour entrer vraiment dans la structure de l'ouvrage, j'ai du mal à comprendre la différence analytique que vous faites entre identités et mouvement social, en particulier la partition entre vos deux premiers chapitres. Al Qaïda est traité comme un mouvement social contre le nouvel ordre mondial et non pas dans la partie concernant l'émergence des fondamentalismes religieux.

C'est une question méthodologique que je souhaiterais éclaircir: le chapitre des identités porte sur une analyse théorique illustrée par des observations empiriques plus précises, sans présenter des études de cas au sens fort du terme. Les chapitres sur les mouvements sociaux sont des études de cas centrées sur la question des identités, ayant leurs dynamiques spécifiques. Dans un premier temps, j'ai souhaité expliquer l'histoire sociale du fondamentalisme sans décrire Al Qaïda. Les recherches sur les mouvements sociaux sont des études que j'ai construites par un énorme travail, des assistants de recherche, de la documentation, des textes. Dans tous mes livres, il y a constamment une différence entre l'interprétation des données que j'ai obtenues à partir de sources secondaires et les études de cas que j'ai construites.

Le premier chapitre est plus un cadre de contexte et d'analyse qui vous a aidé à lire les études de cas approfondies du deuxième chapitre. Dans celui-ci, vous soulignez que les trois formes d'identités émergentes sont les identités nationale, religieuse et localiste. Et vous dites que toute identité est toujours fondée sur ces trois identités premières. Qu'entendez-vous par là?

Habituellement, lorsque l'on parle d'identité, la réponse est que chacun d'entre nous est inscrit dans un grand nombre d'identités. Mais pourquoi se mobiliserait-on pour l'une ou l'autre si nous avons tellement d'identités différentes à défendre? Le problème est que cette approche ne tient pas compte de l'existence de certains principes identitaires spécifiques. Si nous adhérons à tellement d'identités, cela veut dire que la pratique de construction du sens ne vient d'aucune de ces identités en particulier. Ainsi, certaines personnes fonctionnent sans référents identitaires. Par contre, si on se mobilise, en donnant un sens identitaire à une pratique

sociale, c'est qu'une identité domine et nous pousse à la mobilisation. Par exemple, bien sûr que les membres d'Al Qaïda sont à la fois musulmans, Arabes, Égyptiens, ils ont plusieurs identités fortes, mais leur action, leur mobilisation se focalise sur une de ces identités, l'islamisme, c'est ce que j'appelle l'identité première.

#### 6.4.1 Les identités face à la société en réseaux

Je souhaiterais aborder une question centrale qui est celle de l'émergence de la société en réseaux et le développement de ces identités premières: est-ce que l'on n'assiste pas à une forme de repli identitaire ou communautaire, une sorte de réaction, d'assurance face à la montée d'une société en réseaux globalisée? Je suis frappée à la lecture de vos chapitres par ces deux mouvements: la diffusion de certaines valeurs universelles et la contre-tendance qui pousse les individus ou les collectifs à se ré-ancrer dans des traditions locales, plus ou moins factices d'ailleurs. Universalisme d'un côté, retour au traditionnel, de l'autre. Par exemple, en vous lisant, nous avons l'impression que le nationalisme n'a jamais été aussi fort depuis que la nation est fragilisée au plan identitaire.

En effet les nationalismes se portent sainement partout dans le monde y compris en Europe: le Pays basque, la Catalogne, le Québec, le Kurdistan, les nations opprimées et la France, bien sûr, avec l'opposition à l'Union européenne.

Le « non » à la constitution européenne en France pourrait être en partie expliqué par un regain de nationalisme<sup>70</sup>...

Oui, mais, plus largement, si vous regardez le discours de Nicolas Sarkozy, il défend une certaine tradition politique du nationalisme français. Sa position est à la fois celle d'un nationalisme-projet et d'un nationalisme de résistance.

Pour revenir à la thématique centrale du rapport entre la société en réseaux et le pouvoir de l'identité, c'est une question qui n'était pas posée au départ dans ma problématique. Au plan théorique, comme je vous l'ai dit,

<sup>70</sup> L'entretien a été réalisé le 6 mai 2005. Le 29 mai, les résultats du référendum sur la Constitution européenne donnaient la majorité au « non » avec 54,57% des suffrages.

je n'étais pas parti des notions de réseaux et d'identités. Je m'étais lancé dans l'analyse du rapport technologie-économie-culture et j'ai trouvé les réseaux, je souhaitais aussi étudier la relation entre Etat et mouvements sociaux, et j'ai mis en exergue l'importance des identités. Quand j'essayais de comprendre le monde actuel, deux dynamiques dissociées m'apparaissaient incontournables, celle des réseaux et celle des identités, et je me suis demandé quelle pouvait être la relation entre les deux. Après avoir analysé ces dynamiques au cours des deux premiers volumes de la trilogie, j'ai essayé dans le troisième de comprendre leurs effets sur la transformation du monde: la fin de l'Union soviétique, l'essor de l'économie criminelle, le développement de l'Asie Pacifique, la construction européenne. Dans chacun de ces exemples, je retrouvais la dialectique entre réseaux et identités, qui se concrétisait de manière différente, mais je ne comprenais pas comment ces deux dynamiques s'articulaient. Aujourd'hui, je ne peux formuler que des hypothèses, car il faudrait des études beaucoup plus détaillées pour vraiment prouver que les choses fonctionnent ainsi. Je pense qu'il y a deux niveaux de compréhension. Le plus évident est que dans une situation où le réseau se déploie mondialement selon une logique programmée qui s'appuie sur l'exclusion ou l'inclusion, l'exclusion des réseaux entraîne des oppositions que ne peuvent pas être des oppositions revendicatrices, mais des oppositions très radicales contre le système et ses valeurs fondatrices. Si j'applique cette hypothèse à une série de mouvements comme les Zapatistes mexicains, ce type de revendications radicales contre les réseaux globaux s'explique tout à fait. Les Zapatistes comme d'autres mouvements d'opposition au nouvel ordre mondial disent: « Vous m'excluez du système, mais de toute façon je refuse ce système. » Ce ne sont pas des mouvements revendicatifs, à l'image des mouvements ouvriers qui luttèrent contre l'exploitation et en faveur d'une plus juste répartition des fruits de leur travail.

Je comprends, mais les Zapatistes, me semble-t-il, ne s'opposent pas seulement au système, mais s'adressent plus précisément à une autorité désignée, le gouvernement mexicain, pour tenter d'obtenir satisfaction.

Non pas du tout, les Zapatistes voulaient demander l'appui de l'Etat mexicain contre le réseau mondial et l'intégration commerciale. Les Zapatistes ont attaqué le 1er janvier 1994, le premier jour d'entrée en vigueur de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA). Ils disaient explicitement qu'ils ne voulaient pas que les marchés déterminent leur vie à la place de l'Etat mexicain. Il s'agissait d'une lutte exclusive contre les

réseaux globaux. Cette opposition radicale aux réseaux globaux s'illustre dans de nombreux mouvements. Au Japon, la secte *Aum Shinrikyo* défend, selon des modalités beaucoup plus mystiques, que le Japon et ses grandes métropoles sont devenues le cœur du réseau global, entraînant la disparition de l'identité japonaise. La secte prône un retour au Japon fondamental et traditionnel.

Pour Al Qaïda, cette opposition est aussi tout à fait évidente...

Oui, c'est extrêmement clair, quoique Al Qaïda n'ait pas d'ambition économique mais une visée culturelle. L'islamisme est une doctrine culturelle, les islamistes se considèrent comme humiliés car leur culture ne se situe pas au cœur de la société et souhaitent renverser complètement le système. Pour conclure, la première hypothèse que j'essaie d'illustrer est que si certaines catégories sont exclues des réseaux qui organisent l'ensemble du monde, elles vont tenter de modifier le programme, le logiciel du réseau, ce logiciel qui en détermine les règles de fonctionnement, d'inclusion et d'exclusion.

Je souhaiterais aussi aborder une deuxième hypothèse qui me semble importante. Les Etats-nations ont longtemps protégé des sous-ensembles

Zapatistes au Chiapas le 10 avril 2003, anniversaire de la mort de Zapata.



identitaires d'un pays ou d'une culture, mais progressivement les Etats sont devenus eux-mêmes des globalisateurs et les mouvements sociaux se sont sentis de moins en moins protégés devant l'essor de la globalisation. Or si les réseaux déterminent et contrôlent la vie de personnes qui n'appartiennent pas à ces réseaux, d'une part, et que, d'autre part, l'Etat-nation ne les protège plus, alors se créent les conditions pour la cristallisation d'identités de résistance extraordinaires. Ce processus va s'appuyer sur des valeurs nationales, religieuses, ethniques, pour attaquer les réseaux globaux et les Etats qui leurs ont échappé.

Ce qui me frappe dans ce que vous soulignez est que l'on peut penser que les réseaux globaux n'ont quasiment pas d'identité. Dans ce cas, ils peuvent liquer contre eux toute forme de revendication identitaire: les islamistes peuvent ne pas se reconnaître dans le réseau mondial car ce n'est pas un réseau musulman, les juifs, les pays du Sud, toute identité particulière peut attaquer le réseau en disant que le réseau global n'est pas le sien, ne représente pas sa propre loi, ses propres règles.

Mais enfin, on sait tous que même si Mc Donald's s'est localisé, qu'ils font des pâtes en Italie et des hamburgers au fromage en France, ils représentent la culture des réseaux de domination. L'identité des réseaux globaux n'est pas américaine, mais caractérisée par les valeurs cosmopolites, elle-mêmes portées par les élites, américaines, japonaises, françaises, qui habitent le réseau et naviguent dans l'espace de flux. Ces élites ont plus ou moins les mêmes valeurs. Même si effectivement les réseaux globaux ne sont pas identitaires, ils reposent sur une valorisation de la globalité comme identité universelle.

Cela dit, dans les années 1990, j'ai identifié que les mouvements identitaires ont construit à leur tour des réseaux. Les oppositions ne représentent plus des communautés contre des réseaux, mais des réseaux contre des réseaux.

C'est ce que vous appelez *grassrooting of the the space of flows*<sup>71</sup>?

En effet, le mouvement antiglobalisation s'est organisé en réseau puis toutes sortes de mouvements sociaux de contestation de l'ordre mondial se sont mis en réseau pour promouvoir des identités et des systèmes de valeurs alternatifs.

<sup>71</sup> Cette phrase pourrait être traduite par « l'émergence des mouvements sociaux dans l'espace des flux ».

#### 6.4.2 Destruction ou transformation de la société?

On perçoit à la lecture du *Pouvoir de l'identité* un regard éminemment critique vis-à-vis des communautés et de ces identités de résistance. Je vois dans votre argumentaire une certaine forme de nostalgie à l'égard de la société civile réputée plus ouverte à la négociation, à la démocratie. Cela m'étonne de votre part, puisque dans la première partie de votre carrière vous avez montré comment cette vieille société civile de l'ère industrielle était formatée et peu ouverte à la négociation. Il y a une certaine ironie à se rendre compte que la société civile était finalement plus ouverte à la négociation que la société actuelle, éclatée en communautés, entre résistance et domination.

Tout d'abord, je souhaiterais souligner que j'ai toujours essayé de m'interdire des prises de position. Du point de vue de la recherche, toute prise de parti est un préjugé qui du point de vue strictement scientifique n'est pas rigoureux.

Ce n'est pas simplement une question de préjugé mais d'argumentation, est-ce que vraiment les anciennes sociétés civiles étaient plus ouvertes dans leurs structures politiques que la nouvelle organisation communautaire, au vu de vos observations empiriques?

En m'interdisant tout préjugé, j'observe que les communautés identitaires sont des éléments essentiels d'organisation du sens et de la mobilisation de millions de personnes. Même des mouvements qui avancent des valeurs humaines abjectes, tels qu'Al Qaïda, frappent l'imaginaire de millions de jeunes dans le monde. A Barcelone, à la fin septembre 2001, quelques jours après les attentats du 11 septembre, j'ai vu des milliers de personnes scander « Ben Laden détruit l'Amérique! ». En parallèle, il faut bien saisir qu'une communauté fondamentaliste est une communauté fermée sur elle-même dont le principe est de refuser le rapport social. Si les valeurs de cette communauté sont selon elle les seules valeurs acceptables dans la société, et qu'au-delà il faut soit convaincre soit détruire, il est clair que la limite de toute société civile est atteinte.

Je ne dis pas « Ah, le bon vieux temps de la société civile », je souligne simplement qu'avec la société civile on observait l'existence de rapports sociaux, même s'ils pouvaient être conflictuels, intégrateurs ou manipulateurs. Or je constate que la dynamique de renforcement de l'opposition, non pas à travers des mouvements sociaux alternatifs, mais à travers une

opposition identitaire radicale, entraîne la destruction de la société, la société civile disparaît et l'on se rapproche de la pure violence.

Vous séparez volontairement le mouvement environnemental des autres mouvements en disant que c'est un mouvement pro-actif, alors que les autres sont des mouvements réactifs. Or, je ne comprends pas pourquoi le mouvement altermondialiste n'est pas selon vous un mouvement pro-actif.

Disons que la différence n'est pas tellement entre des mouvements pro-actifs et réactifs mais que le réseau altermondialiste n'est pas un mouvement identitaire, mais une alliance de différents mouvements. Leur revendication se concentre sur l'absence de démocratie à l'échelle mondiale, c'est donc un mouvement à vocation politique. La base de ce grand mouvement est caractérisée par divers mouvements sociaux, dont la plupart sont des mouvements identitaires: des indigènes, des écologistes, le mouvement des femmes, les mouvements régionaux. En France, une des identités altermondialistes s'ancre dans le Larzac, avec une certaine forme de nationalisme agricole français, la bonne gastronomie française contre la mal-bouffe globale de Mc Donald's. C'est donc un réseau pour une démocratie mondiale, alors que par contraste Al Qaïda est un véritable mouvement identitaire. En même temps, l'altermondialisme n'est pas non plus un mouvement exclusivement politique parce que le projet politique reste relativement abstrait. A Porto Alegre, il y avait 5000 réunions différentes organisées par 600 organisations ou groupes *ad hoc* et la vieille gauche naviguait entre les réunions.

Si l'on reste sur la métaphore d'un mouvement-réseau, puisque vous étiez à Porto Alegre en janvier 2005, des personnes cherchent-elles à programmer ce réseau? Car il doit y avoir des luttes d'influence pour programmer ce réseau qui, pour l'instant, n'a pas de logiciel d'exploitation.

Non absolument pas. C'est pour cette raison que le réseau se répand et devient difficile à contrôler ou détruire. Certes, il y a des personnes du *Monde diplomatique* qui tentent simplement de maintenir les passerelles entre les différents milieux. Ensuite, bien sûr, il y a toujours les trotskistes qui essaient de déposer le programme commun. Mais non, il y a une réelle diversité de projets et tout le monde essaie de trouver dans le forum de Porto Alegre une façon d'exprimer ses propres projets et d'obtenir la solidarité des autres. Ils n'envisagent pas d'imposer leurs programmes aux autres mais d'obtenir leur soutien.



Chacun des cinq mouvements de lutte contre le nouvel ordre mondial mixe divers types d'identités premières nationales, religieuses et locales. Pour le mouvement altermondialiste, l'identité première de celui-ci n'est-elle pas le localisme, la valorisation de l'autonomie des communautés locales? Qu'en pensez-vous?

Pas entièrement. Ce sont en partie seulement des mouvements localistes, mais je ne pense pas que ce soit la caractéristique du réseau dans son ensemble. Car les mouvements identitaires en Bolivie ne sont pas locaux, ils sont représentatifs d'une culture ethnique, d'une tradition culturelle. Si on parle de mouvements religieux, car il y a aussi des mouvements religieux chez les altermondialistes – le mouvement du millénaire est un mouvement chrétien fondamentalement -, ce ne sont pas des mouvements localisés. Une bonne partie du réseau altermondialiste est représentée par le mouvement écologiste, qui n'est pas local mais international.

Ce qui m'intéresse dans ce mouvement, et ce qui fait sa force, c'est son extrême diversité et sa dimension universelle, par l'échange d'identités et de valeurs de divers horizons. A Porto Alegre 160000 personnes ont participé au forum en janvier 2005, 70000 campaient dans des villages provisoires autoconstruits et totalement autogérés. Tout cela a fonctionné sans problèmes, sans violence, sans incidents. Ils réalisent pour moi une utopie.

Dans *Le pouvoir de l'identité* vous traitez de la fin de la société patriarcale. En vous lisant, on a l'impression que les anciens grands modèles de la société industrielle occidentale, comme l'Etat-nation, la famille patriarcale, le modèle industriel sont attaqués, ébranlés de toute part, à la fois par les réseaux, par le haut, puis par le bas, par ces identités résistantes et ces mouvements sociaux.

Tel que vous le présentez dans l'introduction et dans la conclusion, on a l'impression d'assister à l'émergence d'un nouvel ordre mondial, d'une société en réseaux qui suscite des résistances de toutes parts, alors qu'en parallèle vous démontrez que ces résistances sont elles-mêmes extrêmement antithétiques et proposent des systèmes de valeurs qui sont contradictoires.

Tout d'abord, il faut souligner qu'il y a une myriade de mouvements sociaux. Et cette observation tranche avec les thèses sur la passivité des sociétés, qui défendent par exemple que les gens sont conformistes et individualistes. Même l'individualisme peut être extrêmement révolté, il existe des mouvements de résistance identitaire ou des purs

mouvements de révolte qui ne sont pas construits autour d'un contre-programme, d'une contre-société.

Puis, deuxièmement, il n'y a pas de mouvement social central; la société en réseaux, par sa dialectique conflictuelle, se caractérise par l'absence de mouvement central, du fait de la structure décentralisée des réseaux de pouvoirs. Dans la société en réseaux, les mouvements sociaux sont éclatés sans possibilité de passage entre mouvements sociaux. En ce sens, c'est un système totalement différent de l'ère industrielle, où le mouvement ouvrier a réussi à imposer sa vision d'une société alternative.

Ensuite, troisièmement, entre les mouvements, on perçoit des contradictions profondes mais qui s'illustrent différemment dans diverses cultures et divers pays. Par exemple le mouvement islamiste fondamentaliste n'a pas tellement de poids au sein des mouvements féministes.

En effet, et dans certaines banlieues françaises on assiste à des tensions directes entre deux types de mouvements sociaux: les mouvements féministes et la résurgence du fondamentalisme musulman.

C'est un laboratoire intéressant, mais c'est relativement rare. Aux Etats-Unis on a plutôt, dans certains Etats, des mouvements nationalistes-traditionalistes qui se développent sans pour autant qu'il y ait confrontation avec des mouvements gays ou écologistes. Il y a aussi des femmes islamistes radicales qui acceptent le Coran, portent le voile et qui peuvent, à l'extrême, se placer à l'avant-garde des luttes, y compris des attentats-suicides. Disons que la frontière est un peu plus complexe.

Mais, suite à votre question, je dois dire qu'il est vrai que l'explosion de mouvements sociaux essentiellement identitaires (mais pas seulement) peut entraîner non seulement l'absence d'alliances et de projets communs, mais des contradictions profondes entre les différents mouvements. La diversité des mouvements sociaux est intéressante, mais elle est potentiellement contradictoire. Pour gérer ces contradictions, une autre façon d'agir est la méthode du mouvement altermondialiste qui ne s'impose pas comme mouvement central, mais considère simplement que tout le monde peut dire et faire ce qu'il veut. Le seul point d'accord est d'être capable d'exprimer des valeurs alternatives, des formes de résistance en échappant à la répression du système politique ou technocratique. Le sens du mouvement est de se démarquer de la médiation politique, il ne prétend pas prendre le pouvoir, mais s'en écarter, ce qui est tout à fait différent.

## 6.5 Les pouvoirs, les États, les nations

### 6.5.1 Les pouvoirs dans la société en réseaux

A la lecture de vos analyses sur le pouvoir dans la société en réseaux, présentes dans les trois volumes de la trilogie, ainsi que dans des publications plus récentes [*The theory of the network society*, 2004], on perçoit une relation presque systémique entre la forme de la technique et la forme du pouvoir. Vous dites par exemple que la technologie énergétique est une technologie qui demandait de la centralisation par essence, une concentration qui a fait naître une société industrielle extrêmement hiérarchisée et centrée. Le réseau quant-à-lui appelle la gestion décentralisée, des commutateurs, des programmeurs et donc un pouvoir en réseau. Ce mimétisme entre structure technologique et structure de pouvoir n'est-elle pas une lecture trop schématique de votre travail?

Non pas du tout, la seule chose que j'ajouterais est que la conséquence n'est pas de dire telle technologie engendre tel pouvoir, ce n'est pas la technologie qui détermine le pouvoir, mais ce pouvoir ne peut s'exercer sans une telle situation technologique. Concrètement parlant, si vous essayez d'appliquer un pouvoir centralisé dans une société extrêmement souple, décentralisée avec une forte autonomie et des réseaux multiples, cela ne fonctionne pas. Le pouvoir n'a tout simplement pas la capacité de contrôler tous les réseaux.

J'arrivais bien à évoluer dans vos travaux plus structuralistes où le pouvoir était facilement identifié. Alors que tel que vous le présentez, le pouvoir dans la société en réseaux est flou, on ne voit pas où sont les acteurs du pouvoir, on a du mal à les identifier. Votre prise de distance par rapport au structuralisme vous a-t-elle conduit à avoir une lecture plus diluée et abstraite de la notion de pouvoir?

Je considère la question du pouvoir comme primordiale. Parce que c'est à partir du pouvoir que se structure la société et non pas à partir de la technologie ou de l'économie. Ceci dit, il faut identifier ces sources de pouvoir: quels sont ses mécanismes? Et ensuite seulement, quels sont les acteurs de ce pouvoir? Car les acteurs du pouvoir ne sont pas nécessairement ceux qui pensent l'être. Dès l'introduction et dans la conclusion de la trilogie, il y a un très long développement sur le pouvoir, donc je n'ai pas esquivé la question. Mais plutôt que de donner une réponse aussi

systématique et univoque, j'ai procédé par l'accumulation d'analyses empiriques sur le pouvoir dans différents domaines de la société: l'entreprise, la culture, l'Etat.

Cela veut-il dire qu'à partir du moment où vous sortez du système urbain pour vous intéresser à la société dans son ensemble, vous considérer que c'est un peu trop vaste pour parler des questions de pouvoir?

Non, pas du tout. Je dis qu'une analyse du pouvoir dans la société doit s'appuyer sur l'étude des processus nouveaux de pouvoir, dans différents domaines, pour faire émerger des logiques communes. Ce que je sais, c'est qu'il n'y a pas de logique unique pour le pouvoir, le pouvoir d'Etat n'est pas le pouvoir dans l'entreprise, le pouvoir des médias n'est pas le pouvoir financier, le pouvoir financier n'est pas le pouvoir de la culture. Ainsi, on observe un éclatement des processus de domination, alors que les sciences sociales ont toujours recherché un pouvoir central qui pouvait être celui du capital ou de l'Etat.

Suite à cette première approche de la méthodologie et des terrains dans différents domaines, j'ai essayé d'aller plus loin récemment<sup>72</sup> et de progresser un peu plus sur « où ce se situe le pouvoir dans les réseaux » [2004]. Et, dans cette perspective, le premier pouvoir est la programmation des réseaux: c'est-à-dire qui va définir les codes qui incluent ou excluent certains éléments du réseau: des personnes, des territoires, des valeurs, ne rentrent pas dans le système et sont rejetés par le code du réseau.

<sup>72</sup> Manuel Castells a récemment repris le cadre théorique général de *L'Ere de l'information* dans une introduction d'un ouvrage collectif sur la société en réseaux [2004]. Après avoir retiré le cadre théorique de la majorité de ces écrits, il propose ici une synthèse en trente pages de ses principaux arguments. Il éclaire les différentes composantes de la société en réseaux et étudie tout particulièrement sa genèse qu'il relie à trois tendances concomitantes: la crise et la restructuration du capitalisme, l'essor de mouvements socio-culturels visant une libération individuelle et une autonomie de la personne et la révolution des technologies de communication. Ensuite, l'auteur traite des dynamiques de cette société en réseaux émergente: de la notion de valeur, de l'évolution du travail, des médias, des pouvoirs, des contre-pouvoirs, de l'espace des flux et du temps. A propos du pouvoir, le sociologue va plus loin dans l'utilisation du concept de réseau: il défend que les deux sources de pouvoirs principales dans une société qui s'organise en réseau sont ceux qui définissent les codes d'accès et ceux qui permettent de basculer d'une branche à l'autre. Programmeurs et commutateurs sont les acteurs ou réseaux d'acteurs qui exercent le pouvoir dans la société contemporaine.

Mais n'allez-vous pas trop loin dans la métaphore du réseau qui structure l'ensemble de vos travaux? Vous jonglez souvent entre le réseau technique lui-même et le fonctionnement de la société, de l'économie, des mouvements sociaux, du pouvoir, de l'espace, où tout, abolument tout devient réseau.

C'est une observation pertinente, mais si la société fonctionne vraiment en réseaux, les concepts qui nous permettent de la comprendre doivent être liés à l'idée de réseaux.

Cela justifie effectivement le vocabulaire...

Donc, pour revenir au pouvoir, l'exercice du pouvoir dans la société en réseaux, c'est la programmation des règles du jeu, y compris les règles d'accès. Par exemple, le marché financier fonctionne par des réseaux automatiques d'ordinateurs activés par des *traders*. Si ces *traders* ont donné les instructions et maximisé leurs gains en fonction du rapport temps-profit, le système fonctionne selon cette logique. Or on ne régule pas le réseau, on laisse le marché fonctionner et le dollar s'effondrer, et ensuite les agents se positionnent. Ce n'est plus un marché, c'est un automate financier qui contrôle la planète, les banques, et les agents. J'insiste, ce n'est pas le marché, ce n'est pas la main invisible, c'est un automate financier qui exerce son pouvoir sur l'ensemble de l'économie mondiale. Qui est cet automate financier? de qui vient-il? C'est une construction humaine, ce n'est pas une force de la nature, on l'a construit...

Mais, à partir du moment où le pouvoir est dilué et fonctionne sur des microrelations entre microacteurs, personne ne contrôle le système, il n'y a aucun individu qui en est responsable, c'est ce que vous semblez dire...

Le pouvoir financier n'est pas tout le pouvoir, mais à l'origine il y a les programmeurs de ce système financier que l'on retrouve dans l'histoire économique et sociale récente.

Vous pensez à l'abandon de la régulation monétaire et du système de Bretton-Woods?

Oui, ainsi qu'à l'action du G8, de l'OMC, du Fonds monétaire international. Ce sont les programmeurs qui ont formaté les réseaux mais ensuite ce sont ces réseaux qui exercent le pouvoir.

Par ailleurs, j'utilise aussi le concept des *switcher*, que l'on pourrait traduire par commutateur ou connecteur qui, avec les programmeurs, disposent d'une importance essentielle. Les connecteurs sont par exemple des acteurs qui font l'intermédiation entre les médias et le politique, ou entre la finance, les médias, et le politique. J'ai une thèse d'une étudiante absolument fantastique qui détaille l'organisation des réseaux financiers et leurs relations avec les groupes de cinéma et des médias. Elle analyse la logique financière et la logique politique du réseau à travers la télévision et le cinéma mondial, qui restent des instruments extraordinaires de domination politique et d'influence culturelle. Les personnes qui se trouvent dans une position de connexion et d'intermédiaires, à la charnière des médias, de la finance et du politique, deviennent essentielles. Mais, une fois encore, ce sont des mécanismes et pas nécessairement des personnes qui assurent la connexion.

C'est en ce sens que le concept d'acteur-réseau de Bruno Latour m'intéresse<sup>73</sup>, parce que ce n'est pas une personne qui est acteur mais un réseau, un groupe d'intérêts, de valeurs, qui se constitue en mécanisme décisionnel. Ainsi j'ai identifié deux points-clés: les programmeurs et les connecteurs. Puis, à un troisième niveau, viennent les acteurs. Mais l'essentiel, pour ces acteurs, est d'être placés dans différentes sphères de pouvoir.

### 6.5.2 De l'Etat-nation à l'Etat-réseau

Pour passer au pouvoir d'Etat en particulier, la fin du *Pouvoir de l'identité* est consacrée à la crise de l'Etat-nation. Vous ne parlez pas exactement de la fin de l'Etat-nation, mais de la déconnexion croissante entre nation et pouvoirs qui vous paraissent de moins en moins concentrés. Quelles sont les configurations nouvelles du pouvoir d'Etat?

<sup>73</sup> La théorie de l'acteur réseau a été formalisée par les sociologues français Michel Callon et Bruno Latour et l'anthropologue britannique John Law dans les années 1980. Cette théorie est davantage utilisée dans la sphère anglo-saxonne que francophone (Latour, 2005), mais dispose des caractéristiques classiques des approches de Callon et Latour: l'analyse complexe des actants humains et non humains dont les délimitations apparaissent de plus en plus floues, l'étude des formes de traduction et de décroissements épistémologiques, considérant que la connaissance résulte d'une production sociale et non de l'exclusivité d'une démarche proprement scientifique. Elle met en avant l'idée d'une mise en relation d'actants humains et non humains au sein d'un réseau composé d'éléments hétérogènes. Les relations entre les actants et la création du réseau s'appuient sur des opérations de traductions: de partage des représentations et intérêts (problématisation) et de construction d'objectifs partagés.

Dans la transformation de l'Etat-nation, la chose la plus fondamentale est la disparition de l'Etat souverain. Cette analyse s'appuie sur deux choses. Tout d'abord, lorsque j'ai commencé à m'intéresser à ces questions, j'ai lu de nombreux travaux sur le sujet qui montraient une persistance d'une image forte de l'Etat-nation en tant qu'acteur, en tant qu'institution, qui était ancrée et pas prête à disparaître. Deuxièmement, j'ai observé que la gestion politique quotidienne passait par l'Etat et, troisièmement, que ces Etats-nations se situaient dans des réseaux d'interactions complexes qui les rendaient de plus en plus dépendants d'institutions internationales ou supranationales et de réseaux locaux ou régionaux. De ces observations ont été tirées les hypothèses de l'Etat-réseau que j'ai exposées dans le troisième volume, *Fin de millénaire*. Pour cela, dans ce volume, je me suis appuyé sur la construction de l'Europe comme l'archétype de l'Etat-réseau. En effet, l'Union européenne est un nouveau type d'Etat, ce n'est pas un Etat fédéral.

Comme le soulignent les analystes des niveaux de gouvernance en Europe, on se situe dans une certaine forme d'intergouvernementalisme.

Oui, mais c'est plus vaste que cela, puisque les régions sont elles aussi engagées. Plus largement, ma proposition est que l'Etat-nation en tant que forme typique d'Etat, est désuet. Les Etats-nations sont une des dernières aberrations de la société en réseaux. Tous les Etats-nations intégrés tels que la France ou le Chili sont appelés à devenir beaucoup plus décentralisés et connectés à des réseaux de pouvoirs plus larges et plus complexes.

Est-ce de la futurologie, ou observez-vous l'amorce de telles mutations?

Je pense que les appareils d'Etat nationaux tendent à se reconvertir dans des nœuds complexes, au centre de nouveaux Etats en réseaux. Au plan empirique, en Europe par exemple, l'Etat-nation reste l'entité souveraine qui établit ensuite des rapports avec d'autres institutions. Et le pouvoir de ce réseau d'Etat n'est pas dans les mains de la Commission européenne mais dans celles du Conseil des ministres européens, donc dans les mains des Etats-nations.

Ensuite, ces réseaux ne s'établissent pas simplement entre les Etats. Il y a d'autres institutions internationales, des gouvernements régionaux et locaux, des organisations intergouvernementales ou néogouvernementales de différents niveaux qui y participent.

Mis à part l'archétype de la construction européenne, à quels autres exemples pensez-vous?

En Amérique latine par exemple, le Chili est un Etat-nation indépendant et autonome, mais il s'est inscrit dans plusieurs réseaux de coopération avec l'Union européenne, les Etats-Unis, avec les pays de la région pacifique au sein de l'APEC. La pratique quotidienne du gouvernement passe par l'articulation à toute une série d'influences politiques qui débordent le seul Etat-nation.

### 6.5.3 L'Etat face à ses nations

Nombre de vos études de cas identifient une montée des nationalismes et des identités nationales, de plus en plus déconnectés des Etats. Si l'Etat vous semble désuet, la Nation quant-à-elle reste une identité première puissante. Une des approches éclairantes à ce sujet est celle de l'Union soviétique que vous présentez au début du troisième volume, *Fin de millénaire*. Comment la chute d'un Etat aussi puissant que l'Union soviétique s'est-elle traduite par une résurgence des nationalismes?

Empiriquement parlant, il faut différencier trois choses. Tout d'abord, il y a une énorme différence entre l'Union soviétique et la Fédération de Russie en ce sens qu'en Union soviétique, 50% de la population était russe alors que dans la nouvelle Fédération, 82% de la population est russe. Même s'il y a des réactions violentes envers la Tchétchénie, en théorie c'est plus gérable qu'auparavant. Et puis, il faut quand même rappeler que les mouvements nationalistes en Union soviétique ont été sauvagement réprimés, le sentiment d'identité nationale était très limité et circonscrit aux républiques baltes. Et ce sont les républiques baltes qui ont éclaté immédiatement au cours de la *perestroïka*. Il y avait aussi un mouvement nationaliste fort en Géorgie, ainsi que des tensions entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Ensuite, il faut noter que l'Union soviétique s'est construite de manière artificielle par rapport à la question des nationalités. L'Union soviétique s'appuyait sur le concept de nouveau peuple soviétique qui n'a jamais été complètement réalisé, malgré un processus de création d'une culture soviétique *ex nihilo*. Mais l'effet pervers est que cette pseudo-identité nationale, créée par l'Union Soviétique, a produit une élite ethnique qui s'est ensuite retournée contre le système. Finalement, le mouvement nationaliste le plus puissant contre l'Union soviétique a



été le mouvement russe, prônant l'identité russe, la culture russe, la tradition russe. La culture historique traditionnelle était pourtant la plus sanctionnée parce qu'elle s'opposait à l'idéal de l'Union soviétique. Ce dernier reposait sur une vocation universaliste prolétarienne et avait réprimé tous les sentiments nationalistes, religieux et culturels russes. Pour sortir de l'idéologie communiste, Boris Eltsine s'est appuyé non seulement sur le concept de démocratie mais surtout sur celui du nationalisme russe. Je me souviens de la grande manifestation qui a conduit à la rupture de l'Union soviétique: à Moscou en mars 1991, les gens n'avaient que deux slogans: « Eltsine, Eltsine!! » et « Russie, Russie!! », contre l'Union soviétique et contre Gorbatchev qui représentaient l'idéologie du nouveau peuple soviétique. Et la tactique d'Eltsine a été de faire alliance pour couper chaque république, chaque nationalité de l'appareil d'Etat soviétique, grâce à des accords avec l'Ukraine et la Biélorussie.

Du point de vue analytique, entre l'incapacité de l'Union soviétique à entrer dans le mode de développement informationnel et l'incapacité d'un système à gérer les identités nationales au sein d'un Etat extrêmement centralisé et autoritaire, on dispose des deux clés indispensables pour expliquer l'inexplicable en Union soviétique.

Mettons en regard la Chine et la Russie: en Chine mis à part peut-être le Tibet comment expliquez-vous qu'Etats et nations semblent encore être cohérents, puisqu'il n'y a pas de revendications d'ordre nationaliste ou autonomiste en Chine? Est-ce que cela assure pour autant la stabilité du système politique chinois?

Absolument et c'est une différence fondamentale. Mais, en Chine, 94% de la population est chinoise, donc il n'y a pas de grand clivage ethnique ou national. Mais par contre, il y a un très fort nationalisme chinois dans la population. Bien sûr, avec le Tibet il y aura des problèmes car les 6% de la population chinoise représentent une masse populaire assez considérable.

La seconde différence est que la Chine au lieu de dissoudre l'identité traditionnelle chinoise, comme l'Union soviétique l'a fait avec l'identité russe, a tenté de valoriser l'image d'une civilisation chinoise s'étendant dans l'ensemble du monde et de promouvoir l'idée d'une supériorité du peuple chinois. La Chine a conforté et affirmé son identité nationale.

Mais pourquoi, en Chine, l'entrée dans la société en réseaux ne passe-t-elle pas comme ailleurs par une montée des identités, pas forcément ethniques, mais fondées sur d'autres bases: contre l'Etat ou contre la culture dominante chinoise?

Je voudrais rappeler que, selon moi, l'explosion de l'identité provient de l'explosion de la dynamique sociale. Il est plus ou moins facile de construire son identité par rapport à un Etat dont on se sent exclu. De plus, la Chine n'a jamais vraiment été un pays très religieux, on observe une montée de la religion dans l'ensemble du monde sauf dans trois régions: l'Europe occidentale, la Chine et le Japon. Et l'essentiel de la pratique religieuse en Chine se manifeste par le culte des ancêtres, quelque chose de très intériorisé. Contre l'Etat, le mouvement des droits démocratiques chinois est un mouvement absolument minoritaire, très lié au mouvement étudiant et intellectuel.

Par contre, face à l'expression de l'identité régionale, il y a un risque de montée d'identités alternatives. Et le Parti communiste chinois a eu une idée de génie, il a donné énormément d'autonomie aux grandes régions, à condition bien sûr que l'économie soit tenue par le Parti communiste régional. En même temps, du point de vue fiscal, la Chine est le seul Etat que je connaisse à avoir renversé le rapport entre fiscalité centrale et fiscalité locale et provinciale, ils sont passés d'une fiscalité surtout centrale

Bishkek, capitale du Kirghistan, qui a gardé en 2002 sa statue de Lénine.



à une fiscalité surtout locale. Mais, en parallèle, ils ont eu une idée que je trouve géniale, ils ont dit aux régions: « Vous pouvez réinvestir vos impôts mais l'Etat central ne vous couvre pas. Mais si vous gagnez, vous nous reversez 30%. » Cette mesure a été une bonne affaire pour le gouvernement central, tout en donnant des ressources aux provinces riches pour stimuler leur développement. Par ailleurs, les provinces très pauvres, de l'intérieur et de l'ouest, ont pu organiser l'immigration de leurs habitants vers les régions côtières. Avec les envois d'argent des immigrants aux provinces intérieures, ces dernières continuent à recueillir une partie des bénéfices du développement économique. Pour conclure, afin d'éviter les tensions, la Chine a eu une politique délibérée de décentralisation de l'Etat.

La capacité à entrer dans le mode de développement informationnel et celle de maîtriser les identités, sont-ils les deux éléments qui permettent d'envisager une plus grande stabilité à court terme du système politique chinois?

Cela permet d'expliquer pourquoi le système soviétique s'est désintégré, alors que le système chinois s'est développé économiquement et technologiquement. Ceci dit, il y a des tensions énormes à l'intérieur de la Chine notamment avec les campagnes, n'oublions pas que la Chine est encore à plus de 60% un pays rural, avec des centaines de millions d'habitants, et que tout cela va se traduire dans un exode rural inévitable et par l'explosion des mégapoles. A une telle échelle, face à une société qui va s'urbaniser à grand pas, avec un parti communiste qui a perdu des capacités d'encadrement, il y a risque que ce dernier ne puisse pas tout contrôler.

#### 6.5.4 Les Etats confrontés au développement technologique

A côté des problématiques d'identités et de nationalismes, un second parallèle entre la Russie et la Chine est intéressant pour mieux comprendre votre théorie: il s'agit du rapport entre Etat, développement technologique et société en réseaux. Quelles sont les principales différences qui permettent d'expliquer l'échec de l'Union soviétique dans son entrée dans le mode de développement informationnel et la réussite du socialisme chinois dans cette opération? Cela veut-il dire que le mode de production étatique, tout comme la production capitaliste, peut perdre en opérant ce virage vers le mode de développement informationnel?

Que vous inspire cette mise en regard entre l'Union soviétique et la Chine, plus de quinze ans après la *perestroïka*?

C'est une question clé pour comprendre la transition de sociétés vers des modes d'organisation sociale différents. Tout d'abord, concernant les quinze ans de décalage, ce n'est pas vrai car la Chine a commencé son virage décisif vers un nouveau modèle d'organisation sociale et économique en 1979 déjà. La réunion du comité central du Parti communiste chinois où la politique de la porte ouverte a été décidée a eu lieu le 13 décembre 1979. Au même moment, l'Union soviétique prenait seulement conscience de sa stagnation. Donc je continue à penser qu'autour de la décennie 1970, l'ensemble du monde a pris un virage de restructuration qui a coïncidé et j'insiste, qui n'a pas été déterminé, mais qui a coïncidé avec la révolution technologique. Certaines personnes disent que les Chinois ont fait mieux que les Soviétiques parce qu'ils ont appris de leur échec. C'est partiellement vrai, car en voyant ce qui se passait en Union soviétique, les Chinois ont dit: « Attention, on poursuit le processus mais on renforce le contrôle politique. L'ouverture économique, mais pas l'ouverture politique. » Alors, je reformulerai la question en disant: « Pourquoi les Chinois ont-ils pu maintenir le contrôle de l'ouverture économique et pas l'Union soviétique? »

Je pense que la différence fondamentale est que les Chinois ont dès le départ décidé de s'intégrer dans une économie globale et donc capitaliste tout en gardant le contrôle politique du Parti communiste. Le motif profond de cette décision est que le communisme chinois a toujours été plus nationaliste que communiste, un nationalisme avec des caractéristiques socialistes. D'ailleurs, cette notion d'idéologie nationale communiste n'est pas tellement différente de celle du Parti communiste français, puisque le PCF s'est développé surtout pendant la résistance. C'est pour cette raison que les rapports complexes et défensifs avec le Japon et Taïwan sont des problèmes extrêmement sérieux en Chine. Ils se sont aussi toujours inquiétés de la domination soviétique et cela explique leurs rapports très compliqués avec la Russie.

Alors que de son côté l'Union soviétique a essayé de faire une restructuration du système sans remettre en cause son fonctionnement étatique. Or cette remise en cause nécessaire du système étatique s'est révélée incompatible avec la perte de contrôle politique.

Mais, à l'inverse, dans le cas de la Chine, qu'entendez-vous par « remise en cause du système étatique » ? Le pouvoir d'Etat reste omniprésent.

Oui, mais l'étatisme chinois est un système social, ce n'est pas une dictature politique pure et simple. L'étatisme suppose que l'accumulation du pouvoir par des moyens politiques et militaires est le but du système dans son ensemble. La Chine a fait le choix de s'intégrer à une économie mondiale sous le contrôle de la direction du Parti communiste. Mais toujours avec l'idée très claire qu'il fallait, pour des raisons politiques, conserver le système public, les banques, les grandes entreprises étatiques. L'objectif était donc de construire deux systèmes : le système interne économiquement étatique, qu'il fallait maintenir pour des raisons de stabilité sociale et politique, et le système externe capitaliste. Au début, ils ont même essayé de territorialiser cela avec l'idée de dissocier des morceaux de territoire chinois intégrés au capitalisme global et suffisamment productifs. Ensuite, ils se sont rendus compte que ce que les entreprises étrangères et les investisseurs recherchaient était surtout l'accès au marché chinois. Mais, même s'ils ont abandonné le projet de division territoriale entre la Chine étatique et la Chine globalisée, ils n'ont pas abandonné la division sectorielle. La crise financière asiatique de 1997 a notamment très peu touché la Chine, car l'intégration globale de l'économie chinoise n'est que partielle. Leur monnaie par exemple n'est pas convertible directement et les flux financiers sont strictement contrôlés. L'idée d'une globalisation financière agrémentée d'une régulation politique, que la gauche occidentale propose parfois, est pratiquée par les Chinois. Et malgré tout, les capitaux internationaux arrivent en Chine comme dans tous les autres pays du monde.

Pour répondre à votre question, la Chine a complètement viré d'un système purement étatique à un système capitaliste d'un nouveau type. Pour les Chinois, le modèle est Singapour : partiellement léniniste et jouant un rôle sur la scène internationale au sein du capitalisme global.

Avec Singapour, vous m'amenez à faire la transition avec un concept nouveau lié au pouvoir, qui émerge dans le volume trois, *Fin de millénaire*, celui d'« Etat-développeur », *developmental State*, qui vous a permis d'analyser l'émergence des tigres, des économies émergentes asiatiques. Je trouve intéressant de faire le parallèle avec *The Informational City*. Dans cet ouvrage publié en 1989, vous montrez que l'entrée dans

le mode de développement informationnel passe par des réformes d'ordre libéral et par un retrait de l'Etat, une restructuration du capitalisme. Avec le concept d'Etat-développeur, par contre, l'Etat dispose d'un rôle primordial pour permettre l'entrée d'un pays dans la société en réseaux. Quel est le sens de cette différence entre les politiques des Etats-Unis au cours des années 1980 et celles des tigres asiatiques au cours des années 1990?

Tout d'abord, le concept de *developmental State* a été proposé par Chalmers Johnson<sup>74</sup>, un grand politiste américain, spécialiste du Japon, qui a été le premier à démontrer comment le miracle économique japonais dont tout le monde parlait dans les années 1980 était lié à la capacité de l'Etat japonais à organiser ces mutations, à contrôler les grandes entreprises japonaises et à se structurer à partir d'un projet nationaliste. Le Japon vaincu abandonnait le militarisme mais se reconstruisait comme une puissance économique à partir d'un projet nationaliste, un nationalisme économique et technologique.

J'ai complété cette analyse d'une manière un peu plus théorique. D'ailleurs Chalmers Johnson était tout à fait d'accord avec ma reformulation de ses concepts. Pour moi, l'Etat-développeur n'est pas simplement un Etat qui organise le développement mais un Etat dont la légitimité politique s'adosse à sa capacité d'assurer un développement, c'est-à-dire sa capacité à générer une structure productive pérenne. Mon intérêt pour ce concept provient de mes recherches anciennes sur l'Amérique latine, la question du rapport entre développement et démocratie est une problématique très latino-américaine, avec par exemple les travaux de Cardoso et de Faletto<sup>75</sup> dans les années 1960. Alors que l'Amérique latine s'est mise à stagner au début des années 1980, nous avons assisté au miracle économique asiatique. Alors, j'ai décidé de voir par moi-même et d'aller sur le terrain. J'ai commencé avec le cas typique de Hong-Kong en 1983, et j'ai trouvé que le rôle de l'Etat était essentiel dans ce développement.

<sup>74</sup> Chalmers Johnson est actuellement président du *Japan Policy Research Institute* à San Francisco. Il a enseigné pendant trente ans les sciences politiques dans diverses universités californiennes. Il a dirigé à Berkeley le Centre des études chinoises puis le Département de sciences politiques. Il s'est fait connaître pour ses travaux sur la révolution chinoise et le miracle économique japonais. A partir de l'exemple du Japon, il a lancé le concept de *developmental state*, d'Etat-développeur, qu'il a cherché à repérer dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est. Au Japon, ce concept trouve ses origines dans un interventionnisme étatique dont la principale cible est la stimulation du marché et de l'entrepreneuriat (1995).

<sup>75</sup> Pour les travaux de Cardoso, voir chapitre 4 note 27.



Shanghai, Nankin Street.

L'Etat a un poids important alors qu'aux Etats-Unis, l'Etat a brillé par son laisser-faire d'une part, et, d'autre part, a stimulé la recherche, l'innovation et l'éducation. Avec les Etats-développeurs nous avons un engagement beaucoup plus interventionniste au plan économique.

Oui, mais un engagement variable selon les pays. A Hong-Kong les points clés étaient surtout la politique industrielle et le contrôle du sol qui est entièrement public. Alors, à partir d'Hong-Kong, je me suis intéressé aux autres tigres, et j'ai montré que Singapour était l'archétype d'un modèle économique totalement dirigé par l'Etat.

Mais c'était aussi le cas de la Corée, de Taiwan, du Japon, et ma contribution a été de montrer que c'était aussi le cas d'Hong-Kong. Dans tous les cas, la légitimité politique était un problème central, toutes ces politiques reposaient sur un projet nationaliste. Même à Hong-Kong, il s'agissait d'une sorte de nationalisme colonial, promu par l'élite britannique locale, les derniers véritables officiers de l'empire britannique.

Donc on peut dire que le Pacifique asiatique, le grand modèle de développement du nouveau système globalisé, est un exemple de développement capitaliste lié essentiellement à l'Etat, au sein duquel les capitaux, les multinationales, les grandes entreprises locales ont été dirigés par l'Etat. Les choses ont commencé à changer après la crise de 1997, mais auparavant c'est l'Etat qui a dirigé le capital et pas le capital qui a dirigé l'Etat. Ce modèle s'est réalisé dans le Pacifique asiatique car nous avions des Etats forts avec des sociétés civiles faibles. Puis le développement a suscité l'essor d'une société civile et une ouverture démocratique dans les années 1990, à l'exception de Singapour.

La Chine peut-elle être considérée comme un Etat-développeur?

Oui.

Car vous le formuliez avec un point d'interrogation dans la conclusion de votre chapitre sur la Chine...

C'est vrai, mais maintenant je pense qu'on peut l'affirmer. Lorsque j'ai écrit cela en 1996-97, je n'étais pas encore certain qu'il y ait une volonté de légitimation politique à travers le développement, c'est-à-dire que développement et nationalisme pouvaient s'accorder dans un même projet politique. Aujourd'hui, même si les tensions sociales montent en Chine, ils ont réussi à établir une solide légitimité politique par le développement, surtout dans les grandes villes et dans la classe moyenne qui ne se préoccupe pas tellement de démocratie mais devient extrêmement sensible à la hausse du niveau de vie.



## 6.6 Espace des lieux, espace des flux

Je souhaiterais achever cette discussion sur *L'Ere de l'information* par un retour des réseaux à la ville et aux dynamiques spatiales. Je vais donc aborder le chapitre 6 du premier volume (*La société en réseaux*), consacré à l'espace des flux.

Le concept d'espace des flux est déjà présent dans *The Informational City* [1989] mais dans une dimension très économique, proche d'une analyse d'économie régionale. Avec *La société en réseaux* vous y ajoutez des dimensions culturelles, sociétales et architecturales. Comment avez-vous fait cette transposition d'une analyse d'un espace des flux à caractère économique à un espace des flux plus englobant, multidimensionnel et généralisé?

Dans *The Informational City*, les analyses s'appuyaient sur l'observation directe ainsi que sur empirique et sur des travaux réalisés à Berkeley dans le champ de la géographie économique urbaine. La grande question des années 1980 était: est-ce que les technologies de télécommunications diffusent la ville et déconcentrent les activités? Je voulais prendre à contrepied le mythe de la fin de la ville, et j'ai montré qu'au contraire il y avait des processus de concentration métropolitaine extraordinaires.

Mais ce que j'ai aussi montré c'est que, simultanément, à l'intérieur des régions métropolitaines on assistait à un double mouvement de concentration et de dispersion: certaines fonctions centrales étaient rassemblées alors que d'autres fonctions étaient décentralisées.

En parallèle, à une échelle plus vaste, j'ai démontré que les technologies permettaient de concentrer certaines activités dans les grandes régions métropolitaines, d'établir des rapports constants entre ces grands réseaux métropolitains et d'organiser la décentralisation vers des unités secondaires de travail, dans l'électronique et dans les services. C'est ce que j'ai appelé l'espace des flux, qui ne portait pas sur la culture mais sur des activités proprement économiques. Cette analyse traitait du fonctionnement du système économique, caractérisé par le double mouvement de concentration et de décentralisation rendu possible par la technologie, par la connexion constante des flux d'information et de communication.

Dès le départ, mon idée était de traiter de l'espace des flux mais aussi de l'espace des lieux. Il y a des places, des endroits, qui n'ont pas de sens en tant que lieux. Ils n'ont un sens fonctionnel que s'ils font partie d'un réseau, ils appartiennent à l'espace des flux. L'espace des flux comprend par exemple le siège d'une grande banque à Singapour, les sièges de

banques partenaires à Paris. De plus, ces banques ont tendance à se concentrer dans des quartiers d'affaires, et à entretenir des rapports avec d'autres banques du même quartier. C'est pour cette raison que l'on assiste à une concentration dans les centres d'affaires. En contraste, il y a aussi des places, des endroits qui continuent à avoir un sens en tant que lieux<sup>76</sup>.

Dans *La société en réseaux*, j'ai essayé de formaliser un peu plus cette théorie de l'espace des flux et de passer d'une analyse empirique, qui soulignait des régularités et qui démontait des mécanismes, à une conception plus théorique de l'espace de flux, inscrite dans la société en réseaux. Pour cela, j'ai élargi le cadre d'analyse et incorporé des éléments culturels, y compris les formes architecturales.

J'ai publié *The Informational City* en 1989 et j'ai commencé à théoriser l'espace de flux en 1994 pour préparer la trilogie. Donc, j'ai bénéficié de cinq ans de débats suite à la publication du premier livre sur le sujet. Une des critiques que j'ai retenue était celle d'architectes et d'urbanistes qui disaient « en effet l'espace des flux existe, mais les gens continuent quand même à apprécier leurs lieux. »

La relation de face-à-face, de proximité...

C'est vrai, mais ce n'était pas le sujet de *The Informational City* qui portait sur la nouvelle organisation fonctionnelle, économique et technologique de l'espace. Alors, comme pour le reste de mes travaux sur la société en réseaux, j'ai essayé de construire une théorie fondée sur l'observation en essayant d'intégrer l'ensemble des formes d'organisation de l'espace.

Alors j'ai vu que la logique dominante, inscrite dans la structure sociale et économique, était la logique de l'espace des flux. Mais, en parallèle, j'ai observé une logique culturelle centrée sur la primauté de l'expérience, qui privilégiait au contraire les rapports à l'espace environnant, à l'espace localisé. C'est ce que j'ai appelé l'espace des lieux. Donc l'espace des lieux n'est pas un endroit, une place, au sens géographique ou matériel du terme, car dans l'espace des flux il existe aussi des lieux, mais un espace dont le sens primordial est centré sur la valorisation de la localité.

<sup>76</sup> Le chapitre 5 *Villes innovantes, villes duales* propose une discussion plus complète de la dialectique entre espace des flux et espaces des lieux, ainsi qu'un débat sur l'émergence de la ville duale.

Vous donnez en particulier l'exemple de Belleville à Paris, qui reste pour vous la quintessence de l'espace des lieux...

Oui, bien qu'à Belleville il y ait aussi des réseaux d'échange, issus de l'immigration et intégrés à la dynamique générale de Paris. Ce n'est pas un îlot isolé. Mais, pendant des générations, l'espace de Belleville a été un espace très fort par rapport à l'expérience vécue par les habitants de Belleville. Entre autres, ce quartier a toujours été un espace d'accueil de l'immigration et des différentes cultures immigrées, qui ont coexisté. Même avec l'arrivée récente de classes moyennes, cela reste un espace de friction culturelle qui a du sens en tant que tel, et pas seulement par rapport à l'organisation globale des flux financiers.

A travers cette notion d'espace des lieux, on a l'impression que vous défendez l'image d'un lieu véritable, le lieu d'urbanité, où il y a des échanges et où la coprésence fait sens: Belleville et ses échanges, son commerce sur les trottoirs, déambuler, se parler, etc. Cet espace des lieux aurait une certaine valeur sociale face à la ville étalée, la ville émergente, et la dissolution des rapports sociaux.

Je suis d'accord mais je ne voudrais pas pousser totalement cette lecture, qui est teintée de déterminisme spatial, je refuse de dire qu'un espace organisé d'une certaine manière implique automatiquement un certain type de rapport social.

Je comprends, cela se rapproche pour vous du culturalisme de l'école de Chicago, que vous critiquez dès *La question urbaine*.

Exactement. Il faut voir qu'il y a des quartiers à Los Angeles où les habitants entretiennent des relations dans un espace suburbain indifférencié, ils arrivent à y constituer une vie sociale locale. Ils s'approprient ce quartier et partagent des équipements collectifs. Ceci dit, il est vrai que la production historique d'espaces communs de sociabilité a une épaisseur telle que la densité, les espaces publics, la multifonctionnalité, la capacité de se mouvoir à pied ou à vélo contribuent à augmenter la densité d'interaction sociale. Plus encore, un espace historiquement constitué est un espace dans lequel il y a beaucoup plus de signes, de signifiants, de telle sorte que l'on peut y construire une pratique et des relations sociales. Mon idée est qu'il y a l'espace des flux qui est l'espace dominant et l'espace des lieux qui a toujours été l'espace de l'expérience humaine.

Du coup, l'espace des lieux devient significatif en tant que tel, même si ensuite il est intégré dans l'espace des flux. Ceci dit la plupart des espaces des lieux ne sont pas connectés en tant que tel aux espaces des flux.

Pour reprendre le cas de Belleville, qui est effectivement parlant, qu'est ce qui a vraiment changé? C'était un quartier support de pratiques sociales localisées, tout en étant inscrit dans l'espace des flux de l'époque. Il y avait déjà une population immigrée à Belleville dans les années 1960, qui fonctionnait selon une organisation économique internationale, avec l'import-export.

Absolument. Mais rien n'a changé, justement. Ce n'est pas l'espace de vie qui a changé, mais l'espace des flux. Donc il y a une continuité historique des rapports entre espace et signification sociale dans l'espace des lieux. Mais il y a une discontinuité historique qui est l'espace des flux, lié d'une part à la situation économico-culturelle et, d'autre part, à la capacité technologique d'être simultanément ensemble sans être ensemble.

La deuxième chose qui a changé est que la domination des lieux centraux sur des lieux subordonnés au plan local, qui était la forme de domination principale, est différente de la domination de l'espace des flux sur l'espace des lieux. Car la logique de l'espace des flux est par définition globale et métropolitaine. Donc des sites de l'espace des flux peuvent être bien connectés entre eux, à l'échelle globale, et être complètement désarticulés des sites environnants, et ne pas faire pas partie de l'espace des lieux. Les nœuds de flux d'une région métropolitaine sont dans ce cas largement déconnectés des espaces de lieux.

En parallèle, beaucoup d'espaces de lieux peuvent être exclus de la logique fondamentale des espaces de flux. Cela a des conséquences pratiques considérables. Pour une municipalité d'une région métropolitaine, l'essentiel est d'être capable d'attirer la création de facteurs de richesses. Or les facteurs de richesse dépendent de la connexion de cette ville aux réseaux de l'espace des flux à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Par conséquent, les équipements destinés à l'espace des flux prennent la priorité sur les équipements destinés à l'espace des lieux, de la vie quotidienne. Ce sont les aéroports, les interfaces, les transports, les hôtels, les quartiers internationaux.



Le quartier de Belleville (Paris) en 1952.

Donc cela veut dire que lorsque vous pensez à l'espace des flux, ce qui vous vient en premier reste un espace économique...

Non, c'est un espace de la domination.

Oui, vous le décrivez avec des objets connotés économiquement: des hôtels, des aéroports, des quartiers d'affaire...

Ce sont des objets qui visent à créer de la valeur, de la richesse, car les formes de domination essentielle s'appuient sur l'insertion dans l'économie mondiale. Mais nous pouvons aussi imaginer que ce soient des espaces symboliques ou des espaces de domination religieuse. Par exemple l'espace des lieux saints: La Mecque, Saint-Pierre à Rome attirent des



Paris, le quartier de Belleville contemporain.

millions de gens et nécessitent le même type d'équipements. Tout dépend donc du type de valorisation de l'espace qui est visé, mais les municipalités se doivent d'attirer des investisseurs, du tourisme, de manière à ce qu'en suite le revenu de cette activité soit redistribué aux quartiers. La gestion urbaine prend en charge les tensions entre des investissements liés à l'espace des flux et ceux consacrés aux équipements locaux de consommation collective.

L'autre élément qui apparaît comme neuf dans cette nouvelle approche de l'espace des flux est la dimension des formes urbaines, en particulier architecturales. Or auparavant, même lorsque vous abordiez plus spécifiquement des thématiques urbaines, vous parliez assez peu des questions d'architecture. D'où vient ce nouveau regard sur cette discipline ?

En fait, j'ai toujours été très proche des architectes et très intéressé par les questions d'architecture, même si j'ai pris certaines distances par rapport au formalisme architectural. J'ai été professeur invité à l'Ecole d'architecture de Genève, à l'Ecole de Copenhague, j'ai donné bon nombre de conférences dans les Ecoles d'architecture de Paris, j'ai nourri des rapports profonds avec l'architecture. D'ailleurs, ce premier semestre 2005,





Londres, le quartier des Docklands.

j'ai reçu un prix d'architecture important en Allemagne, à Karlsruhe, alors que je ne suis pas architecte, mais ils m'ont dit que j'avais énormément influencé l'architecture.

Il est clair que vous êtes un sociologue fréquemment cité dans les cours d'architecture, et souvent le seul d'ailleurs.

Pendant vingt-quatre ans, j'ai enseigné au département d'urbanisme de l'Université de Berkeley. J'ai aussi reçu aux États-Unis le prix Kevin Lynch qui est un prix de design et d'architecture, donc j'ai longtemps eu un rapport intellectuel personnel avec l'architecture. Ceci dit, j'essaie d'être relativement sérieux et si je ne sais pas quelque chose, je n'écris pas dessus. Je trouve que cela aurait été une imposture pour moi d'écrire sur l'architecture.

Comment reliez-vous votre analyse architecturale à l'étude de la société en réseaux et de l'espace des flux?

Pour moi, l'architecture est une science qui donne une signification sociale à l'espace. C'est un métier destiné à créer des formes spatiales productrices de sens, un traitement significatif de l'espace, que ce soit une maison, un escalier, un immeuble ou une ville. Et, en ce sens, je me

sentais assez proche des architectes italiens et des débats sur l'architecture de la ville en Italie. Au lieu de faire simplement des recherches, j'ai essayé de construire une théorie plus systématique dans le domaine de l'espace et il m'a semblé nécessaire d'avancer quelques hypothèses sur la signification de l'architecture dans l'espace en général et dans l'espace des flux en particulier.

Du point de vue des tendances architecturales, j'ai essayé de comprendre pourquoi, au moment de l'émergence de l'espace des flux, il y avait simultanément une explosion de l'architecture postmoderne. Cette explosion a été marquée par la fin du fonctionnalisme et du rationalisme en architecture et cette architecture moderne a tout de même représenté un grand mouvement architectural. Puis les architectes postmodernes, comme tous les postmodernes, ont eu un impact très important dans les années 1980 et au début des années 1990. Et l'architecture postmoderne est d'une certaine manière l'architecture de la fin de l'Histoire, dans la mesure où tous les codes sont brisés, qu'il n'y a plus de styles, tout est mélangé: de l'architecture moderne avec du néo-classique, le tout peint en rose.

Pensez-vous à Ricardo Bofill?

Non, Bofill c'est plus diversifié quand même, c'est un peu différent. Le problème est qu'il évolue constamment, il est très difficile à définir. Je parle surtout de l'architecture postmoderne par excellence qui pour moi est représentée par Holl aux Etats-Unis, mais aussi par Porter, Moneo, et d'une certaine manière par Richard Meier: même si son travail est déguisé en architecture moderne, il reste tout à fait postmoderne. Surtout, je dirais que l'architecture postmoderne par excellence est celle de Rem Koolhaas, en plus il l'affirme et le théorise. De plus, il a été suffisamment gentil pour dire: « parce que c'est l'architecture de l'espace des flux de Castells. »

Ce type d'architecture est en train de passer. Les deux architectes qui m'intéressent le plus à l'heure actuelle ne sont pas du tout postmodernes, le premier est Frank Gehry, c'est du baroque pur, du baroque technologique, et puis Santiago Calatrava qui est la technologie au service du design, son travail est de transformer les surfaces publiques en objets d'art. Les postmodernes jouent avec les formes pour les mélanger dans n'importe quel ordre, pour faire des monuments pour épater les bourgeois, avec parfois avec une grande réussite esthétique. J'aime bien ce que fait Koolhaas comme architecture, mais le postmodernisme c'est de briser le style, alors que Gehry a un style<sup>77</sup>.





Euralille, pôle d'affaires et de transport.

- <sup>77</sup> Chaque discipline a développé sa propre notion de postmodernité, même si toutes se fondent sur une critique de la modernité. L'architecture n'échappe pas à cette règle et le postmodernisme naît dans cette discipline d'une critique, d'une contestation du mouvement moderne (dont Le Corbusier, Aalto, Gropius, Mies van der Rohe sont les plus célèbres représentants) et notamment d'une critique de la forme, du culte de l'angle droit, de l'interdiction de l'ornement vue comme un crime (Adolf Loos), le fonctionnalisme ennuyeux des « machines à habiter ». Quatre dimensions principales donnent les bases du mouvement postmoderne en architecture avec une première dimension « régressive » par un retour aux modèles traditionnels, un retour de la façade, de la rue. Ensuite une dimension de communication rendant le langage de l'architecture plus simple et accessible, une dimension historique, celle dite de l'historicisme, se voulant comme une réconciliation avec l'histoire, le passé, là où le mouvement moderne voulait justement marquer une rupture et finalement comme quatrième dimension, celle du style avec un retour de l'ornement et une exagération de celui-ci portant parfois jusqu'à l'humour. Le mouvement postmoderne trouve son origine « théorique » en architecture chez le critique Charles Jencks auteur du premier ouvrage complet sur la question *The Language of Post-Modern Architecture* en 1977, même si dès 1966, Venturi commettait *Complexity and Contradiction in Architecture*, première pierre angulaire du mouvement. En Amérique, c'est donc avec Robert Venturi mais également Charles Moore que le mouvement prend forme et en Europe les protagonistes sont, Bernard Huet (France), Léon Krier (Luxembourg), Hans Hollein (Autriche) ou encore Ricardo Bofill en Espagne. La classification des architectes postmodernes évoquées ici par Manuel Castells ne reflète pas celle généralement admise en architecture. Rem Koolhaas n'est pas considéré comme un architecte postmoderne et ses travaux, de l'édicule à la forme urbaine, ne reprennent aucune dimension du postmodernisme. Pas de retour à l'histoire chez Koolhaas, aux modèles traditionnels, ni encore d'utilisation de l'ornement. Et les citations dans son architecture ne se font pas sur les modèles anciens mais sur le mouvement moderne lui-même. Le cas de Ricardo Bofill est autre car si Castells ne le considère pas comme faisant pleinement partie du mouvement, il a pourtant été le fer de lance espagnol du postmodernisme jusque dans les années 1990 à partir desquelles Bofill se lance dans une architecture high-tech à l'instar de l'aéroport de Barcelone (1992) ou de Théâtre de Catalogne (1993). L'attention portée aux modèles historiques dans ces projets,

Or l'architecture postmoderne, en particulier, est très importante dans l'espace des flux. S'il y a un espace des flux, s'il y a un espace de l'indifférenciation, et si l'on veut quand même donner un sens culturel ou une signification sociale à cet espace de flux, il faut de temps en temps marquer cet espace avec des monuments pour qu'il soit plus différencié. Plus il y a un espace des flux qui se constitue autour des grandes régions métropolitaines, plus une nouvelle forme de monumentalité architecturale sera nécessaire pour marquer, symboliser et différencier ces espaces métropolitains. Chaque ville veut désormais disposer de son monument architectural pour donner une nouvelle signification sociale et symbolique à son espace.

Mais plus l'architecture se met au service de la monumentalité, moins elle participe à l'espace des lieux. Le front de mer de Barcelone, par exemple, représente un alignement d'objets architecturaux à tel point qu'on a l'impression de visiter un musée à grande échelle, une exposition permanente, et pas une partie de ville. Dans le cas de Barcelone, c'est un choix délibéré. Le marquage architectural devient une forme d'affirmation de l'identité métropolitaine. En ce sens, l'espace des flux et la compétition entre métropoles incitent à une nouvelle monumentalité.

Mais, par ailleurs, ce besoin de marquage s'est étendu aux infrastructures de communication de l'espace des flux: les aéroports, les ponts (le viaduc de Millau par exemple), les gares (la gare TGV de Lyon-Saint-Exupéry de Santiago Calatrava). Les aéroports, par exemple, se doivent d'être des monuments tout en symbolisant les flux. L'aéroport de Barcelone de Ricardo Bofill en particulier, parce qu'il est fait d'espaces transparents où tous les flux sont visibles, la structure disparaît comme si la société était totalement transparente, mais il y a tout de même une forme et un style. Ces nœuds de réseaux sont les nouveaux espaces de la monumentalité.

la façade, la tradition de l'ornement font de Bofill un représentant « modèle » du postmodernisme. Quant à Steven Holl (USA), Rafael Moneo (Espagne) et Richard Meier (USA), à nouveau les quatre dimensions décrites ci-dessus et qui donnent la base du mouvement postmoderne en architecture sont absentes chez ces architectes, même si Moneo disperse, dès les années 1970, les idées de Robert Venturi en Espagne. Décrits justement par Castells, Frank Gehry et Santiago Calatrava ne sont pas non plus des postmodernes même si quelques-unes des premières œuvres de Gehry pourraient le rendre proche de l'esthétique développée par les tenants du mouvement. Calatrava à qui l'on doit les nouvelles « cathédrales » que sont l'aéroport de Lyon-Satolas (1991) et l'Orient Station de Lisbonne (1998), entre autres, est un cas à part, naviguant entre le maniérisme d'Antonio Gaudi et les sciences de l'ingénieur. Castells donne donc sa propre vision de leur architecture, celle d'un sociologue portant, avec ses propres outils, un regard sur une autre discipline qu'est l'architecture. (Note rédigée par Jérôme Chenal, architecte et chercheur au LASUR-EPFL.)

Pourquoi selon vous la domination s'opère-t-elle de l'espace des flux vers l'espace des lieux, pourquoi pas sous d'autres formes, ou pourquoi pas l'inverse?

C'est possible bien sûr, mais j'observe ce qui se passe et les flux des organisations économiques et de valorisation des pouvoirs culturels et médiatiques se concentrent autour des espaces de flux. En Chine, le Gouvernement prévoit non seulement de ne pas développer les régions de l'ouest et les campagnes, mais d'accélérer l'émigration et de planifier la concentration dans dix grandes super-régions métropolitaines, de cinquante millions d'habitants chacune, d'ici 2020. Cinq cent millions de personnes, dans dix grandes régions métropolitaines.

Sur la relation entre espace des flux et espace des lieux, je voudrais souligner que j'ai fait une erreur empirique, ce qui est grave pour moi, dans la première édition de *La société en réseaux*. J'ai trop accentué le fait que dans l'espace des flux se concentrait la domination et que dans l'espace des lieux se situaient l'expérience et la contre-dominance. Il est vrai que, théoriquement, l'espace des flux est construit autour de valeurs utilitaires et sur le rapport au pouvoir économique et culturel, alors que l'espace des lieux est fondé sur la primauté de l'expérience. Mais empiriquement l'espace des flux est rempli de rapports personnels, de mouvements politiques, de contre-cultures, qui ne sont pas liés à la domination mais à l'expérience.

Nous en avons parlé à propos des identités, le mouvement altermondialiste en est un bon exemple...

et bien d'autres. Et d'un autre côté il y a des espaces de lieux fondés sur l'expérience qui peuvent eux aussi concentrer du pouvoir: les espaces de l'élite, les espaces des clubs, les espaces des pouvoirs politiques, les palais, les quartiers présidentiels, ce sont des espaces de lieux qui ont du sens.

Vous pensez à Washington ou Bruxelles?

Washington et d'autres, ce sont des espaces de lieux qui ont une signification culturelle, vécue dans la pratique quotidienne, qui reposent sur le pouvoir et l'expression du pouvoir. Donc, j'essaie de sortir un peu des concepts et de l'assimilation, trop brutale empiriquement, entre un espace des lieux fondé sur l'expérience et la pratique et un espace des flux fondé sur l'utilité. Il ne faut pas assimiler Internet à la domination et les



Caracas (Venezuela).

quartiers à l'expérience, et c'est une nuance importante par rapport à ma première formulation.

En conclusion, à lire vos approches du temps et de l'espace, et donc des pratiques de la société en réseaux, on a le sentiment que peu de personnes sur cette planète participent à la société en réseaux. Etre dans un aéroport, en train de téléphoner à sa famille, tout en travaillant, aujourd'hui à Barcelone demain à Paris, ce sont des pratiques des élites. La grande majorité de la population ne pratique pas l'espace des flux: elle est conditionnée par des logiques de temps chronométré, de temps contraint, et s'ancre dans des pratiques spatiales localisées. Il y a encore énormément d'ouvriers dans ce monde, sans parler du temps de travail des enfants en Inde ou en Chine. Cette capacité à entrer et pratiquer la société en réseaux est inégalement distribuée socialement et spatialement.

Tout d'abord, en effet, il y a une multiplicité de pratiques spatiales et temporelles, ainsi que des contradictions entre les groupes sociaux: pour que des managers puissent faire une série de choses, il faut que des millions de personnes travaillent au service de cette économie. Par contre,





© Yves Pedrazzini

Quartier de Caracas (Venezuela).

non, la société en réseaux n'est pas construite pour certains seulement, c'est une structure sociale dominante qui est commune à tous. Mais toute structure sociale a sa logique propre et favorise certains groupes plutôt que d'autres. Si la société en réseaux est la structure sociale dominante, elle incorpore par définition tout le monde, tout en octroyant des privilèges structurels liés à la position dans ces réseaux.

Dans la société en réseaux, la domination prend deux formes: d'une part, la subordination à l'intérieur d'une entreprise-réseau ou d'un Etat et, d'autre part, la dynamique d'inclusion et d'exclusion du réseau dans son ensemble. Or, dans le réseau, l'exclusion est la forme extrême de domination, puisque c'est la marginalité. J'ai souvent critiqué la marginalité dans les années 1960, mais aujourd'hui je considère que la situation a changé: les marginaux sont dans la société, mais n'accomplissent aucune fonction de production ou de consommation, ils deviennent des exclus. Ainsi, tout le monde vit dans la société en réseaux, ou dans l'exclusion de la société en réseaux.

Pensez-vous que le propre de la société en réseaux soit de produire de l'exclusion et de la marginalité de manière bien plus puissante que le faisait le capitalisme industriel? A l'échelle globale, la société en réseaux exclut-elle aussi fortement qu'elle n'intègre?

C'est vraiment la question sociale de notre temps. Dans les années 1960, en Amérique latine, j'observais que les marginaux étaient des ouvriers, des policiers, des employés de l'Etat qui avaient simplement un problème de logement et d'accès aux services urbains. Mais ils appartenaient au marché du travail. La différence notable est que la capacité de création et de consommation de richesses est très concentrée. Et devant l'absence d'une volonté redistributive qui élargisse les possibilités d'intégration du système, il y a une tendance beaucoup plus puissante à exclure. Je ne dis pas que, par nature, la société en réseaux ne puisse pas inclure, mais que la structure et la dynamique de la société en réseaux rendent beaucoup plus faciles l'exclusion sociale que toute autre structure politique dans l'histoire. La société en réseaux peut se permettre d'énormes zones d'exclusion sociale à l'échelle de la planète, sans entraver sa dynamique de production et de consommation.

On pourrait imaginer une société en réseaux avec un développement plus incluant. Mais à ce moment-là, on perçoit de nouvelles contradictions majeures. Jusqu'à quel point l'expansion du modèle productif actuel pourrait-elle inclure l'ensemble de la planète, sans détruire l'équilibre écologique global?

C'est politiquement incorrect, mais cela reflète bien les contradictions actuelles: « Doit-on donner le droit au développement aux pays pauvres au risque de complètement détruire la planète? » Dans ce cas, ce n'est pas simplement le capitalisme libéral qui serait excluant.

Tout à fait, c'est aussi l'écologie politique lorsqu'elle propose que les humains puissent travailler et consommer moins. Et, en ce sens, les contradictions sont encore plus violentes, parce qu'il ne s'agit pas des débats classiques sur la redistribution des richesses, mais de contradictions entre modèles culturels de production.

## Critiques et discussions

Parmi les principales critiques formulées à l'égard de *L'Ere de l'information*, celle du déterminisme technologique est la plus récurrente. Frank Webster reprend en 1997 (Webster, 1997b) les critiques déjà formulées en 1995 à l'égard de *The Informational City*. Ce sont les technologies qui en première instance fondent la société en réseaux, malgré les précautions prises par Castells pour démontrer comment les technologies sont elles-mêmes le produit de facteurs sociaux. Le commentateur regrette que Castells relègue les transformations sociales au second rang, après les mutations des technologies. Dans la même lignée, l'urbaniste et politiste français Jean-Marc Offner formule le même type de critique à l'égard de *La société en réseaux*. D'après lui, Castells ne traite pas des propriétés spécifiques à chaque système socio-technique. Castells décrit les changements comme s'il y avait une logique unique du réseau, tant au plan spatial qu'organisationnel, que ce soit une infrastructure, une entreprise, des flux financiers ou la télévision. Offner propose de regarder avec plus d'attention les performances sociales et spatiales, les propriétés topologiques des réseaux, le degré de centralisation, l'épaisseur du maillage. En considérant comme uniformes les propriétés des réseaux, et en laissant de côté l'appropriation institutionnelle de ces systèmes techniques, Manuel Castells revient au déterminisme technologique qu'il souhaite éviter. Par ailleurs, la seconde critique de Frank Webster porte sur le degré de nouveauté de l'ère de l'information: assiste-t-on effectivement à l'émergence d'une nouvelle époque? Pour Webster, Manuel Castells n'explique pas pourquoi les flux d'information sont le facteur clé de changement. Cet écueil provient aussi de l'absence de définition claire de ce que Castells entend par information: les communications, les technologies de pointe, la connaissance. Ce flou ne permet pas toujours de comprendre ce qui est nouveau dans l'ère de l'information.

Mise à part cette double critique de Frank Webster, renouvelée plus récemment (Webster, 2002), et bien qu'un nombre important de notes de lecture aient été publiées sur *L'Ere de l'information*, peu de commentateurs se sont attachés à produire des critiques systématiques des différentes dimensions de la trilogie. Une série d'écrits s'est par exemple attachée à décrire et mettre en exergue les principaux apports ce livre (Lyon, 2000; Touraine, 2000). Toutefois, dans cet univers de synthèses personnelles, les commentaires supplémentaires de Craig Calhoun (2000) méritent d'être mentionnés. Le sociologue américain souligne tout d'abord les originalités de l'ouvrage: la pertinence de l'analyse conjointe de la globalisation et des identités alternatives, le lien entre mutations économique et culturelles, les contradictions entre Etats et nations. Ensuite, Calhoun regrette les simplifications et généralisations excessives et les problèmes de cohérence entre l'argumentaire et les preuves empiriques. Il cite en particulier des exemples ayant trait au lien entre les expériences, les pratiques sociales et la société en réseaux: pourquoi l'espace des flux est-il systématiquement dissocié de l'expérience de la vie quotidienne, l'expérience et la pratique personnelles ne mettent-elles pas les individus aux prises avec les relations globales de pouvoir? Par ailleurs, pourquoi les identités en plein essor, aux plans nationaliste, religieux, ethnique ou local, ne pourraient-elles pas refonder d'autres formes de société civile? Pourquoi Castells oppose-t-il identités et société civile donnant une vision assez pessimiste de l'impact des mouvements sociaux contemporains?



## Bibliographie

Calhoun, Craig (2000). « Resisting Globalization or Shaping it? » in *Prometheus 03*. <http://www.prometheus.demon.co.uk/03>

Carnoy, Martin (2000). *Sustaining Flexibility: Work, Family and Community in the Information Age*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.

Lyon, Davis (2000). « The Net, the Self, and the Future. » in *Prometheus 03*. <http://www.prometheus.demon.co.uk/03>

Jencks, Charles A. (1977). *The Language of Post-modern Architecture*. Londres: Academy editions.

Johnson, Chalmers (1995). *Japan: Who Governs? The Rise of the Developmental State*. New York: W.W. Norton.

Latour, Bruno (2005). *Re-assembling the Social: an Introduction to the Actor-Network-Theory*. Oxford: Oxford University Press.

Offner, Jean-Marc (2000). « 'Territorial Deregulation': Local Authorities at risk from the Technical Networks. », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 24, n°1, march,

Touraine, Alain (2000). « Global Thinking for the Information Age. » in *Prometheus 03*. <http://www.prometheus.demon.co.uk/03>

Touraine, Alain (1995). *Lettre à Lionel, Michel, Jacques, Martine, Bernard, Dominique... et vous*. Paris: Fayard.

Venturi, Robert (1966). *Complexity and Contradiction in Architecture*. New York: The Museum of Modern Art.

Webster, Frank (1997a). « Is This the Information Age? Towards a Critique of Manuel Castells. », *City*, vol. 8, december.

Webster, Frank (1997b). « Manuel Castells: Analyst of the Information Age. », *City*, vol. 7, mai.

Webster, Frank (2002). « Informational Capitalism. Manuel Castells. » in *Theories of the Information Society*. Londres: Routledge.

## Post-scriptum

*L'Ere de l'information* bénéficie d'un écho retentissant dans le monde entier. Comment a évolué votre position académique, scientifique et intellectuelle depuis ?

Franchement, je ne pensais pas vivre après ma trilogie, donc son impact a été une surprise. Mon statut intellectuel et professionnel dans le monde n'a pas changé, j'étais et je reste professeur. J'étais déjà dans une université très prestigieuse à Berkeley. Un de mes principaux problèmes est de refuser la moyenne de six propositions de conférences, colloques et séminaires que je reçois chaque jour. Après la trilogie, j'ai reçu des offres de chaires dans de grandes universités et mon choix a été de rentrer à Barcelone dans une université virtuelle, d'enseignement à distance. Cela me permet de vivre dans le quartier où j'ai fait ma vie, ma femme adore Barcelone, on y est bien. J'ai aussi accepté une chaire à Los Angeles à *University of Southern California* qui était très intéressante sur le thème des communications, le terrain qui m'intéresse le plus actuellement. En parallèle, j'ai accepté une chaire de professeur invité au MIT (*Massachusetts institute of technology*). Je partage mon temps entre les trois institutions, mais je suis surtout à Barcelone. J'ai choisi la qualité de vie et de me concentrer sur les choses qui m'intéressent. Je continue à voyager, à faire des conférences mais seulement pour des activités qui ont une valeur intellectuelle, où je peux continuer à apprendre. Par contre, dans les années 1980, j'ai été vacciné contre le fait d'entretenir des rapports avec la politique.

Vos études sur la première municipalité démocratique à Madrid vous ont échaudé...

Oui, mais je pense aussi à mon travail sur la politique technologique scientifique en Espagne pour le compte du gouvernement de Felipe Gonzales. Toutes ces expériences, en Espagne et ailleurs, m'ont convaincu profondément que pour un intellectuel, un scientifique ou un chercheur, le rapport à la politique est quelque chose de complexe. Car les leaders politiques n'écoutent que les faits qu'ils veulent écouter, et n'utilisent les intellectuels que pour légitimer des choix qu'ils ont déjà faits. Donc je pense que la contribution de l'intellectuel au contenu de la politique est strictement nulle.

Pourtant, récemment, vous avez monté un colloque haut de gamme pour le gouvernement portugais. Alors qu'acceptez-vous et que refusez-vous?

Dans le cas dont vous parlez, j'appréciais beaucoup le Président portugais, je pense que c'est un intellectuel-Président, ce qui est rare. A la fin de son mandat, il voulait absolument laisser une trace avec un séminaire sur la transformation technologique et la société en réseaux. Je pense que j'ai fait un très bon séminaire, avec des gens très intéressants, mais je ne crois pas qu'il ait eu un impact quelconque sur la société portugaise. Je mène encore quelques activités en lien avec la politique en fonction des personnes que j'apprécie: j'ai participé à une réflexion sur la société civile mondiale pour les Nations-Unies car j'aime bien Kofi Annan ainsi que Fernando H. Cardoso qui était le responsable de cette démarche. Mais, du point de vue du contenu, un grand rapport sur la société civile globale, il a fallu exactement vingt minutes devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies pour nous dire que nous étions complètement fous: « Nous représentons déjà le monde des gouvernements, nous n'avons pas besoin de la société civile globale » nous ont-ils dit. Mais c'était sympathique de rencontrer mon ami Fernando Cardoso tous les trois mois.

Quand la trilogie a été traduite en français, vous avez eu l'occasion d'aller la présenter à Paris, de donner une série de conférences. Comment a été reçue cette première publication en français depuis *Crise du logement et mouvements sociaux urbains* [1978b]? Quel souvenir conservez-vous de votre retour en France à cette occasion?

En toute franchise, je garde un rapport très profond à la France du point de vue personnel, c'est un pays que j'aime et une culture qui est en grande partie la mienne. Quant à l'évolution intellectuelle française, je ne la suis pas contre pas tellement. J'ai été surpris que la trilogie ait eu un grand succès en France, je pensais que c'était un livre beaucoup trop empirique et pas suffisamment sophistiqué au plan philosophique pour qu'il soit du goût du public intellectuel français. Je ne peux pas dire pour autant comment la France a évolué depuis les années 1980. J'y vais à peu près une fois par an, mais toujours pour des séjours très courts et très ponctuels. J'y suis allé en 2003 pour un séminaire organisé par Jacques Chirac pendant une après-midi au Palais de l'Élysée, au moment de la guerre en Irak, car Chirac voulait avoir l'appui d'intellectuels du monde entier dans sa position contre Bush. J'ai apprécié cela.

Vous avez aussi participé aux commissions d'experts qui ont suivi les attentats du 11 mars 2004 à Madrid, vous avez progressivement acquis l'image d'un géopolitiste me semble-t-il.

J'ai écrit sur la question de la globalisation de l'Etat et j'ai fait une petite étude sur Al Qaïda dans la dernière édition du *Pouvoir de l'identité* publiée en 2004. On a alors commencé à parler de moi comme un spécialiste d'Al Qaïda, même si je travaille avant tout sur le rapport entre identité et globalisation.

Comment expliquez-vous, avec le recul, que lors de la publication d'un livre vous avez toujours été à l'heure pour expliquer les transformations de la société du moment ?

J'ai toujours essayé de projeter l'avenir, non pas de pas prédire l'avenir, mais d'essayer de voir les tendances qui semblaient se développer et d'étudier les innovations. C'est une attitude qui vient des restes d'idéologie révolutionnaire, avec la volonté de rechercher dans la société les embryons de nouveautés. Mais, par ailleurs, j'avais aussi besoin d'un milieu de développement, d'un milieu d'innovation. Et le fait d'être en Californie et à Berkeley où tout est fondé sur l'innovation créative, les transformations, l'idée de briser les valeurs établies, m'a permis de suivre en temps réel les transformations de la société. D'autre part, à l'intérieur de l'Université de Berkeley, j'ai pu prendre des risques et rompre la reproduction culturelle. Le mandarin, qui est fondamental dans l'université française, en tant que système d'organisation hiérarchique de la connaissance, à partir des quelques chaires, est absolument impensable à Berkeley. Il n'y a pas de mécanismes qui permettent de contrôler le savoir, car le marché est ouvert. Je n'aurais jamais pu faire la trilogie ailleurs qu'à Berkeley, tant du point de vue du contexte social qu'universitaire. Quitter Berkeley m'a d'ailleurs beaucoup coûté et je ne peux pas quitter complètement le monde des universités et de la recherche américaine. A Barcelone et en Europe j'apprends peu, dans les grandes universités américaines j'apprends chaque jour.

Aujourd'hui à l'échelle mondiale, vous êtes classés parmi les dix grands auteurs de référence en sciences humaines. Comment vous situez-vous dans cette élite<sup>78</sup>, avec des intellectuels comme Ulrich Beck, Anthony Giddens ou John Urry?

Je vais être très sincère, je ne me positionne pas. Je ne me considère pas comme un intellectuel et encore moins comme un théoricien. Je suis un chercheur qui essaie de faire des analyses aussi rigoureuses que possible. De temps en temps, je fais quelques observations théoriques sur la société en réseaux, pour cadrer un peu les choses, mais j'ai toujours considéré mon œuvre comme un ensemble de notes de travail. Parmi les personnes que vous avez mentionnées, Giddens est le plus intéressant pour moi, alors je fais comme tout le monde, j'apprends ce qu'il fait, je vois les concepts que je peux utiliser. Parmi les concepts qui ne sont pas les miens, j'adore ceux dont je peux me servir car c'est tout un travail qui n'est pas à faire.

Quel est votre agenda de recherche actuel? Quels sont les thèmes qui vous occupent?

Le monde de la communication se situe au cœur d'une transformation technologique totale. Je pense en particulier à la libération de la capacité de communication, qui passe de réseaux à infrastructures fixes à la capacité d'accès au réseau sur soi-même, individualisée et mobile, qui ouvre de nouvelles possibilités. Je souhaiterais étudier empiriquement l'impact de cela: le fait de passer d'un individu communiquant au développement de microréseaux de communication par exemple et donc à la capacité à créer des microcommunautés. Avec les *blogs*, les vidéos digitales personnelles, la transformation de la radio par le *podcasting*<sup>79</sup>, la télévision et la vidéo à la demande, les SMS, la communication mobile, le WIFI, je trouve que l'on passe de moyens de communication de masse à des moyens de communication par les masses. C'est un renversement total du système de communication dans lequel les gens produisent leur propre communication, leur propre information et établissent tout un monde de communication horizontal. Je suis en train de monter des dispositifs de recherche avec des étudiants sur le thème de la communication personnalisée. C'est pour cela que j'ai quitté Berkeley pour *University of Southern California* car c'est la meilleure école pour étudier les communications. La communication au sens large du terme me semble essentielle parce que c'est un nouveau lieu où se nouent les rapports de pouvoir. Une ligne

directrice m'a systématiquement accompagné tout au long de ma carrière: j'évolue avec le déplacement des centres de pouvoir, là où le pouvoir se noue dans les sociétés. C'est pour cette raison que je m'intéresse aujourd'hui aux rapports entre pouvoir, autonomie sociale et transformations technologiques au sein du monde de la communication.

C'est vrai que cette lecture explique une part importante de votre glissement thématique, de la ville en système à la ville des mouvements sociaux en passant par la ville du capital et de l'Etat, puis, plus tard, l'innovation et la société en réseaux.

Absolument. Les rapports de pouvoir m'ont toujours intéressé, mais plus précisément les rapports de pouvoir contre l'Etat. C'est mon côté anarchiste libertaire.

<sup>78</sup> Selon le *Social Science Citation Index*, au cours de la période 1999-2005, le classement des cinq sociologues vivants les plus cités (hors auto-citations) était le suivant: 1-Anthony Giddens, 2-Jurgen Habermas, 3-Robert Putnam, 4-Manuel Castells, 5-Ulrich Beck.

<sup>79</sup> Le *podcasting* est une contraction d'iPod (baladeur numérique d'Apple®) et de *broadcasting* (les Québécois parlent de baladodiffusion, les Suisses de podiffusion). Le procédé consiste à télécharger sur son baladeur des fichiers d'émissions de radio ou vidéo, afin de les écouter ultérieurement.





## Epilogue

Arrivé au terme de ce cheminement tout au long de votre parcours scientifique, comment avez-vous vécu ces conversations, ce retour en arrière?

Comme une réflexion sur un travail de recherche toujours incomplet et sur les questions traitées dans mon œuvre qui restent largement ouvertes. Ces entretiens me donnent également une mesure du chemin parcouru par les sciences sociales en général, avec un certain vertige en recomptant la quantité d'heures de travail, et donc de temps de vie, que j'ai passé à tout cela. Et enfin, cela m'a fait penser encore plus que je ne le fais habituellement au rôle du contexte social dans la production intellectuelle.

Cela vous a-t-il rendu plus réflexif, autocritique? Avez-vous redécouvert vos œuvres?

Franchement, j'ai toujours été assez autocritique. Réflexif pas tellement, car la vitesse et l'intensité avec laquelle j'ai travaillé, m'invite à passer tout de suite au prochain projet. Dès le début de mon itinéraire intellectuel, j'ai pensé qu'il n'y avait pas d'œuvre définitive. Donc, plutôt que de prévenir l'obsolescence de mes recherches, j'ai essayé de les dépasser dans la pratique, en allant plus loin, en explorant de nouveaux terrains et en produisant d'autres ouvrages. Je me suis toujours placé dans une perspective relativiste et évolutive par rapport à la recherche, au travail et à la vie en général. Par exemple, je n'ai pas renié le marxisme, comme certains l'ont dit. Je l'ai rapidement dépassé dans mon travail quand je me suis rendu compte de son inutilité pour traiter de la plupart de mes thèmes de recherche. Par contre, j'ai conservé certains concepts qui m'étaient utiles tout au long de ma vie de chercheur, comme celui du mode de production. C'est une vision utilitariste, pas religieuse, de la théorie. Ainsi, j'ai été autocritique car je savais (et je sais) que toute construction intellectuelle est provisoire et destinée à être dépassée par le mouvement qu'elle suscite. La seule question est de savoir si une recherche ou une démarche permet un dépassement fécond de sa contribution ou si elle mène plutôt à des impasses théoriques ou à des erreurs d'observations au plan empirique.

Qu'avez-vous pensé de la méthode employée, par rapport aux exercices d'entretiens auxquels vous vous étiez déjà exercés ?

Vos entretiens ont été de véritables séances de discussion entre chercheurs. En ce sens, ils ne sont pas comparables aux autres livres d'entretiens auxquels j'ai participé. De même, le travail de préparation analytique de ces entretiens fait que mes propos deviennent un matériau, le résultat d'une observation, au service de votre analyse. Ceci dépasse de loin le simple enregistrement de mon expérience intellectuelle, vous retracez toute une période de l'histoire de la recherche urbaine et son évolution aussi bien dans le contexte français que dans le contexte américain. C'est un ouvrage d'épistémologie empirique qui doit être lu en tant que tel, au delà de tel ou tel détail piquant qui rend le texte plus lisible. Enfin, à travers vos questions et vos remarques, j'ai découvert la pensée d'une jeune chercheuse urbaine et j'ai entamé un dialogue avec la nouvelle génération de chercheurs francophones. Un dialogue que j'aimerais bien poursuivre.

Avez-vous un conseil ou un message à faire passer à cette nouvelle génération de chercheurs, une problématique qui vous tient à cœur ?

Ne vous fiez jamais à d'autres résultats que ceux que vous produisez ou ceux dont vous connaissez la méthodologie. Vous avez à choisir très tôt si vous voulez être un intellectuel ou un chercheur. Ce n'est pas du tout la même chose. La réflexion intellectuelle se rapporte au monde des idées. La recherche c'est la production de connaissance au moyen de l'observation, avec les outils théoriques et méthodologiques qui sont nécessaires. La recherche est beaucoup plus dure, moins reconnue et matériellement plus difficile à mener, car il ne suffit pas de quelques livres et d'un ordinateur : il faut des ressources, il faut un milieu de recherche, il faut un cadre institutionnel qui ne soit pas construit autour d'une féodalité. Mais la passion de découvrir (qui est une expérience intime et personnelle) est bien plus gratifiante que la publication dans des journaux à la mode. Si vous vous sentez chercheuse, acceptez l'obscurité et lutez contre l'idéologie. Et s'il est vrai que la sociologie est la science qui a le plus de difficultés à s'affirmer comme science, elle est aussi la plus passionnante. Car, en démythifiant le discours des pouvoirs établis et des contre-pouvoirs dogmatiques, on retrouve, au delà, la vie telle qu'elle est, c'est-à-dire notre vérité – toujours relative, souvenez-vous ...

## Bibliographie sélective de Manuel Castells

Cette bibliographie rassemble uniquement les travaux cités au cours des entretiens. Pour une bibliographie générale et exhaustive, se reporter à la bibliographie complète de Manuel Castells 1967-2006.

Castells, Manuel (1968). « Y a-t-il une sociologie urbaine? », *Sociologie du travail*, n°1.

Castells, Manuel (1969a). « Théorie et idéologie en sociologie urbaine. », *Sociologie et Sociétés*, n°2.

Castells, Manuel (1969b). « Vers une théorie sociologique de la planification urbaine. », *Sociologie du travail*, n°4, pp. 130-143.

Castells, Manuel (1972). *La question urbaine*. Paris: François Maspéro.

Castells, Manuel (1973). *Luttes urbaines et pouvoir politique*. Paris: François Maspéro.

Castells, Manuel et Godard, Francis (1974). *Monopolville. L'entreprise, l'Etat, l'urbain*. Paris: Mouton.

Castells, Manuel (1975a). *La question urbaine*. 2<sup>e</sup> édition revue avec postface de 1975. Paris: François Maspéro.

Castells, Manuel (1975b). *Sociologie de l'espace industriel*. Paris: Anthropos.

Castells, Manuel (1975c). *Luttes urbaines et pouvoir politique*. Paris: François Maspéro.

Castells, Manuel (1975d). « La fonction sociale de la planification urbaine: le cas de la région de Dunkerque », *Recherches Sociologiques*, n°3.

Castells, Manuel (1978a). *City, Class, and Power*. Londres: Mac Millan, et New York: St Martin's Press.

Castells, Manuel, Cherki, Eddy, Godard, Francis, Mehl, Dominique (1978b). *Crise du logement et mouvement sociaux urbains. Enquête sur la région parisienne*. Paris: Mouton.

Castells, Manuel (1980). *The Economic Crisis and American Society*. Princeton: Princeton University Press et Oxford: Basil Blackwell Publishers.

Castells, Manuel (1983a). *Changer la ville. Eléments pour une théorie sociologique des mouvements sociaux urbains*. Doctorat d'Etat ès sciences humaines, Université de Paris-V « René Descartes-Sorbonne ».

Castells, Manuel (1983b). *The City and the Grassroots. A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.

Castells, Manuel (1984). *Toward the Informational City? High Technology, Economic Change and Spatial Structure: Some Exploratory Hypotheses*. Berkeley: University of California at Berkeley, Institute of Urban and Regional Development Working Paper n° 430.

Castells, Manuel (1985a). *High Technology, Space, and Society*. Beverly Hills: Sage.

Castells, Manuel (1985b). « Commentary on G.C. Pickvance's 'The rise and fall of urban movements...' » *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 3.

Castells, Manuel (1986). *Nuevas Tecnologías, Economía y Sociedad en España*, 2 vols. Madrid: Alianza Editorial.

Castells, Manuel (1989). *The Informational City. Information Technology, Economic Restructuring, and the Urban-Regional Process*. Oxford et Cambridge: Blackwell.

Castells, Manuel et Mollenkopf, John H. (1991). *Dual City: Restructuring New York*. New York: Russell Sage.

Castells, Manuel (1994). « L'École française de sociologie urbaine vingt ans après. », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 64.

Castells, Manuel (1996). *The Information Age: Economy, Society, and Culture*. Oxford, England, et Cambridge, Massachusetts: Blackwell.

Volume I. *The Rise of the Network Society* (1996, 2<sup>e</sup> édition 2000a).

Volume II. *The Power of Identity* (1997, 2<sup>e</sup> édition 2004).

Volume III. *End of Millennium* (1998a, 2<sup>e</sup> édition 2000b).

Castells, Manuel (1998). *L'Ere de l'information*. Paris: Fayard.

Volume I. *La société en réseaux* (1998b).

Volume II. *Le pouvoir de l'identité* (1999a).

Volume III. *Fin de millénaire* (1999b).

Castells, Manuel (1999c). « Grassrooting the Space of Flows. », *Urban Geography*, vol. 20, n°4, May-June, pp. 294-302.

Castells, Manuel et Ince, Martin (2003). *Conversations with Manuel Castells*. Cambridge: Polity.

Castells, Manuel (dir.) (2004). *The Network Society: A Cross-Cultural Perspective*. London: Edward Elgar.



## Remerciements

Mes premiers remerciements s'adressent à Manuel Castells, je lui dédie ce travail, ainsi qu'à sa famille. Il m'a chaleureusement accueilli à Barcelone lors de mes visites et a favorisé des échanges amicaux. Je le remercie de son soutien et de la confiance qu'il m'a accordé au cours de ce projet. Je tiens à remercier son assistante, Anna Sanchez-Pradal, pour sa disponibilité et son aide. Un sourire, un café et une pointe d'accent catalan suffisaient à me faire oublier le stress de l'entretien.

A Lausanne, ce projet n'aurait pu être réalisé sans le travail précieux de Sophie Von Büren et Yannick Bersier, étudiants à l'EPFL et à l'Université de Lausanne qui ont assumé la lourde tâche de retranscription des entretiens. J'étais ravie de les associer à cette aventure et de bénéficier de leur aide.

Je souhaiterais souligner que ce projet représente avant tout le fruit d'une œuvre collective, façonnée pendant trois ans au Laboratoire de sociologie urbaine. Je remercie son directeur, Vincent Kaufmann, pour le temps de travail que j'ai pu mettre au service de cette recherche, une ressource rare dans le contexte académique actuel. Je tiens à exprimer toute ma gratitude à Julie Barbey, Jérôme Chenal, Christophe Jemelin et Yves Pedrazzini pour leur aide dans l'élaboration de l'iconographie. Jérôme Chenal a rédigé une riche note de synthèse sur l'architecture postmoderne dans le chapitre 6. Christophe Jemelin a relu une première version du manuscrit et m'a accompagné dans sa finalisation. Yves Pedrazzini m'a aidé à préparer l'entretien sur *The City and the Grassroots* et les mouvements sociaux urbains, comblant ainsi mes lacunes en la matière. Enfin, ce projet a été discuté par deux fois lors de séminaires du LASUR, bénéficiant des fruits de l'intelligence collective. Mes remerciements vont donc à l'ensemble de mes collègues du LASUR pour leur appui et leurs conseils.

Au plan logistique, ce travail a bénéficié du soutien financier de l'Institut du développement territorial (INTER) de l'EPFL. Je remercie donc l'INTER et le Professeur François Golay pour cette aide indispensable. Qu'il me soit aussi permis de saluer Chantal Blanc, documentaliste, qui m'a accompagnée dans les recherches bibliographiques pendant plus de deux ans et Christiane Roy pour l'organisation de mes missions en Espagne. Je tiens aussi à remercier Catherine Quetier, documentaliste au Laboratoire techniques, territoires et sociétés de l'École nationale des ponts et chaussées, pour son aide dans la reproduction d'anciens travaux français de sociologie urbaine.

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à Dominique Lorrain qui a joué un rôle déterminant à l'origine de ce projet, en me proposant l'idée d'un

livre d'entretiens, en me mettant en contact avec Manuel Castells et en me donnant des conseils méthodologiques. Je remercie aussi Sylvie Fol pour nos discussions fructueuses sur la méthode et la production d'une sociologie des études urbaines.

Enfin, je remercie les directeurs de la collection *Espace en société*, Michel Bassand, Vincent Kaufmann, Jacques Lévy et Jean-Marc Offner pour l'exercice de relecture et leur aide précieuse en vue de l'aboutissement de ce travail. J'adresse mes sincères remerciements aux Presses polytechniques et universitaires romandes, à son directeur, Olivier Babel, ainsi qu'à Muriel Reymond, pour leur accompagnement tout au long de la production de cet ouvrage.

Je ne saurais assez remercier mon conjoint, notre famille et nos amis, pour l'aide, la gaieté et les rires, pour ces instants de détente, entre lac et montagnes.



# Biographie de Manuel Castells

Né en Espagne, le 9 février 1942

## Postes académiques actuels

Professeur de communication et Chaire Wallis Annenberg sur les technologies de la communication et la société, Annenberg School of Communication, University of Southern California (USC), Los Angeles.

Professeur de sociologie, Professeur d'urbanisme et Professeur de relations internationales, University of Southern California (USC), Los Angeles.

Professeur-chercheur, Graduate Program on the Information Society, Universitat Oberta de Catalunya (UOC), Barcelone.

Professeur émérite de sociologie et d'aménagement urbain et régional, University of California at Berkeley.

Professeur invité, Marvin and Joanne Grossman Distinguished Visiting Professor of Technology and Society, Program on Science, Technology and Society, Department of Urban Studies and Planning and Media Arts and Sciences, Massachusetts Institute of Technology.

## Formation et titres universitaires

Formation secondaire à Valence et Barcelone, Espagne.

Etudes (4 ans) en droit et sciences économiques, Université de Barcelone (1958-62) (interrompues suite à un exil politique).

Licence (Master) en droit public et en économie politique, Université de Paris, 1964.

Diplôme en sociologie du travail, Université de Paris, 1965.

Diplôme d'études approfondies (Master) en Sociologie, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Université de Paris, 1966.

Doctorat de troisième cycle (Ph.D.) en sociologie, Université de Paris, 1967.

*Doctorado* (Ph.D.) en sociologie, Universidad Complutense de Madrid.

Doctorat d'Etat ès sciences humaines, Université de Paris-V « René Descartes-Sorbonne ».

### **Carrière académique**

Chercheur au Laboratoire de sociologie industrielle, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris, 1965-67.

Maître assistant, Université de Paris (campus de Nanterre), 1967-69.

Professeur-assistant de sociologie, University of Montreal, 1969-70.

Professeur-assistant de sociologie et directeur du séminaire de sociologie urbaine, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1970-79.

Professeur de sociologie et directeur, Institute for Sociology of New Technologies, Universidad Autonoma de Madrid, 1988-93.

Professeur-chercheur, Consejo Superior de Investigaciones Cientificas, Barcelone, 1997.

Professeur de sociologie et Professeur d'aménagement urbain et régional, University of California at Berkeley, 1979-2003.

### **Prix, titres honorifiques et récompenses académiques**

#### **Prix**

John H. Simon Guggenheim Fellowship, 1982-83.

C. Wright Mills Award de la Society for the Study of Social Problems, pour le livre *The City and the Grassroots*, University of California Press, 1983.

Prix Fernandez de los Rios pour le meilleur essai sur l'urbanisme, du gouvernement régional de Madrid pour le livre *Technopoles of the World*, 1995.

Prix du Catalan Institute of Technology pour le meilleur livre sur la société de l'information, 1998.

Robert and Helen Lynd Award pour sa contribution à la sociologie urbaine et communautaire, décerné par l'American Sociological Association, 1998.

Madrid Silver Medal of City Planning, du gouvernement de Madrid, 1999.  
Prize for Social Theory, de la Fundacio Rafael Campalans (Catalan Trade Unions), Barcelone, 1999.

Internet Cambrescat Award de la Chambers of Commerce of Catalonia pour sa contribution à la compréhension du rôle d'Internet dans les affaires et dans la société, Barcelone, 2000.

Kevin Lynch Award in Urban Design and Urban Planning du Massachusetts Institute of Technology, 2001.

Ordre du Lion de Finlande, décerné par le President de Finlande, 2002.

Erich Schelling Architecture Theory Prize 2004 d'Erich Schelling Architekturstiftung, Karlsruhe, Allemagne, 2004.

Ithiel de Sola Pool Award de l'American Political Science Association, pour ses avancées dans l'étude des politiques globales, 2004.

### **Doctorat Honoris Causa**

Docteur Honoris Causa, Universidad Mayor de San Andres, La Paz, Bolivie, 1998.

Docteur Honoris Causa, Universidad de Valencia, Espagne, 2001.

Docteur Honoris Causa, Universidad de Castilla-La Mancha, Espagne, 2001.

Docteur Honoris Causa, Twente University, Pays-Bas, 2001.

Docteur Honoris Causa, Queens University, Canada, 2002.

Docteur Honoris Causa, Helsinki University of Technology, Finlande, 2003.

Docteur Honoris Causa, University of Leuven, Belgique, 2004.

Docteur Honoris Causa, City University of London, 2004.

Docteur Honoris Causa, Universidad de Leon, Espagne, 2004.

Docteur Honoris Causa, New School University, New York, 2005.

Docteur Honoris Causa, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Suisse, 2006.

Medal of Honor, Universidade de Sao Paulo, Brésil, 1999.

Professeur honoraire, Higher School of Economics, Moscou, 2003.

Professeur honoraire, East China Normal University, Shanghai, 2004.

## Académies

Nommé membre de la Spanish Royal Academy of Economics and Finance en 2005.

Ordre Gabriela Mistral pour le mérite académique, décerné par le Président du Chili 2005.

National Medal of Science « Narcis de Monturiol », décerné par le gouvernement de Catalogne, 2003

Ordre des arts et des lettres du gouvernement français, décerné par le Ministre français de la culture, 2002.

Membre de l'Académie européenne (Sociologie) en 1994.

### Professeur invité

En plus de nombreuses invitations à des séminaires et conférences, Manuel Castells a été professeur invité dans plusieurs universités: Massachusetts Institute of Technology, Program on Science, Technology, and Society; Department of Urban Studies and Planning; et Media Lab. (depuis 2002), Liberal Arts University, Yekaterinburg, Russie (2004), Higher School of Economics, Moscou (2003), Center for Higher Education Transformation, Pretoria, Afrique du sud (2000), Oxford University, Business School (2000), University of Hawaii (2000), Hitotsubashi University, Tokyo (1995), University of Amsterdam (1995), Soviet Sociological Association's Program of Advanced Studies in Sociology, Moscou (1990 et 1991), Taiwan National University, Taipei (1989), National University of Singapore (1987), Universidad de Puerto Rico (1985), Universidad de San Simon, Cochabamba, Bolivie (1985), University of Southern California, School of Urban Planning, Los Angeles (1984, 1987, 1988), University of Hong Kong (1983 et 1987), Universidad Nacional Autonoma de Mexico (1982), Universidad Central de Venezuela, Caracas (1981), University of Wisconsin-Madison (1975 et 1977), Boston University (1976), Royal Academy of Fine Arts, Copenhagen (1976), Universidad Autonoma Metropolitana, Mexico (1976), University of California, Santa Cruz (1975), Université de Genève (1974), Universidade de Campinas, Sao Paulo (1971), Universidad Catolica de Chile, Santiago du Chili (1971 et 1972), Institut d'Etudes du Développement, Université de Paris (1970, 1971, 1972), Université de Montréal (1969), Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (Unesco), Santiago du Chili (1968 et 1970).

### **Principaux thèmes de recherche**

(par ordre d'importance en 2006)

Sociologie et économie des technologies de l'information et de la communication, analyse interdisciplinaire de la société de l'information, communication politique, théorie de la société en réseaux, développement régional, économie politique comparée, politique technologique, sociologie urbaine, urbanisation comparée, sociologie des mouvements sociaux, sociologie politique, relations internationales.

### **Principaux sujets d'enseignement**

(par ordre chronologique de 1967 à 2006)

Méthodologie et épistémologie des sciences sociales, sociologie urbaine, sociologie du développement, sociologie économique et économie politique, politiques urbaines et régionales comparées, planning social, urbanisation dans les pays en développement, développement régional, sociologie des technologies de l'information et de la communication, sociologie de la société de l'information, globalisation et communication, théorie de la société en réseaux.

# Bibliographie complète de Manuel Castells 1967-2006

## Ouvrages

(comme auteur ou comme auteur principal)

### 2005

*Globalización, Desarrollo y Democracia: Chile en el Contexto Mundial.* Santiago de Chile: Fondo de Cultura Económica.

### 1996-2004

*The Information Age: Economy, Society, and Culture.*

Oxford, Angleterre et Cambridge, Massachusetts: Blackwell Publishers.

*Volume I The Rise of the Network Society* (1996, 2<sup>e</sup> 2000)

*Volume II The Power of Identity* (1997, 2<sup>e</sup> 2004)

*Volume III End of Millennium* (1998, 2<sup>e</sup> 2000)

Traduit en espagnol (Alianza Editorial, Madrid y Siglo XXI, Mexico), français (Fayard), chinois (Academy of Social Sciences, Beijing, and Tonsan, Taipei), portugais (Paz e Terra, Sao Paulo, and Gulbenkian, Lisbon), russe (Higher School of Economics Press), suédois (Daidalus), coréen (Hansul), japonais (Toshindo), allemand (Leske+Budrich), italien (Bocconi), persi (Teheran, 2001), catalan (Edicions UOC), turc, croate, bulgare, lituanien, danois, macédonien (en cours), serbe (en cours), arabe (en cours), indonésien (en cours), hongrois (en cours).

### 2001

*The Internet Galaxy. Reflections on the Internet, Business, and Society.* Oxford: Oxford University Press.

Traduit en espagnol par Plaza&Janes, en français par Fayard, en Catalan par Rosa dels Vents, en italien par Feltrinelli, en allemand par Leske+Budrich, en Russe par U-Factoria, en suédois par Daidalos, en coréen par Hansul. En cours de traduction en polonais, néerlandais, portugais, hongrois, danois, chinois.

### 1999

*Global Economy, Information Society, Cities, and Regions.* Tokyo: Aoki Shoten.

### 1990

*The Shek Kip Mei Syndrome. Economic Development and Public Housing in Hong Kong and Singapore.* London: Pion.

**1989**

*The Informational City: Information Technology, Economic Restructuring and the Urban-Regional Process.* Oxford, Angleterre, et Cambridge, Massachusetts: Blackwell Publishers.

Traduit en espagnol (Alianza) et en chinois.

**1986**

*Nuevas Tecnologías, Economía y Sociedad en España.* 2 vols. Madrid: Alianza Editorial.

**1983**

*The City and the Grassroots. A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements.* Berkeley: University of California. Press et Londres: Edward Arnold.

Traduit en espagnol (Alianza), japonais (Honsei University Press), et partiellement traduit en coréen.

**1982**

*Capital Multinacional, Estados Nacionales y Comunidades Locales.* Mexico: Siglo XXI.

**1981**

*Crisis Urbana y Cambio Social.* Madrid-Mexico: Siglo XXI.

**1980**

*The Economic Crisis and American Society.* Princeton: Princeton University Press et Oxford: Basil Blackwell Publishers.

Publié en français (Presses Universitaires de France). Traduit en espagnol (Barcelone: Laia) et en chinois (Shanghai and Taipei).

**1978**

a. *City, Class, and Power.* Londres: Mac Millan et New York: St Martin's Press.

Traduit en japonais.

b. *Crise du logement et mouvements sociaux urbains. Enquête sur la région parisienne.* Paris: Mouton.

Traduit en italien.

**1975**

*Sociologie de l'espace industriel.* Paris: Anthropos.

Traduit en espagnol.



**1973**

*Luttes Urbaines*. Paris: Francois Maspéro.

Traduit en espagnol, italien, allemand, portugais et grec.

**1972**

*La Question Urbaine*. Paris: Francois Maspéro.

Traduit en anglais (MIT Press and Edward Arnold,1977), en espagnol, italien, allemand, portugais, grec, polonais et japonais.

**1971**

*Problemas de investigacion en sociologia urbana*. Madrid-Mexico: Siglo XXI.

Traduit en portugais.

### Ouvrages coécrits

**2006**

*Mobile Communication and Society: A Global Perspective*. Cambridge, Massachusetts: The MIT Press (avec Mireia Fernandez-Ardevol, Jack Linchuan Qiu et Araba Sey).

Traduit en espagnol par Alianza Editorial.

**2003**

*La societat xarxa a Catalunya*. Barcelone: Random House/Mondadori.

**2002**

*The Information Society and the Welfare State. The Finnish Model*, Oxford: Oxford University Press (avec Pekka Himanen).

Traduit en finlandais, espagnol, catalan, russe, japonais, coréen, ukrainien, italien.

**1997**

*Local and Global. The managements of cities in the Information Age*. Londres: Earthscan (avec Jordi Borja).

Conjointement publié en espagnol, traduit en italien.

**1995**

*The collapse of Soviet communism: A view from the Information Society*. Berkeley: University of California International and Area Studies Book Series (avec Emma Kiselyova) (édition 2003, Los Angeles: Figueroa Press).

**1994**

*Technopoles of the World. The Making of 21st Century Industrial Complexes.* Londres et New York: Routledge (avec Peter Hall).

Traduit en espagnol (Alianza), en chinois et en coréen.

**1993**

*The New Global Economy in the Information Age.* University Park: Penn State University Press (avec M. Carnoy, S. Cohen, F. H. Cardoso).

**1992**

*España, fin de siglo.* Madrid: Alianza Editorial. (avec C. A. Zaldivar) publié en anglais *Spain Beyond Myths.* Madrid: Alianza Editorial.

**1975**

a. *Metodología y epistemología de las ciencias sociales.* Madrid: Ayuso (avec E. de Ipola).

b. *Participación y cambio social en la problemática contemporánea.* Buenos Aires: Sociedad Interamericana de Planificación.

**1974**

*Monopolville. L'entreprise, l'Etat, l'urbain.* Paris: Mouton (avec Francis Godard).

**1973**

*La rénovation urbaine à Paris.* Paris: Mouton.

### **Direction d'ouvrages collectifs**

**2006**

*The Network Society. From Knowledge to Policy.* Washington DC: Center for Transatlantic Relations, The Johns Hopkins University (avec Gustavo Cardoso) (co-publié en portugais Lisbonne: Gulbenkian Foundation).

**2004**

*The Network Society: A Cross-Cultural Perspective.* Londres: Edward Elgar.

Traduit en espagnol, coréen, chinois.

**2003**

*Guerra y paz en el siglo XXI. Una perspectiva europea,* Barcelone: Tusquets (avec Narcis Serra).

**2002**

*Muslim Europe or Euro-Islam*. Londres: Lexington Books (avec Nezar Al Sayyad).  
Traduit en espagnol et en turc.

**1994**

*Estrategias para la Reindustrializacion de Asturias*. Madrid: Editorial Civitas.

**1992**

*Andalucia: Innovacion tecnologica y desarrollo economico*. Madrid: Espasa-Calpe.

**1991**

- a. *Dual City: Restructuring New York*. New York: Russell Sage.
- b. *La industria de las tecnologias de informacion: Espana en el contexto mundial (1985-1990)*. Madrid: Fundesco.
- c. *Las grandes ciudades en la decada de los noventa*. Madrid: Sistema.

**1989**

*The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*.  
Baltimore: Johns Hopkins University Press.

**1986**

*Territorial Development and Global Restructuring*. Londres: Sage.

**1985**

*High Technology, Space, and Society*. Beverly Hills: Sage.

**1974**

*Estructura de clase y politica urbana en America Latina*. Buenos Aires: Sociedad Interamericana de Planificacion.

## Articles scientifiques, essais et chapitres d'ouvrages

### 2005

« Global Governance and Global Politics », *Political Science*, janvier.

### 2004

« Space of Flows, Space of Places: Materials for a Theory of Urbanism in the Information Age » in Stephen Graham (dir.) *The Cybercities Reader*. Londres: Routledge, pp. 82-93.

« Estado y sociedad en la democracia chilena », *Política Exterior*, n°100, juillet-août 2004.

### 2003

« La interaccio entre les tecnologies de la informacio y la comunicacio y la societat xarxa: un canvi historic », *Coneixement i societat*, n°1, 2003, pp. 8-21.

### 2002

« Empirical study of the Information Society. Comparative Analysis of Employment in G7 Countries, 1920 to 2000 », *International Labour Review*, vol. 121, 2002, n°1-2, pp. 133-171 (avec Yuko Aoyama).

### 2001

« Urban Sociology in the 21<sup>st</sup> Century » in Ida Susser (dir.) *The Castells Reader on Cities and Social Theory*. Oxford: Blackwell.

« Informationalism and the Network Society ». Epilogue de Pekka Himanen *The Hacker Ethic and the Spirit of Informationalism*. New York: Random House, pp. 155-178.

« Globalization, the knowledge society and the network state: Poulantzas at the Millennium. », *Global Networks*, vol. 1, n°1, janvier, pp. 1-18 (avec Martin Carnoy).

### 2000

« Materials for an Exploratory Theory of the Network Society », *British Journal of Sociology*, vol. 51, n°1, janvier-mars, pp. 5-24.

« Towards a sociology of the network society? », *Contemporary Sociology*, été.

« Information Technology and Global Capitalism. » in Will Hutton et Anthony Giddens (dir.), *On the Edge. Living with Global Capitalism*, Londres: Jonathan Cape et New York: The New Press.

« The Culture of Cities in the Information Age », in *Frontiers of the Mind in the 21<sup>st</sup> Century*, Washington: Library of Congress.

« Globalización, estado y sociedad civil: el nuevo contexto histórico de los derechos humanos », *Isegoria*, 22 (2000), pp. 5-17.

« Russia in the Information Age » in Victoria Bonnell et George Breslauer (dir.) *Russia at the End of the 20th Century*. (avec E. Kiselyova).

« Russian Federalism and Siberian Regionalism, 1990-2000 » *City*; juin. (avec E. Kiselyova).

### 1999

« Grassrooting the Space of Flows », *Urban Geography*; vol. 20, n°4, mai-juin, pp. 294-302.

« The Culture of Cities in the Information Age » in *Frontiers of the Mind in the 21st Century*, Washington DC: The Library of Congress.

« The social implications of Information and communication technologies » in *World Social Science Report 1999*, Paris: Unesco, pp. 236-246.

### 1998

« Paths and Problems in the Integration of PostCommunist Russia in the Global Economy » in Stephen Cohen *et al.* *The Tunnel at the End of the Light: Russia in transition*. Berkeley: University of California, Berkeley Roundtable on the International Economy Press.

« The Informational City is a Dual City. Can It Be Reversed? » in Don Schon *et al.* (dir.) *Information Technology and Low-Income Communities*. Cambridge: MIT Press, pp. 25-42.

« The real crisis of Silicon Valley: A retrospective perspective », *Competition and Change*, vol. 2, 1998.

### 1997

« Globalization, Flows, and Identity: The New Challenges of Design » in William Saunders (dir.), *Architectural Practices in the Nineties*. Princeton: Princeton Architectural Press in New York City.

« Sustainable Flexibility: Work, Family, and Community in the Information Age » Paris: OECD. Education Division, Publication Series (avec M. Carnoy).

« Global flows and cultural identity: globalization and design practice » in William S. Saunders (dir.) *Architectural Practices in the 1990s*. Princeton: Princeton University Press.

### 1996

« El futuro del Estado del Bienestar en la sociedad informacional », *Sistema*, mars, pp. 35-53.

« The Net and the Self. Working Notes for a Critical Theory of the Informational Society », *Critique of Anthropology*, Vol. 16 (1), pp. 9-38.

« Insurgents against the new global order: A comparative analysis of Mexico's Zapatistas, the American Militia, and Japan's Aum Shinrikyo », *Berkeley Journal of Sociology*, Fall. (avec S. Yazawa et E. Kiselyova)

### 1995

« Les flux, les réseaux et les identités: où sont les sujets dans la société informationnelle? » in François Dubet et Michel Wieviorka (dir.) *Penser le sujet*. Paris: Fayard.

« Regionale Ungleichheiten im Informationszeitalter » in Franz Lehner *et al.*

« Regiovision: Neue Strategien für alte Industrieregionen » Munich: Rainer Hampp Verlag, pp. 34-46.

### 1994

« Paths towards the informational society: employment structure in G-7 countries, 1920-1990 », *International Labour Review*. Vol. 133, n°1, pp. 1-33. (avec Yuko Aoyama)

« L'école française de sociologie urbaine vingt ans après: retour au futur? », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, octobre.

« Flujos, redes e identidades » in Collective Author, *Nuevas perspectivas críticas en educación*, Barcelone: Paidós, pp. 15-53.

### 1993

« Sociologia de la crisis política rusa », *Política Exterior*, vol. VII, n°32, pp. 55-80.

« European Cities, the Informational Society, and the Global Economy », *Journal of Economic and Social Geography*, n°4, pp. 247-257.

### 1992

« Four Asian Tigers with a Dragon Head: State Intervention and Economic Development in the Asian Pacific Rim », in Richard Appelbaum et Jeff Henderson (dir.) *State and Society in the Pacific Rim*. Londres: Sage.

« Rusia, Año I: el Presidente en su laberinto », *Política Exterior*, printemps.

« The World Has Changed: Can Planning Change? », *Landscape and Urban Planning*, n°22, pp. 73-78.

## 1991

« Las tecnologías de la información (1985-1990): España en el contexto mundial » in Roberto Dorado *et al.* (dir.) *Ciencia, tecnología e industria en España*. Madrid: Fundesco (avec M. Gamella).

« La nueva revolución rusa », *Claves*, octobre.

« Die zweigeteilte Stadt - Arm und Reich in den Städten Lateinamerikas, der USA und Europas » in Tilo Schabert (dir.) *Die Welt der Stadt*. Munich-Zurich: Piper, pp. 199-216.

« Informatisierte Stadt und Soziale Bewegungen » in Martin Wentz (dir.) *Stadt-Räume*, Frankfurt: Campus Verlag, pp. 137-148.

« Sotsiologicheskie ocherki » in *Yezhegodnik*, Moscou: Visshie Sotsiologicheskie Kursi, pp. 7-27.

« Sotsiologua modernizatsii y ekonomicheskogo razsvitia » in *Kurs Lecsij*, Moscou: Visshie Sotsiologicheskie Kursi, pp. 3-8.

« Modernizatsia: ekonomica y sotsialnie structuri » in *Materiali Kruglogo Stola*, Moscou: Visshie Sotsiologicheskie Kursi.

## 1990

« El fin del comunismo », *Claves*, n°1.

« Estrategias de desarrollo metropolitano: la articulación entre crecimiento económico y calidad de vida » in Jordi Borja *et al.* (dir.) *Las grandes ciudades en la década de los noventa*. Madrid: Sistema.

« Social Movements and the Informational City », *Hitotsubashi Journal of Social Studies*, n°21, pp. 197-206.

« Visokie tejnologuii y obschestvo » in *Lectsia: Vlianie novij tejnologuiy na raboto y zhaniatost*, Moscou: Visshie Sotsiologicheskie.

## 1989

« The New Dependency: Technological Change and Socio-Economic Restructuring on Latin America », *Sociological Forum*, automne (avec Roberto Laserna).

« Nuevas tecnologías y desarrollo regional », *Economía y Sociedad*, n°2, pp. 23-40.

« World Underneath: The Origins, Dynamics and Effects of the Informal Economy » in A. Portes, M. Castells, L. Benton (dir.) *The Informal Economy*, Baltimore: Johns Hopkins University Press (avec A. Portes).

« Social Movements and the Informational City », *Hitotsubashi Journal of Social Studies*, n°21, pp. 197-206.

« High Technology and the New International Division of Labour », *Labour Studies*, octobre.

« High Technology and the Changing International Division of Production: Implications for the U.S. Economy » in Randall B. Purcell (dir.) *The Newly Industrializing Countries in the World Economy. Challenges for U.S. Policy*. Boulder: Lynne Rienner, pp. 13-50 (avec Laura Tyson).

### 1988

« Innovation technologique et centralité urbaine », *Cahiers de la Recherche Sociologique*, vol.6, n°2, pp. 27-36.

« The New Industrial Space. Information Technology Manufacturing and Spatial Structure in the United States » in George Sternlieb et James W. Hughes (dir.) *America's Market Geography*. New Brunswick: Center for Urban Policy Research, Rutgers University.

« Nuevas tecnologías, economía y sociedad » Madrid: Universidad Autónoma de Madrid, Lección inaugural del curso académico 1988-89.

« Crisis urbana, Estado y participación popular » Cochabamba, Bolivie: Colegio de Arquitectos de Cochabamba, Lectures.

« High Technology Choices Ahead: Restructuring Interdependence » in John W. Sewell and Stuart K. Tucker (dir.) *Growth, Exports and Jobs in a Changing World*, Washington D.C.: Overseas Development Council, Transaction Books, pp. 55-95 (avec Laura Tyson).

### 1987

« Competitività internazionale, innovazione tecnologica e trasferimento di tecnologia in un'economia aperta: l'esperienza della Spagna degli anni ottanta » in Patrizio Bianchi (dir.) *Crescita e Competitività: Strategie Nazionali*. Bologne: Nomisma, Laboratorio di Politica Industriale (avec Javier Nadal).

« Revolución tecnológica y reestructuración económico-política del sistema mundial » in Manuel Castells et al., *Impacto de las tecnologías avanzadas sobre el concepto de seguridad*, Madrid: Fundación de estudios sobre la paz y las relaciones internacionales.

« Ocho modelos de desarrollo tecnológico », *Nuevo Siglo*, n°1, pp. 5-13.

### 1986

« High Technology and Urban Dynamics in the United States » in Mattei Dogan and John D. Kasarda (dir.) *The Metropolis Era*. vol. 1, Beverly Hills: Sage.

« High Technology, World Development and Structural Transformation », *Alternatives*, Vol. XI, n°3.

« Technological Change, Economic Restructuring and the Spatial Division of Labor » in Walter Stohr (dir.) *International Economic Restructuring and the Territorial Community*. Vienne: United Nations Industrial Development Organization.



« The New Urban Crisis » in Dieter Friek (dir.) *The Quality of Urban Life*. Berlin et New York: Walter de Gruyter.

### 1985

« Urbanization and Social Change: the New Frontier » in Orlando Fals Borda (dir.) *The Challenge of Social Change*. Londres: Sage Studies in International Sociology, pp. 93-106.

« El impacto de las nuevas tecnologías sobre los cambios urbanos y regionales » in Peter Hall *et al.* *Metropolis, Territorio y Crisis*. Madrid: H. Blume, pp. 37-62.

« Estado, cultura y sociedad: las nuevas tendencias históricas » in Collective Author *Cultura y Sociedad*. Madrid: Ministerio de Cultura.

### 1984

« Class and Power in American Cities », *Contemporary Sociology*, vol. 13, n°3, pp. 270-273.

« Madrid: Planeamiento urbano y gestión municipal », *Ciudad y Territorio*, janvier-juin, pp. 13-40.

« Participation, Politics, and Spatial Innovation: Commentary on Bologna, Orcasitas, and SAAL » in Richard Hatch (dir.) *The Scope of Social Architecture. Columns*, vol.1, New Jersey Institute of Technology and Van Nostrand.

« After the Crisis? », *World Policy Journal*, printemps, pp. 495-516. (avec Martin Carnoy)

### 1983

« Crisis, Planning, and the Quality of Life », *Environment and Planning D*, vol. 1, n°1, pp. 3-21.

### 1982

« Squatters and Politics in Latin America » in Helen J. Safa (dir.) *Towards a Political Economy of Urbanization in Third World Countries*. New Delhi: Oxford University Press, pp. 242-262.

« Cultural Identity and Urban Structure: the Spatial Organization of San Francisco's Gay Community », *Urban Affairs Annual Reviews*, vol. 22, Beverly Hills: Sage, pp. 237-260 (avec Karen Murphy).

### 1981

« Local Government, Urban Crisis, and Political Change », *Political Power and Social Theory: A Research Annual*, vol. 2, pp. 1-20.

### 1979

« Revisar a Engels », *Argumentos*, juillet.

« La intervencion administrativa en los centros urbanos de las grandes ciudades », *Papers. Revista de Sociologia*, n°11, pp. 227-250.

### 1978

« Urban Social Movements and the Struggle for Democracy: The Citizen Movement in Madrid », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 2, n°1, pp. 133-146.

« Mouvements sociaux urbains et changement politique » in Alain Touraine (dir.) *Mouvements sociaux d'aujourd'hui*. Paris: Les Editions Ouvrières.

### 1977

« Towards a Political Urban Sociology » in Michael Harloe (dir.) *Captive Cities*, Londres: John Wiley, pp. 61-78.

« Marginalité urbaine et mouvements sociaux au Mexique: le mouvement des posesionarios dans la ville de Monterrey », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 1, n°2, pp. 145-50.

« Les conditions sociales d'émergence des mouvements sociaux urbains », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 1, n°1.

« Apuntes para un analisis de clase de la politica urbana del Estado mexicano », *Revista Mexicana de Sociologia*, n°4.

### 1976

« Crise de l'Etat, consommation collective et contradictions urbaines » in Nicos Poulantzas (dir.) *La Crise de l'Etat*. Paris: Presses Universitaire de France, pp. 179-208.

« The Wild City », *Kapital-State*, n°4-5, été, pp. 1-30.

« Theoretical Proposition for an Experimental Study of Urban Social Movements » in G.C. Pickvance (dir.) *Urban Sociology: Critical Essays*. Londres: Tavistock, pp. 147-73.

« The Service Economy and the Post-Industrial Society. A Sociological Critique », *International Journal of Health Services*, vol. 6, n°4, pp. 596-607.

« La crise urbaine aux Etats-Unis: vers la barbarie? », *Les Temps Modernes*, février, pp. 1178-1240.

### 1975

« Advanced Capitalism, Collective Consumption and Urban Contradictions » in Leo Lindberg et al. (dir.) *Stress and Contradiction in Modern Capitalism*. Lexington: Heath, pp. 175-198.

« Urban Sociology and Urban Politics: From a Critique to New Trends of Research », *Comparative Urban Research*, vol. III, n°1. (Réimprimé in John Walton (dir.) *The City in Comparative Perspective*. Beverly Hills: Sage, 1976)

« La fonction sociale de la planification urbaine: le cas de la région de Dunkerque », *Recherches Sociologiques*, n°3.

« Immigrant Workers and Class Struggle: the Western European Experience », *Politics and Society*, n°1.

#### 1974

« Contraddizione e disuguaglianza nella città », *Il Mulino*, n°1.

« Consommation collective, intérêts de classe et processus politique dans le capitalisme avancé », *Papers. Revista de Sociologia*. pp. 63-90.

« Remarques sur le pouvoir local », *Revue française de sociologie*, juin.

#### 1973

« Epistemologia y ciencias sociales », *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, n°1.

« Il rinnovo urbano di Parigi: aspetti economici e politici », *Archivio di Studi Urbani e Regionali*, n°2.

« Movimiento de pobladores y lucha de clases en Chile », *Revista Latinoamericana de Estudios Urbanos*, n°3.

« Tesi sulla questione urbana », *Archivio di Studi Urbani e Regionali*, n°1.

« La teoría marxista de las clases sociales y la lucha de clases en America Latina », auteur collectif, *Las clases sociales en America Latina*, Mexico: Siglo XXI.

#### 1972

« Luittes de classes et contradictions urbaines », *Espaces et Sociétés*, n°6-7, octobre.

« Symbolique urbaine et mouvements sociaux », *Versus. Studi Semiotici*.

#### 1971

« La sociologie et la question urbaine », *L'architecture d'aujourd'hui*, septembre, pp. 91-100.

« El mito de la cultura urbana », *Revista Latinoamericana de Estudios Urbanos*, n°3, pp. 27-42.

« La détermination des pratiques sociales en situation de retraite », *Sociologie du Travail*, n°3. (avec Anne-Marie Guillemard).

« L'urbanisation dépendante en Amérique latine », *Espaces et Sociétés*, n°3, pp. 5-23.

**1970**

- « Structures sociales et processus d'urbanisation », *Annales*, août, pp. 1155-1199.
- « Reconquête urbaine et rénovation-déportation à Paris », *Sociologie du Travail*, n°4, pp. 488-514. (co-auteur)
- « La rénovation urbaine aux Etats-Unis », *Espaces et Sociétés*, n°1, 107-137.
- « Les nouvelles frontières de la méthodologie sociologique », *Information sur les sciences sociales*, pp. 79-108.

**1969**

- « Le centre urbain », *Cahiers internationaux de sociologie*, mai, pp. 83-106.
- « Entreprise industrielle et développement urbain », *Synopsis*, septembre, pp. 69-79.
- « Vers une théorie sociologique de la planification urbaine », *Sociologie du Travail*, n°4, pp. 130-143.
- « Théorie et idéologie en sociologie urbaine », *Sociologie et Sociétés*, n° 2, pp. 171-191.

**1968**

- « Y a-t-il une sociologie urbaine? », *Sociologie du Travail*, n°1, pp. 72-90.
- « La mobilité des entreprises industrielles dans la région parisienne », *Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne*, vol. 11 (co-auteur).

**1967**

- « Mobilité des entreprises et structure urbaine », *Sociologie du Travail*, n°4, pp. 369-405. (co-auteur)

## Principaux rapports de recherche

**2006**

*De la función de producción agregada a la frontera de posibilidades de producción: productividad, tecnología y crecimiento económico en la era de la información.* Discours d'entrée à la Real Academia de Ciencias Economicas y Financieras, Barcelone, Real Academia de Ciencias Economicas y Financieras, 18 février 2006.

**2004**

*The Mobile Communication Society.* Los Angeles: University of Southern California, Annenberg Research Network on International Communication (avec Mireia Fernandez, Jack Lin Chuan Qiu et Araba Sey).

**2002**

*La societat xarxa a Catalunya/La sociedad red en Cataluña/The Network Society in Catalonia.* Project Internet Catalonia (PIC), Universitat Oberta de Catalunya, Barcelone, publié en ligne, juillet 2002 ([www.uoc.edu](http://www.uoc.edu)).

**2002**

*The Finnish Model of Information Society.* Helsinki: SITRA (avec Pekka Himanen).

**2001**

*Diffusion and Uses of Internet in Catalonia and in Spain. A Commented Summary of Available Evidence.* Barcelone: IN3, Universitat Oberta de Catalunya, IN3 Working Paper (avec Maria Isabel Diaz de Isla).

**1999**

a. *Russia in the Information Age.* Berkeley: University of California, Center for Slavic Studies et Carnegie Foundation (avec Emma Kiselyova).

b. *Globalización, Identidad y Estado en America Latina.* Santiago du Chili: Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo.

**1998**

*Russia as a Network Society.* Stanford: Stanford University Conference on Russia, Conference Proceedings (avec Emma Kiselyova).

**1996**

*The Missing Link: Siberian Oil and Gas and the Pacific Economy.* Berkeley: University of California, Institute of Urban and Regional Development. (avec Emma Kiselyova et Alexander Granberg).

**1994**

- a. *La reindustrialización de Asturias: problemas, perspectivas y estrategias*. Oviedo: Presidencia del Principado de Asturias (directeur).
- b. *La modernización tecnológica de las empresas industriales de electrónica y telecomunicaciones en Rusia*. Madrid: Universidad Autónoma, Instituto de Sociología de Nuevas Tecnologías, Programa de Estudios Rusos (directeur).
- c. *El proceso de cambio político y social en la Rusia postcomunista*. Madrid: Universidad Autónoma, Instituto de Sociología de Nuevas Tecnologías, Programa de Estudios Rusos. (directeur).

**1993**

*Paths Toward the Informational Society: the Transformation of Employment Structure in the G-7 Countries, 1920-2005*. Berkeley: University of California, Berkeley Roundtable on the International Economy (avec Yuko Aoyama).

**1992**

- a. *Informe sobre la formación del medio de innovación tecnológica «Cartuja 9» (Sevilla, Spain)*. Séville: Sociedad Estatal Expo'92. (avec Clara García et Isabel Ramos)
- b. *Informe-Dictamen sobre el desarrollo sostenible del entorno del Parque Nacional de Doñana (Andalucía, Spain)*. Séville: Junta de Andalucía (coordinateur).

**1991**

*The University as Engine of Development in the New World Economy*. Rapport pour la Banque Mondiale, Washington D.C.

**1989**

- a. *El impacto de las nuevas tecnologías en la economía mundial. Implicaciones para la economía española*. Rapport pour le Ministerio de Economía, Madrid.
- b. *The State and Technological Policy: A Comparative Analysis of the U.S. Strategic Defense Initiative, Informatics Policy in Brazil, and Electronic Policy in China*. Berkeley: University of California, Berkeley Roundtable on the International Economy (directeur).

**1988**

- a. *Economic Modernization and Technology Transfer in the People's Republic of China*. Stanford: Stanford University, School of Education, CERAS (avec Martin Carnoy et Patrizio Bianchi).
- b. *Desarrollo tecnológico, cooperación internacional y espacios de innovación*. Rapport pour la Sociedad Estatal Expo'92, Séville, Espagne.

**1988**

a. *The Developmental City State in an Open World Economy: the Singapore Experience*. Berkeley: University of California, Berkeley Roundtable on the International Economy.

b. *Economic Development and Public Housing in the Asian Pacific Rim: A Comparative Analysis of Hong Kong, Singapore, and Shenzhen Special Economic Zone*. Berkeley: University of California, Institute of Urban and Regional Development (avec Reg W. Kwok et Lee Goh).

**1987**

*The Real Crisis of Silicon Valley*. Santa Cruz: University of California, Silicon Valley Research Group.

**1986**

a. *Public Housing and Economic Development in Hong Kong*. Hong Kong: University of Hong Kong, Centre of Urban Studies and Planning.

b. *High Technology, Economic Policies, and World Development*. Rapport préparé pour le Committee for a Just World Peace, publié par Berkeley Roundtable on the International Economy, University of California.

**1985**

*El impacto de las nuevas tecnologías sobre la economía y la sociedad en Espana*. Madrid: rapport pour la Presidencia del Gobierno. (directeur)

**1984**

*Towards the Informational City? High Technology, Economic Change, and Spatial Structure*. Berkeley: University of California, Institute of Urban and Regional Development.





## Glossaire

Les définitions sont triées par ordre chronologique d'apparition dans les travaux de manuel Castells.

**Système urbain (1972)**: articulation spécifique des instances d'une structure sociale à l'intérieur d'une unité (spatiale) de reproduction de la force de travail. Le système urbain organise l'ensemble des rapports entre les éléments de la structure spatiale. Ces derniers comprennent les deux éléments fondamentaux du système économique (production et consommation) et l'élément qui en dérive (échange), la gestion (en tant que spécification urbaine de l'instance politique) et l'élément symbolique qui exprime la spécification de l'idéologie au niveau des formes spatiales.

[définition de G. Pflieger à partir de *La question urbaine*, Castells, 1972, p. 299]

ce concept est discuté dans le chapitre 2

**Mouvement social urbain (1972)**: « un système de pratiques résultant de l'articulation d'une conjoncture définie, à la fois, par l'insertion des agents-supports dans la structure urbaine et dans la structure sociale, et tel que son développement tende objectivement vers la transformation structurelle du système urbain ou vers une modification substantielle du rapport de force dans la lutte de classes, c'est-à-dire, en dernière instance, dans le pouvoir d'Etat. »

[in *La question urbaine*, Castells, 1972, p. 444; voir aussi la définition de « Mouvement social urbain » (1983)]

ce concept est discuté dans le chapitre 4

**Monopolville (1974)**: ville produite par les nouveaux rapports sociaux qui définissent la phase et le stade actuel du capitalisme à l'échelle mondiale, caractérisée par l'interpénétration et l'hégémonie conjointes des grandes entreprises et de l'appareil d'Etat. Une Monopolville peut être définie à travers quelques traits spécifiques fondamentaux: la socialisation extrême des moyens de consommation; l'instauration de cadences de consommation collective et par conséquent du fonctionnement minuté du système urbain; le découpage fonctionnel de l'espace et de l'organisation urbaine centrée sur des flux d'échanges; l'intervention omniprésente de l'appareil d'Etat dans l'ensemble des processus de production, gestion et régulation des éléments urbains et de leurs contradictions.

[définition de G. Pflieger à partir de *Monopolville*, Castells, 1974, p. 461]

ce concept est discuté dans le chapitre 3

**Mouvement social urbain (1983)**: un mouvement social urbain doit tout d'abord se considérer lui-même comme « urbain » ou comme « citoyen ». Ensuite, un mouvement social urbain doit être fondé localement et défini territorialement. Enfin, les mouvements sociaux doivent se mobiliser simultanément sur trois objectifs majeurs que sont la consommation collective, l'identité culturelle et l'autogestion politique. Ces trois thèmes doivent se combiner dans la pratique des mouvements, car la dissociation de ces objectifs, ou la restriction à un seul de ces buts, les transformeraient en groupes d'intérêts, et non en mouvements de transformation de la société.

[définition de G. Pflieger à partir de *The City and the Grassroots*, Castells, 1983b, p. 328]

ce concept est discuté dans le chapitre 4

**Ville duale (1989)**: alors que la ville duale est un thème classique de la sociologie urbaine, on observe une nouvelle forme de dualisation spécifiquement liée au processus de restructuration du capitalisme et d'expansion de l'économie informationnelle. Ce dualisme est lié à un processus simultané de croissance et de déclin des industries et des entreprises, prenant place dans les points nodaux de la géographie économique; c'est-à-dire les grandes métropoles où la plupart des activités et des emplois liés à l'information sont concentrés. Cette transformation de l'organisation spatiale est caractérisée par un processus de différenciation du travail entre deux types de secteurs de l'économie qui tendent à être dissociés au plan spatial: une économie formelle fondée sur l'information, d'une part, et une économie informelle fondée sur le travail, d'autre part.

[définition de G. Pflieger à partir des textes en anglais in *The Informational City*, Castells, 1989, p. 224]

ce concept est discuté dans le chapitre 5

**Mode de développement informationnel ou informationnalisme (1989 et 1996)**: « le mode de développement représente l'ensemble des dispositions techniques par lesquelles le travail agit sur la matière pour élaborer le produit, déterminant en définitive le niveau et la qualité de l'excédent. Chaque mode de développement est défini par l'élément responsable au premier chef de la productivité dans le processus de production. [...] »

Dans le mode industriel de développement, la productivité dépend principalement de l'introduction de nouvelles sources d'énergie et dans la capacité à décentraliser l'utilisation de l'énergie dans les processus de production et de circulation. Dans le nouveau mode informationnel de développement, c'est la technologie de la production du savoir, du traitement de l'information et de communication des symboles qui engendre la productivité. »

[concept employé dès 1989 in *The Informational City*, défini pour la première fois en anglais in *The Rise of the Network Society* Castells, 1996; traduction française citée in Castells, 1998b, p. 38]

ce concept est discuté dans le chapitre 5

**Espace des flux (1989):** L'espace des flux est l'espace le plus significatif pour le fonctionnement, la performance et l'existence des organisations économiques au sein du mode de développement informationnel. L'espace des flux résulte de la conjonction de deux processus conjoints de centralisation et de décentralisation des activités économiques: d'un côté, les décisions de haut niveau sont de plus en plus centralisées dans les centres métropolitains et, de l'autre, les activités de logistique et de production sont de plus en plus décentralisées. Seuls les flux de communication permettent le fonctionnement de cette organisation à la fois centralisée et décentralisée. Le *back office* ne pouvant fonctionner que grâce aux instructions reçues des directions centralisées. Toutefois, la grande majorité des flux sont orientés et leurs directions disposent de caractéristiques sociales spécifiques et localisées (par exemple dans les quartiers d'affaires des métropoles internationales où se concentrent les élites décisionnelles).

[définition de G. Pflieger à partir des textes en anglais in *The Informational City*, Castells, 1989, p. 169]

ce concept est discuté dans le chapitre 5

**Espace des flux (1996):** « l'espace des flux est l'organisation matérielle des pratiques sociales du temps partagé qui s'effectuent au travers de flux. [Les flux sont des] séries significatives, répétitives et programmables d'échanges et d'interactions entre des positions géographiquement éloignées occupées par des acteurs sociaux dans les structures économiques, politiques et symboliques de la société. L'espace des flux, en tant que support matériel des processus et des fonctions dominant la société informationnelle, peut être décrit (plutôt que défini) par la combinaison d'au moins trois

strates de supports matériels qui, ensemble, le constituent. La première strate, le premier support matériel de l'espace des flux, se compose en fait d'un circuit d'impulsions électroniques [...] qui forment, ensemble, la base matérielle des processus stratégiquement essentiels à la mise en réseaux de la société. La deuxième strate de l'espace des flux se compose de ses nœuds et de ses moyeux. L'espace des flux n'est pas sans lieu, contrairement à sa logique structurelle. Il repose en fait sur un réseau électronique qui relie des lieux spécifiques aux caractéristiques sociales, culturelles et fonctionnelles bien définies. [...] La troisième strate importante de l'espace des flux concerne l'organisation spatiale des élites gestionnaires dominantes qui exercent les fonctions de direction autour desquelles cet espace s'articule. »

[définition publiée pour la première fois en anglais in *The Rise of the Network Society*, Castells, 1996; traduction française citée in Castells 1998b, pp. 463-467]

ce concept est discuté dans le chapitre 6

**Espace des lieux (1996):** « Un lieu est un espace dont la forme, la fonction et le sens composent un ensemble dans le cadre d'une continuité physique. La grande majorité des gens, dans les sociétés avancées comme dans les sociétés traditionnelles, vivent en des lieux donnés et ont donc une perception de leur espace localisée. »

[définition publiée pour la première fois en anglais in *The Rise of the Network Society*, Castells, 1996; traduction française citée in Castells 1998b, p. 475]

ce concept est discuté dans le chapitre 6

**Société en réseaux (1996):** « un réseau est un ensemble de nœuds interconnectés. Un nœud est un point d'intersection d'une courbe par elle-même. La réalité d'un nœud dépend du type de réseau auquel il appartient. Dans le réseau des flux financiers globaux [par exemple], les nœuds sont constitués par les Bourses de valeurs et leurs annexes. [...] La topologie définie par le réseau implique que la distance (ou l'intensité et la fréquence de l'interaction) entre deux points (ou positions sociales) est plus courte (ou plus fréquente, ou plus intense) entre deux nœuds d'un même réseau qu'entre deux nœuds de réseaux différents. [...] L'inclusion/l'exclusion dans les réseaux et l'architecture des relations entre les réseaux, mises en œuvre au moyen de technologies opérant à la vitesse de la lumière, dessinent les fonctions et les processus dominants de nos sociétés. Les réseaux sont des structures ouvertes susceptibles de s'étendre à l'infini, intégrant des nœuds nouveaux tant qu'ils sont capables de communiquer

au sein du réseau, autrement dit qui partagent les mêmes codes de communication (par exemple, des valeurs ou des objectifs de résultat). Une structure sociale fondée sur des réseaux est un système très dynamique et ouvert, capable d'innover sans mettre en cause son équilibre. Les réseaux sont parfaitement appropriés à une économie de type capitaliste reposant sur l'innovation, la globalisation et la concentration décentralisée; aux emplois, aux travailleurs et aux entreprises reposant sur la flexibilité et l'adaptabilité; à une culture de la déconstruction et de la reconstruction sans fin; à un système politique conçu pour traiter instantanément des valeurs et des humeurs publiques changeantes; à une organisation sociale visant la négation de l'espace et à l'annihilation du temps. La morphologie du réseau opère néanmoins de spectaculaires réorganisations des relations de pouvoir. Les commutateurs qui connectent les réseaux (par exemple, les flux financiers qui prennent le contrôle d'empires médiatiques exerçant une influence sur les processus politiques) sont les instruments privilégiés du pouvoir, et ceux qui manient les commutateurs détiennent le pouvoir. »

[définition publiée pour la première fois en anglais in *The Rise of the Network Society*, Castells, 1996; traduction française citée in Castells 1998b, pp. 526-527]

ce concept est discuté dans le chapitre 6

**Identité (1997):** « (quand le terme s'applique aux acteurs sociaux) processus de construction de sens à partir d'un attribut culturel, ou d'un ensemble cohérent d'attributs culturels, qui reçoit priorité sur toutes les autres sources. Un même individu, ou un même acteur collectif, peut en avoir plusieurs. Mais cette pluralité d'identités engendre des tensions et des contradictions, tant dans l'image qu'il se fait de lui-même que dans son action au sein de la société. [...] Les identités sont sources de sens pour les acteurs eux-mêmes et par eux-mêmes, elles sont construites par « personnalisation ». Même si elles peuvent provenir des institutions dominantes, elles ne deviennent des identités que lorsque (et si) des acteurs sociaux les intériorisent et construisent leur propre sens autour de cette intériorisation. »

[définition publiée pour la première fois en anglais in *The power of Identity*, Castells, 1997; traduction française citée in Castells, 1999a, p. 17]

ce concept est discuté dans le chapitre 6

